

مكتبة النخيل

Le Monde des livres : le retour du féminisme

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 18038 - 7 F

VENDREDI 4 JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE

Alternance ethnique au Burundi

LES élections qui se succèdent en Afrique réservent des surprises : contre toute attente, le major Pierre Buyoya, au pouvoir depuis son coup d'Etat de 1987 et représentant de la minorité tutsi qui a toujours dominé le Burundi, a perdu l'élection présidentielle du 1^{er} juin au profit d'un jeune opposant, Melchior Ndadaye, un Hutu crédité, dans l'attente des résultats officiels, de 60 % des suffrages.

Etape historique dans la vie du petit pays d'Afrique centrale (vingt millions d'habitants), ce scrutin, qui bouleversera le délicat équilibre ethnique dans la région, risque d'avoir des répercussions au-delà des frontières nationales. Au Rwanda comme au Burundi, Hutus et Tutsis, animés par une haine vénérale, s'affrontent régulièrement, au prix de milliers de morts. Les premiers, qui dirigent le Rwanda, sont confrontés à une rébellion des seconds, dont on ne voit pas la fin malgré d'incessantes négociations. Quant aux Tutsis, ils avaient toujours mené le Burundi d'une main de fer, alors qu'ils n'y représentaient que 15 % de la population.

HOMME d'ouverture, le major Buyoya voulait casser cette logique de la « domination ». Il avait nommé un premier ministre hutu, formé un gouvernement « paritaire » puis introduit le multipartisme, en 1992. Confiant dans les retombées de cette politique de réconciliation nationale, il considérait sa victoire comme acquise. C'était faire peu de cas de l'ethnisme : la communauté hutue, majoritaire, a voté pour l'un des siens, privilégiant l'alternance ethnique. Sans doute l'usage du pouvoir a-t-elle joué au détriment de M. Buyoya, mais, indubitablement, le facteur ethnique l'a emporté sur le facteur politique.

Bien que le résultat se soit déroulé dans le calme, et malgré les déclarations apaisantes du vaincu (« Je m'inclinerai devant le verdict du peuple ») et du chef d'état-major des armées (« l'armée respecte la démocratie »), des craintes demeurent, nuancées, que pour les semaines à venir, puisque des élections législatives doivent avoir lieu le 29 juin.

La communauté tutsi est en effet fondée à nourrir une certaine inquiétude. Les Hutus, victimes d'un génocide en 1972 (au moins 100 000 morts), de massacres de l'armée en 1988 (probablement 10 000 morts) puis en 1991 - à la suite d'attaques menées par les leurs - ne risquent-ils pas de se livrer à une revanche ?

M. Melchior s'est voulu rassurant. Il a promis d'exhorter ses partisans à « ne pas être arrogants ». Sera-t-il suivi ? Sans doute gagnerait-il à faire sienne la politique de réconciliation nationale de son prédécesseur, qui restera « l'homme du dialogue démocratique ». Mais il devra tenir compte du poids de l'histoire, auquel toute la région ne cesse de payer un lourd tribut.

Lire page 5 les articles de notre envoyé spécial
JEAN HÉLÈNE

M0147 - 0904 0 - 7.00 F



L'éviction du président yougoslave et les arrestations d'opposants

Slobodan Milosevic renforce et durcit son pouvoir à Belgrade

Dobrica Cosic, le président yougoslave, destitué par le Parlement fédéral de Belgrade, a dénoncé, mercredi 2 juin, le pouvoir « despotique » exercé par Slobodan Milosevic. Il a accusé le numéro un serbe d'entraîner le pays dans le chaos économique et social, et de vouloir restaurer un « système totalitaire ». En décidant de limoger Dobrica Cosic, les députés ont renforcé le pouvoir de M. Milosevic qui veut ainsi se présenter comme le seul interlocuteur de la communauté internationale dans la crise bosniaque. A Belgrade, l'opposition a réclamé la libération de tous les manifestants arrêtés à la suite des violents affrontements de mardi soir avec les forces de l'ordre.

BELGRADE

de notre correspondant

Le calme était revenu, jeudi 3 juin, dans le centre de Belgrade où les passants déambulaient tranquillement sous un soleil d'été. Comme si les violents affrontements de la veille au soir, qui avaient fait un mort dans les rangs de la police et plusieurs dizaines de blessés (le 3 juin), s'étaient déroulés à une autre époque ou dans une autre ville. D'importantes forces de police restaient pourtant déployées dans le quartier du Parlement fédéral pour empêcher tout nouveau rassemblement.

Le mouvement systématique des derniers manifestants qui se trouvaient sur la place de la République alors que la foule s'était déjà dispersée - matraque auquel n'ont pas échappé les journalistes et diplomates étrangers qui suivaient l'événement - ainsi que l'arrestation de Vuk Draskovic, président du Mouvement du renouveau serbe (SPO), de son épouse et de plusieurs députés de l'opposition anti-Milosevic constituaient sans doute une mise en garde pour l'avenir. Le régime a voulu montrer qu'il ne tolérerait pas de nouvelles contestations.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite et nos informations page 3

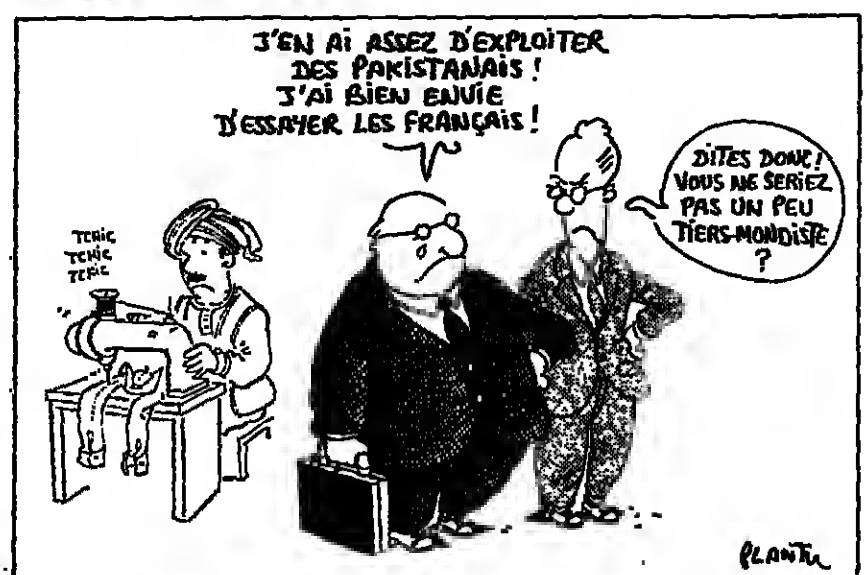
Lire également page 3

Les points de vue de plusieurs porte-parole de l'opposition en Serbie

Selon un rapport parlementaire

Les délocalisations industrielles menacent trois à cinq millions d'emplois en Europe

Confrontés à une aggravation sans précédent du chômage, les responsables politiques s'inquiètent de l'accélération des « délocalisations » industrielles vers les pays à bas coût de main-d'œuvre. Jean Arthuis, sénateur (Union centriste) de la Mayenne, devait remettre jeudi 3 juin, au premier ministre, un rapport montrant à la fois l'engrenage inexorable conduisant à un transfert de plus en plus massif d'activités, et chiffrant de trois à cinq millions le nombre des emplois menacés en Europe. De son côté, le groupe RPR à l'Assemblée nationale a demandé, mercredi 2 juin, la constitution d'une commission d'enquête sur ce phénomène.



Lire page 17 l'article de PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT

Hongkong à l'assaut de la Chine du Sud

La colonie reviendra dans le giron de Pékin en 1997, mais elle est déjà largement intégrée au continent

A la veille du quatrième anniversaire de l'écrasement du mouvement démocratique de la place Tianenmen, le 4 juin 1989, Pékin a pris de strictes mesures pour prévenir tout incident. Pour sa part, le chef de l'Etat et secrétaire général du PCC s'est efforcé de rassurer la population, et a appelé à accélérer les réformes économiques et la lutte contre la corruption. Pendant ce temps, l'intégration économique entre la Chine et Hongkong s'intensifie.

HONGKONG

de notre envoyé spécial

Le quotidien pro-chinois de la colonie britannique *Ta Kung Pao* consacrait sa « une » du 21 mai à une publicité célébrant le lancement d'un projet immobilier à Shanghai - de luxueuses villas « à l'américaine », à proximité de celles des dirigeants du régime - par une société dirigée par un fils de Deng Xiaoping, Deng Zifang, associé à des partenaires de Hongkong. A l'intérieur, une pleine page vantait les mérites

des résidences d'un parc de loisirs proche de Hongkong. Dans ce genre de transactions, les officiels chinois se contentent de fournir les autorisations, le terrain, la main-d'œuvre, une partie des dirigeants - quelle que soit la visite, que le propre fils du « vieux Deng » - en échange de capitaux.

On est loin de la définition classique d'une « joint-venture », ou société mixte ! Mais « il y a tellement d'argent à faire aujourd'hui avec la Chine », entend-on dire un peu partout. Cette « mine

d'or » fascine les hommes d'affaires dans la région. Quatre ans avant le 1^{er} juillet 1997, date à laquelle la Chine reprendra le contrôle d'un territoire perdu après les guerres de l'opium du siècle dernier, tout semble indiquer que Hongkong est déjà intégrée au continent : « 1997 ne sera pas une cassure radicale, on est déjà dans le processus », affirme Paul Clero-Renaud, président de la French Business Association.

PATRICE DE BEER

Lire la suite page 7

Un nouveau maître-espion

Un préfet, ancien des unités de choc, remplace Claude Silberzahn à la tête de la DGSE

par Jacques Isnard

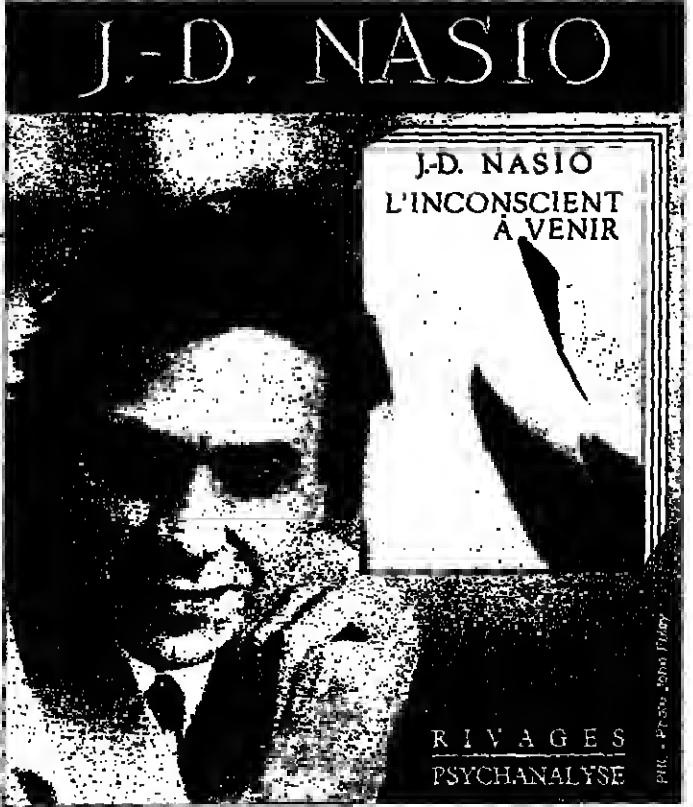
Les services secrets français changent de « patron » : après un bail de quatre ans, Claude Silberzahn a dû céder la DGSE à Jacques Dewatre. Un préfet succède à un autre préfet, à ceci près que le nouveau chef des services secrets est un ancien officier qui, jadis, fut des leurs et qui a donc connu la « maison » - comme disent les agents qui y travaillent - à une époque où elle accumulait les bêtises. A l'origine, le ministre de la Défense, François Léotard, qui exerce la tutelle du gouvernement sur la DGSE, ne souhaitait pas le départ de M. Silberzahn.

Il faut bien dix-huit mois à deux ans pour s'imposer à la tête d'une telle institution. Autant, disait M. Léotard, se donner le

temps de la réflexion. Mais, deux événements récents - des accusations de la presse américaine contre les espions français aux Etats-Unis et un « escadrou » en Centrafrique - ont quelque peu précipité le mouvement.

Nommé par les socialistes, en mars 1989, sans qu'il appartienne à leur parti, M. Silberzahn aura tenu quatre années à un poste qui n'est pas une sinécure en raison des pièges en tous genres tendus à son titulaire. Un tel règne est déjà, en lui-même, un exploit. Ancien des unités de choc, devenu préfet, l'homme qui prend la suite est le beau-frère de l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées, et il n'a pas la réputation de pratiquer la langue de bois.

Lire la suite et nos informations page 11



Méga-alliance dans les télécommunications

British Telecom et l'américain MCI vont s'associer dans les services privés internationaux. Cette alliance, annoncée mercredi 2 juin, est perçue comme une machine de guerre contre les autres opérateurs européens et contre le géant ATT. La question d'une évolution du statut de France Télécom est posée.

page 18

L'avenir du cinéma français

Un entente avec Daniel Toëcan du Plantier. Le président d'Unifrance Films approuve la position défensive de l'Europe contre l'hégémonie audiovisuelle américaine mais souligne qu'à terme Français et Américains sont « condamnés à trouver une entente ».

page 19

L'écrivain algérien Tahar Djaout est mort assassiné

L'écrivain algérien Tahar Djaout est mort mercredi 2 juin à Alger après plusieurs jours de coma. Il avait été victime, il y a une semaine, d'un attentat attribué à des intégristes musulmans. La police a annoncé avoir tué deux des meurtriers présumés. C'est le quatrième attentat visant un intellectuel algérien depuis le mois de mars dernier. Rachid Mimouni lui rend hommage et témoigne dans « Le Monde des livres ».

page 28

BEETHOVEN
BRENDDEL
L'ÈRE NOUVELLE



A L'ÉTRANGER : Maroc, 9 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 65 a ; Irlande, 2,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 120 PTE ; République Fédérale, 450 F ; Suède, 16 KR ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

ÉTRANGER

eut-on sauver l'Europe?

Le monde est en train de se défaire. Les frontières sont floues, les États sont fragiles, les peuples sont divisés. L'Europe, qui fut autrefois le berceau de la civilisation, est aujourd'hui en danger. Les guerres civiles, les conflits ethniques, les tensions politiques menacent l'unité du continent. Comment sauver l'Europe? C'est la question qui se pose à tous les esprits éclairés. Les dirigeants européens doivent agir vite, car le temps joue contre eux. Ils doivent trouver des solutions pour apaiser les tensions, renforcer la coopération entre les États, et promouvoir le dialogue entre les peuples. Sans cela, l'Europe risque de disparaître, laissant place à un monde chaotique et dangereux.

iens noirs

Les tensions raciales en Europe. Les communautés noires sont souvent victimes de discrimination et de violence. Les médias et les politiques exploitent ces tensions pour servir leurs intérêts. Il est urgent de lutter contre le racisme et de promouvoir l'égalité entre tous les citoyens. Les gouvernements doivent prendre des mesures concrètes pour protéger les minorités et garantir leurs droits. Sans cela, la paix et la stabilité en Europe seront compromises.

ULLETIN BONNEMENT

Le Monde. Abonnement. Les informations de première main, les analyses de fond, les reportages exclusifs. C'est Le Monde qui vous offre tout cela. Abonnez-vous dès maintenant pour ne rien manquer. Les tarifs sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, contactez notre service client.

Selon Dobrica Cosic, le dirigeant yougoslave destitué

Slobodan Milosevic est « un élève de Staline et de Tito »

BELGRADE

de notre correspondante

Destitué en début de semaine par le Parlement fédéral, le président de la Yougoslavie (Serbie et Monténégro), Dobrica Cosic, estime avoir été victime d'un « coup d'État » préparé par Slobodan Milosevic. Dans un plaidoyer publié, mercredi 2 juin, par l'agence officielle yougoslave Tanjug, il affirme avoir œuvré en faveur de la démocratisation du pays mais s'être heurté à la forte opposition d'un homme au « pouvoir despotique ». Cet homme que M. Cosic présente comme « un élève de Staline et de Tito » n'est autre que M. Milosevic. Le président de la Serbie, qui a, selon M. Cosic, entraîné la Yougoslavie dans le chaos le plus total, veut restaurer un système totalitaire en s'appuyant sur les forces les plus sombres du pays - à savoir les ultranationalistes serbes de Vojislav Seselj, que Dobrica Cosic qualifie ouvertement de « fabrique ».

C'est un constat d'échec que dresse donc l'ex-président qui avait pour ambition de faire de la Yougoslavie une « fédération moderne » et centralisée. Il affirme en avoir été empêché par le président de la Serbie qui a placé la gouvernance yougoslave sous sa tutelle. S'il dénonce aujourd'hui la totalitarisme de M. Milosevic, force est de reconnaître qu'en tant que président yougoslave, M. Cosic, s'il s'est toujours déclaré farouchement attaché aux principes



de la démocratie et des droits de l'homme, a non seulement toujours protégé le président serbe contre les attaques de l'opposition démocratique mais ne s'est jamais prononcé en faveur de cette dernière.

On peut enfin se demander pourquoi M. Cosic a attendu d'être mis à l'écart de la scène politique pour parler et critiquer la conduite des mouvements de M. Milosevic et Seselj - « deux partis autoritaires » - contre lui et regretter que « les forces conservatrices et extrémistes » aient remporté les élections législatives anticipées de décembre dernier. S'il avait lancé de telles accusations avant le scrutin et soutenu ouvertement au premier ministre de l'époque, Milan Panic, adversaire malheureux de M. Milosevic à l'élection présidentielle de Serbie, l'option démocratique à laquelle il se dit si attaché aurait certainement emporté. Et si M. Cosic avait vraiment voulu écarter M. Milosevic du pouvoir, il aurait également pu briser lui-même le poste de président de la Serbie. L'idée lui avait été soumise, il l'avait rejetée.

F. H.

Tandis que le débat sur les zones de sécurité se poursuit à l'ONU

La France et l'Allemagne ont officiellement mis un terme à leurs divergences sur la Bosnie

Français et Allemands ont publié, mercredi 2 juin, une déclaration commune sur la Bosnie censée mettre un terme à leurs divergences. En revanche, l'adoption d'une résolution sur les « zones de sécurité », proposées par la France et qui font toujours l'objet d'autres controverses, a de nouveau été retardée au Conseil de sécurité de l'ONU en raison des réticences des pays non alignés, tandis que des déclarations du secrétaire d'État américain Warren Christopher trahissaient les hésitations de la politique américaine sur la Bosnie.

« Ma priorité, c'est d'éviter de nouveaux massacres de population », a expliqué, mardi, M. Mitterrand au chancelier Kohl, lors du sommet franco-allemand qui se tenait à Beaune (lire nos autres informations sur ce sommet en page 6). Les dirigeants allemands avaient exprimé publiquement les jours précédents leur mécontentement de n'avoir pas été consultés avant la réunion de Washington, entre ministres américains, français, britannique et espagnol, qui avait débouché sur un « programme d'action » pour la Bosnie dont l'élément central est la création de « zones de sécurité » à Sarajevo et dans les ceintures musulmanes. Les Allemands disaient également redouter que ces zones ne reviennent à figer la situation militaire sur le terrain, au détriment des musulmans de Bosnie, qui y seraient parqués comme dans des « réserves », tandis que s'aligneraient les objectifs que s'était fixés la communauté internationale dans le plan de paix élaboré par MM. Vance et Owen.

Dans la déclaration commune publiée mercredi à Beaune, Français et Allemands réaffirment leur « refus d'accepter tout fait accompli fondé sur la force », leur détermination à maintenir la sanction économique contre la Serbie tant que toutes les résolutions de l'ONU, « notamment celles qui concernent le retrait des troupes

serbes hors des territoires conquis par la force », ne seront pas appliquées. Ils considèrent, dit le texte, « la création de zones de sécurité comme une nécessité pour la protection de la population civile bosnienne et comme un premier pas pour mettre en œuvre, dans sa globalité, le plan Vance-Owen ».

Pas de réponse concrète

Dans une conférence de presse donnée mercredi avec MM. Mitterrand et Balladur, le chancelier Kohl - après avoir fait quelque peu amende honorable en rappelant que des raisons historiques interdisaient à l'Allemagne de prendre une part trop directe dans cette crise - a déclaré que l'élément le plus important à ses yeux du texte franco-allemand était qu'il réclamait « une solution de paix préservant l'intégrité territoriale et la souveraineté » de la Bosnie. Les Allemands, comme d'autres Européens et comme les musulmans bosniaques eux-mêmes, voyaient en effet dans la démarche définitive à Washington un renoncement au découpage administratif prévu par le plan

Vance-Owen, nonobstant à leurs yeux d'un dépeçage de l'État bosnien au profit des partisans de la Grande Serbie et de la Croatie.

Le texte de Beaune met un terme officiel à ces divergences franco-allemandes, sans toutefois apporter aucun élément de réponse à une question centrale : après le « premier pas » des zones de sécurité, quel sera le deuxième pas et comment entend-on parvenir à l'application « dans sa globalité » du plan Vance-Owen, que rejettent par les urnes et par les armes, les Serbes de Bosnie? C'est la même question que posait mercredi au Conseil de sécurité de l'ONU l'un des diplomates représentant le groupe des non-alignés : « Que va-t-il se passer si les « casques bleus » demeurent aux Serbes de reculer de 10 kilomètres et qu'ils ne le font pas? »

De nouvelles discussions étaient prévues jeudi à New-York, après que les non-alignés eurent obtenu, mercredi, des amendements au projet de résolution d'inspiration française sur les zones de sécurité, notamment l'affirmation du caractère temporaire de ces zones et de la responsabilité du Conseil pour rétablir l'intégrité territoriale de la Bosnie. Le département d'État a, d'autre part, déclaré, mercredi, soutenir une proposition des non-alignés en faveur d'un « certain allègement de l'embargo » sur les armes au profit des musulmans. On croyait pourtant que, depuis la réunion de Washington, les Américains, devant l'opposition des Européens, avaient renoncé à satisfaire cette revendication des musulmans de Bosnie. La levée de l'embargo sur les armes, assortie de trappes tactiques contre des objectifs serbes « est encore l'option préférée des États-Unis », a confirmé le secrétaire d'État Warren Christopher, qui, décidément, est de plus en plus loupoyant et a d'ailleurs admis les limites de la politique américaine vis-à-vis d'une crise qui « affecte pas les intérêts vitaux des États-Unis ».

Un caméraman belge tué en Herzégovine

Un caméraman belge d'une équipe de télévision mexicaine a été tué, mercredi 2 juin, par un tir d'embuscade sur la route entre Medjugorje et Jablanica, en Herzégovine occidentale. Dominique Lannoux suivait à bord de son véhicule un convoi de « casques bleus » espagnols quand un tir l'a touché à la tête, aux environs de Dreznica, près de Mostar. Le journaliste, immédiatement transféré dans un véhicule blindé de la FOR-PRONU, est décédé juste avant d'arriver à l'hôpital de Jablanica.

Plus de trente journalistes ont trouvé la mort depuis le début des hostilités en ex-Yugoslavie, dont douze l'an dernier. - (AFP)

CLAIRE TRÉAN

Le président serbe renforce son pouvoir

Suite de la première page

Au lendemain de ces événements, le président de Serbie pourrait se vanter d'avoir marqué des points puisque l'opposition démocratique a assisté, mercredi, dans l'impuissance la plus totale à l'arrestation de son dirigeant. Affaibli par des luttes intestines, cette opposition a été incapable de s'organiser pour protester efficacement contre les méthodes du pouvoir. Les différents partis qui la composent se sont contentés d'exprimer leur soutien au chef du SPO et de condamner la violence exercée à son égard sans proposer le moindre plan d'action. Le SPO a adressé une lettre de protestation au ministre de l'Intérieur de Serbie, M. Sokolovic, et demandé la libération de leur leader et de toutes les personnes arrêtées dans la nuit de mardi à mercredi. Jamais la réaction de l'opposition n'aura été aussi timide.

La démonstration de force de M. Milosevic semble donc avoir été efficace tout comme son coup de force au Parlement fédéral pour renverser vingt-quatre heures plus tôt le président de la Yougoslavie, Dobrica Cosic. Sans relation directe, les deux événements ne peuvent pourtant plus être dissociés : ils illustrent la volonté de M. Milosevic de gouverner seul à Belgrade. Les commentateurs yougoslaves estiment que l'homme fort de la Serbie, qui trahit une montée de la contestation sociale en raison de l'effondrement de l'économie consécutif aux sanctions internationales, a décidé « d'éliminer toute opposition qui pourrait offrir à cette contestation sociale un débouché politique ».

Il a décidé également de briser le seul leader encore capable de rallier les foules, Vuk Draskovic. Mais, après le revirement de M. Milosevic en faveur du plan Vance-Owen pour la Bosnie, le gouvernement serbe se sentait également menacé par les ultranationalistes de Vojislav Seselj. C'est sans doute pour apaiser ce dernier que M. Milosevic a ordonné à ses députés de voter la destitution de Dobrica Cosic, en qui l'extrême droite voyait un « modéré », voire un traître à la cause serbe. Le président yougoslave avait, avec son premier

ministre Milan Panic, permis durant quelques mois de 1992 de redorer un peu le blason de la Yougoslavie au moment où le pays était mis au ban des nations et sanctionné.

Mais aujourd'hui, expliquent les commentateurs, M. Cosic n'était plus d'une grande utilité puisque la communauté internationale considère à nouveau M. Milosevic comme un

interlocuteur sérieux, et mise sur lui pour ramener la paix dans l'ex-Yugoslavie. A ce propos, Vuk Draskovic avait exprimé récemment sa consternation : « C'est une honte pour l'Occident démocratique, écrit-il, d'appuyer et de négocier avec Slobodan Milosevic ». Et Nikola Milosevic, leader du Parti libéral serbe (SLS), constatait que la marge de manœuvre de l'opposition démocratique s'était réduite « depuis que l'Occident soutient à nouveau Slobodan Milosevic et le considère comme un interlocuteur privilégié ».

FLORENCE HARTMANN

UKRAINE

M. Kravtchouk subit une nouvelle défaite au Parlement

Le Parlement ukrainien a infligé, mercredi 2 juin, une seconde défaite en deux semaines au président Léonid Kravtchouk, en refusant de renforcer ses pouvoirs et de lui donner la haute main sur la conduite de l'économie. Les députés, en majorité d'anciens communistes tout comme M. Kravtchouk, ont aussi refusé une nouvelle fois de prolonger les pouvoirs spéciaux du premier ministre Léonid Kouchma, l'industriel qui tentait d'engager de fragiles réformes depuis l'automne dernier.

Ce dernier a déclaré ne voir aucun moyen de surmonter une situation bloquée et s'est dit, selon son service de presse, toujours résolu à démissionner après la visite prévue du chancelier Kohl le 9 juin. M. Kouchma, avait offert sa démission il y a deux semaines, lorsque le Parlement avait une première fois refusé de prolonger ses pouvoirs et que le président Kravtchouk, au lieu de le soutenir, avait fait la proposition surprise de diriger lui-même le gouvernement - ce que les députés avaient aussi refusé.

Le président du Parlement, Ivan Plouchitch, a conclu en affirmant qu'il « n'y a pas de crise du pouvoir en Ukraine », sous les applaudissements des députés qui ont adopté, à une forte majorité, une résolution déplorant la baisse du niveau de vie. Après deux mois d'âpres débats, l'Ukraine se retrouve donc, comme il y a huit mois, avec un gouvernement sans pouvoirs, mais aussi un premier ministre ayant perdu le goût de lutter. - (AFP, Reuters)

ITALIE : tentative d'attentat à Rome

Une voiture piégée a été découverte près du siège du gouvernement

ROME

de notre correspondante

« Ni l'Etat ni le gouvernement ne se laisseront intimider... » A l'annonce qu'une voiture piégée, la troisième en un peu moins de trois semaines, venait d'être trouvée, mercredi 2 juin, en fin de matinée, à moins d'une centaine de mètres du Palais Chigi, le siège du gouvernement, où il tenait une réunion de travail, le président du conseil, Carlo Azeglio Ciampi, ne s'est pas laissé démonter. Il a poursuivi la réunion, ignorant l'alerte. Pourtant, si cet engin, de fabrication assez grossière (5 kilos environ d'un mélange de nitrate d'ammonium et de kérosène avec un système d'allumage à distance), avait explosé, il aurait pu, selon les spécialistes, provoquer un véritable carnage au cœur de la capitale, à deux pas de la fontaine de Trevi, où se bousculent, en général, des foules de touristes. Répétée à temps par des carabinieri qui, depuis les attentats de la via Fauto à Rome, le 14 mai, et surtout celui du Musée des Offices à Florence, la nuit du 26 au 27 mai, ont doublé leurs rondes, la voiture piégée, une petite Fiat 500 bleue, a été désamorcée à l'aide d'un robot spécialement équipé.

Il n'empêche que pour n'avoir pas explosé, cette bombe n'a quand même eu l'effet désiré. En certaines personnes ont été prises de panique dans une ville déjà amplement touchée par une psychose de l'attentat, alimentée en permanence par de fausses alertes.

Les mystérieuses « Phalanges armées », oot, une fois de plus, revendiquent la tentative, mais sans convaincre. Alors, Mafia? Mystérieuse entité « déstabilisante »?

Terrorisme? Stratégie de la tension? Une nouvelle fois, les enquêteurs avancent avec prudence. Seule certitude : l'explosif et le dispositif n'ont, semble-t-il, rien à voir avec les deux attentats précédents. Pour le reste, on ne peut ignorer des coïncidences troublantes. Ainsi, peu avant l'alerte, mercredi matin, les carabinieri faisaient part de l'arrestation d'un nouveau chef mafieux à Catane, en Sicile orientale, Giuseppe Pulvirenti, « U Mappasano », lieutenant du « boss » déjà emprisonné, Nitto Santapala, et grand pourvoyeur de votes pour des hommes politiques peu regardants. La bombe était-elle destinée à « venger » l'arrestation du « boss »? L'hypothèse paraît peu probable, le travail trop artisanal et le temps de « réalisation » bien limité.

En revanche, le fait que la voiture piégée se soit trouvée à mi-chemin entre le Palais Chigi et l'Assemblée nationale de Montecitorio, le jour même où la République italienne fêtait ses quarante-sept ans, n'est sans doute pas à négliger. « Nous sommes en plein terrorisme psychologique », expliquait le chef de la police, Vincenzo Parisi, et beaucoup s'interrogeaient sur le fait que la voiture était presque trop « voyante » avec son paquet de cartons hérisés de fils électriques bien en évidence à l'intérieur. Le message et l'intimidation pourraient bien être politiques, à l'heure où le nouveau gouvernement tente précisément de mettre sur pied les réformes nécessaires à un changement radical. Mais qui cherche, coûte que coûte, à déstabiliser?

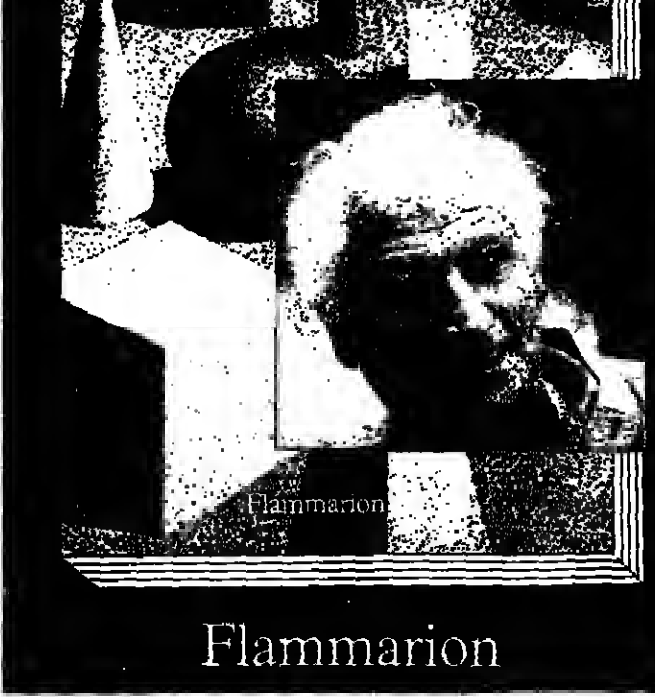
MARIE-CLAUDE DECAMPS

De Thalès à Pierre-Gilles de Gennes, la géométrie mesure la Terre.

MICHEL SERRES

de l'Académie française

LES ORIGINES DE LA GÉOMÉTRIE



EUROPE

L'Espagne désenchantée

III. - Revanches catalanes

Après un premier article consacré aux mutations de la société espagnole (le Monde du 2 juin), nous poursuivons notre série sur l'Espagne en traitant de l'organisation de l'Etat en « communautés autonomes ». Après l'exemple de l'Estrémadure (le Monde du 3 juin), nous évoquons aujourd'hui le cas de la Catalogne.

BARCELONE

de notre envoyé spécial

Assis sous les deux drapeaux, celui de la Catalogne et celui de l'Europe réunis au-dessus d'une seule tête, Angel Colom a les idées parfaitement claires. Il les a tous jours eues, dit-il. Depuis l'âge de quinze ans, lorsque ce fils de paysan, originaire de Vich, a commencé à faire un peu de politique dans les milieux associatifs. Ce que veut cet instituteur de quarante et un ans au collier de barbe un peu ébouriffé est parfaitement clair : l'indépendance de la Catalogne. Cohérent, sûr de lui, le secrétaire général d'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC), le mouvement indépendantiste, ne s'embarrasse pas de circonlocutions. Depuis son élection à la tête de cette formation, en 1989, il lutte pour ce à quoi il croit.

Pacifiste, respectueux de la démocratie, Angel Colom est net : « Je suis disposé à porter ce pays à l'indépendance si la majorité le veut. » Pour lui, l'issue ne fait cependant pas de doute : « A la fin du siècle, la Catalogne sera indépendante. » Il en veut pour preuve la progression de son mouvement au sein de la population, notamment dans la jeunesse. 35 000 voix en 1989, 210 000 en 1992 et au moins 300 000 lors des élections générales du 6 juin, espère-t-il. Les sondages sont prometteurs, Angel Colom les consulte, en souriant, se livre à des calculs et imagine déjà ses nouveaux ambassadeurs (entre trois et cinq députés selon ses dires) à Madrid qui seront « la voix de la dignité et de l'orgueil ».

Mégalomane, Angel Colom ? Irréaliste, cet indépendantiste soucieux du processus démocratique ? Lors des élections locales de l'an dernier, un clip de l'ERC présentait le président de la Catalogne, Angel Colom bien sûr, en train de recevoir l'ambassadeur d'Espagne. « Un exercice de fiction politique qui a eu beaucoup d'impact », réplique-t-il. « Mes adversaires ne me pardonnent pas de ne pas faire partie de la bourgeoisie de Barcelone », ajoute calmement cet homme serin qui se présente comme l'héritier du plus vieux parti du Parlement catalan, l'ERC de Francisco

Maeia, à l'origine de la République catalane de 1931. Ce « perturbateur », selon le mot de Victor Terrés, membre du comité exécutif, a l'air d'un homme qui ne se laisse pas impressionner par la puissance de la Catalogne. La Catalogne sera contrainte d'écouter sa puissance rivale. Quel bouleversement ! Madrid prenant pratiquement le pouls de Barcelone, quelle revanche pour cette communauté écartée, humiliée par le pouvoir central et tout particulièrement par la dictature franquiste. Un beau pied de nez à l'histoire ! Mais nous n'en sommes pas encore là.

Jordi Pujol, président de la généralité (le gouvernement de Catalogne) est lui aussi un nationaliste farouche. Il le revendique mais y ajoute une nuance de taille : « Je crois que la Catalogne est une nation mais cette reconnaissance doit être faite dans le cadre de l'Espagne et de l'Europe ». Pour cet habile politicien qui depuis treize ans dirige la plus puissante communauté autonome d'Espagne, l'indépendance à la fin du siècle dont parle Angel Colom est « une illusion ».

Avec 46 % de voix aux dernières élections contre 3 % à l'ERC, il ne craint pas les indépendantistes et reste convaincu que l'avenir de la Catalogne passe par l'Espagne à condition de procéder à quelques réaménagements. « La formule autonome telle qu'elle existe aujourd'hui est bonne mais il faudrait l'appliquer de façon plus générale et cela dans le cadre de la Constitution », explique Jordi Pujol en précisant que « la Constitution (de 1979) nous permettent une autonomie très large, beaucoup plus large que celle que nous avons aujourd'hui ».

La Castille contrainte d'écouter

Pour l'obtenir, le patron incontesté de la Catalogne dispose désormais de deux atouts maîtres. Le parti de Jordi Pujol, Convergència et Unió (CIU), une coalition regroupant le CDC (Convergence démocratique de Catalogne) et l'UDC (Union démocratique de Catalogne) a de solides chances de devancer le parti socialiste catalan (PSC, petit frère du PSOE) pour la première fois lors d'un scrutin national.

En devenant la première force politique de Catalogne, CIU apparaîtra encore plus comme une force d'appoint nationale lorsqu'il s'agira de constituer une majorité et un gouvernement stable à Madrid. Avec une vingtaine de députés, la coalition de Jordi Pujol

peut donc se permettre de faire valoir certains de ses desiderata, que ce soit auprès des socialistes ou envers le droit. Désormais le gouvernement central va devoir compter avec celui de Catalogne. La Castille sera contrainte d'écouter sa puissance rivale. Quel bouleversement ! Madrid prenant pratiquement le pouls de Barcelone, quelle revanche pour cette communauté écartée, humiliée par le pouvoir central et tout particulièrement par la dictature franquiste. Un beau pied de nez à l'histoire ! Mais nous n'en sommes pas encore là.

Répartir les revenus

Lorsque l'on demande à Jordi Pujol qui du PP (Parti populaire) ou du PSOE il préfère voir gagner, la réponse jaillit dans la seconde : « CIU ». Pressé d'en dire un peu plus, il ajoute : « Ce n'est pas mon affaire de désirer la victoire des socialistes ou des populistes. Je veux que la Catalogne ait plus de force pour avoir plus de poids dans la politique espagnole et que notre programme soit appliqué dans une large mesure. » Pas question pour le président Pujol de parler de coalition parlementaire, de contrat de législature ou encore de participation au gouvernement. « Il faut que ça change, c'est tout ce que je peux dire », conclut-il laconiquement, préférant, comme il l'a précisé par la suite, « influencer de l'extérieur pour ne pas hypothéquer (notre) avenir tout en contribuant à la stabilité de l'Etat ». Comment et pour quoi faire ?

Miquel Roca, numéro deux de CIU et tête de liste de cette formation, considère que le changement doit avant tout s'opérer dans la politique économique. Aux yeux de cet avocat, la formation du nouveau gouvernement – dont il cache à peine qu'il pourrait en faire partie – ne devrait pas poser de difficultés majeures en cas de victoire du PSOE. Les négociations les plus sérieuses viendront après, au moment de la discussion du budget et donc de la répartition des revenus.

Madrid devra céder sur la cession des 15 % de l'impôt sur le revenu, réclamée à cor et à cri par Jordi Pujol. Il faudra bien aussi que la question controversée de la création de la banque de Catalogne soit tranchée. Officiellement, c'est tout. « Nous n'avons pas besoin de concrétiser un accord, l'esprit de la coopération suffit », tranche Miquel Roca, dont les sympathies socialistes ne sont un secret pour personne. « N'a-t-il pas été l'associé d'un autre avocat, Narcís Serra, aujourd'hui vice-président du gouvernement ?

Cette proximité de Miquel Roca

avec le parti au pouvoir n'a pas toujours été du goût du grand patron Jordi Pujol, lequel n'a jamais véritablement pardonné aux socialistes ses annués avec la « Banca catalana » au début des années 80, qui n'ont bien failli lui coûter sa carrière politique et dont il les a rendus responsables. De là à préférer le PP ? C'est en tout cas ce qu'affirme le secrétaire du Parti socialiste catalan (PSC), Raimon Obiols, qui, en cas d'entente PSOE-CIU, risque de se retrouver dans une position très inconfortable puisque l'ennemi (CIU) pactiserait avec le grand frère. De quoi se poser des questions en effet. Une chose est sûre cependant : « Jamais la Catalogne n'a eu une occasion comme celle-ci au cours du siècle, constate Miquel Roca, c'est un changement historique, un scénario inédit. »

De toute façon, quel que soit le vainqueur, « le 7 juin ne sera pas le jour de la vérité », comme l'a dit Jordi Pujol. Avec le PP, la partie sera très délicate. La droite est peu présente en Catalogne et les rigneurs franquistes n'ont pas été nublées. Avec les socialistes, cela prendra du temps. Le président catalan n'est pas pressé et il compte bien tirer avantage au maximum de sa nouvelle position d'arbitre en évitant de brusquer les choses, de provoquer la rupture. Quel sera le point d'équilibre entre ce que peut accepter Madrid et ce que veut Barcelone ? Là est toute la question et elle ne se formulera pas de façon précise rapidement. Chacun va tester les limites de l'autre, ce qui promet un savant jeu politique.

Jusqu'où ne pas aller trop loin

Il ne faut pas oublier que le nationalisme catalan est, comme l'écrit Xavier Domingo, journaliste local, non pas « une idéologie mais un état existentiel, matriciel ». Nombreux sont ceux qui ne parlent pas de l'Espagne mais de l'Etat espagnol et qui pensent que l'identité catalane est encore bridée par un centralisme archaïque accordant un peu trop chichement quelques parcelles d'autonomie.

« L'administration centrale mène une politique de réduction de l'autonomie du point de vue des compétences et du point de vue économique qui aboutit à une asphyxie de la Catalogne », s'écrit-il pas à dire Jordi Pujol qui n'a pourtant rien d'un nationaliste extrémiste. Il est plutôt, pour Beatriz de Moura, fondatrice des éditions Tusquets, « le reflet parfait de la Catalogne. Un homme qui n'a porté à ses limites le sentiment nationaliste mais se refuse toujours à franchir le pas parce que cela coûterait trop cher à la Catalogne ».



La situation politique en train de prendre corps en Espagne va surtout permettre aux Catalans de tester à nouveau le pouvoir central, de savoir jusqu'où il est possible d'aller sans rien perdre, d'essayer d'influer sur les décisions nationales sans trop s'engager, en bons négociateurs qu'ils sont. Les risques de dérapage sont évidents en dépit d'une prudence légendaire qui fait dire à Beatriz de Moura que « le sens de l'argent est plus fort chez les Catalans que le sens du nationalisme ».

Madrid renâcle déjà sur les propositions de la Catalogne à se comporter un peu trop comme un Etat dans l'Etat. Les autorités ne protestent pas quand il s'agit d'offrir à Jordi Pujol les services du corps diplomatique de l'Espagne à l'étranger mais trouvent qu'il y a « une prolifération » de voyages internationaux. Quand Barcelone nomme un commissaire pour les affaires extérieures (sorte de ministre des affaires étrangères) comme ce fut le cas en la personne de Joan Valles au mois de septembre dernier, on trouve que c'est pousser le bouchon un peu loin. Près de trois cents fonctionnaires sont déjà chargés de la promotion de la Catalogne à l'étranger. Et depuis que le président Pujol a été nommé président de l'Assemblée des régions d'Europe (ARE) en juillet dernier, il utilise allégrement cette fonction pour promouvoir partout où il le peut « l'Europe des régions », son cheval de bataille.

Tout le monde se souvient de la surenchère nationaliste à laquelle ont donné lieu les Jeux olympiques de Barcelone de l'été 1992. La généralité avait même fait publier dans les quotidiens internationaux

une double page de publicité représentant une carte de l'Europe sur laquelle Barcelone était située dans « un pays » qui s'appelle « la Catalogne », bien sûr, un pays en Espagne, avec une culture, une langue et une identité propres. Les protestations des partis politiques avaient été qualifiées par Jordi Pujol de « campagne de criminalisation du nationalisme catalan ».

Si le déroulement des Jeux eux-mêmes n'a pas donné lieu à des manifestations indépendantistes – on sait quand il le faut ne pas aller trop loin – ce ne fut pas la même chose auparavant. L'inauguration du stade olympique fut l'occasion de chahuter le roi d'une façon tellement insistante que Jordi Pujol dut par la suite présenter des excuses. La flamme olympique fut également accueillie par une banderole « freedom for Catalunya ». Le « temple olympique » était en effet trop tentant pour ne pas être utilisé afin de montrer que la Catalogne est située en Espagne certes, mais que c'est autre chose que l'Espagne.

Le risque du repli

Une communauté à part ? Angel Colom est le premier à dire que « le fait national catalan n'est pas un fait ethnique, que cette région a toujours été une région de passage, une région ouverte ». Environ 50 % des habitants de Catalogne ne sont pas des Catalans. Ils sont venus d'Andalousie, d'Estrémadure, de Murcie et aujourd'hui d'Afrique du Nord et plus particulièrement du Maroc pour offrir leur force de travail. Ils se sont intégrés avec plus ou moins de facilité, parlent le castillan, mélangent de catalan et de castillan, et constituent un frein au nationalisme en dépit d'une politique de catalanisation de la généralité dont le principal instrument est la langue (lire l'encadré ci-contre).

Promue langue officielle, le catalan est proposé à grands renforts de moyens dans la vie culturelle. Avec certains excès qui ont provoqué et continuent de susciter des réactions de rejet. Des fonctionnaires refusent leur mutation parce qu'ils n'est pas facile pour leurs enfants d'étudier en castillan. En cette période de chômage, 1993 postes de policiers sont libres dans les trente-cinq commissariats des quatre provinces catalanes. « Avant, remarque Beatriz de Moura, on passait d'une langue à l'autre sans s'en rendre compte. Maintenant, s'exprimer en castillan peut causer une gêne. »

Nombreux sont ceux qui craignent que la Catalogne, toujours ouverte sur le monde, ne se replie sur son particularisme et ne s'appauvrisse à trop vouloir défendre son identité et imposer sa langue. Cette crainte avait déjà été exprimée en 1981 par le manifeste des 2000, protestataires d'intellectuels contre une « catalanisation » à outrance. Depuis les choses se sont considérablement accentuées. Le balancier du pendule est-il allé trop loin ?

MICHEL BOLE-RICHARD

Prochain article :

IV. - Les Basques debout dans la tempête

M. B.-R.

« La langue de chez nous »

BARCELONE

de notre envoyé spécial

« Notre langue est encore en position d'infériorité. Il faut que tout le monde la connaisse. Il faut que ce soit la langue de la collectivité, la langue du territoire. La catalan doit être hégémonique et le castillan rester la langue du citoyen. Il n'y a pas de territoire bilingue, il n'y a pas de citoyen bilingue. » Miquel Renu, directeur de la politique linguistique au département de la culture de la Généralité ne craint pas d'annoncer la couleur. En l'occurrence, elle est rouge et or, celle de la senyera, le drapeau catalan.

Depuis 1980, depuis la création de la direction générale de la politique linguistique, il existe une ferme politique de « catalanisation » de la communauté, que la loi de normalisation du 18 avril 1983 est venue codifier. Aujourd'hui, 94 % des habitants comprennent le catalan, 69 % sont capables de le parler et 40 % savent l'écrire. L'objectif est d'aboutir à la fin du siècle à ce que « la population soit capable de se comprendre et de s'exprimer dans les deux langues ».

De plus en plus souvent obligatoire

Après, ce sera la phase de consolidation pour généraliser l'usage du catalan dans la vie publique et assurer sa primauté sur le castillan, même si cet idiome reste « un bien acquis auquel il n'est pas question de renoncer ». « On voit que chez nous l'on parle la langue de chez nous », souligne Miquel Renu.

Pour la moment, l'usage du catalan n'est obligatoire que dans les administrations autonome et locale. Il est donc utilisé par 48 000 fonctionnaires. Un projet de loi va être déposé d'ici la fin de l'année pour l'étendre à d'autres administrations et

à certaines compagnies publiques nationales. Au fil des ans, l'utilisation du catalan dans l'enseignement se renforce, notamment dans le primaire, où il est plus que dominant.

C'est d'ores et déjà la langue véhiculaire des établissements publics. Un nouveau texte oblige les commerçants à répondre en catalan à l'un s'adresse à eux dans cette langue. Dans les universités, l'usage du catalan est de plus en plus répandu, à tel point que les étudiants étrangers, surtout latino-américains, racontent désormais à venir à Barcelone. La suppression récente de l'enseignement de l'histoire d'Espagne à l'université autonome a soulevé beaucoup d'émotion.

Partout, le catalan prend de plus en plus de place. Les deux principaux journaux, La Vanguardia et El Periodico, sont en castillan, il existe deux chaînes de télévision en catalan, et les pouvoirs publics locaux font un énorme effort pour doubler des films, prêter des livres. Près de cinq mille titres sont publiés dans cette langue chaque année. La Généralité en achète immédiatement trois cents exemplaires. Impossible de savoir quel budget le pouvoir autonome consacre à l'implantation de la langue du territoire. Il est évident que l'on ne regarde guère à la dépense, alors que, par exemple, l'édition en castillan est complètement nublée.

Barcelone est toujours la capitale de l'édition, un pôle de culture aujourd'hui menacé d'appauvrissement, selon l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa. Il n'est pas le seul à dénoncer les risques du renfermement, d'une dérive de la catalanisation. « L'affirmation de notre identité, de notre réalité historique est au contraire, affirme Miquel Renu, un enrichissement. »

(Publicité)

NORTH AMERICAN INSTITUTE OF AVIATION POUR DEVENIR LE MEILLEUR !

Prochain stage pilote professionnel en décembre 1993, de la NIAA en Caroline du Sud, école aéronautique agréée aux Etats-Unis.

Les qualifications de base : avoir 18 ans, un niveau scolaire de première scientifique, une bonne santé, et être reçu aux prochains tests d'entrée à Paris au mois d'août 1993. Tous les tests sont administrés en anglais.

... IL FAUT COMMENCER A PRÉPARER L'AVENIR AUJOURD'HUI ! ...

A North American Institute of Aviation, il n'y a pas de « gadgets », pas de brevets « vite fait, bien fait ». De ce fait, la réussite aux tests d'entrée en août est un premier passage obligatoire.

Renseignez-vous avant de vous décider. Choisissez le leader avec vingt et un ans d'expérience dans la formation aéronautique.

Si vous êtes sérieusement intéressé par l'aviation, vous trouverez que nous le sommes aussi !

LES PILOTES FORMÉS PAR LA NIAA VOLENT POUR LES COMPAGNIES AÉRIENNES DU MONDE ENTIER :

Aer Lingus	Crossair	Ryanair
Air France	Finair	SAS
Air Holland	Finnair	Swedair
Air Inter	KLM	Swissair
Avio	Martinair	USA
British Airways	(ET BEAUCOUP D'AUTRES !)	Transavia

Ecole aéronautique agréée par la FAA N° C185061 Q

Désignée pour recevoir des étudiants internationaux au titre du « Exchange - Visitor Program N° P-4-4759 (Visa J-1). »

ÊTES-VOUS QUALIFIÉ ?

Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter :

NORTH AMERICAN INSTITUTE OF AVIATION

Conway-Harry County Airport
PO Box 880, Conway
South Carolina 29526, USA
Téléphone : 803-397-9111
Fax : 803-397-3776

AFRIQUE

BURUNDI : l'élection présidentielle

Le facteur ethnique et un fort désir de changement expliquent la victoire inattendue de Melchior Ndadaye

Contre toute prévision, Pierre Buyoya a perdu l'élection présidentielle du 1^{er} juin, remportée, avec environ 80 % des suffrages (résultat qui reste à confirmer officiellement), par Melchior Ndadaye, candidat de l'opposition. Pour la première fois depuis l'indépendance en 1962, les Hutus accèdent au pouvoir dans cette ancienne colonie belge traditionnellement dominée par les Tutsis.

BURUNDI

de notre envoyé spécial

« J'accepte solennellement le verdict populaire et j'invite la population à faire de même. » Aux informations du soir, le président Buyoya reconnaît sa défaite d'une voix posée mais déterminée. A Bujumbura, où se dote depuis quelques heures de la défaite du régime, et on préfère rester chez soi : les taxis sont restés, et les

bars quasiment déserts. Il y a dans l'air une crainte sourde de l'inconnu, que les personnalités qui se succèdent à la radio-télévision s'efforcent de dissiper. Le ministre de l'Intérieur annonce tout d'abord les résultats (qui doivent être confirmés par la Cour constitutionnelle en fin de semaine) : « Environ 80 % pour Melchior Ndadaye, candidat du front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), et 39 % pour M. le président Buyoya, candidat de l'Unité pour le progrès national (UPRONA). Le troisième candidat, le monarchiste - n'a recueilli que 1 % des voix. »

Le ministre est suivi à l'écran par M. Ndadaye, qui déclare que sa victoire est « celle de tous les Burundais » et remercie les forces armées pour leur comportement lors de cette élection. Le chef d'état-major des armées apparaît alors pour affirmer que « l'armée respecte la démocratie basée sur le multipartisme ». Et le président battu s'adresse aux troupes, en leur demandant de « sauvegarder les acquis de cette nouvelle démocratie ».

Au moment de la proclamation des résultats, un diplomate juré avoir entendu « une clameur dans les collines », au-dessus de la capitale. Le pays profond, peuplé à 80 % de Hutus, n'a pas voulu manquer l'occasion qui lui était offerte d'être un président issu de sa communauté. C'est bien ce qui inquiète certains. « Il s'agit d'un vote plus ethnique que politique, estime un haut fonctionnaire, et cela pourrait menacer l'unité nationale reconstruite par le président Buyoya. »

« L'esprit de revanche n'est pas mort »

« Nous n'avons rien contre les Tutsis, dit un jeune de Kamugenge, un quartier populaire acquis à l'opposition, mais, quand même, ils ont été au pouvoir pendant plusieurs siècles. » Et l'exemple du Rwanda voisin, dont la majorité « Hutu », au pouvoir depuis la « grande révolution sociale » de 1959, perpétue un système de quotas et de fétichisme ethnique, refusant le droit au retour des centaines de milliers de Tutsis chassés par les massacres de 1959 et 1973, s'est imposé à l'esprit de la communauté tutsi du Burundi.

Pas plus que le soutien accordé par le régime de Kigali aux extrémistes du Palipehutu, auteurs d'une opération d'infiltration manquée, pas plus tard qu'en novembre 1991. Une publication des forces armées rwandaises, qui se distingue par son « racisme déveillé » anti-tutsi, selon le mot de Jean-Pierre Chretien, chercheur au CNRS, sort de tribune officielle au Palipehutu.

Cette préoccupation est partagée par certains diplomates, qui s'in-

quiètent de la présence d'éléments radicaux parmi les responsables du FRODEBU. « L'esprit de revanche n'est pas encore mort, affirme l'un d'entre eux, les massacres ethniques ne s'oublient pas facilement. » Difficile de savoir, aujourd'hui, si M. Ndadaye saura ou pas se laisser déborder. Le chef du FRODEBU nie qu'il ait emporté grâce à un vote ethnique : « Si tel était le cas, dit-il, j'aurais obtenu 85 % des voix. »

Il s'empêche que le seul score rassurant reste celui du président sortant, soutenu par autant de Hutus que de Tutsis. Par sa politique d'ouverture, il avait su gagner la confiance d'une bonne partie de la population, toutes communautés confondues. Est-ce à dire que les Burundais n'ont pas cru à sa politique d'unité nationale ? Son principal handicap fut plutôt d'avoir été le candidat de l'UPRONA, au pouvoir depuis trente ans, et dont les responsables successifs ont trempé dans toutes les « séparations » pépées depuis l'indépendance.

Sans occulter le facteur ethnique,

la prise en compte d'un fort désir de changement, face à un parti usé, explique sans doute la victoire de l'opposition. Demeure un débat, à propos de la volonté de changement du président Buyoya : « Est-il sincère, ou agissait-il sous la pression des bailleurs de fonds ? », se demande-t-on. Un diplomate occidental se dit convaincu qu'il « avait à cœur l'intérêt de son pays, persuadé que le changement des mentalités passait par l'ouverture politique ».

Le nouveau pouvoir risque-t-il de laisser se développer des dérives ethniques ? L'armée et les milieux d'affaires, toujours contrôlés par les Tutsis, pourront sans doute servir de contre-pouvoir, et dissuader les extrémistes de leur camp de tenter un coup de force, qui nuirait aux affaires et ne serait sans doute pas toléré par les bailleurs de fonds, après une conduite aussi réussie de la démocratisation. A moins, peut-être, que le désordre ne s'installe à nouveau.

JEAN HÉLÈNE

Pierre Buyoya, le faux naïf

« C'est un ange », disait de lui ses adversaires comme pour dénoncer sa naïveté qui, à les en croire, allait conduire tout droit le pays au désastre. En renversant au pouvoir, le 3 septembre 1987, le colonel Jean-Baptiste Bagaza, un autre officier tutsi du même clan et de la même région que lui, le major Pierre Buyoya n'avait pas caché son souci de bâtir un « Burundi moderne » et, partant, de conduire des changements en profondeur. Sans peut-être imaginer alors que cette grande ambition passerait par une réconciliation nationale qui l'obligerait à faire bien davantage que de gommer les aspérités du précédent régime.

Chargé de l'instruction et des opérations à l'état-major lorsqu'il trente-huit ans, il se saisit des rênes du pouvoir, ce fils de paysans, apprécié pour son sérieux et son honnêteté, se sent poussé par le peuple en détresse. Sans attendre, il entame la lutte contre la corruption, met en place un programme de libération économique et normalise les relations avec l'Eglise catholique contre laquelle son prédécesseur avait engagé une guerre de tranchées.

Au mois d'août 1988, des massacres entre Tutsis et Hutus, dans le nord du pays, viennent lui rappeler, de manière dramati-

que, que la réconciliation nationale est, plus que jamais, d'actualité, même s'il accuse « des meneurs, venus de l'étranger », d'avoir joué les incendiaires. Au lendemain de ces tueries inter-ethniques qui provoquent une intervention « forcement meurtrière » de l'armée - officiellement cinq mille morts - le président Buyoya comprend que la réconciliation nationale oblige à un partage équitable du pouvoir, jusqu'alors concentré dans les mains de la minorité tutsi.

Le chef de l'Etat crée alors une « commission pour la réconciliation nationale », nomme un gouverneur à majorité hutu et donne des instructions pour qu'au sein du comité central de l'UPRONA, la parti unique, les deux ethnies soient représentées à égalité. Mieux encore, il décide d'engager le pays sur la voie du multipartisme, au grand dam des « durs » du régime qui lui reprochent « d'exposer les Tutsis à la vengeance des Hutus ».

En jouant la jeu de la démocratie, Pierre Buyoya ne pouvait pas ignorer qu'il était arithmétiquement perdant. La logique qui l'avait conduit à prendre le pouvoir, l'a poussé à la ceder à mieux élu que lui. A faire l'ange... JACQUES DE BARRIN

Un ancien exilé

Le nouveau président du Burundi, Melchior Ndadaye a tout juste la quarantaine. Né en 1953, il fit des études d'ingénieur avant de fuir lors de la grande vague de massacres ethniques en 1972. Réfugié à Butare - au sud du Rwanda - il y poursuivit des études de psychologie puis devint enseignant, avant de rentrer dans son pays en 1983. Ayant suivi une formation par correspondance à la gestion dans le secteur bancaire, il dirigea un organisme de crédit à Gitega, de 1983 à 1988. Pendant ces années passées dans les « collines », il prit conscience de l'ampleur des problèmes de la société burundaise.

En 1986, il créa, dans la clandestinité, le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU). A la suite des massacres de 1988, et alors que le président sortant avait lancé un débat national parmi les intellectuels, M. Ndadaye réclama la nomination d'un premier ministre hutu - donc appartenant à l'ethnie majoritaire - et une charte de la démocratie et une reconstruction de l'armée. Ses déclarations lui valurent deux mois et demi d'emprisonnement. Mais le FRODEBU fut finalement légalisé en juillet 1992.

J. H.

AFRIQUE DU SUD : bien que reconnue coupable d'enlèvement

Winnie Mandela échappe à la prison

Reconnue coupable de kidnapping, Winnie Mandela a été condamnée, mercredi 2 juin, à une peine d'amende d'un montant de 15 000 rands (25 500 francs) par la cour d'appel de Bloemfontein. Elle devra en outre verser 5 000 rands de dommages et intérêts à trois des quatre victimes de l'enlèvement. Winnie Mandela avait été condamnée en première instance à six ans de prison.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

A maints égards, le dossier Winnie Mandela était pour la justice sud-africaine aussi délicat à manier qu'un hérisson. L'épouse, aujourd'hui séparée, du président du Congrès national africain (ANC), Nelson Mandela, est populaire, surtout dans les couches les plus déshéritées de la communauté noire.

Elle est aussi impulsive, au point d'avoir fait enlever, en décembre 1988, quatre jeunes gens qu'elle soupçonnait de collaborations policières et, accessoirement, de pratiques homosexuelles. Quelques jours plus tard, l'un d'eux, Stompie Moeketsi, devait être retrouvé dans un terrain vague, la gorge tranchée. Les trois autres avaient été relâchés, non sans avoir été préalablement passés à tabac dans la maison de Winnie Mandela, à Soweto.

Pour la justice, cette affaire allait

se révéler très embarrassante. Parce que la situation était délicate - le gouvernement était alors en pleines négociations secrètes pour envisager les conditions de la libération de Nelson Mandela - les juges, dans un premier temps, préférèrent oublier Winnie Mandela, pour se concentrer sur les auteurs directs de l'enlèvement et du meurtre. Le 8 août 1990, l'entraîneur du Mandela Football Club dont les membres (en réalité les gardes du corps de Winnie Mandela) avaient enlevé Stompie Moeketsi et ses camarades, était condamné à mort.

Une peine modifiée

Mais, sur la foi de nouveaux témoignages, il fallut bien se pencher sur le cas de l'épouse du prestigieux chef de l'ANC, même si ce dernier avait désormais statut de futur chef de l'Etat. Le 14 mai 1991, malgré une défense sans concessions, et, peut-être, à cause de rétroscandales qui, à la barre, avouèrent avoir craqué pour leur vie s'ils déposaient publiquement, Winnie Mandela, reconnue coupable d'enlèvement, était condamnée à six ans de prison. Elle interjeta immédiatement appel et fut laissée en liberté dans l'attente de la condamnation définitive.

Le procès en appel avait en lieu en mars dernier, et rien de nouveau n'y avait été dit. Après deux mois de délibéré, les juges viennent de rendre un verdict tout en nuances. Winnie Mandela, disent les magistrats, les déclarations ont été « évanescentes, menson-

gères, contradictoires et empreintes d'une malhonnête improvisation ». est reconnue coupable de complicité dans les enlèvements, mais sa peine de prison est remplacée par une peine d'amende.

Chacun, selon ses convictions, pourra tirer argument de cet arrêt subtil. Les personnes impliquées de l'innocence de Winnie Mandela souligneront que la peine réduite en première instance est sensiblement modifiée : leurs adversaires ne retiendront que l'affirmation maintenue de sa responsabilité. Les autres se diront peut-être que dans un pays où, chaque semaine, les meurtres se comptent par dizaines, cette affaire n'avait plus grande signification.

GEORGES MARION

ZAÏRE : envoi d'une mission de PONTU. Une mission d'inspection des Nations unies se rendra prochainement au Zaïre, a annoncé, mercredi 2 juin, le ministre belge des affaires étrangères. Elle devrait aller au Shaba et dans la province du Kivu du Nord, où ont lieu de graves conflits inter-ethniques. D'autre part, le président de l'Union sacrée (opposition au maréchal Mobutu), Kibassa-Mulilo, a lancé, mercredi à Paris, un appel aux pays occidentaux pour un gel des envois du chef de l'Etat zaïrois dans leurs pays. Enfin, le mot d'ordre de grève lancé par l'opposition n'a pas été entendu : l'activité à Kinshasa était normale mercredi. (Reuters).

ALGERIE : assassinat d'un policier. Un policier qui se rendait à son travail a été tué, mercredi 2 juin, à Sidi Moussa, à 30 kilomètres au sud d'Alger, par trois hommes armés qui ont réussi à prendre la fuite. Neuf membres des forces de l'ordre ont été victimes, au mois de mai, d'attentats, attribués par les autorités aux groupes armés intégristes. (AFP).

SOMALIE : visite de François Léotard aux « casques bleus » français. Le ministre français des affaires étrangères, François Léotard, devait effectuer vendredi 4 juin une visite aux « casques bleus » français déployés à Beidoun, dans le sud-ouest de la Somalie.

Une Française est morte après avoir été mordue par un requin dans le sud de Mogadiscio. A quelques mètres d'une plage située dans le sud de Mogadiscio, un requin a mordu, mercredi 2 juin, la secrétaire de la représentation française en Somalie, Michèle Demare, qui est décédée quelques heures plus tard à l'hôpital suédois de la capitale. (AFP).

GABON : un nouveau candidat à la présidence. L'ancien premier ministre gabonais, Léo Mébiame, a annoncé mercredi 2 juin, sa candidature à l'élection présidentielle de décembre prochain. Le président Bongo n'a pas encore fait connaître ses intentions. D'autre part, le ministre français de la coopération, Michel Rousin, est venu à Libreville depuis mardi, a réaffirmé le soutien de la France au Gabon pour l'aider à surmonter les difficultés financières économiques et sociales auxquelles il doit faire face. Le ministre français a également rencontré, mercredi dans la soirée, le président du Bénin, M. Soglo, qui est également président de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). (AFP, Reuters).

PATRICIA HIGHSMITH
Ripley
entre deux eaux

LE THÉÂTRE
EN FRANCE

Pierre Combescot
Les Filles du Calvaire

Le LIVRE de POCHÉ

La Pochothèque

Le Théâtre en France - sous la direction de Jacqueline de Jongh

Littérature générale

PIERRE COMBESCOT Les Filles du Calvaire
PATRICIA HIGHSMITH Ripley entre deux eaux
CHRISTIAN DESROCHES NOBLECOURT La Grande Nubade
DOMINIQUE FERNANDEZ L'Ecole du Sud
PIERRE BELLEMARE L'Année criminelle-T1
PIERRE BELLEMARE L'Année criminelle-T2
MAYARD MUTIS Un bel mort
CLAUDE DUNETON Marguerite devant les juges
MAX GALLO Une affaire publique
FRAN BERGOT Sud Lointain 13 - Le Maître de Rue Ton
ROGER ALEXANDRE Notre entreprise est formidable
BRUCE CHATWIN Un
MICHEL BENOIT Prisonnier de Dieu
MARIE-THÉRÈSE HUMBERT Le Volkameria

Classiques

PIERRE DE RONSARD Discours des misères de ce temps
MARCEL PROUST La Prisonnière - Albertine disparue
trépassant

Classique de la philosophie

PLATON Protégés

Bibli/romans

HERMANN HESSE Le Voyage en Orient
LEONARDO SCIASCIA Le Chevalier et la Mort

Bibli/essais

FRANÇOIS JULLIEN Eloge de la laideur - A partir de la pensée
et de l'esthétique de la Chine
ROLAND JACCARD ET MICHEL THEVOZ Manifeste pour une mort douce

Le Livre de Poche Références

FRANÇOIS CARON Histoire de France T3 - La France des Patriotes
RENÉ REMOND Histoire de France T4 - Notre Siècle
GERARD MAIRET Les Grands Textes politiques Unali

Thrillers

CLIVE CUSSLER Dragon
JOSE-PABLO FEINMANN Les Derniers Jours de la victime
RICHARD KERLAN Vol sur Moscou

Policier

AGATHA CHRISTIE Poirot quitte la scène

Hitchcock présente

ALFRED HITCHCOCK Histoires délicieusement déceivantes

Science-fiction

PHILIP JOSE FARMER Le Labyrinthe magique

Les langues modernes

XXX Nouvelles du monde arabe

Pratiques

DR. RENE THEWISSEN Aimer et guérir
JACQUES GANDOUIN Guide du protocole et des usages

AMÉRIQUES

GUATEMALA

Imbroglio constitutionnel après le départ du président Serrano

Le président guatémaltèque Jorge Serrano, déposé mardi 2 juin, a trouvé refuge, mercredi, à San Salvador, où il a réaffirmé qu'il se considérait toujours comme le « chef de l'Etat » de son pays, contrairement à l'exil par « un petit groupe de militaires ». Les événements qui se sont succédés au Guatemala depuis le coup d'Etat civil de M. Serrano, le 25 mai, ont créé une situation constitutionnelle inédite, source d'une grande confusion.

Gustavo Espina, qui avait démissionné de son poste de vice-président, est revenu sur sa décision mercredi et a accepté d'assurer l'intérim, avec l'appui de l'armée de

terre et après la « renonciation » du général José García, ministre de la défense. Malgré la réunion d'un quorum suffisant au Congrès pour valider sa prestation de serment, M. Espina a indiqué, dans un discours devant la Chambre, qu'il préférerait attendre une « auto-épuration » des parlementaires et des membres de la Cour suprême.

L'« épuration » des éléments les plus corrompus de ces institutions avait été demandée, par les militaires notamment, sans que l'on sache sur quelle base elle pourrait se réaliser. Prenant acte de la décision du vice-président Espina d'assumer la présidence intérimaire dans le respect de la Constitution du pays, le gouvernement américain a souhaité « un retour complet et immédiat à la démocratie » après avoir salué « les progrès » réalisés en ce sens. Les Etats-Unis ont exercé des pressions qui ont joué un rôle significatif dans l'éviction du président Serrano, a indiqué le secrétaire d'Etat Warren Christopher.

□ **PARAGUAY :** Juan Carlos Wasmosy a été officiellement proclamé président. Le Parlement paraguayen a officiellement proclamé président l'homme d'affaires Juan Carlos Wasmosy (Parti Colorado), qui a remporté l'élection du 9 mai. D'après les résultats officiels, M. Wasmosy a obtenu 39,9 % des voix contre 32,13 % au candidat du Parti libéral (opposition), Domingo Laino, et 23,14 % à Guillermo Caballero Vargas, du Mouvement indépendant de rassemblement national. L'opposition est majoritaire au Parlement, avec 25 sièges sur 45 au Sénat et 42 députés sur 80. — (AFP)

Un millier de manifestants ont réclaté, mercredi à Guatemala, des élections anticipées, une réforme de la Constitution, le « jugement des dirigeants politiques corrompus » et la démission du général García, accusé d'avoir été complice de l'« autogolpe » du 25 mai. — (AFP, Reuters)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LETRE DE LA COOPÉRATION PHARMACEUTIQUE FRANÇAISE AUX ACTIONNAIRES DE L'OCP

Madame, Monsieur,

Vous savez que votre société fait l'objet d'une offre publique d'achat, ouverte depuis le 1er juin, par notre filiale Aura Expansion au prix de 843 FF par action, coupon de l'exercice 1991 / 1992 (d'un montant de 22 FF) détaché.

En tant qu'actionnaires fidèles d'une société déjà leader en France sur son marché, vous êtes soucieux de la valeur de vos actions OCP. C'est parce que notre projet a une vraie cohérence industrielle qu'il nous permet de vous offrir une pleine valorisation de vos actions.

Beaucoup d'entre vous sont des pharmaciens d'officine en activité. Face aux profondes mutations que notre profession traverse, le projet de la COOPER a l'ambition d'élargir l'offre de services aux pharmaciens par la mise en commun des savoir faire de la COOPER et de l'OCP et par l'exploitation en synergie de leurs moyens logistiques et commerciaux. De plus, pour nos confrères pharmaciens ce projet entend développer le niveau de service qu'ils sont en droit d'attendre en répondant le plus efficacement possible à leurs besoins.

C'est parce que ce projet se veut porté par un consensus de la profession qu'il est cohérent : c'est parce que ce projet a les moyens de ses ambitions qu'il est solide.

Le projet COOPER est aussi un projet international, l'Europe est notre marché d'avenir. C'est notamment pour réussir ce défi que nous nous sommes associés avec l'un des grands grossistes répartiteurs pharmaceutiques étrangers, la société américaine BERGEN BRUNSWIG CORPORATION, qui restera minoritaire à nos côtés ; nous partageons avec cette société de structure familiale dirigée par un pharmacien les mêmes valeurs professionnelles en restant profondément attachés au respect d'une éthique de service irréprochable.

Votre conseil d'administration a indiqué, par un communiqué en date du 17 mai 1993, que notre offre était dans le sens de l'intérêt de l'OCP et de ses actionnaires, et qu'en conséquence, il recommandait aux actionnaires de l'OCP d'apporter leurs titres à notre offre.

L'offre publique d'achat de notre filiale AURA EXPANSION est ouverte jusqu'au 28 juin et nous vous encourageons vivement à apporter vos actions en prenant contact avec votre intermédiaire financier.

Fort de votre soutien, nous bâtissons un grand groupe au service de la santé publique.

Jean DEROUX
Président Directeur Général
Coopération Pharmaceutique Française

N.B. : une note d'information visée par la COB le 5 mai 1993 est disponible auprès des établissements financiers présentateurs de l'offre : Crédit Commercial de France, Compagnie Financière de CFC et de l'Union Européenne et Baring Brothers (France) S.A.

DIPLOMATIE

Au sommet de Beanne

M. Balladur propose aux Allemands une réflexion commune sur la politique économique

BEAUNE

de notre envoyée spéciale

Le sommet franco-allemand a donné lieu, les 1^{er} et 2 juin à Beanne, à une parfaite démonstration de coopération sans accroc entre responsables français. Il a permis aussi à M. Balladur d'exposer son approche très pragmatique de la coopération franco-allemande et de la construction européenne.

Pour le premier ministre, qui participait à la conférence de presse de clôture du sommet de

Beanne avec le chef de l'Etat et le chancelier Kohl, la ratification par la Grande-Bretagne du traité de Maastricht à l'automne ne suffira pas à relancer la machine communautaire en panne depuis des mois et la problématique essentielle est à ses yeux d'ordre économique.

Relatant l'entretien qu'il avait eu la veille avec le chancelier, le premier ministre a notamment déclaré : « L'Europe réunit deux caractéristiques : la croissance la plus faible et les taux d'intérêt à court terme les plus élevés par rapport aux autres ensembles régionaux. Nous avons pensé qu'il y a lieu de réfléchir ensemble à une politique économique ». Le premier ministre a souhaité que les deux pays dégagent une position commune sur les propositions qui seront faites par la Commission de Bruxelles sur le problème de l'absence de croissance en Europe avant le sommet de Copenhague. Il a aussi engagé un échange de vues sur les moyens de réduire les déficits publics avec Helmut Kohl qui s'est montré très intéressé à prendre connaissance du projet de loi quinquennal français sur ce sujet.

En revanche, si le climat de la discussion relative aux négociations du GATT a été meilleur que lors de la première visite à Bonn de

M. Balladur, fin avril, les positions paraissent encore assez éloignées sur ce dossier. Le chancelier s'est certes rallié à l'idée française de la « globalité » de la négociation sur le commerce mondial : « discuter de l'agriculture en s'écartant des autres sujets a donné un avantage à nos amis américains » a-t-il convenu, ce ajoutant toutefois que des concessions devaient être faites par chacun.

Il a d'autre part insisté sur la nécessité de conclure « sans retard » un accord dont « le monde a besoin ». A quoi M. Balladur a répondu à Beanne, puis dans la soirée sur France 3 : « Si le monde a besoin du GATT, l'Europe o

besoin d'emplois et nous devons tout subordonner à la création d'emplois dans notre pays et dans l'Europe d'une façon générale ».

D'autre part, l'idée française d'étendre la notion de préférence communautaire à tous les domaines dans lesquels l'Europe est victime de concurrences déloyales ne semble pas recueillir l'enthousiasme de nos partenaires allemands, pas plus que des Britanniques. M. Balladur en convenait mercredi soir en notant que les uns et les autres étaient « attachés à une sorte de libéralisme inconditionnel dans le monde ».

C. T.

La visite controversée du ministre belge du commerce extérieur en Libye

Un couscous au goût amer

BRUXELLES

de notre correspondant

Le ministre belge du commerce extérieur, Robert Urbain (socialiste francophone), a dégusté, en Libye, pendant le week-end de la Pentecôte, un couscous qui risque de lui laisser un goût amer, à en juger par les remous que cette escapade suscitent parmi les députés, instituteurs des derniers développements de l'affaire.

Alors que Robert Urbain bronzait, samedi 29 mai, au soleil de Djerdah, la capitale libyenne, il a reçu d'une vieille connaissance, Omar al-Moutasser, chef de la diplomatie libyenne, qu'il a reçu à sa table à Noël dernier, lors d'un précédent séjour dans l'île tunisienne. Pourquoi ne pas réchauffer cette amitié en allant « manger un couscous » à Tripoli ? M. Urbain se doute quand même qu'il y a un petit problème : le CEE et l'ONU ont décidé, le 15 avril 1992, un embargo aérien et militaire à l'encontre de la Libye, ainsi qu'une réduction du personnel diplomatique, en raison du soutien de Kadhafi au terrorisme international.

A l'an croire, il essaie de joindre Willy Claes, ministre des affaires étrangères, et Jean-Luc Dehaene, chef du gouvernement de coalition. Mais, le premier est à Singapour et le second passe les fêtes en France. Apparemment, M. Urbain se garde d'insister au téléphone

pour faire passer un message per quelconque responsable de garde et, sans s'aval, file chez son commensal... qu'il, dimanche 30 mai, s'empresse de faire annoncer, par l'agence Jena, une visite qui prouve l'importance de la concertation entre les deux pays.

Protestation immédiate des Etats-Unis, que le Belgique représente à Tripoli. Explications embarrassées des services du premier ministre : « Nous sommes étonnés, mais c'était une visite privée ». L'intéressé aggrave son cas en déclarant à la radio belge : « Si je devais ne plus aller dans les pays qui ne respectent pas une ou plusieurs résolutions des Nations unies, il y a longtemps que je n'irais plus en Israël ». L'ambassade du pays en question exprime, à son tour, son « étonnement ».

Certaines Flémendes pensent, depuis longtemps, que, dans ses fonctions, M. Urbain se comporte surtout en commis voyageur de la Vallonia. Des libéraux néerlandophones se sont incités pour un débat qui promet d'être houleux à la Chambre des représentants. Il est vrai que tout cela fait désordre alors que la Belgique, qui assumait, le 1^{er} juillet, la présidence tournante de la Communauté européenne, sera chargée de « coordonner » la diplomatie des Douze.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

A TRAVERS LE MONDE

ISRAËL

Un officier des renseignements militaires est emprisonné pour espionnage

Le ministre public israélien a annoncé, mercredi 2 juin, qu'un officier des renseignements militaires, le commandant Yossi Amit, avait été impliqué dans « l'une des affaires d'espionnage les plus graves de l'histoire du pays ». M. Amit avait été arrêté le 26 mars 1986 et condamné à douze ans de prison, a précisé le procureur d'Etat adjoint Ruth Soukar.

L'affaire, totalement secrète, a été portée à la connaissance du public à la suite d'un recours devant les tribunaux de l'avocat du commandant Amit, M. Shmouel Tzang. Toutefois, les autorités judiciaires interdisent toujours de révéler tout détail dans cette affaire, y compris le nom du pays pour lequel le commandant Amit, a été condamné à l'espionnage. Cette affaire n'a aucune ramification avec des Etats ennemis d'Israël, ni la Syrie, ni un autre pays, a néanmoins précisé son avocat.

La radio israélienne a cité pour sa part le mensuel américain Penthouse, qui avait révélé en 1991 qu'un officier des renseignements avait été arrêté en 1986 après avoir vendu des informations aux Etats-Unis durant deux ans. — (AFP)

SÉNÉGAL

Abdoulaye Wade ne fait pas partie du nouveau gouvernement

Un nouveau gouvernement a été formé, mercredi 2 juin, par Habib Thiam, qui a été reconduit pour la troisième fois au poste de premier ministre, après les élections présidentielle et législatives de février et mai derniers, remportées par le président Abdou Diouf et sa formation, le parti socialiste.

Aucun des dirigeants du Parti démocratique sénégalais (PDS) ne fait partie de ce gouvernement, en raison de l'enquête en cours sur l'assassinat, le 15 mai, du vice-président du Conseil constitutionnel, Babacar Seye, qui a abouti à une garde à vue de 48 heures des trois principaux dirigeants du PDS, dont Abdoulaye Wade, puis à l'interpellation de plusieurs autres membres de la formation.

En revanche, Abdoulaye Bathily, dirigeant de la Ligue démocratique, a été nommé ministre de l'environnement et de la protection de la nature. Parmi les personnalités faisant leur entrée dans le gouvernement figure également Mustapha Niassa, qui devient ministre des affaires étrangères. Djibo Ka étant nommé à l'Intérieur, Famera Ibrahim Segna (économie et finances) a été remplacé par Papa Ousmane Sakho, précédemment directeur de la succursale sénégalaise de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. — (AFP)

Votre pale pour reprod la vie

Allemands politique économique

En 1992, les Allemands ont été les premiers à se rendre compte que la Chine n'était pas un pays pauvre. Ils ont découvert que la Chine était un pays riche, un pays qui avait tout ce qu'il fallait pour devenir une superpuissance. Ils ont découvert que la Chine était un pays qui avait tout ce qu'il fallait pour devenir une superpuissance.

In courroux au goût amer

Les Allemands ont été déçus par la Chine. Ils ont découvert que la Chine n'était pas ce qu'ils pensaient. Ils ont découvert que la Chine était un pays qui avait tout ce qu'il fallait pour devenir une superpuissance.

Les Allemands ont été déçus par la Chine. Ils ont découvert que la Chine n'était pas ce qu'ils pensaient. Ils ont découvert que la Chine était un pays qui avait tout ce qu'il fallait pour devenir une superpuissance.

Les Allemands ont été déçus par la Chine. Ils ont découvert que la Chine n'était pas ce qu'ils pensaient. Ils ont découvert que la Chine était un pays qui avait tout ce qu'il fallait pour devenir une superpuissance.

Les Allemands ont été déçus par la Chine. Ils ont découvert que la Chine n'était pas ce qu'ils pensaient. Ils ont découvert que la Chine était un pays qui avait tout ce qu'il fallait pour devenir une superpuissance.

Les Allemands ont été déçus par la Chine. Ils ont découvert que la Chine n'était pas ce qu'ils pensaient. Ils ont découvert que la Chine était un pays qui avait tout ce qu'il fallait pour devenir une superpuissance.

Les Allemands ont été déçus par la Chine. Ils ont découvert que la Chine n'était pas ce qu'ils pensaient. Ils ont découvert que la Chine était un pays qui avait tout ce qu'il fallait pour devenir une superpuissance.

Les Allemands ont été déçus par la Chine. Ils ont découvert que la Chine n'était pas ce qu'ils pensaient. Ils ont découvert que la Chine était un pays qui avait tout ce qu'il fallait pour devenir une superpuissance.

Les Allemands ont été déçus par la Chine. Ils ont découvert que la Chine n'était pas ce qu'ils pensaient. Ils ont découvert que la Chine était un pays qui avait tout ce qu'il fallait pour devenir une superpuissance.

Les Allemands ont été déçus par la Chine. Ils ont découvert que la Chine n'était pas ce qu'ils pensaient. Ils ont découvert que la Chine était un pays qui avait tout ce qu'il fallait pour devenir une superpuissance.

Les Allemands ont été déçus par la Chine. Ils ont découvert que la Chine n'était pas ce qu'ils pensaient. Ils ont découvert que la Chine était un pays qui avait tout ce qu'il fallait pour devenir une superpuissance.

Les Allemands ont été déçus par la Chine. Ils ont découvert que la Chine n'était pas ce qu'ils pensaient. Ils ont découvert que la Chine était un pays qui avait tout ce qu'il fallait pour devenir une superpuissance.

Les Allemands ont été déçus par la Chine. Ils ont découvert que la Chine n'était pas ce qu'ils pensaient. Ils ont découvert que la Chine était un pays qui avait tout ce qu'il fallait pour devenir une superpuissance.

Les Allemands ont été déçus par la Chine. Ils ont découvert que la Chine n'était pas ce qu'ils pensaient. Ils ont découvert que la Chine était un pays qui avait tout ce qu'il fallait pour devenir une superpuissance.

Hongkong à l'assaut de la Chine du Sud

Suite de la première page

De fait, il semble bien que Hongkong déteigne sur la Chine du Sud - en particulier sur le delta de la rivière des Perles, dans la province de Canton, limitrophe de la colonie - plus que l'inverse, souvent pour le meilleur, mais pas toujours.

Ainsi, la zone économique spéciale (SEZ) de Shenzhen a-t-elle récemment organisé la première édition de « Miss Chine ». Lancée dans un clinquant « à la Hongkong », elle s'est terminée dans une confusion bien chinoise, l'argent et les patronages promus ayant fait défaut; les naves lauréates sont rentrées chez elles après avoir découvert que l'enveloppe conteant leur prix était bourrée de papier.

Le « business » ne saurait s'arrêter à de telles péripéties. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. On savait déjà que le gros des investissements étrangers en Chine venait de Chinois d'outre-mer; mais, à elle seule, Hongkong représente 60 % de tous les investissements, les deux tiers concentrés dans la province de Canton, devenue chasseur-garde hongkongaise : 3 millions d'emplois directs créés en quelques années (à Hongkong, l'industrie n'en compte que 650 000), 23 000 nouvelles entreprises, dont 60 % travaillent pour l'exportation; 80 % des industriels de la colonie ont signé des accords de production avec l'interland chinois.

Les affaires ne sont pas à sens unique : la Chine est devenue le premier investisseur à Hongkong, avec plus de 12 milliards de dollars, dépassant le Japon, et les luxueux sièges de ses sociétés - dans lesquelles les enfants de dirigeants font fortune - font désormais partie du paysage de l'île.

Tache d'huile

On peut même dire que, si Canton était un pays, elle serait le premier partenaire de Hongkong. Attirés par les bas salaires, la main-d'œuvre abondante, le faible coût du terrain, les relations avec leur terre d'origine, parlant que les liens économiques tissés avant 1997 aideront au passage de douceur vers la souveraineté chinoise, les hommes d'affaires hongkongais ont sauté le pas avec enthousiasme dès le début de 1992 - dès que la visite à Shenzhen de Deng Xiaoping eut donné le signal de la reprise économique. Depuis lors, c'est la fuite en avant.

Si la croissance chinoise a battu les records en 1992, avec 12,8 % de hausse du PIB (21,7 % pour la production industrielle), elle a atteint 32,9 % dans la province de Canton et 39,9 % à Shenzhen. Des chiffres historiques. Dans la municipalité de Dongguan, à mi-chemin de Canton - 2,5 millions d'habitants, dont la moitié d'immigrants économiques - 2 232 entreprises ont ouvert leurs portes en 1992. Cette liste de chiffres étonnés par on homme comme Victor Fung, entrepreneur avisé et directeur du HKTDC (Bureau de développement des échanges), s'allonge chaque jour, confortant la rôle de Hongkong comme « fenêtre sur le monde de la Chine du Sud ».

Avec ses 5,8 millions d'habitants, Hongkong fait vivre les 20 millions de Cantonais du delta de la rivière des Perles. Sans elle, Shenzhen, ville frontalière il y a quinze ans, n'aurait pas atteint 2 millions d'âmes dans un futur d'immeubles, de bureaux et de fabriques. Partout la rizière cède devant les bulldozers. Pratiquant une stratégie du mille-feuilles avec l'aide de leurs compères du continent - administrateurs locaux devenus hommes d'affaires - les Hongkongais ont d'abord fait tourner Shenzhen, puis le Delta. Tous

jours à la recherche d'espace et de main-d'œuvre meilleur marché, ils regardent désormais vers les régions montagneuses, où vit 70 % de la population de la province. Les milliardaires hongkongais se sont lancés dans les infrastructures pour développer une province qui les fait vivre et qui rêve de devenir le « cinquième petit dragon » : autoroute Hongkong-Canton de Gordon Wu, ville nouvelle de 300 000 à 600 000 habitants du magnat Henry Fok près de son bourg natal, Shunde. Mais peut-être est-ce là que le bât blesse : en effet, l'immobilier représente le tiers des investissements de la colonie; nombre d'experts les qualifient de spéculatifs (1). Ainsi s'explique la florissante habitation, bureaux, golf, etc. parfois à proximité de zones industrielles. Les Japonais, entre autres, craignent que cette « bulle spéculative » n'explode dès 1994, brûlant les doigts des imprudents.

« Minuit moins 4 »

Mais combien d'habitants de ce lambeau de l'empire britannique agrippé au géant chinois prêt à l'abandon, vont plus loin que ces chiffres, avengés par un profit à court terme? Le temps qui reste d'ici à 1997 ne doit pas être celui des occasions perdues, pensent-ils, encouragés par les dirigeants de Pékin, qui favorisent ceux qui les soutiennent. D'autant que, ailleurs, la crise économique fait rage. Réalité immédiate qui fait que certains se voient la face devant les risques potentiels de demain.

D'autres rêvent d'oe communitaire de tous les Chinois dans laquelle chacun aurait sa place, alors que, remarque Andrew Wong, membre du Conseil législatif (Legco), « nous voulons être Chinois culturellement et socialement, mais pas politiquement et économiquement ».

Dans sa lutte contre le gouverneur britannique Chris Patten, qui souhaite offrir à Hongkong, avant qu'il ne soit trop tard, quelques réformes démocratiques, la Chine utilise donc l'argument des affaires plus que celui du patriotisme. Il s'agit de court-circuiter la politique par l'économie, dans un ter-

toire longtemps dépolitisé et que M. Patten veut doter de garde-fous qui s'imposeraient à ses successeurs.

Habitué à ce que les Occidentaux cèdent devant ses exigences - cela s'appelle le *kowtow*, du nom de la prostration rituelle devant le fils du Ciel - Pékin multiplie les pressions et les déclarations incendiaires, traitant M. Patten de « prostitué » ou de « danseur de tango ». Sans succès, même si ce dernier, en repoussant la présentation de son texte au Legco pour laisser place à un compromis, joue en fait le jeu d'adversaires désireux de gagner du temps (2).

Certes « Londres s'est réveillée à minuit moins 4 », dit un diplomate. On réplique, côté britannique, qu'un refus de démocratiser les élections de 1995 conduirait à une transition chaotique, bien différente de celle souhaitée de part et d'autre à l'origine (3). Un point que conforte Martin Lee, chef des démocrates locaux : « La Chine refuse toute opposition institutionnelle. Or sans appareil juridique efficace, la prospérité de Hongkong est une maison bâtie sur du sable ».

Contre ces diables de Martin Lee et de Chris Patten, Pékin a donc décidé de faire donner la grosse artillerie, bloquant pour des raisons politiques le gigantesque projet d'aéroport, soufflant le chaud et le froid, faisant pression sur certains partenaires commerciaux et en cajolant d'autres pour qu'ils dénoncent la politique de Londres. Pour sa part, Victor Fung se demande « alors que le mythe du marché chinois est en train de devenir réalité, cela vaut vraiment la peine de payer si cher pour une réforme démocratique ».

Une sombre « conspiration »

Restent les amis de Pékin, qui ne font pas dans la dentelle! L'avocat T. S. Lo nous parle d'une « conspiration » qu'il résume ainsi : M. Patten n'a pu agir sans l'aval de Londres, ni Londres sans celui de Washington. Il s'agit de rien de moins, pour écorner la puissance qu'est en train d'acquiescer la Chine, que de lui inoculer, via Hongkong, le virus de la démocratie pour la pourrir. A l'instar de ce qui s'est passé pour l'URSS. Les ventes de Mirage français à Taïwan « vont dans le même sens ». Directeur d'école « marxiste » et « pro-chinoise », Tsang Yok-Sing affirme, lui, que c'est Pékin qui a cédé devant Londres - trop à son goût.

Tout cela n'est que péripéties

face au boom économique qui réconcilie tout le monde, répercute-on ici. Certains esprits raisonnables pensent qu'un compromis est inévitable. « La Chine est trop préoccupée de son prestige international pour faire de Hongkong un dépôt d'ordures », dit l'un. Plus pessimiste, un commerçant sur le départ - 60 000 personnes émigrent chaque année - pense que le plus grave n'est pas la politique que mène Pékin, mais « le retour aux années 60, les troubles, la corruption, la fin de l'Etat de droit ». En Chine, on ne peut plus faire d'affaires sans illégalités ou sans le milieu. On risque d'assister au retour des Triades, ces sociétés secrètes dont le ministre chinois de la police a récemment tout le « patriotisme ». Déjà, les incidents se multiplient, souvent à l'initiative de pirates en uniforme désireux de revendre Mercedes ou BMW volées à des riches du continent.

Un bon connaisseur des arcanes de la Chine rappelle que celle-ci n'a jamais eu confiance dans les Hongkongais, en particulier après qu'ils furent descendus dans la rue au printemps de 1989 : « Ils veulent toujours tout contrôler. Ils auront certainement gain de cause, mais ils ne pourront pas gagner le cœur des gens, et des hommes d'affaires » - qui, dans leur for intérieur, dissocient intérêts professionnels et personnels : ils tissent certes des liens avec les anciens cadres devenus businessmen, mais ils envoient leurs enfants étudier en Amérique et se dotent d'un passeport sûr.

« C'est comme si on voulait écraser un crabe avec un rocher » ajoute otre interlocuteur, qui regrette la survivance de la mentalité et du verbiage de garde-rouge chez certains responsables de l'Ageoec. Chine nouvelle, ambassade officielle à Hongkong. Et d'ajouter, désabusé : « Les dirigeants ne supportent pas les gens plus intelligents qu'eux. Et il y en a beaucoup! Mais ne faut-il pas, malgré tout, penser que l'appât de la époule aux œufs d'or l'emportera? L'avenir de Hongkong, et celui de la Chine, indissociables, en dépendent ».

PATRICE DE BEER

(1) Sans compter les 30 % de « faux » investissements de Hongkong - en fait de l'argent chinois transmittant par la colonie pour bénéficier d'avantages fiscaux.
(2) Voir aux Editions Complexe Hong Kong 1997. Fin de siècle, fin d'un monde? sous la direction de Jean-Pierre Bège, 160 p., 39 F.
(3) Voir l'interview de M. Patten dans le Monde du 10 avril.

CAMBODGE : alors que les sihanoukistes trôlent la majorité absolue des sièges

L'ONU demande à « toutes les parties » de « respecter pleinement » le résultat des élections

Alors que l'arrivée des derniers résultats des élections de la semaine dernière confortent de plus en plus l'avance des sihanoukistes du FUNCINPEC face au Parti du peuple cambodgien (PPC) du régime de Phnom-Penh, le Conseil de sécurité des Nations unies a appelé à l'unanimité, mercredi 2 juin, « toutes les parties » khmères à « respecter pleinement » le verdict des urnes et à « faire tout leur possible pour assurer l'établissement pacifique d'un gouvernement démocratique librement élu ». Les Quinze ont également pris note de la déclaration de l'Autorité provisoire de l'ONU (APRONUC) selon laquelle « les élections ont été libres et équitables ».

L'APRONUC a opposé, mercredi, une fin de non-recevoir aux contestations du PPC contre la régularité du vote (le Monde du 3 juin). « Aucun cas de fraude n'a pu être établi », a déclaré son responsable des affaires étrangères du régime de Phnom-Penh, Hor Namhong, a pourtant affirmé qu'« il y a des preuves suffisantes et flagrantes non seulement d'irrégularités mais bien de fraude ».

L'inquiétude du PPC se comprend, car, après le décompte de 90 % des bulletins, le FUNCINPEC a obtenu 45,7 % des voix contre 38,1 % au PPC. Selon les dernières projections, les 120 députés se répartiraient ainsi : 57 pour le FUNCINPEC, qui manquerait de trois sièges la majorité absolue, 52 au PPC, 10 au Parti démocratique libéral bouddhiste (PDLB) de Son Sann et un aux monarchistes du Moninaka. Ces deux derniers semblent prêts à s'allier au FUNCINPEC. - (AFP, AP, Reuters.)

Le général Pormenté remplace le général Ridenau. - Le général français Robert Ridenau, commandant adjoint de la force militaire de l'ONU au Cambodge, a quitté Phnom-Penh, jeudi 3 juin, après avoir passé son commandement au général Georges Pormenté. Le général Pormenté, parachutiste, était jusqu'à présent commandant en second de l'Ecole d'application de l'infanterie de Montpellier après avoir commandé le 9^e RCP (régiment de ébasseurs parachutistes) de Pamiers. - (AFP.)

INDE : trente morts après des élections locales au Bengale-Occidental. - Au moins trente personnes ont été tuées depuis le 30 mai dans l'Etat du Bengale-Occidental, lors de violences liées à de récentes élections locales. Les victimes appartenaient pour la plupart au Congrès, au pouvoir à New-Delhi, et au BJP, le parti hindouiste montant. Ces deux formations ont fait porter au Parti communiste, au pouvoir depuis dix-neuf ans à Calcutta, la responsabilité de ces « attaques meurtrières ». Les positions du PCI (M) ont été érodées lors du récent scrutin. - (UPI.)

INDE : nouvelle tension à Bombay. - L'armée s'est déployée, mercredi 2 juin, à Bombay, alors qu'une émeute prenait corps lors des obsèques d'un dirigeant assassiné du parti hindouiste BJP. Au passage du cortège, des pierres ont été lancées contre une mosquée et des boutiques incendiées. Ce meur-

tre avait suivi de peu celui d'un chef d'une formation extrémiste hindouiste, le Shiv Seoa (« Armée de dieu »). Bombay avait été, en décembre puis janvier, la ville la plus touchée par les émeutes qui avaient suivi la destruction de la mosquée d'Ayodhya faisant officiellement 781 victimes. - (UPI.)

PHILIPPINES : le Parlement rejette la nomination du ministre des finances. - Le Parlement philippin a rejeté, mercredi 2 juin, la nomination de Ramon del Rosario au poste de ministre des finances, dénonçant notamment son soutien à la politique économique prônée par le Fonds monétaire international (FMI). Ce vote intervient alors que Manille mène de difficiles négociations avec le FMI pour obtenir son appui à un nouveau programme économique ainsi que des crédits de 800 millions de dollars. - (AFP.)

Votre palette pour reproduire la vie



3 Couleurs

La vie est une mosaïque multicolore. La reproduire sur l'écran de votre micro nécessite une palette de couleurs très étendue. C'est pourquoi les écrans de nos nouveaux portables, y compris les modèles T1900 et T4600, ont une vitesse d'affichage et une luminosité exceptionnelles. A partir des 3 couleurs de base: rouge, vert, bleu, vous créez votre palette en choisissant parmi 226.981 (61¹) couleurs disponibles. En un clin d'oeil, votre création s'affiche à l'écran et vous augmentez l'impact de votre présentation. Ces caractéristiques se retrouvent sur les 11 micros portables couleur de notre gamme. Ils disposent tous de la technologie qui nous a permis de devenir leader sur le marché des portables. Pour en savoir plus, contactez Toshiba au (1)44.67.68.67 ou 3615 Toshiba.



L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

Le débat sur le développement rural à l'Assemblée nationale

Le gouvernement prépare un projet de loi d'aménagement du territoire

Au terme de deux journées d'un débat d'orientation consacré au développement rural, le ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Jean Puech, a annoncé, mercredi 2 juin, la mise en chantier d'un projet de loi d'aménagement du territoire. Il a indiqué que cette « œuvre de longue haleine » est entreprise « afin d'ouvrir de nouvelles perspectives d'avenir à nos espaces ruraux ».

Tout au long des onze heures qu'ils ont consacrées, mardi et mercredi, à discuter du développement rural, les députés se sont plu à rendre hommage au ministre de l'Agriculture pour l'organisation de ce débat. Les présents, dans leur majorité, se sont montrés échauffés, comme Jean-Pierre Kuebade (PS, Pas-de-Calais), qui y a vu « une bonne intention à laquelle les parlementaires ne peuvent s'associer », ou Alain Gest (UDF, Somme), qui a rappelé qu'il s'agit, tout simplement, pour la majorité, de respecter un engagement électoral.

D'autres, plus nuancés, comme Hervé Novelli (UDF, Loire-et-Loire) et Charles Revet (UDF, Seine-Maritime), se sont interrogés pour savoir s'il n'aurait pas été « plus logique et plus souhaitable » de ne pas séparer ce débat de celui qui avait eu lieu, fin avril, sur la ville, et de traiter dans « une démarche globale et cohérente » les différents aspects de l'aménagement du territoire. Mais ce n'est que pour mieux souligner la nécessité d'un projet global d'aménagement liant les villes et les campagnes. Seul Pierre Gascher (RI, Sarthe) a voulu jouer les Cassandre, en se demandant s'il n'assistait pas, « ce soir, à une sorte de requiem pour des campagnes défuntes ». Dans sa réponse, M. Puech a tenté de le persuader du contraire.

Le ministre de l'Agriculture a d'abord rappelé qu'il n'y a pas de politique d'aménagement rural sans politique d'aménagement du territoire. Ainsi, a-t-il dit, « les grands axes de la politique d'aménagement [doivent] prendre en compte autant

les impératifs d'un aménagement urbain équilibré que ceux d'une revitalisation rurale ». « Il ne doit plus y avoir de politique des villes et de politique des campagnes », a-t-il expliqué, en ajoutant : « Une autoroute, une université, un grand stade, un site industriel... sont des éléments structurants de l'ensemble du territoire, espace urbain comme rural. » Dans ce sens, le programme des délocalisations sera réexaminé lors du prochain comité interministériel du territoire (CIAT), afin de « se garder de toute idéologie ».

M. Puech : « un devoir national »

Pour M. Puech, l'aménagement du territoire est plus qu'une politique : « c'est une véritable mission, un devoir national », a-t-il souligné. Cette mission doit être partagée : le concours des acteurs locaux — pouvoirs publics, collectivités et corps intermédiaires — sera sollicité. L'Etat doit, lui, se contenter de « créer les conditions de ce développement », plutôt que de gérer directement l'aménagement rural.

La première tâche du projet ambuleux, qu'il entend mettre en œuvre pour le territoire rural, doit être, selon M. Puech, de « redonner espoir et foi en son avenir à notre monde rural ». Pour ce faire, le ministre s'est employé à dessiner quelques pistes à partir des propositions entendues au long du débat. En premier lieu, le gouvernement veut appeler à « une solidarité nouvelle entre villes et campagnes ». Cet objectif, déjà annoncé mardi, passe, notamment, par une réforme de dotation globale de fonctionnement (DGF), « indispensable » à l'insuffisance des mécanismes de péréquation de cette ressource. Cette réforme aura pour principal objectif de « restaurer les principes de justice et d'efficacité vis-à-vis des petites communes ». De nombreux députés en avaient souligné l'urgence. M. Puech a convenu, ainsi, de prendre en compte de nouveaux critères de mode de calcul, comme une intégration plus importante de la superficie.

Le gouvernement propose, d'autre part, un effort accru en faveur des zones rurales les plus fragiles, en augmentant la dotation de développement rural et en modulant les

aides de l'Etat dans les contrats de plan. Enfin, toujours en matière fiscale, le ministre a évoqué la révision des conditions de la perception de la taxe professionnelle « inexistante en milieu rural, très inégalitaire en milieu urbain ». A terme, « c'est l'ensemble de la fiscalité locale qu'il nous sera nécessaire d'intégrer dans nos réflexions », a-t-il souligné.

Le ministre a énuméré, ensuite, les axes de sa politique de « revitalisation rurale ». Répondant aux inquiétudes multiples sur la disparition des services publics, Jean Puech a précisé que le moratoire sur les services publics en milieu rural, décidé par le gouvernement, s'appliquera jusqu'au 31 octobre prochain. Pendant cette période, les préfets doivent élaborer — ou renforcer s'il existe déjà — un schéma d'organisation et d'amélioration des services. Le ministre a rappelé, d'autre part, que lors de la prochaine réunion du CIAT, le gouvernement étudiera diverses aides aux communes rurales. Il s'agit, notamment, de mesures « complémentaires » en faveur du logement et du patrimoine bâti, et d'une baisse des cotisations patronales pour les entreprises des zones rurales, si la constitutionnalité de cette disposition, proposée par Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne) et Georges Chavannes (UDF, Cher), est vérifiée. Enfin, le ministre a soutenu l'idée de la création d'un observatoire du monde rural, qui permette d'analyser l'état des campagnes.

Dans ce troisième débat d'orientation, le ministre de l'Agriculture aura voulu « réaffirmer quelques uns des principes qui doivent sous-tendre la politique de développement et d'aménagement rural » et qui devraient être « affirmés dès le prochain CIAT, et traduits en termes concrets lors du comité interministériel de développement et d'aménagement du territoire rural (CIDAR) qui suivra ». A ce jnger par les applaudissements sur les bancs de la majorité, les députés semblaient satisfaits de la prestation de Jean Puech. Comme le soulignait Marc Le For (RPR, Côtes-d'Armor) « ce débat sur le développement rural aura été de beaucoup de plus, mais pas un débat de trop ».

SYLVIA ZAPPI

La séance de questions

François Léotard annonce un « vaste plan d'accompagnement » de la restructuration des armées

Interrogé sur les restructurations militaires par plusieurs députés, mercredi 2 juin, lors de la séance de questions au gouvernement, le ministre de la Défense, François Léotard, a affirmé que la restructuration du dispositif militaire sera poursuivie « sous l'autorité du premier ministre ». Il a annoncé un « vaste plan d'accompagnement social et industriel de reconversion ».

Il y eut du ressentiment dans l'air, au Palais-Bourbon, mercredi. Après la polémique sur les restructurations militaires, déclenchée par Bernard Pons, président du groupe RPR, chacun attendait l'interpellation du ministre de la Défense, François Léotard, par les députés du RPR. La première attaque est venue, dans une ambiance soudain électrique, du député de l'Aisne, Jean-Claude Lamant, évoquant « la démolition des populations » dans les départements — dont le sien — touchés par les mesures de réorganisation du plan Armée 2000 et estimant qu'« il serait nécessaire, dans certaines zones sensibles, de surveiller aux décisions ». Cette question a été saluée par des applaudissements ouverts sur les bancs du groupe RPR, où l'on remarquait l'absence de Bernard Pons.

François Léotard, assuré du soutien officiel d'Edouard Balladur depuis la veille, a eu la belle pour confirmer que son ministère, « sous l'autorité du premier ministre », poursuivra les restructurations engagées. Remarquablement, le député inquisiteur aurait « la chance », dans son département touché par les restructurations, « d'accueillir un régiment d'artillerie de marine », le ministre de la Défense ne s'est pas privé du plaisir de rappeler que « selon l'article 20 de la Constitution, le gouvernement détermine et conduit la

politique de la nation ». Il s'est attiré, ainsi, les cris : « Et le Parlement ? Et le Parlement ? » de certains députés RPR, ce qui ne l'a pas empêché de poursuivre, couvert à plusieurs reprises par leurs protestations : « Cette politique a été déterminée et elle sera conduite avec la conscience que notre appareil de défense est soumis à d'autres contraintes que celles de l'aménagement du territoire. » La définition des forces armées françaises « se réduira pas à « ces cinq mots entendus ici ou au Sénat : services publics en zone rurale », a conclu le ministre soutenu par les applaudissements d'une partie de l'UDF.

Interrogé par le député (UDF) du Var, Daniel Collin, sur les compensations envisagées pour les régions touchées, François Léotard a laissé prévoir, ensuite, « le doublement du fonds de reconversion de la Défense, qui passera à 240 millions de francs », complété

par un effort financier européen. M. Léotard a souligné qu'il n'y aura pas de licenciement parmi les personnels civils travaillant pour la Défense. « Avant juillet, soit un officier, soit un sous-officier ou un adjudant avec les flux locaux les conséquences des restructurations dans chacun des sites ».

Rappelant que les mesures d'accompagnement du programme « mobilité et formation » sont « sans équivalent dans tous les mouvements sociaux qui ont perturbé notre pays depuis la dernière guerre, dans la sidérurgie ou les chantiers navals », le ministre a confirmé, en outre, qu'il prépare, avec Charles Pasqua et Gérard Longuet, « un vaste plan social et industriel », objet de la réunion prévue jeudi matin sous l'autorité du premier ministre.

CLAIRE BLANDIN

La commission des lois veut durcir les contrôles d'identité

Plusieurs points du projet de loi sur les contrôles d'identité ont été « durcis » par la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui a approuvé ce projet mercredi 2 juin. Au sujet des contrôles d'identité préventifs, un amendement d'Alain Marsaud (RPR, Haute-Vienne), qui substitue le notion de « circonstances » à celle de « comportement de la personne contrôlée », initialement retenue dans le projet de loi, a été adopté par la commission ; cette modification permet de contrôler l'identité de toute personne « en toutes circonstances », pour prévenir une atteinte à l'ordre public.

A propos des contrôles de police

judiciaire, un amendement proposé par le rapporteur Jacques Limouzy (RPR, Tarn) et par Alain Marsaud (RPR, Haute-Vienne), qui précise que la découverte d'infractions ne constitue pas une cause de nullité des procédures incidentes. Enfin, à l'initiative d'André Fantoo (RPR, Calvados), l'identité de toute personne pourra être contrôlée dans les « départements ayant une frontière terrestre ou maritime », alors que le projet de loi prévoyait une zone située à moins de 30 kilomètres de la frontière terrestre entre la France et les Etats signataires de la convention de Schengen.

Le nouveau code de procédure pénale

Les sénateurs rendent au juge d'instruction certains pouvoirs que lui avait ôtés la précédente réforme

Les sénateurs ont adopté, dans la nuit du mercredi 2 au jeudi 3 juin, la proposition de loi de Jacques Larché (RI), président de la commission des lois, tendant à réformer le code de procédure pénale promulgué le 4 janvier dernier. Le PC et le PS se sont prononcés contre cette réforme, alors que la RPR et l'UDF ont voté pour. Ce texte restitue, notamment, au juge d'instruction les pouvoirs que la réforme votée sous la précédente législature lui avait retirés, tout en maintenant les nouveaux droits reconnus à la Défense.

La « réforme raisonnable » du code de procédure pénale, souhaitée par Jean-Marie Girault (RI, Calvados), rapporteur de la proposition de loi, est passée, au Sénat, par la restauration des pouvoirs du juge d'instruction, sérieusement amoindris dans la réforme qu'avait fait voter la gauche. Les sénateurs sont revenus, en effet, sur l'esprit de ce texte en confiant au juge d'instruction le pouvoir de la mise en examen, alors que celui-ci revient actuellement au procureur de la République. Dans la même démarche, ils ont supprimé l'obligation qui avait été faite au procureur d'informer les personnes concernées, par lettre recommandée, de leur mise en examen. Dorénavant, cette information sera

assurée par le juge d'instruction, et elle ne sera plus obligatoire.

Pour autant, les sénateurs se sont bien gardés de revenir sur toutes les dispositions de la dernière réforme du code de procédure pénale. Tout comme ils avaient approuvé la suppression du privilège de juridiction en faveur des magistrats des élus locaux ou des officiers de police judiciaire, ils ont maintenu les droits attribués à la Défense, tels que l'accès permanent au dossier ou la possibilité de solliciter auprès du juge d'instruction des mesures d'investigation.

Le chapitre de la détention provisoire (voir ci-contre), qui concerne au premier chef les juges d'instruction, a illustré également le souci des sénateurs d'éviter un retour pur et simple au texte qui était en vigueur avant la réforme. Après avoir mis en terre le principe de la décision collégiale, en confiant à nouveau au juge d'instruction le pouvoir de mettre en détention, la commission des lois et le gouvernement se sont efforcés de mettre au point une procédure assez complexe de « référé-liberté », ouvrant la possibilité de faire obstacle à la détention provisoire.

Jean-Marie Girault, Jacques Larché et Pierre Méhaignerie, qui s'étaient affrontés, la veille, sur un sujet épineux — la possibilité pour un officier de police judiciaire de demander au procureur de la République, pour certaines gardes à vue, de refuser la présence d'un avocat — avaient de nouveaux des positions différentes, quand bien même elles participaient du même

esprit, résumé par M. Larché à savoir « le contrôle des décisions du juge », contrepartie indispensable de son pouvoir retrouvé.

Le Sénat proposait que toute personne mise en détention puisse, dans un délai de vingt-quatre heures, demander une annulation de la mesure et, donc, sa mise en liberté au président du tribunal, qui devrait se prononcer dans les cinq jours, faute de quoi la personne concernée pourrait saisir la chambre d'accusation. Le gouvernement, par un procédé parallèle, parvenait à une procédure plus rapide, puisque le président du tribunal n'avait plus que deux jours pour statuer sur une demande de suspension des effets du mandat de dépôt.

Le droit de la presse

Après une réunion improvisée lors d'une suspension de séance, les sénateurs ont ajouté au dispositif du gouvernement la possibilité de couper court à la détention. Ce compromis a cependant été vivement critiqué par Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort), ardent défenseur de la procédure actuelle, et Charles Lederman (PC, Val-de-Marne).

Une autre disposition de la proposition de loi a donné l'occasion d'une opposition frontale entre la droite et la gauche du Sénat : la garde à vue pour les mineurs. Les sénateurs UDF et RPR se sont prononcés en faveur du rétablissement de la possibilité de placer un mineur de treize ans en garde à vue sous de strictes conditions. Prononcée avec l'accord du procureur de la République, cette mesure, prévue « pour les infractions les plus graves », a savoir les crimes ou les délits punis d'au moins cinq ans d'emprisonnement, pourra excéder une période de vingt-quatre heures pour ces enfants, qui bénéficieront obligatoirement de la présence d'un avocat. Ces conditions n'ont pas fait fléchir l'hostilité farouche des communistes et des socialistes à une telle disposition.

A la demande du gouvernement, le Sénat est revenu sur les dispositions concernant les perquisitions dans les locaux de presse. Dorénavant, ces procédures seront conduites par un officier de police judiciaire en présence d'un magistrat, et non plus par le magistrat lui-même. D'autre part, alors que le juge doit aujourd'hui ordonner la publication intégrale ou partielle d'une ordonnance de non-lieu dans les médias ayant fait état de la mise en examen d'une personne, la commission des lois a proposé — et obtenu en séance publique — la transformation de cette obligation en simple possibilité.

Les sénateurs ont enfin apporté quelques retouches au chapitre des nullités du code de procédure pénale, en permettant d'éviter que « la méconnaissance purement formelle de certaines dispositions » n'entraîne systématiquement l'annulation d'une procédure d'instruction. En conséquence, les nullités dites « textuelles », parce que faisant précisément référence ou non respect des articles de la loi et qui permettaient d'aboutir à un tel résultat, ont été supprimées.

GILLES PARIS

o M. Bernard-Raymond devient secrétaire général adjoint de l'UDF. Pierre Bernard-Raymond, ancien ministre (1977-1981) député européen et maire (UDF-CDR) de Gap (Hautes-Alpes), a été nommé, mercredi 2 juin, secrétaire général adjoint de l'UDF. M. Bernard-Raymond sera chargé des relations avec les différents partis européens, a précisé Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF. Les autres secrétaires généraux adjoints sont, outre MM. Raffarin et Bernard-Raymond : Jean Arthuis, René Cosmao, Didier Bariani, Pascal Clément, André Santoni, Bernard Lehideux et Marielle de Sarnez. Le secrétaire général de l'UDF est François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale.

o M. Chervènement dénonce le « démantèlement de l'Etat républicain » inscrit dans les projets de M. Balladur. — Jean-Pierre Chervènement (apparenté PS, Territoire de Belfort) a dénoncé, mercredi 2 juin, « la logique de l'ultralibéralisme, de la démission nationale et du démantèlement de l'Etat républicain », inscrite dans les projets du gouvernement sur le statut de la Banque de France, les privatisations et la réforme de la Caisse des dépôts et consignations. Le président du Mouvement des citoyens a annoncé l'organisation, le 7 juin, d'une réunion publique à la salle de la Mutualité, à Paris, afin de protester contre ces réformes.

La détention provisoire

En redonnant au juge d'instruction le pouvoir de mettre en détention, le Sénat est revenu, mercredi 2 juin, sur l'une des principales innovations de la réforme engagée par le gouvernement de Pierre Bérégovoy : l'instauration d'un « juge délégué ». Installé le 1^{er} mars, lors de l'entrée en vigueur du texte, ce juge, désigné par le président du tribunal, est chargé de la décision finale et de la prolongation de la mise en détention. Sous ses aspects techniques, cette disposition recouvre, en fait, une petite révolution juridique : pour la première fois en France depuis le XIX^e siècle, le juge qui incarne n'est pas celui qui instruit.

Inspirée des conclusions du rapport de la commission Justice pénale et droits de l'homme, présidée par Mireille Delmas-Marty (1), cette disposition, qui introduisait un début de séparation entre les fonctions d'enquête et les fonctions juridictionnelles, a réuni entre les mains du juge d'instruction, avait pour ambition de lutter contre la détention provisoire. Malgré une baisse continue depuis 1985, la France, avec un taux de détention provisoire de 34,8 pour 100 000 habitants au 1^{er} septembre 1991, use plus largement de ce type de détention que ses voisins européens : à la même date, le Royaume-Uni faisait état d'un taux très largement inférieur (20,2), tandis que l'Espagne, dont le système judiciaire est plus proche du système français, se situait, elle aussi, en deçà des chiffres français, avec un taux de 32,4.

Sursis à exécution

Depuis 1985, les législateurs se sont inquiétés de cette singularité française à plusieurs reprises : deux lois, l'une rédigée par Robert Badinter, l'autre par Alain Chénedon, avaient tenté de faire reculer la détention provisoire en confiant la décision à un collège de trois magistrats, mais ces deux textes avaient été écartés avant même d'être appliqués (2).

Lors de l'entrée en vigueur de la réforme faite par le précédent gouvernement, les juges d'instruction avaient vigoureusement protesté contre l'instauration du juge délégué, qu'ils interprétaient comme un signe de défiance à leur endroit. Malgré les prédictions pessimistes des adversaires de la réforme, le nouveau système, qui est incontestablement plus lourd que l'ancien, n'a pourtant pas

conduit aux catastrophes annoncées : certaines décisions ont été contestées — ce fut notamment le cas de la remise en liberté, à Paris, de sept militants présumés d'« Ipersterak », provisoirement incarcérés par le juge Bruguière, — mais aucune « bavure » grave n'a été signalée. La brièveté de la période d'observation (un peu plus de deux mois) interdit, d'ailleurs, de mesurer avec précision l'impact de la réforme sur la notation. Sous ses aspects techniques, cette disposition recouvre, en fait, une petite révolution juridique : pour la première fois en France depuis le XIX^e siècle, le juge qui incarne n'est pas celui qui instruit.

Inspirée des conclusions du rapport de la commission Justice pénale et droits de l'homme, présidée par Mireille Delmas-Marty (1), cette disposition, qui introduisait un début de séparation entre les fonctions d'enquête et les fonctions juridictionnelles, a réuni entre les mains du juge d'instruction, avait pour ambition de lutter contre la détention provisoire. Malgré une baisse continue depuis 1985, la France, avec un taux de détention provisoire de 34,8 pour 100 000 habitants au 1^{er} septembre 1991, use plus largement de ce type de détention que ses voisins européens : à la même date, le Royaume-Uni faisait état d'un taux très largement inférieur (20,2), tandis que l'Espagne, dont le système judiciaire est plus proche du système français, se situait, elle aussi, en deçà des chiffres français, avec un taux de 32,4.

Finalement, le Sénat a retenu une « solution de synthèse » : toute personne mise en détention pourra demander au président du tribunal, ou à un juge délégué par lui, non pas d'annuler la décision du juge d'instruction, mais de suspendre son exécution, en attendant que la chambre d'accusation statue sur l'appel. Ce sursis à exécution pourra être invoqué à deux reprises : si la demande est faite avant l'incarcération, la personne sera remise à un officier de police judiciaire, qui le « gardera à sa disposition » jusqu'à sa comparution devant le président du tribunal, lequel devra statuer dans les vingt-quatre heures ; si la demande est faite dans les vingt-quatre heures qui suivent l'incarcération, la personne entendue en prison la décision du président du tribunal, qui devra intervenir dans les deux jours.

ANNE CHEMIN

(1) La Mise en état des affaires pénales, rapport, La Documentation Française.

(2) Un ouvrage paru en 1992 retrace avec précision l'histoire des lois sur la détention provisoire : Entre l'ordre et la liberté, la détention provisoire, deux abîmes de débats, sous la direction de Philippe Robert, Editions L'Harmattan.

Edouard Balladur invite la majorité à respecter le « contrat » passé avec le pays

B'A EDITION - 40 75 00 75

MARDI 8 JUIN à 20 h
VENTE ORGANISÉE PAR LES MINISTÈRES CONJOINTS DE :
M^{re} ADER-TAJAN et HORBANY-COUTURIER.
Collection de Madame Mica SALABERT (Vente après décès)
IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES. DESSINS ET
TABLEAUX ANCIENS. OBJETS D'ART ET DE TRÈS BEL
AMEUBLEMENT PRINCIPALEMENT DU XVIII^e SIÈCLE.
PORCELAINES, OBJETS D'EXTRÊME-ORIENT. TAPIS.
Experts : MM. A. Pacitti et A. de Louvencourt,
B. de Baysier, L. Ryaux, J.-P. Dillio, H. Metais,
G. Lefebvre, Th. Fortier, L. Araache.
Expo. Pub. : Hôtel George-V (Salon « La Paix »),
31, av. George-V, 75008 Paris, le sam. 5-6 15 h/21 h,
dim. 6 et lun. 7-6 11 h/20 h.
Veuillez contacter au (1) 42-61-80-07 - fax (1) 42-61-39-57.
François TAJAN, poste 422, et Catherine Yaiche, poste 410.

SOCIÉTÉ

Après l'arrêt de la chambre d'accusation de Versailles

Plusieurs avocats des parties civiles demandent que Paul Touvier soit jugé à Lyon

La 1^{re} chambre d'accusation de Versailles, présidée par Jean-Marie Gonnard, a rendu, mercredi 2 juin, un arrêt qui renvoie Paul Touvier, soixante-dix-huit ans, devant la cour d'assises du département des Yvelines, siégeant à Versailles. M. Jacques Trémolet de Villers, conseiller de l'enclencheur militaire, a aussitôt fait savoir qu'il allait former un pourvoi en cassation contre cette décision (le Monde du 3 juin).

Deux avocats des parties civiles, M^{rs} Ugo Iennucci et Alain Jakubowicz, ont annoncé

qu'ils allaient adresser une requête au procureur général près la Cour de cassation pour que Paul Touvier soit jugé à Lyon. « Sur les lieux de ses crimes ».

M^{rs} Patrick Quentin, représentant la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), s'est félicité du fait que la France « se décide enfin à faire juger le premier des trois personnages de la collaboration qui sont encore vivants », faisant ainsi référence à René Bousquet, ancien secrétaire général de la police de Vichy, et à

Maurice Papon, ancien secrétaire général de la préfecture de Bordeaux durant l'Occupation.

Le président de la République a indiqué qu'il « appartient à la justice de se prononcer », ajoutant : « Notre sentiment personnel est facile à comprendre, surtout pour ceux qui ont vécu la période de la guerre, de la Résistance et de l'Occupation ». Le cardinal-archevêque de Lyon, Albert Decourtray, a simplement déclaré : « La justice entre en jeu, laissons-lui son rôle ».

« Une atteinte aux valeurs fondamentales des nations civilisées »

Nous publions ci-dessous de larges extraits de l'arrêt de la 1^{re} chambre d'accusation de Versailles concernant la qualification juridique de l'exécution, le 29 juin 1944, de sept otages juifs sur ordre de Paul Touvier :

Il n'est guère contestable que les exécutions de Rillieux ont eu pour victimes des personnes de « race juive » choisies en raison de leur appartenance à cette communauté. Sur ce point, les déclarations successives de Touvier et les témoignages recueillis, notamment celui de Goudard, sont d'accord de toute évidence. (...)

Reste à déterminer, et il l'est essentiel, dans quel cadre s'est inscrite l'action de Touvier, si volontairement et en connaissance de cause il s'est associé à une politique gouvernementale ou étatique d'extermination, de persécution, inspirée par des motifs politiques, raciaux ou religieux. (...)

Il importe de souligner tout d'abord qu'aux termes du statut du tribunal militaire international de Nuremberg et de son interprétation jurisprudentielle, seule la politique d'un pays européen de l'Axe est susceptible d'être incriminée de la sorte.

Or, si l'on retient la propre version de Touvier, la décision initiale d'exécuter des otages contre les juifs aurait été prise par le Kommandeur Werner Knab chef de l'Einsatz Kommando de Lyon (E.K.). Il s'agissait d'un responsable important des services de sécurité nazis, dépendant directement de l'Oberführer SS Oberg, chef suprême de la police allemande en France, l'Einsatz Kommando der Sipo und des SD de Lyon exerçait son autorité sur dix départements. Il regroupait plusieurs services : la section IV avec la Gestapo chargée de la répression des crimes et délits politiques, la section VI avec le SD Sicherheitsdienst ayant pour missions la recherche de renseignements politiques ou idéologiques. (...)

Ces deux organisations nazies dont tous les membres appartenaient à la SS ont été déclarées criminelles par jugement du tribunal militaire international de Nuremberg en date du 1^{er} octobre 1946. Aussi bien faut-il les considérer comme les instruments de l'Etat national-socialiste dans sa politique d'hégémonie idéologique. (...)

Il résulte sans ambiguïté des déclarations successives de Touvier que l'exécution des sept otages de Rillieux a eu pour origine les pressions exercées par Knab et la volonté

manifestée par celui-ci d'exécuter des représailles à la suite de l'attentat contre Philippe Henriot. Il a bien précisé en effet n'avoir jamais reçu d'instructions en ce sens de la part de sa hiérarchie. (...)

Seul la thèse présentée dans le mémoire de son conseil, les exécutions de sept otages à Rillieux ont permis de sauver un nombre beaucoup plus grand de vies humaines. Touvier a en effet consenti à se voir attribuer « l'acte de l'indivisible » et avoir par son action personnelle préservé la vie de vingt-trois otages sur les trente concédés par Goudard après négociation avec Knab. (...)

(...) Au regard même des principes de droit, l'existence d'un fait justificatif serait difficile à concevoir en l'espèce. S'agissant du sacrifice de vies humaines, on ne saurait se livrer à des évaluations d'ordre quantitatif pour décider si les vies sauvegardées représentaient un intérêt supérieur alors que le crime contre l'humanité, tout en ayant des individus pour victimes, comporte essentiellement une atteinte aux valeurs fondamentales des nations civilisées. (...)

Mais surtout, aucun fait justificatif, qu'il soit fondé sur l'état de nécessité ou la légitime défense d'autrui, ne peut être valablement invoqué par un responsable de la Milice comme Touvier, qui, de par ses fonctions, se trouvait naturellement placé dans l'obligation de satisfaire aux exigences des autorités nazies. L'exercice même de cette activité dont il avait librement fait choix impliquait une coopération habituelle avec des services comme le SD ou la Gestapo. (...)

De tels rapports s'étaient d'ailleurs créés tant au niveau local qu'au niveau national. La Milice française avait déjà participé à un certain nombre d'opérations dites de maintien de l'ordre aux côtés de policiers ou de militaires allemands. (...)

Peut-être Touvier s'est-il véritablement efforcé de réduire le nombre des victimes mais il s'agit là d'un élément relevant de la seule appréciation de la juridiction de jugement au titre des circonstances atténuantes. (...)

En tout cas, du fait de sa participation intentionnelle aux actes visés dans les poursuites, il existe bien à l'encontre de Touvier des charges suffisantes d'avoir été complice d'un crime contre l'humanité au sens de l'article 17 du statut du tribunal militaire international de Nuremberg. (...)

Sa responsabilité est engagée du seul fait de ses agissements personnels, bien qu'il n'ait pas été lui-même ressortissant d'un pays européen de l'Axe. Il n'est donc pas nécessaire de

suivre les parties civiles dans leur argumentation tendant à établir que la Milice et le gouvernement de l'Etat français dont Touvier était le serviteur auraient été eux-mêmes complices de l'Etat nazi dans sa politique d'hégémonie idéologique. (...)

Les crimes commis à Rillieux le 29 juin 1944 échappant par leur nature aux règles de la prescription, il convient de prononcer le renvoi de Paul Touvier devant la Cour d'assises pour y être jugé.

« Un dogmatisme absolu »

« D'après les experts chargés de procéder à son examen médico-psychologique, Paul Touvier serait un homme au « Moi » fort, entêté, capable de se donner une discipline régulière, méticuleuse et quotidienne. Son ascension au sein de la Milice ne s'expliquerait que par ses qualités d'organisateur, de commandant et surtout par l'enjeu narcissique qu'elle représentait. (...)

Il aurait toujours eu le goût du pouvoir, de l'autorité immédiate, de l'ascendant qu'il exerçait sur ses frères et sœurs et sur quiconque par la suite. En cela il aurait toujours été plus un commandant qu'un chef. Son intelligence se situe dans une

zone moyenne supérieure. Dans le domaine psychologique, il ne présente pas de pathologie mentale de dimension aliénante. Il déclare avoir toujours agi en pleine lucidité, conscient de ses responsabilités et du rôle qu'il avait à jouer dans la stricte légitimité de ses fonctions. (...)

Dans l'ensemble, ses facultés intellectuelles sont toutes conservées. Son jugement rationnel resterait empreint d'un dogmatisme absolu. Il ne reconnaît pas, toujours selon les experts, la validité de l'information judiciaire dont il est l'objet et argue de la partialité de la justice des hommes, se disant victime d'une cabale orchestrée par les médias. Sa participation aux événements de 1944, sa collaboration active, son accession à des responsabilités importantes dans un corps structuré mais parallèle auraient été plus motivées par l'enjeu narcissique qu'une telle accession a pu représenter que par ses convictions doctrinales profondes dont il ne se réclame plus. Seule sa fidélité au maréchal a gardé toute sa « verdeur ». (...)

En tout cas, les psychiatres n'ont décelé en lui aucun trouble qui serait de nature à atténuer sa responsabilité. (...)

Le financement de journaux de quartier par une association

La Cour des comptes rend un arrêt favorable au maire de Grenoble

Dans un arrêt notifié le 19 mai, la Cour des comptes a estimé que le maire de Grenoble, Alain Carignon (RPR), ne saurait être déclaré comptable de fait dans le cadre de la gestion de l'association Animation sociale grenobloise (ASG) (le Monde du 27 juillet 1991 et daté 28 et 29 juillet 1991). Cette association paramunicipale à vocation sociale avait été créée, de 1986 à 1990, pour financer des journaux de quartier. Ceux-ci vantaient notamment les mérites de certains élus de la majorité municipale et de M. Carignon. La Cour des comptes déclare cependant les plus proches collaborateurs d'Alain Carignon comptables de fait. Il s'agit de deux adjoints aux finances, Jean-Jacques Guillemot et Jean-Pierre Saul-Guilbert et de deux secrétaires généraux adjoints chargés également des finances de la ville, Louis Valloin et Eric Lemeignan. (...)

Grenoble

de notre correspondant

Déjà en 1975 par Hubert Dubedout (PS), alors maire de Grenoble, l'ASG finançait les repas de fin d'année et les colis de Noël que la ville remettait à cette occasion aux personnes âgées. Régulièrement des subventions venaient alimenter le compte numéro 030422 2300, qui fut créé, entre 1986 et 1990, de 1,85 million de francs. Une partie de cette somme fut détournée de la vocation première de l'association. Elle permit notamment de mener des opérations dites de « communication sociale » en faveur de certains membres de la majorité municipale qui purent ainsi s'offrir, pour leur subordination et celle du maire, des journaux de quartier, qui étaient distribués gratuitement dans les boîtes

aux lettres de la ville. Cette utilisation abusive de l'argent de l'ASG fut révoquée par la chambre régionale des comptes en 1991. D'autre part, la présidente de l'ASG, Françoise Parameille (divers droite), adjointe au maire de Grenoble, déposa plainte contre X pour faux et usage de faux, escroquerie et abus de confiance lorsqu'elle apprit qu'un « compte occulte » avait été utilisé, à son insu, pour financer la fabrication des journaux incriminés, mais aussi régler de menues dépenses, totalement étrangères à la vie de son association, en particulier une « pige » de 30 000 francs destinée au journal la Tribune, proche du RPR local, et un document d'information sur un projet de voie sur berge le long de l'Isère (45 000 francs). (...)

Dans son jugement du 14 mai 1992, la chambre régionale des comptes avait estimé que le maire de Grenoble, qui « n'a pas participé directement à la gestion irrégulière », ne pouvait pour autant être exonéré de toute responsabilité dès lors que ses adjoints agissaient dans le cadre des délégations qu'il leur avait consenties « sous sa surveillance et responsabilité ». Les magistrats soulignaient d'autre part que M. Carignon « a trouvé un intérêt de fait, direct et indirect, par la promotion de son image ». (...)

Affaire enterrée

La Cour des comptes vient d'infirmer cette décision. Dans son arrêt, elle estime que « le simple défaut de surveillance ne peut suffire à faire déclarer le maire de Grenoble coauteur d'une gestion de fait qui serait commise par ses délégués (ses adjoints successifs aux finances) s'il n'est pas établi qu'il ait eu connaissance des opérations irrégulières et qu'il les ait approuvées ou au moins tolérées ; qu'en l'espèce, il n'existe pas, dans l'état de l'information, de preuves ou de présomptions décisives que tel était le cas ». (...)

La présidente de l'ASG, qui affirmait avoir été abusée par les collaborateurs du maire - ceux-ci ont ouvert un autre compte bancaire

L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris

Le docteur Jean-Pierre Allain « visionnaire » du sida

La procédure particulière à la cour d'appel veut que l'ordre des plaidoiries respecte la chronologie des appels enregistrés au greffe. Un usage déconcertant, qui a conduit la défense du docteur Jean-Pierre Allain à s'exprimer la première sans connaître la position du parquet. (...)

M^{rs} Olivier Schnerb plaide avec un art comparable à celui de certains peintres. Il commence son trait, s'interrompt, se trace un autre qu'il n'achève pas, revient au premier, pour le surmonter d'un dessin très figuratif on presque naïf. Il s'arrête à nouveau, part dans un sursaut de la toile pour jeter des touches de couleur apparemment désordonnées. Et peu à peu, en fil des heures, se forme une œuvre impressionniste, émaillée de petites images précises comme des photographies. La plus grande concerne la lettre que le docteur Jean-Pierre Allain a envoyée le 16 janvier 1985 au docteur Michel Garretta, alors directeur général du CNTS, et au professeur Jacques Ruffié, président de cet organisme. Il s'agit de convaincre les deux hommes de la nécessité de signer l'accord avec la firme autrichienne Immuno qui permettrait à la France de chauffer les concentrés sanguins destinés aux hémophiles. Exploitant le résultat d'une étude qui vient de s'achever, le docteur Allain écrit notamment : « Le problème de la transmission du virus LAV au HTLVIII pour les fractions coagulantes est aujourd'hui une préoccupation majeure de la santé publique. (...) Et il ajoute ses constatations : « 47 % des hémophiles sont porteurs d'un marqueur LAV ». Les deux correspondants du docteur Allain ne s'entendent pas, les négociations avec Immuno traînent. Aussi, M^{rs} Schnerb clame : « Il faut leur faire peur, c'est la première fois qu'un médecin parle du sida comme d'une maladie mortelle. (...) »

L'avocat revient aux touches de

couleur. Pour lui, son client est « un visionnaire », et il précise : « Si vous le condamnez, il n'y aura plus jamais, dans l'histoire de l'humanité, ce genre de lettre. Vous indiquerez aux gens qu'il ne faut jamais écrire, qu'il faut attendre, qu'il ne faut rien faire. » M^{rs} Schnerb s'interrompt pour rappeler que le docteur Allain est celui qui a découvert les immunoglobulines anti-VIH utilisées dans le traitement du sida. Il retourne aux évocations figuratives : cette fois, c'est une déclaration du 19 juillet 1992 du Royal College of Pathologists. Cette déclaration, faite au mois de mai après la condamnation du docteur Allain à quatre ans de prison, dont deux avec sursis, par la 16^e chambre correctionnelle du tribunal, rappelle les principaux éléments de l'affaire pour conclure : « Le Royal College of Pathologists félicite le professeur Allain pour son discernement et sa perspicacité au moment où il écrivait sa lettre du 16 janvier 1985. (...) Ce courrier met en lumière la fois sa connaissance du sujet et son souci de défense des hémophiles français. » Et le groupe de travail, composé de six spécialistes anglais, termine sa déclaration en écrivant : « Il est extrêmement préjudiciable pour la poursuite de la recherche médicale (...) que des médecins qui formulent un avis professionnel, en toute bonne foi et sur la base de connaissances et de compétences irréprochables, puissent être punis pour légitimes responsables de la non-application de leurs recommandations. (...) »

La mort annoncée de Stéphane

Cette défense ressemble cependant à une attaque. Aussi, M^{rs} Schnerb ajoute : « Jean-Pierre Allain est innocent, et je ne suis pas en train de développer la culpabilité de quelqu'un d'autre. » Il plaide donc les incertitudes scientifiques relevées notamment par la section pluridisciplinaire du Conseil national de l'Ordre des médecins qui a ramené la radiation à vie du docteur Garretta à une simple suspension de deux ans. Son confrère, M^{rs} Pierre-Olivier Sur, avait signalé « le train-train de l'information médicale » en dénonçant les lourdeurs de l'administration. Mais, pour M^{rs} Schnerb, ce qui s'est passé n'est pas « une faute », c'est « une erreur ». Une erreur commise par tant de responsables, tant de médecins, que l'avocat déclare : « Dans ce box, il y a quatre arbres qui cachent la forêt. Ils pourraient être cent. (...) »

Il parle depuis plus de cinq heures et, bien que la journée soit exclusivement consacrée à sa plaidoirie, les victimes et leurs familles, qui veulent comprendre, remplassent la salle. Est-ce à elles que M^{rs} Schnerb s'adresse lorsqu'il dit : « Je comprends : à un moment donné, on ne peut pas admettre que tant de malheur ne soit imputable qu'au destin. » Mais il exhorte la cour à « oublier les cris de la vindicte » et demande la relaxe pour le docteur Jean-Pierre Allain. Dans le silence qui suit la plaidoirie, une femme se lève dans le public pour annoncer avec simplicité que Stéphane Gandin, hémophile âgé de quinze ans, auteur avec ses parents d'un ouvrage intitulé le Prix du sang (1), est mort du sida dans l'après-midi. (...)

MAURICE PEYROT

(1) Editions Fata Morgana.

Lire également, page 23, la chronique de Daniel Schneidermann.

Abandon des poursuites contre le docteur Habibi pour faits antistatutaires. — Le conseil national de l'Ordre des médecins a abandonné, en appel, la poursuite disciplinaire contre le docteur Bahman Habibi, ancien adjoint du docteur Garretta au Centre national de transfusion sanguine (CNTS) parce que les faits reprochés sont amputés. Le docteur Habibi avait été suspendu d'exercice pour trois ans par le Conseil régional d'Ile-de-France, en première instance. « Le conseil national a jugé que les faits visés par la plainte et reprochés au docteur Habibi » dans l'affaire des hémophiles « entraînent dans le champ d'application de la loi d'amnistie », a indiqué à l'AFP l'avocat du médecin. En conséquence, « la poursuite n'a pas lieu d'être », a-t-il ajouté, en soulignant qu'il ne s'agit pas de l'amnistie d'une condamnation, son client n'ayant pas été condamné. (...)

La Justice ou l'Histoire

par Laurent Greilsamer

VINGT ans après les premières plaintes pour crimes contre l'humanité visant Paul Touvier, l'hypothèse d'un procès de l'ancien chef militaire devant une cour d'assises prend corps. L'institution judiciaire française, qui a si souvent manifesté ses réticences à instruire les dossiers d'anciens collaborateurs d'un demi-siècle après l'Occupation, vient de franchir un pas décisif. (...)

Condamné à mort à deux reprises après guerre, alors qu'il vivait dans la clandestinité, fuyant une épreuve bien plus sévère qu'un an de croix aujourd'hui (1944-1953), Paul Touvier a finalement été rattrapé par la justice devant laquelle il a été trois fois décapité. Peut-être cela lui vaudra-t-il d'être le premier Français jugé pour crimes contre l'humanité, un chef d'inculpation introduit dans le droit interne en 1984. (...)

Mais il serait vain, et malaisé, de laisser croire qu'un jury d'assises pourrait, demain, se saisir de son cas comme d'un prétexte pour juger la France de Vichy. Au nord du peu-

ple français, les jurés ne jugent jamais qu'un homme et ses actes. Ce qui est déjà beaucoup. Dans le cas présent, Touvier devra exclusivement répondre de l'assassinat de sept juifs fusillés sur son ordre le 29 juin 1944. (...)

A l'évidence, l'accusation est largement perdurée de sa substance au fur et à mesure des dernières décisions judiciaires. Il suffit de rappeler que le juge Jean-Pierre Gonnard avait retenu sept crimes au terme de son instruction. Ils ne pourront être valablement évoqués, pas plus que la présence de Touvier dans l'imprimerie clandestine du journal Combat pendant trois résistants y trouveront la mort. (...)

La proche de l'ancien chef militaire ne sera donc pas celle de l'idéologie de la collaboration. Plus précisément, il ne sera pédagogique que par raccroc. Mais ce ne sont ni les livres de jeunesse, ni les films et les documents qui manquent sur ces années noires. Pourquoi confondre la justice et l'Histoire ?

ETVDES

Un nouveau maître-espion

Réservations Paris : 40 68 98 99. Lyon : 78 42 99 37.
91 14 69. Nantes : 40 89 65 11. Toulouse : 62 27 26 28. • 3615 CATHAY
Départs au terminal 2A de Roissy à partir du 11 06 93.

SOCIÉTÉ

Malgré les pluies excédentaires d'avril

La sécheresse persiste sur la France

Les pluies très abondantes qui sont tombées au mois d'avril, sauf sur le Nord et une bonne partie de l'Est n'ont pas suffi à combler le très important déficit des précipitations dont la France souffre depuis le mois de décembre 1992.

Avril a été le seul des six derniers mois à avoir été particulièrement arrosé. Au cours du mois de mai, il est tombé :

- moins de 50 % des pluies « normales » calculées à partir des moyennes des précipitations tombées pendant la même période (1^{er} janvier-31 mai) des trois décennies 1961-1990. Les régions ainsi très privées d'eau pendant ce mois de mai couvrent approximativement une partie des Vosges et de la Lorraine ; la Bourgogne ; l'extrême Sud-Est, de Saint-Tropez à la frontière italienne et les Maures ; le Languedoc, de Béziers au Rhône et

de la Méditerranée à la Lozère ; le nord de la Vienne et le sud-est de la Loire-Atlantique ; le sud de la Manche, le sud-ouest du Calvados et le nord de l'Ille-et-Vilaine ; la quasi-totalité de la Corse.

- 50 % à 100 % des pluies « normales », soit des précipitations toujours déficitaires. De cette catégorie, un peu moins éprouvée par la sécheresse, relèvent les trois quarts du territoire.

Les rares régions où les pluies ont été, plus ou moins, excédentaires en mai sont très limitées :

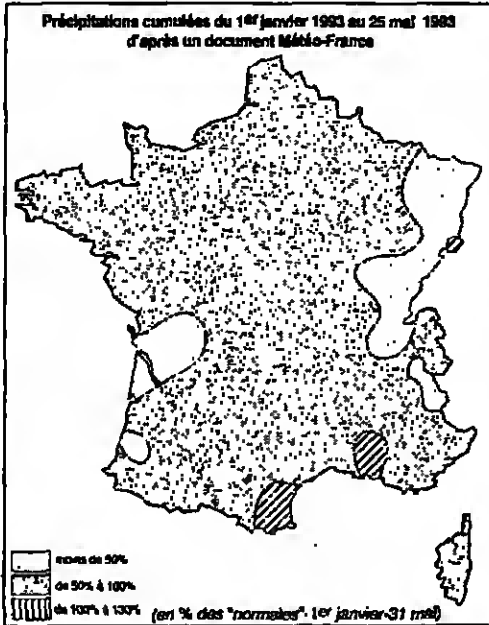
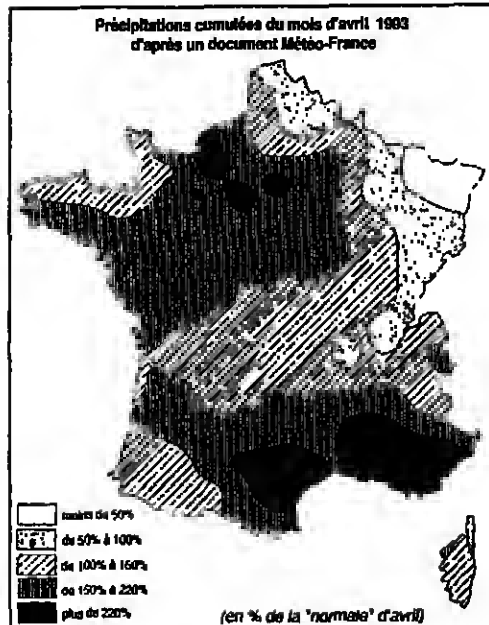
- 100 % à 150 % des pluies « normales » sont tombées sur l'extrême pointe de la Bretagne ; sur le pays de Bray et le sud-ouest de la Somme ; sur une partie du Loiret-Cher, de l'Indre-et-Loire et de l'Indre ; sur la partie moyenne du bassin de la Garonne ; sur une partie du Vaucluse.

- 150 % à plus de 200 %. Ces précipitations vraiment très abondantes ont été limitées à la région de Salon-de-Provence.

La carte, où les pluies cumulées du 1^{er} janvier au 25 mai, sont exprimées en pourcentage des « normales », est très surprenante quand on la compare avec celle des pluies excessives d'avril dernier. Sur la quasi-totalité du territoire, les précipitations de ces (presque) cinq mois ont été inférieures aux « normales ». Seuls, le sud du Languedoc, le Roussillon et la région de Salon-de-Provence ont bénéficié de pluies un peu supérieures aux « normales ».

Certes, la carte des pluies cumulées du 1^{er} janvier au 25 mai, que Météo-France a dressée spécialement pour le Monde, ne prend pas en compte les six derniers jours du mois de mai. Les pluies, surtout orageuses, qui sont tombées, ici ou là, du 25 au 31 mai, n'ont pas suffi, et de loin, à rattraper le retard de la pluviosité générale du mois.

YVONNE REBEYROL



Au poste-frontière de Bourdigny

La Suisse fermée de l'intérieur

BOURG-EN-BRESSE

de notre correspondant

Les citoyens de la commune helvétique de Satigny voulaient protéger leur qualité de vie. Les flux, jugés « excessifs », de la circulation automobile dans leur village étaient dus, selon une récente enquête publique diligentée par les autorités helvétiques, au passage des travailleurs frontaliers sur la petite route qui relie Satigny à sa voisine française, Saint-Genis-Pouilly. Les empotages effectués étaient à environ 1 200 véhicules/jour le trafic des automobilistes désireux d'éviter les files d'attente de la douane de Meyrin.

La démarche des autorités helvétiques a finalement abouti, le

1^{er} avril, à la fermeture à clé de la barrière des douanes du petit poste-frontière de Bourdigny, l'un des vingt-huit points de passage entre la France et la Suisse dans le département de l'Ain. Seule quelques agriculteurs suisses, qui exploitent des terrains dans l'Hexagone, possèdent un « passe »... et donc le privilège exorbitant d'entrer à leur guise, sans contrôle aucun, les terres de France.

La décision de fermeture, qui a provoqué un certain émoi dans le pays de Gex, émane du Département de justice et police de la République et du canton de Genève. Les communes françaises de Saint-Genis-Pouilly, Thoiry et Farnay-Voltaire, ont bien été averties de la procédure.

d'enquête publique en cours côté suisse, mais sans qu'on leur demande véritablement leur avis sur la question. Elles ont protesté d'autant plus vigoureusement qu'elles travaillent en coopération active avec leurs homologues helvétiques sur des problèmes d'aménagement et de transport.

Selon le préfet de l'Ain, Jean-Pierre Lacroix, qui a salué le ministère des affaires étrangères, l'Etat français n'a pas été officiellement informé des mesures « irrémédiables » adoptées par les autorités helvétiques. Ces dernières estiment d'ailleurs de leur soit ressort la décision prise « pour régler un problème interne et propre à l'Etat genevois ».

LAURENT GUIGON



SARAJEVO 93 : LA PRESSE NE VEUT PAS SE TAIRE

En Bosnie-Herzégovine, la presse indépendante existe encore.

Des femmes et des hommes, de toutes les communautés, assurent en équipe un travail quotidien d'information.

Leur engagement, au péril de leur vie, est une chance pour la paix. Les aider, c'est prendre rendez-vous avec l'avenir.

L'UNESCO fait appel à vous : donnez-leur les moyens matériels et financiers d'exercer leur métier.

Adressez vos dons à :
"UNESCO SOS-MEDIAS"
1, rue Miollis
75732 PARIS CEDEX 15

Avec le soutien de :
Fédération Internationale des Editeurs de Journaux
Fédération Internationale des Journalistes

Le Monde
PUBLICITÉ GASTRONOMIE
Renseignements : 46-62-75-31

Le Monde
PUBLICITÉ ÉVASION
Renseignements : 46-62-73-22

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

Sergi Bruguera, orfèvre



L'Espagnol Sergi Bruguera, tête de série n° 10 s'est qualifié, mercredi 2 juin, pour les demi-finales des Internationaux de France de tennis de Roland-Garros en battant le numéro un mondial Pete Sampras. Il sera opposé au vainqueur de la rencontre entre le Suédois Stefan Edberg (n° 3) et l'Ukrainien Andreï Medvedev (n° 11). Le Néerlandais Richard Krajicek (n° 12), qui a éliminé le Tchèque Karel Novacek (n° 13), rencontrera l'Américain Jim Courier (n° 2).

L'attaquant est une pièce d'horlogerie sophistiquée basée sur un indispensable rouage : le service. Celui-ci grippe et tout le mécanisme grince. Mercredi, contre Sergi Bruguera, Pete Sampras semblait souffrir de l'humidité ambiante. Son service coincé. Il avait les ailes rognées. La première balle ne passait qu'une fois sur deux. Il ne pouvait pas régler son jeu de service-volet. Privé de son turbo, le numéro un mondial était banni derrière la ligne de fond de court comme un cancre au piquet.

Face à un spécialiste de terre battue, il aurait fallu dégainer ce service pour finir le point au plus vite. Or, une fois enclenché dans l'échange, Pete Sampras ne pouvait que subir la loi de l'Espagnol. Malgré son jeu de jambes de danseuse, il était débordé : « Au fond du court, plus je jouais longtemps, plus les probabilités que je perde le point étaient fortes », expliqua-t-il. Pete Sampras n'est pas un adepte de la terre battue. Son bobby à lui, ce sont les surfaces rapides, où il peut fouetter ses coups et abréger la conversation d'un point à trois ou

quatre échanges. C'est donc sur les surfaces dures qu'il s'est monté les échelons du classement mondial, avant de prendre, en avril, à la suite de sa victoire à Tokyo, le fauteuil de numéro un de Jim Courier. A Roland-Garros, Sampras a été battu à deux reprises au deuxième tour et éliminé en 1992, en quart de finale par Andre Agassi.

Comme tous les joueurs espagnols, Sergi Bruguera est né sur la terre battue. Il est catalan, la brique pilée est son jardin. C'est là qu'il s'est fait un nom. Il y a remporté les sept titres de sa carrière, dont le tournoi de Monte-Carlo, par deux fois, en 1991 et 1993. A vingt-deux ans, pourtant, il semble un anachronisme à une époque où les spécialistes de terre battue sont des coqueurs. Bien que grand (1,88 mètre) et étoffé (76 kilogrammes), Bruguera ne pèse pas de mine et sa silhouette paraît grêle. Il n'a ni le bras de Jim Courier, ni le coffre d'Andreï Medvedev. Son service et son smash s'en ressentent.

Un élégant toucher de balle

Peu lui importe. Bruguera est un orfèvre. Tout d'abord, il observe le métal qu'il va travailler avant de choisir les instruments adéquats. Sur le circuit, l'Espagnol possède en effet la particularité de s'adapter très vite à ses adversaires. Ainsi a-t-il pu neutraliser, au premier tour, le jeu fou d'Henri Leconte. Ainsi a-t-il incrusté Pete Sampras au fond du court.

L'Espagnol sert un tennis ciselé, un élégant toucher de balle, une petite musique de la raquette qui lui permet d'arrondir la trajectoire d'un coup, comme s'il voulait contourner l'adversaire. Pete Sam-

pras aura regardé passer dix coups droits qui semblaient fuir l'intérieur du court avant de retomber, mutins, dans un coin. Il sait la perversité de l'amortie rétro, qui revient vers le filet, il aime, comme Borg, transmuter, en le brossant, le rebond de la balle. Il semble en connaître cent, de ces rebonds. Avec ses sourcils froncés et ses jambes montées sur ressort, il serait un peu teigne. Bruguera. Il vibrait derrière la ligne de fond de court, verrouille sa défense. C'était presque amusant de le voir cloquer Sampras l'attaquant, comme un papillon, sur la ligne de fond de court. À l'aide de ses profonds coups droits ou ces revers à deux mains, pas puissants, mais lourds, comme si la balle était gorgée d'eau.

Après sa victoire, en 1991 à Monte-Carlo, lui permettant de se hisser au cinquième rang mondial, le tennis du Catalan avait perdu de sa régularité. Sergi Bruguera était retombé à la seizième place, battu par des costauds comme Jim Courier. Depuis le début de l'année, il a patiemment reconstruit le puzzle de son tennis. Il a été récompensé... à Monte Carlo.

Avant son quart de finale contre Pete Sampras, il n'avait pas perdu un set, cette année à Roland-Garros, contrairement aux sept autres quarts de finale. Bien qu'il en ait encaissé un, mercredi, il a encore gagné, grâce à cette précision d'orfèvre. L'Espagnol a réussi quarante points gagnants contre trente-deux pour Pete Sampras, et il a commis vingt-quatre fautes directes, seulement, contre soixante à l'Américain. Une mécanique bien huilée que la pluie n'est pas venue gripper.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Richard Krajicek : pour et par l'attaque

Quand il se déplace sur un court, Richard Krajicek fait irrésistiblement penser aux araignées d'eau qui, en été, rident la surface des mares en contractant leurs grandes pattes. Il a des segnibots, bras et jambes, démesurément longs, même pour un garçon qui mesure 1,96 mètre.

Cette manière fiévreuse de les plier et de les déplier sur le central pour accéder en demi-finale des Internationaux de France n'est pas sans renvoyer, dix ans en arrière, à Christophe Roger-Vasselin, tout en jambes et en bras lui aussi. La comparaison ne peut pas aller plus loin. Richard Krajicek ne s'est pas de tout, n'emboîte pas ses adversaires. C'est un attaquant. Ou plus exactement il l'est devenu, comme Stefan Edberg et Pete Sampras.

Richard Krajicek attire l'attention des spécialistes du tennis vers treize-quatorze ans. A cet âge il sert déjà très fort mais frappe son revers à deux mains en fond de court. Cela lui permet de gagner le tournoi des Petits As de Tarbes qui est pour les benjamins l'équivalent de l'Orange Bowl de Miami pour les cadets et les juniors. Au passage, il a l'exploit français de battre Stefan Edberg, ce succès, toutefois, Richard Krajicek ne fait pas parler de lui. Est-il un de ces gosses précoces prématurément passés par le rythme du tennis de haute compétition ? En fait il vit mal la séparation de ses parents, des Tobèques immigrés aux Pays-Bas.

A cette époque Stanley Franker prend la direction technique de la

fédération néerlandaise. C'est un homme autoritaire qui a entraîné l'équipe d'une université californienne et qui s'est occupé des joueurs néerlandais. D'une main de fer sans gant de velours, il va remettre de l'ordre chez les jeunes ténismen hollandais. Son style, féroce, Richard Krajicek change de comportement et de jeu : sur le court il ne pique plus de côlères épouvantables et il ne délivre plus son revers à deux mains. Il devient le prototype du joueur sur herbe, il attaque à tout va.

Le treizième depuis 1968

C'est un géant de près de deux mètres, qui sert des côlées et qui se jette à la volée, se retrouve ainsi, en 1990, Fabrice Santoro dans un tournoi satellite à Brest. Le Français perd une nouvelle fois, et le Néerlandais entame une formidable progression au classement mondial. De la 392^e place mondiale fin 1989, il passe à la 129^e fin 1990, à la 40^e fin 1991 et à la 10^e fin 1992.

Richard Krajicek vient alors tout juste de fêter son vingt et unième anniversaire et il compte trois titres à son palmarès, Hongkong, Los Angeles et Anvers. Il a surtout fait excellente impression dans le tournoi du grand chelem, arrivant en demi-finale à Melbourne, au troisième tour à Roland-Garros et Wimbledon et en huitièmes de finale à Flushing Meadow. Dans les allées des tournois il repère maintenant de loin son intermi-

ble silhouette encadrée par deux Australiens, Rodan Goetzke et Ted Troost. Le premier règle son jeu, le second le prépare mentalement.

La méthode Troost s'appellerait l'heptothérapie. Elle permettrait d'avoir, dans l'effort, le corps tendu et l'esprit libre. Elle semble porter tous ses fruits à Roland-Garros. Après avoir sorti au deuxième tour le Suédois Christian Bergström et le champion olympique suisse Marc Rosset, le Néerlandais encaisse trois matches en cinq manches contre de purs spécialistes de la brique pilée, les Espagnols Jordi Arrese et Carlos Costa (le Monde du 1^{er} juin), puis le Tchèque Karel Novacek.

En soi la performance est rare : seulement douze joueurs ont surmonté une telle épreuve depuis les débuts du tennis open en 1968. Elle est d'autant plus impressionnante qu'elle a été obtenue sans que Richard Krajicek ait varié d'un iota dans sa stratégie. Qu'il fasse chaud, qu'il vente ou qu'il pleuve, qu'en face on coupe, cogne ou lève, c'est pareil : il sert et il vole. Et retourne et il vole. Exactement comme s'il était à Wimbledon. Avec un souverain mépris pour toutes les théories géométriques de la patience et de la méthode. Richard Krajicek joue simplement, comme il sent, comme il aime. Sans développer le syndrome de la terre battue auquel succombent d'autres attaquants comme Boris Becker et Pete Sampras.

ALAIN GIRAUDO

FOOTBALL : la fin du championnat de France

Bordeaux qualifié en coupe de l'UEFA

La dernière journée du championnat de France de football, disputée mercredi 2 juin, a permis à Bordeaux de se qualifier, avec le Paris-SG et Monaco, pour la prochaine coupe de l'UEFA. Marseille était déjà assuré d'un cinquième titre consécutif. Nîmes et Toulon sont relégués dans la nouvelle super-deuxième division (en un seul groupe) et seront remplacés par Angers et Martigues. Valenciennes rencontrera Caen en barrages pour le maintien ou l'accession en première division.

Les résultats de la dernière journée :

Le Havre b. Nîmes 2-0
*Auxerre et Lens 1-1
Monaco b. Toulon 5-4
Bordeaux b. Lyon 3-2
Metz b. Nantes 4-0
*Toulouse b. Marseille 3-1
*Paris-SG b. Saint-Etienne 3-1
*Valenciennes b. Sochaux 1-0
Strasbourg b. Lille 3-2
Montpellier b. Caen 3-2

Classement final : 1. Marseille, 55 pts ; 2. Paris-SG, 51 ; 3. Monaco, 51 ; 4. Bordeaux, 48 ; 5. Nantes, 45 ; 6. Auxerre, 43 ; 7. Saint-Etienne, 43 ; 8. Strasbourg, 40 ; 9. Lens, 40 ; 10. Montpellier, 35 ; 11. Caen, 35 ; 12. Metz, 33 ; 13. Toulon, 34 ; 14. Lyon, 33 ; 15. Le Havre, 33 ; 16. Sochaux, 32 ; 17. Lille, 30 ; 18. Valenciennes, 29 ; 19. Toulon, 25 ; 20. Nîmes, 22.

D'Éliminatoires de la Coupe du monde : la Suède dépasse la France. - Vainqueurs des Israéliens (5-0), mercredi 2 juin à Stockholm, les Suédois ont pris la tête du groupe 6 de qualification pour la Coupe du monde 1994. Avec 10 points pour 6 matches, ils rejoignent les Français, mais bénéficient d'une meilleure différence entre les buts marqués et concédés. La Bulgarie (9 points en 7 matches) occupe désormais la troisième place.

Les résultats du mercredi 2 juin

SIMPLE MESIEURS

Quarts de finale

Première moitié du tableau
S. Bruguera (Esp, n° 10) b. P. Sampras (EU, n° 1) 6-3, 4-6, 6-1, 6-4.

Deuxième moitié du tableau
R. Krajicek (PB, n° 12) b. K. Novacek (Tch, n° 13) 3-6, 6-3, 3-6, 6-3, 6-4.

Entre parenthèses, la nationalité des joueurs et, éventuellement, leur numéro de tête de série

Demain notre supplément



uera, orfèvre

pour et par l'attaque

CULTURE

Le Monde • Vendredi 4 juin 1993 13

MUSIQUES

Le « Pelléas » à double sens de Peter Sellars

Oui, on peut projeter sur l'opéra de Debussy des images contemporaines sans le ridiculiser

AMSTERDAM

de notre envoyée spéciale

Disons-le d'emblée: c'est ici l'orchestre qui d'abord nous parle et nous fait pleurer. C'est dans la fosse que vit ce *Pelléas*, qu'il brille de toute sa lumière chaude ou blafarde, que ses vérités souterraines nous atteignent de plein fouet. Ce ne sont, pourtant, ni le meilleur orchestre néerlandais ni un pont de la baguette qu'a réunis pour cette production l'Opéra d'Amsterdam.

Mais l'Orchestre de Rotterdam, s'il n'a pas le prestige du Concertgebouw, a mûri à son rythme toutes ces années, notamment sous la direction artistique de James Conlon. Et Simon Rattle, autre *wonderboy* discret, est venu tout droit de Birmingham pour réveiller toutes les voix cachées, toutes les images informelles, tous les symboles sonores de l'opéra de Debussy.

On entend tout, tant les timbres de l'orchestre assument leur rôle de protagonistes invisibles. On a tout un décor en dedans de soi: la mer, le vent, les lourds nuages, le soleil trop rouge, trop blanc, la tendresse du hautbois, les menaces souteraines des basses, le grincement sourd de la porte du château condamnant les amants, le calme étonnant des harpes, comme des étoiles au firmament; chaque intervalle ascendant des violons est un espoir, un soulagement, chaque descente mélodique déclinant retombe dans l'obscurité banale du drame. Jamais, ni au disque ni à l'épreuve du direct, même avec Boulez, même chez Abbado plus récemment, jamais l'orchestration de Debussy n'avait sonné avec autant de tendresse, de souplesse, de naturel, d'intelligence, de jeunesse, d'élégance simple.

Assis sur une bouche d'égout.

Pelléas et Mélisande, on peut le voir comme un drame bourgeois de la jalousie, comme une métaphore de l'absurdité du monde, comme une lutte philosophique de la vie et de la mort, comme l'affrontement métaphysique de la lumière et des ténèbres. Tout a été fait, tout a été dit. On a montré la petite princesse d'Almonde comme une extraterrestre (Delvaux à Bruxelles), Golaud comme un damoé viscontien (Strosser à Lyon), Pelléas comme un jeune dieu passionnel (Vitez à Milan). On attendait Peter Sellars au tournant.

Le jeune metteur en scène américain n'a pas changé un mot du livret de Maeterlinck. Mais les mots, avec lui, ont perdu leur sens habituel. Le rideau se lève traditionnellement sur Golaud égaré: « Je crois bien, dit-il, que je me suis perdu moi-même. » Mais Golaud n'est pas dans une forêt. Il est assis sur une bouche d'égout. Il s'est enfoncé en revolver dans la bouche. Il va tirer. C'est alors qu'il entend Mélisande pleurer...

Et voici d'un seul coup Maeterlinck et Debussy installés quelque part, aux États-Unis, dans l'une de ces maisons transatlantiques et géométriques accrochées au bord de la falaise comme on en voit sur les plages de Californie. Golaud est noir; riche industriel parvenu, il régnait avec brutalité sur une escouade de vigiles et sur une famille frappée par le destin.

Dans la chambre du haut, il y a Arkel, le grand-père à dent aveugle; des infirmières lui lavent les pieds, le possèdent sur un fauteuil de handicapé. À l'étage inférieur de cette demeure en forme d'arbre généalogique, il y a le père moribond de Pelléas (personnage cité une seule fois dans le livret, il a toujours été oublié par les metteurs en scène). Sellars lui a planté des sondes dans le bras et dans le nez. Il se tort de douleur dans son lit métallique articulé.

Au-dessous encore, il y a cette bouche d'égout qui déverse sur le sable les eaux croupies de la maison. Et il y a, entre un horizon électrique et une fontaine de néon, ce qu'il peut rester de vie dans cet univers de violences et d'ennui. Mélisande, plus américaine que nature dans son jogging bleu ciel, est passée par là un jour en courant; elle n'est plus repartie. Pelléas est un jeune homme trop égaré, trop raffiné, obsédé par un départ imminent et la mort de son plus proche ami: oui, Sellars parle du sida aussi. Et du malheur, omniprésent, envahissant, qui pousse des bras qui s'ajoutent à se battre comme des chiffonniers, qui laisse une jeune femme enceinte terrorisée, qui la contraint à se réfugier furtivement dans la tendresse, l'impuissance puérile d'un jeune amant condamné.

Sellars, à son habitude, n'a pas pu imaginer *Pelléas* médiéval. Mais, contrairement au livret raté qu'il avait opéré sur Mozart dans un catastrophique *Così* (transporté

dans un fast-food), il a installé Debussy dans des images d'aujourd'hui sans le rendre trivial ni grossier. Les personnages, c'est vrai, sont des silhouettes caricaturales, archétypes de notre « civilisation pourrie ». Mais, conformément à l'esprit même d'un drame après tout « décadent », c'est la poncture qui ressort, la perte d'énergie et de morale, la déliquescence des sentiments, l'automatisme désespéré des gestes de la vie dans un horizon bouché.

Sellars avait sur le plateau un complice de taille: l'athlétique Golaud de Willard White, ses basses d'une humanité déchirante, son poids théâtral presque écrasant pour les autres. La Mélisande vocalement conventionnelle mais dramatiquement insignifiante d'Elise Ross a été, à l'opéra, le Pelléas déchiré et déchirant du grand Philip Langridge.

aurait mérité plus d'enthousiasme, même si la voix est trop adulte et un peu lourde pour le rôle. Mais l'équité, le savant dosage entre bravos polis et ovation mesurée au moment des saluts est l'une des spécialités du public néerlandais. C'est ainsi que Felicity Palmer, dans le rôle ingrat de Geneviève, a reçu tous les bonheurs mérités. Ne parlons pas de l'effet Rattle sur cet auditoire circonspect: les applaudissements furent presque enflammés.

ANNE REY

Opéra d'Amsterdam. Prochaines représentations: les 4, 8, 11, 13, 18 et 23 juin, 19 h 30. Tél.: 19-31-20551-89-22. Le spectacle est coproduit par le Holland Festival.

« Jésus » à New-York, finalement

NEW-YORK

Correspondance

« Des figures contestataires ont voulu interrompre le spectacle, un accord a été trouvé, tout le monde est content mais il va manquer bien des choses à ce soir, à commencer par la présence de la première de Jésus dans son nom, mercredi 2 juin au Radio City Music Hall, a débuté par ce message de Robert Hossain. Une première new-yorkaise qui brillait par sa discrétion, devant une salle éclaircie malgré les cent VIP français venus spécialement, mais un peu endormis à cause du décalage horaire. Aucune affiche lumineuse sur Times Square, aucun encart publicitaire dans la presse locale n'annonçait le spectacle.

La location est fermée depuis une semaine, la metteur en scène se dit désemparé, et la productrice française, Denise Petit-Didier, est trop sereine pour un soir de première. Le fronton du théâtre préfère, lui, tirer sur la prochaine venue des Gypsies King. Pourtant, trépassant mille places ont déjà été vendues pour les dix représentations finalement prévues sur Broadway, dont deux en apogée.

Le spectacle a failli être annulé, reporté, et la première new-yorkaise ne jamaie avoir lieu, devant la montée des critiques accusant le spectacle de contenir des scènes antisémites (le *Monde* date 30-31 mai). La tumeur avait pris corps à Worcester (Massachusetts), où a démarré le 6 avril dernier la pre-

mière tournée américaine de Robert Hossain. A Boston, des dialogues ont été coupés (on fait juste le mot *prêtre* à d'ore banni). Et à New-York, plusieurs groupes de pression, dont l'Anti Discrimination League (ADL), ont menacé de boycotter la Radio City Music Hall si la spectacle n'était pas modifié.

C'est la scène du tribunal qui a choqué, selon l'avocat de la production française, Arno Klarsfeld, venu amadouer les représentants de l'ADL. Selon aux, alla renouer avec l'idée d'une responsabilité collective des juifs dans la crucifixion de Jésus (dogme abandonné par le Vatican depuis 1965): des prêtres coiffés de masques mortuaires et habillés de noir annonçant la verdict final, et non Ponce Pilate, ce qui permettrait d'indiquer sa responsabilité individuelle.

Le jour même de la première, après plusieurs heures de négociations et quelques concessions, le suspens a été levé. Les représentations auront bien lieu, seules quatre d'entre elles sont supprimées pour raisons techniques. Les costumes des prêtres passent du noir au marron, et les masques sont remplacés par la coiffure de Robert Hossain, Sylvie Poulet, vendra elle-même faire les re-touches. Et, en plus du message du metteur en scène, un deuxième texte doit être lu avant le spectacle afin de rappeler que « Jésus, fils de Dieu pour les chrétiens, a été juif durant toute sa vie ».

COLOMBE SCHNECK

CINÉMA

La lavette, le cadeau et le malfrat

Entre comédie de mœurs et polar le portrait d'un triangle bizarre

MAD DOG AND GLORY

de John McNaughton

Mad Dog, c'est Robert De Niro. Ses collègues policiers l'ont ainsi surnommé par antiphrase, Wayne Dobie ne brillant pas par son courage physique. Glory, c'est Uma Thurman, jeune femme réduite en esclavage par Frank Milo (Bill Murray), calé local que Dobie a sauvé au hasard d'un hold-up minable dont Milo était le témoin involontaire. Pour remercier le policier, le malfrat lui offre donc la compagnie de Glory, pour une semaine.

Ces temps-ci, Hollywood consacre beaucoup d'énergie à calculer la valeur marchande des femmes (*Cane de nuit à Las Vegas*, *Proposition indécente*). Mais il faut bien reconnaître que le scénario de Richard Price (qui avait déjà très bien trébuché *Mélie* pour un meurtre, interprété par Al Pacino) est plus fûté que les autres. Il joue très habilement entre les trois sommets de son triangle.

Par exemple, Price fait de Milo une figure étrange, un mafieux qui suit une psychothérapie et n'arrive pas à s'empêcher de monter sur la scène de son cabaret pour y interpréter des sketches pas très drôles. On imagine l'effort qu'il a dû fournir Bill Murray - l'un des meilleurs comiques américains - pour parvenir à la médiocrité nécessaire. Uma Thurman, elle, donne à Glory une charge de réalité, de

souffrance, qui ramène sans cesse le film vers la vie.

Elle est très belle et très vraie. Reste Robert De Niro. Il lui faut à peine deux plans pour camper son personnage, très en deçà de ses possibilités. En revanche, ce personnage de lavette doit trouver son destin. Et le destin que réserve Hollywood aux lavettes est le même depuis que le cinéma bouge: elles disparaissent, qu'elles meurent ou qu'elles deviennent des bombes, des vrais. C'est sans doute la principale faiblesse du film que de céder à ce stéréotype.

Pourtant, John McNaughton garde un rythme paresseux fait de zooms très lents, de mouvements d'appareils discrets, qui permet aux acteurs de développer leurs personnages, de mener les scènes à deux ou à trois jusqu'à leur terme, jouant la comédie de mœurs quand on attend le polar.

Et la galerie de deuxièmes couteaux fait plaisir à voir, avec son filic hyperactif (David Caruso) et son garde du corps qui caribure an Chivas-lait (Mike Starr). Mais à mesure que les immuables impératifs du cinéma de grande diffusion resserrent leur étau, *Mad Dog and Glory* perd de sa verve pour laisser au bout du compte, un souvenir presque anodin, alors que tant de choses le distinguent de l'ordinaire de la production.

THOMAS SOTINEL

Brise marine

VILLÉGIATURE

de Philippe Alard

Un jeune peintre (Frédéric Gellard) est convié à dessiner une grande maison bourgeoise de la côte bretonne, où végète et braille une famille farfelue et infantile. La maison jouée par Gwennola Babin, aperçue d'abord au mur d'une galerie, est baptisée Laura comme la femme au portrait de Preminger... ces jeux-là courent le risque du procédé, de l'académisme post-nouvelle vague. Philippe Alard s'en tire grâce à un mélange d'innocence et de ruse, qui sont les deux contrepoints salvateurs de cet exercice d'équilibre.

Villégiature est un film « à l'arraché ». Scénario familial et moyens matériels au régime ration de survie, toute l'affaire carbure aux défis de la surprise, de la bifurcation, de la légèreté. Défis pas toujours gagnés, mais jamais perdus sans remède, rattrapés du bout des doigts par le culot et la modestie du réalisateur, la vitalité de ses interprètes.

Ils se tirent ainsi d'impossibles séquences d'ouïrisme, assument joyeusement les paris pris de comportements excessifs et les revirements qui font bon marché de toute psychologie. Même quand ils ratent, notamment la plupart des scènes de comédie dialoguée, ils ratent ensemble, groupés, comme une équipe prête à repartir à l'assaut, qui ne jouera jamais la montre.

Le petit miracle de *Villégiature* est de prendre de vitesse les « idées » qui ont dû présider à sa conception, de se moquer des lois du récit romanesque et de la crédibilité, de miser sur le corps des interprètes étonnante alliance de Vincent le grand sifflet et de la gironde Laura - et sur le mouvement. Il y a là une belle santé et, pour le spectateur, un plaisir désaltérant.

JEAN-MICHEL FRODON

Brouillon de vie.

LES HISTOIRES D'AMOUR

FINISSENT MAL...

EN GÉNÉRAL

d'Anne Fontaine

Une petite chose avec un grand titre, un début, un brouillon. Brouillon de film, première expérience de scénariste et de metteur en scène d'Anne Fontaine, remarquée par le prix Jean-Vigo et sélectionnée par la Semaine de la critique, à Cannes. Brouillon de vie aussi. Zina est une beurette crispante et sympathique, un peu kleptomane, une jeune fille, fiancée à Slim (Samir Bouajila), chauffeur de taxi et futur avocat, ça se voit tous les jours.

Mais Zina, jouée route par une néophyte, Nora, veut le beur et l'argent du beur. Ouvreuse de son état, elle se laisse séduire par l'acteur vedette de la pièce (Alain Fromager), qui a élu domicile dans une loge du théâtre, ça se voit tous les jours.

Elle veut rêver, Zina, et puis se marier. Et puis travailler. Et puis rien faire. Elle est moderne, selon Anne Fontaine, elle dit quelques-uns des choses pas mal, « Dans cinq ans, je suis bonne pour la casse », ou alors elle sort des répliques significatives. A son Slim qui lui propose un lapin: « C'est con, j'ai préparé du cabillaud ».

Un peu parisienne, un peu banlieusarde, la comédie, aussi indécente que son héroïne, musarde, et bavarde. C'est dur de réinventer le quotidien, de le pimenter d'un amour, de lui offrir la valeur ajoutée de l'humour.

La jeune réalisatrice ne fait pas trop confiance à l'image, qui est modeste; elle croit davantage au discours, ce qui est parfois funeste. Mais vers la fin, quand son propos, comme la destinée de Zina, se dégingole, grince et se grippe, il y a soudain une grâce un peu empruntée, un joli désarroi, une mariée en pleurs, avec une robe trop petite...

D. H

La liste des salles parisiennes où sont projetés les films sortis le mercredi 2 juin figure page 16, sauf dans votre édition Rhône-Alpes.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL.: 40.75.45.45 - FAX: 45.63.89.01
MINITEL 36.15 Code A3T puis OSP

Vente s/mis. Imm. PAL. JUST. PARIS. LE JEUDI 17 JUIN à 14 h 30
APPARTEMENT AVEC BALCON A PARIS-16^e
37, bd Lannes, 26, rue Dufrenoy. Bât. A, 5^e ét., ascens. Entr. secondaire
s/palier de serv. 3 PCES PPALLES - Cuis., office s.-de-bas, cab. toil. - 2 w.c.
Bât. B 2^e sous-sol, 1 C.AVE. S'adr. M. J.-P. COHEN
M. A. P.: 400 000 F AVOCAT
16, place Vendôme, 75001 PARIS. T.: 47-83-38-83 (du lundi au vendredi,
de 16 h à 17 h). S/pl. le 14 juin 1993, 16 h/17 h.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice PARIS
le JEUDI 17 JUIN 1993, à 14 h 30 - EN UN LOT
ATELIER - LOGEMENT 1 P. DÉB. et CAVE
55, RUE DES GRAVILLIERS, PARIS-3^e
M. A. P.: 150 000 F S'adr. M. Guy BOUDRIOT,
avocat à Paris (75008), 55, bd Malesherbes. Tél.: 43-22-04-36 - VISITES
sur place, le 14 JUIN 1993, de 13 heures à 14 heures.

ADJUDICATION A PARIS-12^e, 12, av. Victoria
En la CHAMBRE INTERDEPARTEMENTALE DES NOTAIRES DE PARIS
le mardi 15 juin 1993, à 14 h 30
PROPRIÉTÉ EN COURS DE CONSTRUCTION
consistant en deux corps de bâtiments
Cont. 230 m² environ. Un bât. de 4 étages sur 2 niveaux de s/sol, et us. d'habitat,
d'activité et de stationnement, comp. de 6 logs d'hab. et de 2 activités
sis à PARIS-15^e
49 et 51, rue Santos-Dumont et 81 à 83, rue des Morillons
MISE A PRIX: 5 455 600 F. Ne pouvant être baissée
Cons. 1 363 900 F par chèque de banque ou certifié. Pour tous renseignements:
1^{er} M^{re} DURAND et JOUVION, notaires associés, à PARIS, 65, r. d'Anjou,
tél.: 43-87-59-59. 2^e SCP BROUARD-DAUDE, mandataire judiciaire, à
PARIS-1^{er}, 53, r. des Petits-Champs. Vis. les 7 et 10 juin 1993, de 15 h à 17 h.

Mort de Jacques Labarrière. - Jacques Labarrière est mort le lundi 31 mai, d'un infarctus. Il était âgé de soixante-deux ans. Institututeur, il rejoignait en 1952 la troupe du Carquois. Il s'agit d'une troupe amateur, issue de la Ligue de l'enseignement et qui recrutait dans les milieux enseignants. Pendant dix ans, Jacques Labarrière fut un des principaux animateurs de la compagnie. Il prit ensuite la direction de la troupe. Parmi les mises en scène de Jacques Labarrière, on se souvient de *Chez Pierrot*, de Jean-Claude Grumberg, qui a obtenu en 1984 le grand prix du festival off d'Avignon. Jacques Labarrière est l'auteur de oeuvres dramatiques qu'il a lui-même mises en scène. (Corresp.)

Centre Georges Pompidou
du 2 au 6 juin 1993
DANSE CONTEMPORAINE ALLEMANDE
BALLET DU SAARLÄNDISCHES SAARBRÜCKEN
REQUIEM !! • FRAUEN • MÄNNER • PAARE
chorégraphies et mise en scène Birgit Scherzer
Grande Salle - réservation 44.78.13.15

Centre formation professionnelle, avocat.
C.F.P.A.
Préparation intensive
4 semaines, du 23 août au 17 septembre
inscriptions avant le 14 juillet
CEPES
42, avenue Bosquet, 75007 PARIS
(1) 45-50-28-28

هكذا من الامم

14 Le Monde • Vendredi 4 juin 1993 •

Numéro de juin 1993 - 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Dossier

Poursuivre des études après un IUT ou un BTS

Il existe aujourd'hui un large éventail de possibilités
pour les diplômés de niveau bac + 2 :
accès aux écoles d'ingénieurs ou de commerce,
aux filières générales ou professionnelles de l'université, etc.
Un grand dossier pour guider les étudiants dans leur choix,
avec des explications complètes et personnalisées.



Enquête :

Parents, n'ayez pas peur de la télé

Ce que les enfants regardent
vraiment. Ce qu'ils en pensent.
Ce que peut en faire l'école.

Pratique :

La méthode La Garanderie

Comment mieux lutter contre
l'échec scolaire.

Reportage :

Le métier d'ingénieur culturel

La culture est désormais
un secteur économique à part
entière qui recrute de nouveaux
professionnels. Toutes les voies
d'accès à ces métiers.

MEIN
Marie Casse

CULTURE

ARTS

Les surprises du paysage

Les expériences insolites
d'un jeune artiste sur le motif

MARC DESGRANDCHAMPS
ou l'absence des congrès

Marc Desgrandchamps est un artiste décochant. Agé d'un peu plus de trente ans, il s'est aventuré dans une entreprise que l'on pouvait croire définitivement anachronique : peindre des paysages, à l'huile, sur des toiles de grand format. Des paysages de campagne ou de montagne, on ne sait trop. L'un d'eux, un lac et sa rive, pourrait avoir été vu dans le Massif Central ou au Canada.

Dans un autre, une automobile est arrêtée le long d'une route, près d'un bois de bouleaux. Il semble qu'il y ait rien à comprendre, rien à deviner. Il semble qu'il suffise d'apprécier le bleu du ciel et de l'eau, le brun rouillé des feuillages, le blanc de l'écorce, comme jadis, dans les paysages du siècle dernier, ceux d'avant l'impressionnisme, la photographie, le cinématographe et les agences de voyages. Peinture simple, trop simple.

Pas si simple. Sous chaque paysage, Desgrandchamps accroche une seconde toile, de même taille, qui contient un détail de la première. Un détail des vagues bleues à la surface du lac, ce sera une composition étonnante d'abstraction, entre Hantat et Degottex. Un détail d'herbes dans un pré ressemble à un fragment des *Nymphéas* de Monet, lesquels ressemblent à un Sam Francis ou à un Joan Mitchell. L'abstraction est dans la figuration, autrement dit. La figuration nait d'une accumulation de détails, convenablement organisés de

morceaux dits abstraits. D'ordinaire, la démonstration se faisait en sens inverse, de l'imitation du motif vers son effacement.

Dans les années 50, c'était là un des arguments préférés des défenseurs de l'informel, tel Jean Paulhan. Le raisonnement était invincible, qui révélait à l'artiste, confondu que ce qu'il croyait être œuvre non figurative était en vérité la macrophotographie d'une cellule du panthéon ou d'un cristal de quartz. Desgrandchamps cultive cette belle démonstration sous des yeux de tous. Le paysage se reforme pièce après pièce, somme de toutes les abstractions qu'il contient en puissance. Justification paradoxale du paysage ? Même pas. En vérité, le peintre ne veut rien justifier, si ce n'est l'emploi simultané et dénué de styles qui passent pour incompatibles.

Le procédé du détail agrandi peut du reste servir au projet fort différent. La toile à la voiture, ainsi examinée, se révèle contenir un nu, celui d'une dame assez grande et anguleuse qui se promène en costume d'été. Le peintre s'avoue voyeurisme. Cette provocation fortement ironique est plaisante. Entre dérision et travail sur le motif, solitaire, acharné, Desgrandchamps cherche sa manière et sa singularité.

PHILIPPE DAGEN

► Palais des congrès de Paris, 2, place de la Porte-Millot, (17^e) tél. : 40-68-22-22. Jusqu'au 15 septembre.

Le peintre français de l'islam à son musée

L'Algérie vient d'ouvrir à Bou-Saada un musée à la gloire de l'orientaliste Etienne Dinet

Au moment où une nouvelle guerre intestine la ravage, peut-être pire que la précédente, car on y abat même les poètes (Tahar Djawad à Alger), l'Algérie ne s'en penche pas moins sur sa multiple culture. A Bou-Saada, dans la steppe présaharienne, on vient d'inaugurer officiellement le Musée national Dinet.

Etienne Dinet (1861-1929) ou plutôt Nasreddine Dinet - puis, qu'il se convertit à l'islamisme, alla à La Mecque et finit ses jours à Paris en pieux mahométan avant d'être inhumé à Bou-Saada où il avait vécu depuis 1904 - est un peintre orientaliste, au départ élève de Bouguereau, qui ne dit plus rien aux Français. En revanche, il est resté célèbre en Algérie, où il fut déjà, de son vivant, couvert de médailles par la France colonisatrice et apprécié par les musulmans colonisés. Dinet est également l'auteur de plusieurs ouvrages orientalistes et français, dont une *Vie de Mahomet*, prophète d'Allah, éternellement redéité depuis 1918 et dédiée « aux musulmans morts pour la France ».

« Conte de l'Algérie »

La presse algérienne de ces derniers jours a généralement fait écho avec enthousiasme à la réalisation d'un projet muséographique datant de... 1932 et dont la réalisation doit beaucoup à Benkhoucha l'architecte, jeune conservatrice de musée. Néanmoins, dès 1969, le conseil des ministres algériens avait déposé ce dossier muséologique et, en 1975, Sid-Ahmed Baghli, directeur des Beaux-Arts, avait publié la Société nationale algérienne d'édition et de diffusion *Un maître de la peinture algérienne, Nasreddine Dinet*, livre-album bilingue désignant en quelques

sorte le peintre franco-musulman comme l'illustrateur à la fois officiel et populaire de l'Algérie indépendante, et ce fut le cas à travers photos, affiches ou cartes de vœux. En 1986, une universitaire française, Denise Brahimi, édita en Algérie *Les Terrasses de Bou-Saada*, essai sur Dinet (Entreprise nationale du livre).

Ainsi que le remarque le jeune ethnologue François Poitillon, qui prépare une biographie monumentale de l'artiste islamiste : « L'Algérie peinte par Dinet ne montre ni colons, ni Berbères, ni Israélites mais seulement un univers arabo-musulman homogène, intact, généreux, sensible, un peu malheureux mais pas trop. Cette vision est tout à fait conforme à l'idéologie culturelle au pouvoir à Alger depuis l'indépendance, en 1962 ».

Ajoutons que la pâte picturale du Dinet est sensuelle - Bou-Saada était quand même la ville des danseuses ouled-naïl et Gide y draguait - et pudique : colorée sans être criard ; documentaire sans pédantisme. Le catalogue raisonné publié à Paris par Koo-dir Benchikou recense plus de 500 toiles de Dinet (ACR, 1984). Le Musée national de Bou-Saada, dans l'ancienne maison du peintre agrandi, se regroupe pour le moment qu'une vingtaine de tableaux provenant des musées d'Alger, d'Oran et de Constan-tine. Une partie du tout-Alger artistique s'était néanmoins déplacée à Bou-Saada (500 kilomètres d'Alger aller-retour) pour l'inauguration.

« Dinet sut observer l'âme musulmane et la traduire sur ses toiles » : il y avait sans doute beaucoup de vrai dans ce commentaire du Guide Michelin *Algérie-Sahara* de 1956...

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

THÉÂTRE

Expériences et métamorphose

Pendant douze jours, « Théâtre en mai » a déroulé ses spectacles à Dijon
On les retrouvera - on les retrouve déjà - un peu partout en France

DIJON

de notre envoyée spéciale

Il a été planté une fourchette géante dans une voiture ; sur une autre, ils ont installé une plage de sable, avec baigneur se baignant ; sur toute une caravane, un opéra avec cantatrice blonde chantant sur la mer calmée face aux spectateurs captivés. Ils ont passé la tête par le capot, fait fonctionner les essuie-glaces à l'aide d'un appareil à ramer juché sur le toit, construit un mur de lumière avec une multitude de phares.

Quatre matins de suite, ils ont parcouru les rues de Dijon, provoquant des embouteillages monstres : c'était le bot recherché par Royal de Luxe, sa participation à Théâtre en mai. La municipalité a défilé les ornements, les Dijonnais ont manifesté leur ravissement, se postant aux carrefours pour ne pas manquer les passages imprévus. Réellement imprévus : il s'agissait d'un « spectacle à insérer dans la vie quotidienne et à renverser par hasard ».

Le reste du programme était plus habitué, conforme à ce que l'on attend de Théâtre en mai : des essais en voie de métamorphose, des gens à retrouver, à découvrir, à rencontrer. Par exemple, la compagnie La nuit surprise par le jour, appellation dont le bazarisme masque probablement les incertitudes.

On y voit d'excellents comédiens, dont Gilbert Martantognini, qui vient de chez Stéphane Braunschweig, ainsi que le metteur en scène, Yann-Joël Collin. Ils ont choisi *Homme pour homme* de Brecht - parcourez d'un brave homme, qui cherche du poisson, se trouve engagé dans l'armée des Indes, condamné à mort à la suite d'une escroquerie à laquelle il n'a rien compris, et qui prenant la place d'un soldat d'élite, devient lui-même un héros sanglant. Au milieu, ils ont inséré une courte pièce, *L'enfant éléphant*, sur le thème du jugement de Salomon. Le spectacle dure trois heures sans que, malgré quelques images fortes, on comprenne ce qui le motive.

On a découvert Scatmental Bourreau, groupe de rock et de théâtre, qui, à l'occasion d'un vrai public. Apparaissant il s'était produit dans une toute petite salle, et a accompagné l'impressionnisme de Michel Deutsch à la Bastille. Il est actuellement à Paris au Jardin d'Hiver (1), où il donne la *Grande charge lyrique*, puis *Strip et boniment* et *Carabinieri* des deux spectacles présentés à Dijon.

Confidences de strip-teases

L'âge des comédiens (Mathieu Bauer, Julien A. Bureau, Sylvain Cartigny, Judith Depaule, Laurence Hartenstein, Judith Henry, Joachim Latarget, Martin Seize) va de vingt à vingt-cinq ans. Avec *Strip et boniment*, ils se sont amusés à quelques choses de très saute, les confidences de strip-teases de foire, recueillies par Susan Melselas. En revanche, les *Carabinieri*, d'après le film de Jean-Luc Godard, leur offre un merveilleux champs d'expérimentation : ils sont drôles, inventifs, charmeries, et même habiles. Ils ont un jeu nerveux de marionnettes malicieuses, donnent une grâce juvénile à l'histoire des deux soldats partis pour la guerre, des rêves de richesse plein la tête et qui reviennent ayant eu, comme le chante Francis Lemaire, « simplement eu de la chance et puis voilà ».

L'an dernier, la compagnie Val-suz-Cassis avait donné sa version des *Carabinieri*. Cette fois, elle a présenté les *Gauchers*, d'Yves Pagny, d'après des interviews d'adolescents breuxards, pris entre le monde adulte - l'école, la famille - et leur vie de bande, ghetto de génération, fausse famille qui pense inventer ses lois et recrée la violence des rapports de force. De récits en témoignages et en dépositions, se racontent sans provocation des garçons et des

filles dont l'univers est binaire par un grillage : terrain de sport d'une HLM, cour d'école ou de prison. Les comédiens (Barnabé Partout, Bruno Pesenti, Agnès Sourdillon, Cécile Thibault, François Was-liaux, également metteur en scène) n'ont plus l'âge des rôles. Mais ils en restituent la sensibilité, les doutes, les sourires fragiles, les naïves façons de frimer. Sans chercher le réalisme, ils trouvent une vérité friable, fugitive, et qui reste en mémoire.

Doucement macabre

On a retrouvé le dessinateur de rats de Cirque Alligre, Brando, avec de nouveaux rats, et une partenaire, Nigloo, pour une histoire de marionnettes, *L'entresort du basu bitor*. Dans la cour d'un très bel hôtel particulier, Brando a dressé un petit chapiteau en forme de cylindre. On y accède par un escalier raide, on s'accroche comme à un bastingage. Le spectacle est doucement macabre, beau comme le poème de Tristan Corbière que chante Monique Morelli, « Pas de fond de six pieds, ni rats de cimetières ! Ex, ils vont aux requins. L'âme du matelot/Au lieu de suinter dans vos pommes de terre/ Respire à chaque flot. » Sépara-tis, les créateurs du Cirque Alligre,

bâtissent chacun leur rêve : Bartabas le Centaure avec le somptueux lyrisme de ses images, Igor avec la forêt enchantée de sa Volière Dromesko, et Brando tout entier dans la poésie de ses équivoques personnages humiliés.

On a aussi retrouvé le groupe corvègien très cosmopolite Verdenstretet. Il a donné le dernier volet d'une trilogie qui montre et démonte la façon dont les clichés sociaux compliquent les relations, notamment amoureuses. Ils sont moins sophistiqués et n'ont rien abandonné de leur énergie, de leur humour, de leur rage.

Stéphane Braunschweig est revenu avec Giorgio Barberio Corsetti. Ils se sont connus voilà deux ans à Théâtre en mai, ont décidé de collaborer. Le résultat est un *Docteur Faust* d'après Thomas Mann, dialogue entre le Diable et un compositeur chez qui la syphilis développe l'imagination. Thème bizarre, confus, qui devrait être développé. Ce qu'ils ont présenté est un fragment sur lequel ils ont testé leur mode d'expression, magnifique à voir : une composition d'images vidéo, reprenant en direct les personnages, morcelés sur douze moniteurs, en même temps que vivants et bien entiers sur scène.

Tout est concassé, décalé. L'espace scénique sur plusieurs niveaux se déforme sans cesse. Sur grand écran est projeté, comme un souvenir lointain, un paysage aux couleurs pâles. Images, ombres, personnes humaines se mêlent dans un ballet un peu hallucinatoire. Finalement, tout est simple, comme on le voit lorsque se dévoile la machinerie, les douze points de lumière verte des caméras. Braunschweig et Corsetti seraient capables de créer des merveilles à partir de l'annuaire du téléphone. Leur spectacle va être présenté en Italie. On l'attend impatientement, complet, achevé.

COLETTE GODARD

► Théâtre Ouvert-Jardin d'Hiver, 94, bd de Cléry, Paris (3^e), métro Blanche. *Strip et boniment* les vendredis et mardis à 20 h 30. *Les Carabinieri*, les mercredis, jeudis et mardis à 20 h 30. *La Grande Charge lyrique*, les mercredis et vendredis à 20 h 30. Les samedis, intégrale à 20h. Jusqu'au 26 juin. Tél. : 42-55-74-40, 50 F, 75 F, 95 F.

► Les Gauchers, Théâtre de la Cité Internationale, 21, bd Jourdan, Paris (14^e), métro RER Châteaude Vincennes. *Gauche*, du jeudi au mardi à 20 h 30. Jusqu'au 23 juin. Tél. : 45-89-38-89, 55 F, 75 F, 95 F.

LA NOUVELLE PIECE DE 100 F. EN ARGENT
EST UNE VERITABLE PIECE DE MUSEE.



LA NOUVELLE PIECE DE 100 F. EN ARGENT
C'EST UNE IDEE DE CADEAU EN OR.

Disponible dans les Banques, les bureaux de La Poste et au Trésor Public

MONNAIE DE PARIS

George Tabori - Jorge Lavelli

MEIN KAMPF (FARCE)

CREATION

Maria Casarès, Jean-Paul Dermont, Roger Jendly, Emmanuelle Lepoutre, Dominique Pinon, Michel Robin

coproduction Théâtre National de la Colline

GRAND THEATRE - 18 MAI - 27 JUIN

15 RUE MALTE BRUN 75002 PARIS 43 66 43 60

Reportage

Le métier d'ingénieur

La culture est désormais un secteur économique à part entière qui recrute de nouveaux professionnels. Toutes les voies d'accès à ces métiers.

دكان العمل

ÉCONOMIE

L'examen du plan anti-chômage au conseil des ministres et les réactions des organisations professionnelles

Une mesure précipitée

A bien des égards surréaliste, la description faite par le ministre du travail du plan d'emploi présenté par Michel Girard en conseil des ministres le mercredi 2 juin a été terminée en une apothéose, entre le cafouillage et la confusion. Dans un premier temps, en effet, rendant compte des travaux du conseil, Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole du gouvernement, a laissé entendre, par une déclaration maladroite, que plusieurs mesures, dont celle de compensation salariale - la plus commentée - seraient intégrées dans la loi quinquennale et donc examinées en septembre. « Un malentendu », répliquait aussitôt le cabinet du ministre du travail, M. Girard ayant lui-même, quelques instants auparavant, au cours d'un point de presse, « confirmé toutes ces mesures ».

En fait, selon une version plus tardive, il était affirmé que l'ensemble du plan, sauf pour les dispositions réglementaires, serait soumis à l'Assemblée nationale au cours de la session de printemps. En revanche, certains éléments, parmi lesquels figurent la compensation salariale, seront intégrés dans le projet de loi par voie d'amendements pour donner le temps au gouvernement de les peaufiner. Y a-t-il précipitation, au moins, après que M. Balladur ait annoncé, le 25 mai, par surprise, son intention d'accorder une aide financière aux entreprises qui préféreraient les baisses de salaires aux licenciements ? Il le semble bien, tandis que les syndicats se montraient très réticents à l'égard d'une telle formule et que le patronat lui-même ne cachait pas ses réserves. Les uns regrettaient le manque de concertation sur ce sujet et s'inquiétaient du manque de contrôle social de l'opération. Le CNPF, lui, redoutait une limitation des pouvoirs publics dans la liberté de gestion des entreprises et craint des abus. Il faut dire que, tel qu'il a été exposé au ministère du travail, le dispositif se singularise actuellement par son imprécision. Les critères d'évaluation par les directeurs départementaux du travail ne seront pas faciles à mettre en œuvre. Comment jugeront-ils avec certitude la situation économique de l'entreprise ? Que veut dire la notion de « qualité de débat social » ? A la fin de la période d'un an prévue pour la durée de la convention, auront-ils les moyens de s'assurer du retour de l'entreprise à meilleure fortune, et pourront-ils garantir qu'un nouvel avenant au contrat de travail sera signé ? Quant aux salariés, ils peuvent s'inquiéter. Leur libre choix sera-t-il entre la baisse des salaires et le licenciement. De plus, la rémunération pourra, pour partie, devenir définitive. Alors que, à l'Assemblée nationale, certains représentants s'inquiètent, on pourrait dès lors comprendre que M. Sarkozy ait bûché sur les mots - ce qu'il dément. Un lapsus qui révèle un embarras.

ALAIN LEBLAU

La compensation salariale entraînera un changement temporaire du contrat de travail

Un coin de voile a été levé, mercredi 2 juin, sur la mesure la plus inattendue présentée en conseil des ministres, la compensation salariale par l'Etat de baisses de salaires qui interviendrait dans les entreprises pour éviter des licenciements. Cette disposition jouera pendant un an, et, tout comme les aides du Fonds national de l'emploi (FNE), d'ant les préférences, fera l'objet d'une convention entre les pouvoirs publics et l'employeur.

Sans effet rétroactif, l'Etat prendra à sa charge 50 % de la baisse de rémunération dès lors que celle-ci sera supérieure à 5 %. Le salaire réduit devra être infé-

rieur à 19 000 F par mois brut. Pour les bas salaires, la compensation ne pourra pas être inférieure à 22 F de l'heure. Pour un SMIC (5 756,14 F), cela signifie qu'une contrepartie devra être offerte, par exemple sous forme de réduction du temps de travail, afin de maintenir la référence au minimum légal.

L'objectif de la compensation est de nature curative, et non préventive. Il s'agit, pour les directeurs départementaux du travail, au cas par cas, de s'assurer de la réalité des difficultés économiques invoquées. Ces derniers devront mesurer « la qualité du débat social », l'entreprise devant

discuter de son projet avec le comité d'entreprise, les syndicats ou, le cas échéant, le soumettre à référendum, procédure qui obtiendrait ainsi une reconnaissance officielle.

Formellement, les salariés devront adhérer individuellement et volontairement au dispositif et un avenant au contrat de travail sera signé. En cas de refus, il n'est pas exclu qu'un licenciement intervienne pour rupture unilatérale du contrat de travail. A l'issue de la période d'un an, un nouvel avenant fixerait le nouveau salaire qui ne serait pas nécessairement équivalent à l'ancien.

Un rapport du sénateur Jean Arthuis sur les transferts d'activités dans les pays à bas coût de main-d'œuvre

Les délocalisations sont destructrices d'emplois

Jean Arthuis, sénateur (Union centriste) de la Mayenne, devait remettre à Edouard Balladur, jeudi 3 juin, un rapport sur les délocalisations d'activités dans les pays à bas coût de main-d'œuvre. Un rapport alarmiste, insistant sur la nécessité de stopper un engrenage destructeur d'emplois, qu'il a protégé d'ailleurs l'Espace économique européen de ses concurrents.

« Le feu est dans la maison », s'alarme Jean Arthuis, sénateur (Union centriste) de la Mayenne, en rappelant l'énorme nombre de délocalisations : 2 934 000 demandes d'emploi non satisfaites en octobre 1991, 3 066 400 en mars 1992, « 131 500 chômeurs de plus en six mois, soit deux chômeurs de plus par minute ». La récession l'explique, bien sûr. Mais les délocalisations d'activités dans les pays à bas coût de main-d'œuvre, insiste le sénateur dans un rapport rédigé en trois mois, après que les Français en eussent brutalement découvert et le terme et le phénomène, avec les affaires Hoover et Grun-

abond en tout cas - pour l'entreprise qui les décide, et fort lucratives pour les intermédiaires puisque, comme le constate Jean Arthuis, « ceux qui en vivent, gagnent de plus en plus d'argent ». Mais en tant que décisions qui aboutissent à « une chute drastique et continue de l'emploi dans la plupart des pays européens ». De 1975 à 1990, les effectifs de l'industrie électronique européenne ont fondu de 250 000 à 119 000. Ceux de l'industrie française du textile et de l'habillement de 680 000 à 380 000.

Trois à cinq millions de postes menacés

Ceux de l'industrie française de la chaussure de 84 000 à 44 000. Un phénomène qui ne cesse de s'accroître, de trois à cinq millions d'emplois étant menacés à plus ou moins court terme en Europe. L'engrenage paraît inexorable, se répétant « éternellement et silencieusement » à la suite d'un tissu - industriel - qui se défait peu à peu. Parce qu'il gagne les entreprises d'un même secteur, de proche en proche, comme l'explique fort bien René Brillet, PDG de Carrefour, cité dans le rapport : « Le plus malin qui a trouvé le filon casse les prix, et prend des parts de marché aux autres... ».

Les autres sont donc contraints de réagir et de délocaliser à leur tour. Parce qu'il s'agit d'une activité à l'autre, de l'habillement à son industrie amont, le textile ; de l'électronique grand public aux activités de service comme la saisie informatique, « l'industrie de la délocalisation repose sur le coût, la productivité, la qualité du travail, explique ainsi le directeur général de Syntec, Pierre-François Cornil, lui aussi auditionné. Par rapport aux Indes, les programmeurs français sont battus sur ces trois tableaux ». Une concurrence qui ne fera que s'aggraver avec l'arrivée sur le marché des personnels formés et compétents des pays de l'Est.

Parce que la crise rend le facteur prix déterminant. Parce que la distribution, très concentrée en France, facilite le phénomène. Parce que l'Etat, lui-même, n'a pas mesuré les effets pervers du phénomène. Faute d'instruction, par exemple, les armées n'ont-elles pas passé commande de 90 000 survêtements à l'étranger, réalisant

une économie apparente de 540 000 francs ? Quatre-vingt dix mille survêtements, ce sont soixante-deux emplois délocalisés. Que les personnes qui les occupent aient été mises au chômage - sur la base d'un coût annuel de 100 000 francs - et ce sont 6,2 millions de francs qui auront été dépensés. « L'économie réelle (...) se traduit en réalité par un surcoût de 5,7 millions de francs... » Parce que l'Etat, encore, comme l'explique le rapport, fait peser le poids des charges sociales sur les coûts de production.

C'est sur ce point que Jean Arthuis entend faire porter l'essentiel de ses propositions. Un réajustement de la fiscalité peut rendre les industriels français moins compétitifs aux côtés de la délocalisation, estime le rapporteur de la commission des finances au Sénat. « Notre système de prélèvements obligatoires qui est, en grande partie, basé sur les salaires et la production déprime le processus d'exportation des emplois et rend la France plus vulnérable. » Ainsi, de la taxe professionnelle acquittée par les entreprises.

Cet impôt, qui constitue l'une des principales recettes des collectivités locales, est encore calculé à partir de la masse salariale, alors que chez nos voisins, une seule base foncière est retenue. Le sénateur centriste de la Mayenne propose donc de réduire la part des salaires dans le calcul de la taxe professionnelle. En contrepartie, et pour compenser la perte de recettes, les collectivités locales seraient autorisées à relever leurs taux d'imposition.

En faveur de la TVA

Au-delà, le principal problème reste celui des prélèvements sociaux. Faut-il résorber les déficits sociaux par la TVA plutôt que par un relèvement de la contribution sociale généralisée ? M. Arthuis ne veut pas relancer le débat. Pour autant, le président du groupe de travail sur les délocalisations industrielles penche clairement en faveur de la taxe à la valeur ajoutée. Et pour cause : la TVA présente l'avantage de ne pas grever les produits exportés mais, en revanche, s'applique aux importations et donc pèse sur la consommation de biens délocalisés.

Recourir plus largement aux

Le patronat et les syndicats formulent des réserves

Les mesures sur l'emploi adoptées par le conseil des ministres ont reçu une « approbation sous réserve » du CNPF. L'organisation patronale considère la relance de l'apprentissage, l'amélioration de l'aide publique pour le chômage partiel et la budgétisation des allocations familiales comme « très judicieuses et pertinentes ».

En revanche, elle se déclare « réservée » sur la pérennisation pour cinq ans des exonérations de charges en cas d'embauche et la compensation versée aux salariés acceptant une baisse de salaire.

Le gouvernement, « en sacrifiant de nouveau à la logique selon laquelle le handicap numéro

un est le coût du travail, fait fausse route », a souligné Marc Blondel (FO). La CFDT demande des négociations sur l'emploi « dans les branches et les entreprises » et, s'agissant des retraites, estime que « l'acceptable coûte le bon sens ».

Critiquant « les coups qu'on tend à la fois sur la retraite, l'UNEDIC et l'emploi », la CGT entend « développer des initiatives » en juin. Enfin, la CFTC s'inquiète de mesures qui « risquent à nouveau de faire que des subventions favorisent la précarité, sans incidence notable sur le chômage ».

impôts sur la consommation ne peut être véritablement efficace que dans le cadre européen, marché unique obligé. Dès lors, une difficulté de taille surgit. Il faut convaincre nos partenaires. Il faut assumer une démarche plus protectionniste quand l'inspiration de l'acte unique était nettement libéral et libre-échangiste.

Protectionnisme ? « Le mal ne me gêne pas », souligne Jean Arthuis, qui préfère de plus en plus l'état d'esprit des industriels. « Il faut instituer et faire respecter une vraie préférence communautaire », sauf à vouloir que « la délocalisation ne transforme la CEE en un vaste supermarché où s'échangeaient des marchandises fabriquées ailleurs ».

Face à des blocs régionaux organisés comme le Japon et les Etats-

Unis « l'Europe n'existera que si elle protège ses ressortissants ». Qu'un membre d'une famille politique à l'idéal européen stigmatisé « un certain euro-mysticisme qui a tendance à tourner à l'euro-masochisme » est en tout cas un signe des temps. Qu'il appelle de ses vœux la mise en place, le plus rapidement possible, d'une monnaie commune européenne est normal.

Qu'il s'interroge à mots couverts, et sans l'avouer vraiment, sur le coût et le caractère supportable d'une politique du franc fort dans le cadre du système monétaire européen actuel, en dit, en tout cas, très long sur la perplexité et les inquiétudes des politiques de tous bords face à l'actuelle récession.

PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT

REPÈRES

Les Douze préparent des mesures de rétorsion contre les entreprises américaines

Américaines Les Douze se sont mis d'accord sur des mesures de rétorsion commerciales contre les Etats-Unis, après l'interdiction faite aux entreprises européennes de répondre à certains appels d'offres pour des marchés publics américains dans le domaine des télécommunications, selon des informations recueillies auprès de la présidence danoise de la CEE.

La décision a été prise par les ambassadeurs des Douze, mercredi 2 juin à Bruxelles, et doit être entérinée mardi prochain à Luxembourg par la ministre des affaires étrangères de la CEE, a-t-on précisé de même source. « Leur adoption par les ministres ne pose pas de problème », a-t-on ajouté.

Les sanctions de la CEE portent sur un montant annuel de 16 millions de dollars, a-t-on indiqué. Il s'agit de « mesures-miroirs » semblables à celles décidées par Washington, qui portent sur les mêmes domaines, mais dont le montant est moindre, a-t-on ajouté de même source. - (AFP)

Les immatriculations automobiles ont chuté de 12,1 % en mai

Le marché automobile français a continué sa dégradation en mai avec 132 100 immatriculations de voitures particulières, soit 12,1 % de moins qu'en mai 1992, a indiqué mercredi 2 juin le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). Selon la CCFA, cette « faiblesse persistante » s'est traduite sur les cinq premiers mois de 1993 (683 200 immatriculations) par un recul de 18,5 % par rapport à la même période de 1992.

En incluant les petits utilitaires, la baisse du marché est encore plus forte : -13,6 % en mai et -19,6 % depuis le début de l'année. Pour les voitures particulières, la pénétration étrangère a été de 39,6 % en mai. Sur les cinq premiers mois de l'année, avec une part de marché de 38,9 %, les marques étrangères ont reculé un peu plus que l'ensemble du marché (-19,3 %). Côté français, Renault, stimulé par l'apport de la nouvelle Twingo, a maintenu sa part de marché à 14,3 %, soit 0,6 % de plus que l'année dernière. Avec 31,6 % du marché depuis le début de l'année, il confirme son avantage sur PSA-Peugeot-Citroën (29,5 % de part de marché). Les ventes de ce dernier ont chuté de 24,7 % par rapport à mai 1992.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

elf gabon

Avis aux actionnaires

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires d'Elf Gabon se tiendra à Libreville le jeudi 10 juin 1993, pour statuer sur les comptes de l'exercice 1992 et sur l'affectation du résultat.

Le Président et le Conseil d'Administration d'Elf Gabon invitent les actionnaires qui n'auront pu se rendre au Gabon à l'occasion de l'Assemblée Générale - notamment ceux résident en France - et de manière générale toutes personnes intéressées, à une réunion d'information sur l'activité et les résultats de la société :

Jeudi 17 juin 1993 à 15 heures 30 (accueil à partir de 15 heures)

Auditorium de la Tour Elf (niveau -1)
2, place de la Coupole - Paris La Défense

Le Conseil d'Administration

VOTRE DOUBLE
N'A-T-IL PAS BESOIN
D'EXCES ?

Jean Pabon

Les syndicats de la Banque de France appellent à la grève. Les syndicats CFDT, CFE-CGC, CGT, FO et SNA (Autonome) de la Banque de France appellent le personnel de la Banque de France à cesser le travail mardi 8 juin, afin de protester contre le projet de réforme du statut préparé par le gouvernement. Ce projet, estiment les syndicats, doit être amendé afin « d'assurer la pérennité de l'ensemble des activités de la Banque de France au service de la Nation ».

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

سكزا من لامل

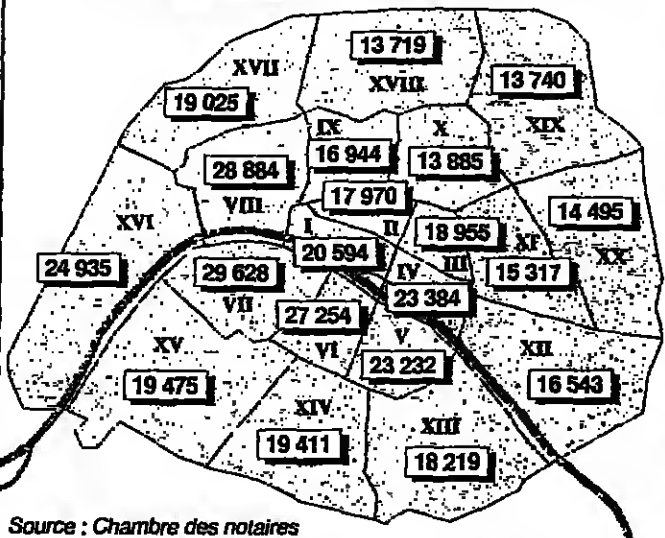
ÉCONOMIE

IMMOBILIER

En recul de 11,6 % sur douze mois

Le prix des appartements anciens continue de baisser dans la capitale

Prix au m² à Paris au 31 mars 1993



Source : Chambre des notaires

Le prix du mètre carré des appartements anciens a continué de baisser au premier trimestre à Paris : le dernier indice des notaires affiche un recul de 3,6 %, qui porte à 11,6 % la chute sur douze mois. Ces chiffres reflètent des ventes négociées à la fin de l'année 1992 et signées au premier trimestre 1993. Au 31 mars, le prix moyen s'établissait à 18 855 francs, un niveau proche de celui atteint le 31 décembre 1989. En francs constants, il est revenu quatre ans en arrière.

La dégringolade du nombre de transactions semble enrayée pour le deuxième trimestre consécutif, mais aucun signe de reprise n'a été ressenti, puisqu'une faible baisse est encore constatée (-0,4 %). L'activité semble avoir atteint un plancher et s'être stabilisée à un niveau bas (aux deux tiers d'une année normale). Les élections n'ont pas été accueillies par un coup de hausse mais une très légère reprise a

été enregistrée en avril (+1 % par rapport à avril 1992). Les notaires affirment que leurs clients ont été déçus par les mesures récentes de relance du logement, sentiment qu'alimentera encore l'annonce de la hausse de 20 % (de 4,2 à 5 %) de la taxe départementale à Paris (et dans les Yvelines), qui renchérira encore depuis le premier juin les transactions.

Les petits biens résistent mieux que les autres et le poids relatif (35,7 %) des transactions sur des appartements de moins de 500 000 francs continue d'augmenter. Pour la première fois, celui des transactions comprises entre 500 000 francs et un million de francs fléchit. Pour la première fois aussi, aucun arrondissement ne dépasse les 30 000 francs le m², le moins cher (le 18^e) étant retombé à 13 719 francs.

F. V.

INDUSTRIE

Grandes manœuvres dans les télécommunications

British Telecom scelle « l'alliance du siècle » avec l'américain MCI

British Telecom et MCI Communications, le deuxième opérateur américain dans le domaine des télécommunications longue distance, ont annoncé, mercredi 2 juin, une alliance « historique » destinée à attaquer de concert le marché des communications internationales d'entreprise. Les deux partenaires vont investir 1 milliard de dollars (5,4 milliard de francs) dans une société commune, qui sera détenue à 75 % par British Telecom. L'opérateur britannique fait par ailleurs son entrée à hauteur de 20 % dans le capital de MCI, qui détient 18 % du marché américain des appels longue distance.

Un véritable coup de tonnerre ! BT, ex-British Telecom, vient de prendre une décision longue d'avance sur ses rivaux européens, au premier rang desquels France Télécom. L'accord annoncé mercredi 2 juin entre BT, ex-monopole public britannique des télécommunications dont la privatisation avait été engagée au milieu des années 80, et l'américain MCI, le plus sérieux rival d'ATT, va être très lourd de conséquences.

Comme tous les grands opérateurs, BT longe depuis de longs mois sur le marché des télécommunications d'entreprise. La plupart des multinationales, pour des raisons de commodité et de coût, souhaitent, en effet, pouvoir bénéficier de leur propre réseau privé pour les liaisons téléphoniques, mais aussi les échanges de données informatiques et transmissions de tous types.

Ces grandes entreprises, dont les filiales ont essaimé dans le monde entier, réclament surtout un interlocuteur unique. Pas question, en effet, de devoir négocier tarifs, liaisons spécialisées, opérateur par opérateur, pays par pays. Pour cette raison, de grandes alliances entre opérateurs de télécommunications étaient inévitables. Mais la plupart des discussions

de grande envergure menées jusqu'à présent entre opérateurs européens et leurs homologues américains ou japonais - avaient échoué.

BT et MCI, également pressés par le temps, ont trouvé un terrain d'entente. Le britannique, qui, au printemps dernier, déposait auprès des autorités fédérales américaines une demande officielle d'autorisation d'exploitation de services internationaux privés, s'est fixé comme objectif de devenir le numéro un européen sur ce marché. Impossible d'ignorer les liaisons transatlantiques, qui représentent aujourd'hui l'essentiel de la demande. Pas question d'attendre que d'autres regroupements se profilent. France Télécom et l'allemand Deutsche BundesTelekom, rivaux moins mobiles par leur statut public, coopèrent déjà dans la transmission

de données. Pas question, non plus, de laisser l'initiative aux seuls opérateurs américains. ATT, extrêmement vigilant sur l'évolution du secteur des télécommunications en Europe, réclame depuis plusieurs mois aux pouvoirs publics britanniques l'autorisation d'exploiter des services internationaux à partir du Royaume-Uni.

MCI a pris de vitesse son compatriote, même s'il sera désormais bien difficile à Londres d'opposer une fin de non-recevoir aux requêtes de plus en plus pressantes et revendicatives d'ATT. En clair, c'est tout le paysage européen des télécommunications qui risque d'être bouleversé. La modification du statut de France Télécom en société anonyme est plus que jamais d'actualité.

C. M.

Un investissement de 650 millions de francs

Renault et PSA créent une société commune dans le domaine de la sécurité routière

Renault et PSA Peugeot-Citroën ont créé un groupement d'intérêt économique (GIE) baptisé GIE PSA-Renault pour mener des recherches dans le domaine de la sécurité routière. Le projet de recherche et développement des deux groupes automobiles français devrait se concentrer sur l'étude des accidents de la route, sur la sécurité des véhicules légers et des poids lourds, et sur la mise au point de simulateurs.

Le projet de recherche, qui s'étendra sur une période de six ans, représentera un investissement total de 98,6 millions d'euros (650 millions de francs), avec une part de 28 % pour la recherche fondamentale et de 72 % pour la recherche appliquée. Une aide de l'État français de 31,5 millions d'euros a été approuvée par la Commission européenne. Cette action des deux constructeurs

sera complétée par une étude socio-économique menée par l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS) et par des universités. Cette étude d'un coût de 45 millions de francs sera financée à hauteur de 5 millions de francs par les deux firmes automobiles. Les deux groupes menaient déjà des recherches en commun : dans le domaine des moteurs, de la « voiture propre » et des véhicules électriques. Ils sont également associés dans le domaine du recyclage des véhicules. Au niveau industriel, ils sont coactionnaires de la Française de mécanique (usine de moteurs et pièces de fondrière), de la Société franco-suédoise de moteurs (moteurs V6), de la Société de transmissions automobiles et des Usines Chausson.

CONJONCTURE

A la réunion des ministres de l'OCDE

Les États-Unis demandent au Japon de relancer sa croissance

Les experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) viennent encore de le rappeler : le niveau de chômage dans les pays industrialisés atteint des niveaux « alarmants ». Mais pour sortir de la récession, « le monde ne peut compter sur la seule croissance aux États-Unis », a indiqué, mercredi 2 juin à Paris, le secrétaire américain au Trésor, Lloyd Bentsen, lors de la première journée de la réunion ministérielle annuelle de l'OCDE.

La reprise de la croissance est autant l'affaire du Japon, de l'avis de M. Bentsen. « Je pense qu'ils [les Japonais] peuvent faire plus pour stimuler leur économie et j'espère que c'est ce qu'ils vont faire dans leur budget 1994 », a ajouté le secrétaire américain tout en précisant que « les États-Unis ne recherchent pas une appréciation du yen » (la devise japonaise s'est considérablement appréciée ces derniers mois).

Mais c'est également l'Allemagne et ses taux d'intérêt toujours trop élevés qui a été mentionnée, de manière plus voilée, par les responsables américains. Si le ministre allemand de l'économie, Günter Rexrodt, présent à la réunion de l'OCDE, n'a pas répliqué aux critiques américaines, la réponse est venue, à distance, du président de la banque centrale allemande, Helmut Schlesinger. S'exprimant mercredi devant l'Association des banques populaires allemandes, le patron de la « Bundesbank » a estimé que « ceux qui souhaitent une détente rapide des taux monétaires [...] mettent en jeu la capital-confiance que notre économie possède encore ».

LA REPUBLIQUE LIBANAISE MINISTÈRE DU TRANSPORT CONSEIL DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION

AÉROPORT INTERNATIONAL DE BEYROUTH PRÉQUALIFICATION DES ENTREPRENEURS

Le Gouvernement Libanais, représenté par le Ministère du Transport et le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR) invite les entreprises capables d'exécuter les projets de bâtiments et de travaux civils à soumissionner pour la préqualification pour l'exécution du projet de Réhabilitation, et d'Extension de l'Aéroport International de Beyrouth.

Le marché comportera la construction des éléments majeurs suivants :

- Une nouvelle piste-ouest (1735) suivant les normes internationales, de l'ordre de 3400m de longueur, de 300m de largeur dont 210m nivelées, avec approximativement 1900m en mer, y inclus les travaux maritimes de protection.
- Voies de circulation associées à la piste 1735 d'une longueur de 16 km.
- Achèvement et extension de l'Aérogare existante pour une capacité de 8 millions de passagers par an avec une superficie construite approximative de 94000 m².
- Centre de transit avec une superficie approximative de 32000 m² comportant un espace hors taxe de 11000 m² et un hôtel de 80 chambres.
- Pavillon d'honneur avec une superficie construite approximative de 2000 m².
- Aérogare pour avions privés avec une superficie construite approximative de 3000 m².
- Tour de contrôle.
- Réhabilitation de cinq bâtiments existants avec une superficie construite approximative de 18750 m².
- Travaux de routes annexes, aires de stationnement de voitures et travaux d'infrastructure.
- Tous les instruments de navigation (NAVAIDS) nécessaires pour les opérations au sol et en altitude, comprenant radar de surveillance, DVOR, ILS, éclairage de piste et de voies de circulation, etc...

La durée des travaux est prévue pour une période de 48 mois.

Le délai prévu pour compléter le dossier d'appel d'offres sera du 31 Août au mercredi 29 Décembre 1993

Les documents de préqualification doivent être conformes au format proposé par le Conseil du Développement et de la Reconstruction qui sera disponible aux bureaux du CDR moyennant la somme de \$ 3000 (Trois Mille Dollars Américains) à partir du 7 Juin 1993 à l'adresse suivante :

Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR)
Tallet El-Serail, Beyrouth - Liban

Les entreprises intéressées sont invitées à retirer les documents de préqualification et à les remettre aux bureaux du CDR accompagnés de tous les documents à l'appui avant 12:00 heures (heure locale de Beyrouth) le Vendredi 30 Juillet 1993.

Malgré les difficultés du secteur pétrolier

Total s'attend à une stabilité de son résultat semestriel

Evoquant, mercredi 2 juin, deux ans de passage difficile que traverse l'industrie pétrolière, Serge Tchuruk, président de Total, s'attend néanmoins à un résultat opérationnel pour les six premiers mois de l'année « voisin, voire légèrement inférieur à celui du premier semestre 1992 ». Une telle mesure devrait encore profiter aux grandes surfaces qui ont gagné trois points de marché l'an dernier, représentant 43,1 % de la distribution d'essence.

Malgré ce sombre tableau, le président du deuxième groupe pétrolier français se montre plutôt optimiste à moyen terme. Ainsi, les deux gisements « géants » de pétrole en Colombie - Cusiana et Cupiagua - devraient produire entre 400 000 et 600 000 barils par jour en 1997 et la production de gaz en Indonésie passera à 20 milliards de mètres cubes.

Mais, comme l'ensemble de ses concurrents, le groupe procède à des désinvestissements non stratégiques pour compenser les manques à gagner. Depuis le début de l'année, ils se sont élevés à 1,1 milliard de francs. A cela s'ajoutera la vente des mines d'uranium à la Cogema dans l'accord de participation croisée noté avec cette firme, la Lyonnaisse des eaux Dumez et la Société Générale (le Monde du 29 avril). L'assemblée générale a avalisé l'entrée de ces trois nouveaux partenaires, réalisée par le biais d'une augmentation de capital réservée au cours de 266 francs l'action. La Cogema a ainsi souscrit pour 2,5 milliards de francs, la Lyonnaisse des Eaux-Dumez pour 533 millions, et la Société Générale pour 1 milliard. Ensemble, ils détiennent désormais 7 % du capital de Total et renforceront le noyau dur du groupe.

D. G.

EN BREF

Le trafic SNCF de la région Rhône-Alpes perturbé par une grève de vingt-quatre heures. - Le trafic ferroviaire était perturbé, jeudi 3 juin, dans la région Rhône-Alpes, à la suite d'un préavis de grève du personnel de la région de Chambéry (Ain, Isère, Savoie, Haute-Savoie). Les syndicats (CFDT, CGT, FO, FGAAC et FO) entendent ainsi protester contre la fermeture, envisagée pour juin 1994, de la gare de triage d'Ambérieu (Ain), l'un des plus importants nœuds ferroviaires de la région pour le trafic à destination de la Suisse, de l'Italie et de Lyon. L'activité ferroviaire d'Ambérieu devrait être transférée dans la région lyonnaise. Le mouvement de grève affectait principalement la circulation des trains régionaux. En revanche, le trafic des TGV, rapides et express, semblait assuré normalement.

Fortes hausses des investissements étrangers en Chine. - Les investissements étrangers en Chine continuent à affluer. Selon les statistiques officielles publiées, mercredi 2 juin à Pékin, 3 milliards de dollars (16,2 milliards de francs) ont été investis en Chine au cours du premier trimestre 1993, soit une hausse de 167 % par rapport à la même période de l'an dernier. Le gouvernement chinois a approuvé au total 17 500 nouveaux projets d'investissements étrangers au cours des trois premiers mois de l'année, soit une augmentation de 320 % par rapport à l'an dernier. - (Reuters.)

La CEE sollicite pour le financement du TGV-Est. - Lors du sommet franco-allemand, les ministres concernés par le projet de TGV entre l'Est de la France et le Sud-Ouest de l'Allemagne, ont décidé « d'entreprendre une démarche commune auprès de la Commission européenne afin d'obtenir de celle-ci une participation financière ». Dès son arrivée au ministère français des transports, Bernard Bosson s'était déclaré « déçu » par l'état du dossier TGV-Est en France qui « n'était absolument pas financé ». Il avait notamment souligné que la contribution de 2,5 milliards de francs de la CEE sur laquelle comptait le gouvernement de Pierre Bérégovoy n'était pas assurée.

Menace de grève à British Airways vendredi 4 juin. - Le principal syndicat de la compagnie aérienne British Airways a appelé ses adhérents à une grève de vingt-quatre heures le vendredi 4 juin, mais des négociations entre la direction de la compagnie et le syndicat Transport and General Workers Union, qui se dit fort de dix-sept mille adhérents au sein de la compagnie, se poursuivent. Le contentieux porte sur les modifications salariales et de travail imposées par la compagnie à ses salariés de l'aéroport de Londres Gatwick après le rachat de la compagnie Dan-Air. Les conditions de travail des pilotes ont également été modifiées par le rachat de Dan-Air.

Les prévisions des chefs d'entreprises se sont assombries en mai. - L'activité industrielle est restée déprimée, baissant dans tous les secteurs sauf dans celui des biens d'équipement professionnel indiquent les enquêtes de conjoncture de l'INSEE pour le mois de mai, publiées mercredi 2 juin. Les stocks sont toujours jugés trop importants et les carnets de commandes particulièrement dégaissés. Seul point positif : les perspectives personnelles de production pour les prochains mois sont nettement moins pessimistes, spécialement pour l'automobile. Les industriels interrogés par l'INSEE prévoient des baisses de prix à la production au cours des prochains mois.

Privatisation partielle du groupe sucrier grec EBZ. - Le ministre grec de l'économie, Stéphanos Mamas, a annoncé, mardi 1^{er} juin, la privatisation partielle du groupe sucrier EBZ, la plus importante entreprise du secteur alimentaire grec, dont la capacité de production s'élève à 320 000 tonnes de sucre par an. M. Mamas a indiqué que la Banque agricole de Grèce (AT), qui détient 98 % des actions, a décidé de vendre 25 % du capital à des sociétés privées et 10 % aux salariés de la société et aux producteurs de betteraves. La privatisation devrait être effective d'ici fin juin. Fondé en 1961, EBZ détient le monopole de la production de sucre en Grèce et dispose de cinq usines. La firme emploie 1 400 personnes et a réalisé, en 1992, un bénéfice de 8,2 millions de dollars (46 millions de francs).

ÉCONOMIE

COMMUNICATION

Un entretien avec Daniel Toscan du Plantier

« Il nous faut engager les forces vives du cinéma français dans la conquête des États-Unis » nous déclare le président d'Unifrance Films

Le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, vient de réaffirmer, dans une lettre adressée le 28 mai au secrétaire général de la chambre syndicale des producteurs et exportateurs de films, Pascal Rogard, la volonté de la position française à propos de l'audiovisuel lors des discussions sur le GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce). Il y confirme que dans le « nouveau mémorandum » que le gouvernement a mis au point, et qui sera présenté par la France à ses partenaires, « figure l'obtention d'une exception audiovisuelle permettant de préserver le règlementation communautaire ».

Bien que les États-Unis continuent de s'opposer avec énergie à la demande des Douze de faire figurer le secteur audiovisuel parmi les exceptions à l'accord cadre, Alain Juppé réaffirme sa conviction qu'une trop grande flexibilité sur ce sujet mettrait en cause le règlementation communautaire et l'équilibre entre les cultures américaines et européennes.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Daniel Toscan du Plantier, le président d'Unifrance Films (l'organisme chargé de la promotion des films français à l'étranger), estime toutefois que cette volonté de traiter l'audiovisuel comme une exception aux négociations sur le GATT ne peut constituer qu'une position à court terme. « Un jour ou l'autre, affirme-t-il, nous serons condamnés à trouver une entente avec les Américains ».

« Le cinéma est un marché mondial. Et c'est à nous, Français, d'accepter le GATT, pour l'exception culturelle à un sens économique ».

L'exception culturelle est un argument défensif nécessaire, prôné par les Européens et d'abord par les Français. Il est, à terme, insuffisant. Il nous faut engager les forces vives de notre cinéma dans la conquête des États-Unis. Ce pays est le plus gros gisement de spectateurs solvables au monde : un milliard chaque année.

L'approche culturelle que nous avions du marché américain doit cependant être modifiée. Jusqu'à présent, nous avions abordé ce pays avec des films en versions sous-titrées. Mais le résultat est là : nous ne pouvons guère prétendre occuper plus de quelques centaines d'écrans spécialisés, des art houses, sur les vingt-cinq mille que comptent les États-Unis. Ce ghetto culturel flatte notre orgueil, mais empêche toute action commerciale d'envergure. Pour en sortir, il faut envisager de doubler nos films en anglais. Le doublage est d'ailleurs fait pour ceux qui ne se posent pas la question. Je vous rappelle que 90 % du public mondial du cinéma voit des films américains doublés. Aujourd'hui, un film universel est un film doublé.

« On ne peut travailler qu'en réciprocité »

Culture ou business, le conflit est-il seulement linguistique ?

Les Américains disent : on aime tellement vos films qu'on les voit en français. Ils veulent le biberon dans une bouteille et le caneblier dans une boîte. Si, au début des années 80, on avait déclaré aux Américains qu'on aimait tellement leurs films qu'on les voulait uniquement sous-titrés, le film français aurait 80 % du marché français au lieu de 35 % aujourd'hui. Il y a un principe de réalité : le cinéma est un art physique qui n'est pas fait pour être lu. Tant que le cinéma français ne sera pas rangé dans la catégorie « divertissement », qui se traduit par « plaisir », nous resterons une activité marginale.

Dans le cadre du GATT, quelle est la porte de sortie ?

Les Américains doivent nous aider à pénétrer leur marché. On ne peut travailler que sur la base d'une réciprocité. On peut s'interroger sur ces prétendues barrières qui n'empêchent pas l'Europe d'être inondée de produits améri-

cains. Quelle est cette transparence qui, aux États-Unis, n'autorise pas l'existence de films étrangers ? Les Américains doivent donc étudier avec nous des conditions de doublage. Il faut arrêter de dire « french film », il y a film tout court. La stratégie de l'exception culturelle a un sens, mais c'est une défense à court terme. Un jour ou l'autre, nous serons condamnés à trouver une entente.

Où, mais le GATT, c'est aussi la chance d'être plus efficaces. Les Américains disent : si les films français ont une part ridicule du marché, c'est qu'ils sont moins efficaces en termes de marketing.

Le problème est que notre insuffisance n'est pas seulement commerciale. Il y a aussi une barrière invisible. Quand Jack Valenti, le président de la Motion Picture Association, déclare que les Américains n'aiment pas les films doublés, il nous ferme le marché. Ce pays qui est le plus ouvert du monde ne supporterait pas les films étrangers alors qu'il est peu-

plé d'étrangers ? En Floride, nous avons une expérience très intéressante avec le deuxième circuit de salles américaines, American Multiplex Cinema. Leurs dirigeants sont venus ici, ils ont regardé cinquante films jamais diffusés aux États-Unis, puis ils ont choisi quinze comédies pour les programmer dans leurs salles des faubourgs de Miami.

« Commercialisons ! »

Ils ont bien aimé les films français, ils les ont trouvés drôles, ça parle de sexe, c'est épatant. Reste maintenant à financer le doublage. Il faut le faire sérieusement, il faut investir dessus. Le cinéma français ne peut avoir pour objectif unique de survivre en France, et nos films ne doivent pas être traités comme des pièces de musée. Pour que notre cinéma reste une activité populaire, il faut travailler. Et travailler, cela passe

par le doublage, le marketing, le rapport direct aux exploitants.

Cela signifie-t-il qu'il faut renoncer à défendre le film comme une œuvre ?

Pas du tout. Mais si on dit : « Cher monsieur, j'ai une belle œuvre à vous vendre », cela ne marche pas. Le film est inclus dans un système commercial qui est celui de produits. L'œuvre est un produit et ce produit est une œuvre. Et si ça ne marche pas dans les deux sens, on va disparaître et ça se terminera à la Cinémathèque française. Il faut plaider l'exception culturelle mais prouver que ça peut se vendre. C'est le pari qu'a réussi Vuitton : mon sac est une œuvre d'art, c'est pour ça qu'il coûte le triple et qu'on le trouve dans tous les magasins. On a toujours su faire ça, nous les Français, l'exception commerciale. Alors commercialisons.

D'accord pour le business, mais le marché est-il réellement du côté des salles ? N'est-il pas plutôt du côté de la télévision ?

Il faut qu'un sorte en salle dans le monde entier parce que c'est le seul moyen de voir nos

films programmés à la télévision. Un film qui n'est pas sorti en salle n'est pas un produit pour l'audiovisuel. Si nous ne sortons pas en salle dans le monde, nous ne représenterons plus rien dans les programmes audiovisuels de demain. Des tas de petits Canal Plus vont se créer, sur le câble, le satellite, il faudra être là... Cela va devenir d'une extraordinaire importance.

On en a fait l'expérience au Brésil, où nous avons développé des multisalles à Belo-Horizonte, Rio et São-Paulo. On y passe nos films et on a des articles dans les journaux, et quand il y a des articles dans les journaux le film devient un produit audiovisuel. La salle, c'est la médiatisation. Sinon, c'est un téléfilm. Un téléfilm c'est quelque chose que personne n'a encore vu. Un film c'est quelque chose que quelqu'un a vu et qui en a parlé aux autres. Notre présence sur le marché de l'audiovisuel passe par la sortie en salle.

Propos recueillis par YVES MAMOU

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ACTIONNAIRES D'EUROTUNNEL CONVOCAZIONE AUX ASSEMBLÉES

Conformément aux dispositions légales, l'Assemblée Générale Mixte d'Eurotunnel S.A. est convoquée sur première convocation, le 10 juin 1993, à 11 h 00 au siège de la société, 112-114 avenue Kléber, 75116 Paris, mais faute de réunir le quorum requis à cette occasion, elle ne pourra selon toute vraisemblance délibérer valablement à cette date et sera donc effectivement convoquée une deuxième fois pour le 24 juin, au Queen Elizabeth II Conference Centre, Broad Sanctuary, Westminster, Londres SW1, à partir de 14 h 30 (heure locale) et à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle d'Eurotunnel P.L.C. qui se tiendra au même endroit et à la même date.

Si vous désirez participer aux Assemblées Générales, vous devez vous adresser à votre banque ou à l'intermédiaire financier auprès duquel vos titres sont déposés.

Celui-ci devra transmettre à la Banque Indosuez (Service des Titres - 96 boulevard Haussmann - 75008 Paris) une attestation d'immobilisation accompagnée, soit d'une demande de carte d'admission, soit d'une formule de vote par correspondance ou par procuration.

UNE REUNION D'INFORMATION DES ACTIONNAIRES
EUROTUNNEL SE TIENDRA LE VENDREDI 25 JUIN 1993
A 10 H 30 A PARIS
A L'ESPACE PIERRE CARDIN,
1 AVENUE GABRIEL, 75008 PARIS
(métro/parking : Concorde)

INFORMATION ACTIONNAIRES 3615 EUROTUNNEL

Une déclaration des collaborateurs du « Monde des livres »

L'ensemble des collaborateurs permanents et pigistes du Monde des livres a rendu public, le mercredi 2 juin, la déclaration suivante :

« Depuis plusieurs mois, dans l'Idiot international, Jean-Edern Hallier attaque de manière ignoble Josyane Savigneau et « le Monde des livres » qu'elle dirige. Nous ne tolérons pas les accusations de corruption qui mettent en cause l'intégrité professionnelle de Josyane Savigneau et celle des membres de son équipe, ni les injures insultantes qui visent sa personne et sa vie privée. En franchissant la limite qui doit séparer la critique, nous même la polémique, de l'ignominie, Jean-Edern Hallier perpétue les procédés odieux de la presse d'extrême droite, au mépris de la morale et de la déontologie.

Parallèlement aux poursuites judiciaires qui ont été engagées, nous, qui travaillons au « Monde des livres », entendons démentir cette campagne de diffamation qui se trouve exploitée dans d'autres publications, et affirmer notre totale solidarité avec Josyane Savigneau, comme nous le ferons à l'égard de tout journaliste soumis à une telle tentative d'intimidation. »

Ce texte a été signé par Bertrand Audusse, François Azouvi, Georges Balandier, Jacques Baudou, Tahar Ben Jelloun, Hector Bianciotti, François Buñ, Geneviève Brisse, Jean-Pierre Cagnat, Valérie Cadet, René de Cocca, Ramon Chao, Roger Charrier, Pierre Chuvp, Bérénice Clever, Michel Conat, Philippe Dagen, Chloé Damaz, Christian Delacampagne, Pierre Deshusses, Pierre Drachine, Roger-Pol Droit, Pierre Drouin, Nicolas Guilbert, Maurice Ruben-Hayoun, Roland Jaccard, Alain Jacob, Christine Jordis, Patrick Kéchichian, Pierre Kyria, Nicole Lapiere, Pierre-Robert Leclercq, Pierre Lechapé, Francis Marmade, Hugo Marsan, Flore Noiville, Maurice Olender, Jean-Noël Pancrazi, Claire Paulhan, Jacqueline Piatier, Monique Petillon, Bertrand Poirot-Delpech, Jean-Louis de Rambures, Patrick Raynal, Edgar Reihmann, Raphaëlle Rérolle, Jean-Pierre Rioux, Danièle Salles, Alain Salles, Sergueï, Denis Slakta, Philippe Soliers, Michel Sol, Jean-Paul Thomas, Marion van Renterghem, André Velter, Nicolas Weill et Nicole Zand.

Le Monde, qui s'associe aux poursuites judiciaires engagées à propos de la campagne menée par l'Idiot international contre « le Monde des livres » et des attaques personnelles visant Josyane Savigneau, appelle sans réserve la détermination des auteurs de cette déclaration. Depuis plusieurs semaines, la direction et la rédaction de Monde avaient décidé de ne pas élever, dans ses colonnes, les écrits insultants de M. Hallier. La répétition des colonnes auxquelles se livre l'auteur de l'Idiot international justifie que ce silence soit, pour l'occasion, rompu. Br. F.]

Manifestation de jeunes communistes contre l'IF 1. - Une trentaine de jeunes militants communistes ont manifesté, mercredi 2 juin, en fin d'après-midi, sur la place Saint-Michel, à Paris, pour protester contre l'émission spéciale consacrée au roi du Maroc par Sacré Soirée, ce soir-là, sur TF 1. Pendant trois quarts d'heure, ils ont distribué des tracts dénonçant « la complicité de TF 1 avec Hassan II » et interpellé les passants en lançant notamment : « Lâchez, on tue, on torture les opposants au régime. Ce soir, TF 1 fait de la pub au dictateur. »

M. Toubon favorable à la création d'une chaîne de télévision musicale. - Le ministre de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon, s'est déclaré favorable, mercredi 2 juin, à la création d'une chaîne de télévision musicale sur un réseau hertzien « d'abord à Paris, puis sur l'ensemble de la France ». M. Toubon a indiqué qu'il existe actuellement un ou deux projets très sérieux et que le Conseil supérieur de l'audiovisuel « devrait prendre position très vite, avant la fin de l'année ». Selon le ministre de la culture le « problème » n'est plus technique mais « seulement économique. »

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

VIE DES ENTREPRISES

Relativement optimiste malgré la crise

Bouygues multiplie les succès en Asie du Sud-Est

La grave crise que traverse le secteur du bâtiment et des travaux publics ne semble pas entamer l'optimisme du groupe Bouygues. Son président, Martin Bouygues, en a administré la preuve, mercredi 2 juin, en présentant les comptes 1992 et les perspectives 1993. « Nous restons optimistes dans les prochains mois, en améliorant notre compétitivité pour être les premiers à tirer profit de la reprise lorsqu'elle se présentera », a-t-il déclaré.

Le chiffre d'affaires consolidé (62,7 milliards de francs sans prendre en compte la SAUR, spécialisée dans le traitement des eaux et TP) a chuté de 3 % par rapport à 1991 mais le bénéfice net (685 millions) a progressé de 8 %. Comme en 1991, Bouygues a fait relativement peu d'investissements et a profité de la stagnation pour améliorer son bilan et ses ressources financières. Sa capacité d'auto-financement atteint aujourd'hui 3,4 milliards et ses capitaux propres (8,8 milliards) dépassent les dettes financières (7,3). L'activité du BTP (bâtiment et travaux publics) s'est bien comportée puisque sa contribution aux bénéfices du groupe a progressé de 128 %. La part de l'immobilier, en revanche, a plongé de 61 %.

Les perspectives pour 1993 font apparaître un recul de la branche BTP passant de 16,6 milliards de chiffre d'affaires à 14,7, avec cependant une légère croissance pour les chantiers à l'étranger. Le secteur immobilier devrait assurer une chute très forte passant de 5,5 à 3,7 milliards. Bouygues Off Shore, depuis longtemps la partie malade du groupe, s'est redressée spectaculairement avec 131 millions de francs de bénéfices.

Bouygues multiplie les succès en Asie du Sud-Est. Le groupe a annoncé, le 2 juin, un nouveau

contrat à Hongkong pour la construction d'un pont autoroutier de près de 2 km. Avec ce nouveau marché, la filiale de Bouygues concernée - Dragages et Travaux publics - aura accumulé 3,5 milliards de francs de commandes dans ce territoire en 12 mois. Parmi les chantiers en cours, les plus significatifs, M. Bouygues a cité, à l'étranger, le Centre de commerce international de Bucarest, l'usine Ford-Volkswagen près de Lisbonne, le barrage de la Baie James au Canada, la construction d'une ville nouvelle près de Bangkok, et, en France, la rénovation du stade Charléty, la Trésorerie Bibiothèque ou le pont de Normandie.

Interrogé sur l'éventuel intérêt du groupe pour les prochaines privatisations, Martin Bouygues a déclaré : « Nous avons une attitude d'opérateur industriel. D'ailleurs 3 ou 4 % d'une entreprise ici ou là ne nous intéressent guère ». Sur une diversification dans la presse écrite, il a précisé qu'il n'envisageait pas d'acquiescer à la direction particulière dans cette direction d'un titre mais le caractère onéreux du fonctionnement.

FRANÇOIS GROSCHARD

Dans la perspective de sa privatisation

L'UAP resserre ses liens avec le groupe belge de M. Frère

L'UAP (Union des assurances de Paris) vient de franchir le seuil de 5 % dans le capital de la CNP (Compagnie nationale de portefeuille), le holding de tête du groupe Albert Frère. L'UAP, qui détenait déjà plus de 1 % de la CNP, a investi environ 300 millions de francs. Une opération qui se veut avant tout symbolique dans la perspective d'une privatisation prochaine de l'UAP et de la constitution d'un nouveau actionnaire stable. Elle renforce en tout cas les liens existants entre la Compagnie d'assurances publique et le groupe belge.

Si le groupe Albert Frère, dont le « trésor de guerre » est évalué à 10 milliards de francs, fait plus que jamais partie des candidats potentiels à une place de choix dans le « noyau dur », le groupe sud-africain Transnet, holding qui partage avec l'UAP le contrôle de l'assureur britannique Sun Life, pourrait être également sur les rangs.

Peyrelevalde, son président, cherche à mettre en place.

Il dispose d'ores et déjà d'une base solide puisque la BNP possède 19,4 % du capital de l'UAP et le groupe suisse Winterthur 2,9 %. Une alliance à trois est en train de s'esquisser dans la mesure où Winterthur renforce également ses liens avec le groupe Albert Frère en passant des accords de coopération avec la banque Bruxelles-Lambert et l'assureur Royale Belge.

Si le groupe Albert Frère, dont le « trésor de guerre » est évalué à 10 milliards de francs, fait plus que jamais partie des candidats potentiels à une place de choix dans le « noyau dur », le groupe sud-africain Transnet, holding qui partage avec l'UAP le contrôle de l'assureur britannique Sun Life, pourrait être également sur les rangs.

Une autre piste est parfois évoquée, celle de l'entrée de Suez dans le capital UAP afin de régler définitivement le conflit entre les deux groupes au sujet de leur filiale commune Victoire-Colonia. A cette occasion, Suez pourrait apporter l'allemand Colonia à l'UAP, en échange de sa participation. Un scénario qui ne soulève pas vraiment d'enthousiasme d'un côté comme de l'autre.

E. L.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CRISE

□ L'Aérospatiale met 7 000 salariés en chômage partiel. - La division avion de l'Aérospatiale à Blagnac près de Toulouse applique, pour la seconde fois cette année, des mesures de chômage partiel et a fermé ses portes mardi 1^{er} juin pour six jours. Sur les

8 500 employés d'Aérospatiale à Toulouse, 7 000 ont été mis en chômage partiel du 1^{er} au 6 juin, et seuls les essais en vol ainsi que les livraisons d'avions fonctionnent actuellement. Ces mesures risquent de se reproduire une troisième fois pour dix jours à la fin de 1993.

□ Plan de redressement pour « Les magasins bleus ». - Le tribunal de

commerce de Rennes a récemment homologué le plan de redressement présenté par l'administrateur judiciaire de la société « Les magasins bleus », placée en redressement judiciaire le 4 août 1992. Présente dans soixante départements et réalisant chiffre d'affaires de 300 millions de francs, la société « Les magasins bleus » dispose d'un parc de 467 véhicules pour assurer la vente de proximité de quelque 200 produits (textile, lingerie, maison, confection), et employait avant le dépôt de bilan 590 salariés. Notant que l'attitude du Crédit lyonnais avait, en mai 1992, « déstabilisé la trésorerie » de la société qui « paraissait sortir de ses difficultés », le tribunal de commerce de Rennes a entériné la réduction de l'effectif à 420 vendeurs et le montage proposé pour le rattachement du personnel de quatre à huit ans et demi dans des proportions variant de 40 % à 100 % de la dette estimée à 74 millions de francs. Pour le tribunal : « Il apparaît que des espoirs sérieux peuvent être formulés pour assurer une solution de sauvegarde de l'entreprise et des emplois. » (Corresp.)

RETRAIT

□ SMCI : dépôt d'une OPR et maintien de la suspension de la cotation. - La Société des Bourses françaises (SBF) a été saisie d'une offre publique de retrait sur la SMCI (protection immobilière) par un groupe d'actionnaires représentant 96,69 % du capital. L'OPR a été déposée par le Crédit lyonnais pour le compte de la SPPL, du Crédit lyonnais participations immobilières (Cliprim), de la Société financière immobilière Lannemais (Sofil), de la Société foncière participations et de la Banque fédérative du Crédit mutuel. Les initiateurs proposent 50 francs par action SMCI et 1 franc par bon de souscription d'action. La suspension de cotation, annoncée le 26 mai, est maintenue sur le marché officiel au comptant. La SMCI, qui était jusqu'à ces derniers mois l'une des principales composantes du défunt empire Pélégé, a vu ses pertes multipliées par près de cinq l'an dernier, à 969 millions de francs en 1992, contre 204 millions de francs en 1991.

STRUCTURES

□ Usiner-Sacilor réorganise son secteur forge-matériau et discute avec Sima. - Usiner-Sacilor va mettre en route une réorganisation interne dans ses activités de forge-matériau et discute actuellement d'un rapprochement dans ce secteur avec le groupe familial Sima, a annoncé mercredi 2 juin le groupe sidérurgique public français. Ce rapprochement, qui n'en est encore qu'au stade des pourparlers, vise à placer sous un holding financier commun les activités de Sima et certaines sociétés d'Usiner-Sacilor spécialisées dans la forge-matériau. Il s'agit pour le groupe public, des sociétés Fortech (près de 900 millions de francs de chiffre d'affaires et un effectif de 1 460 personnes) et Teehy (250 millions de francs de ventes pour un effectif d'environ 260 personnes).

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 2 juin ↑ Hausse marginale

Dans un marché particulièrement calme, l'indice parisien a terminé, mercredi 2 juin, la séance en très légère hausse de 0,16 % pour s'établir à 1 878,84 points.

« La journée a été nulle », a résumé un observateur sur le marché des transactions - et de l'absence de nouvelles perspectives sur les opérations, et principalement sur les étrangers qui, depuis mardi, sont restés très réservés.

Sur le front des taux en Allemagne et aux Etats-Unis, rien de positif n'est

à attendre, a souligné un gestionnaire. De l'autre côté de l'Atlantique, les taux se sont tendus et une rumour de hausse a même circulé sur les marchés cotés après-midi, à-t-il ajouté. En Allemagne, le président de la Bundesbank a été très clair, indiquant que, pour l'instant, une nouvelle assouplissement monétaire était impossible.

Parmi les valeurs les plus traitées, on note Carus qui a annoncé mardi avoir cédé la moitié de sa participation dans Suez. Le titre BIC grimpait de 1,32 %. Le titre Bouygues gagnait 1,18 % mercredi. Martin Bouygues a indiqué mercredi que son groupe était prêt à saisir des opportunités d'acquisition après avoir réduit son endettement depuis deux ans.

En recul, on note l'Oréal (-1,55 %), Rhône-Poulenc (-1,45 %).

NEW-YORK, 2 juin ↑ Modeste progression

Après avoir évolué en légère baisse durant l'essentiel de la journée, Wall Street a opéré un revirement modeste dans l'après-midi grâce à une petite baisse des taux d'intérêt à long terme. L'annonce avant l'ouverture que l'indice composite des principaux indicateurs économiques américains avait progressé de 0,1 % seulement en avril, au lieu de 0,3 % attendu, a donné le ton à Wall Street. Au terme des échanges, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 553,45 points, en hausse de 1,11 point (+ 0,03 %), continuant ainsi à se rapprocher de son dernier record (3 554,83 points). L'activité a été soutenue avec quelque 287 millions d'actions échangées. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse : 808 contre 689, 631 titres ont été inchangés.

Les investisseurs se sont concentrés sur le marché obligataire, où les taux d'intérêt à long terme avaient nettement reculé la veille, permettant ainsi à Wall Street d'enregistrer un gain de près de 25 points.

Une tentative de reprise dans la

matinée a échoué en raison d'une légère ramonée momentané des taux à long terme après la publication d'un bord de 22,7 % des ventes de logements en avril aux Etats-Unis.

VALEURS	Cours de 22 mai	Cours de 23 mai
Alcatel	89 1/2	89 3/8
ATF	100	100 1/4
Banque Paribas	30 3/4	30 3/4
De Paris de Reims	53 1/8	53 1/4
Edison	51 1/2	51 1/2
Elf	88 1/8	88 1/4
Elf	53	53
General Electric	40 3/8	40 1/4
General Motors	41 3/8	41 1/2
IBM	82 1/2	83 1/8
ITT	24 1/2	24 1/2
Motor Oil	70 1/2	70 3/8
Pfizer	72 1/4	72 1/4
Schering	80 1/2	80 1/2
Tesla	84 7/8	84 7/8
Union Carbide	24 1/8	24 1/8
Union Carbide	19	19 1/8
United Tech.	53	53 1/4
Wendel	15 3/8	15 3/8
Xerox Corp.	78 1/8	78 3/8

LONDRES, 2 juin ↑ Légère avance

Les valeurs ont progressé, mercredi 2 juin, au Stock Exchange, stimulées par un essor des titres immobiliers après l'annonce d'un partenariat entre l'homme d'affaires George Soros et British Land. L'indice Footsie des valeurs de la Bourse de Londres a clôturé à 3 553,45 points, en hausse de 1,11 point (+ 0,03 %), continuant ainsi à se rapprocher de son dernier record (3 554,83 points). L'activité a été soutenue avec quelque 287 millions d'actions échangées. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse : 808 contre 689, 631 titres ont été inchangés.

Les investisseurs ont affiché les meilleurs gains après la formation d'une société commune par Quantum Fund, M. Soros, et British Land. La nouvelle société, baptisée The British Land Quantum Property Partnership (BLQ), est dotée de 500 millions de livres pour investir sur le marché immobilier.

VALEURS	Cours de 22 mai	Cours de 23 mai
Alcatel	89 1/2	89 3/8
ATF	100	100 1/4
Banque Paribas	30 3/4	30 3/4
De Paris de Reims	53 1/8	53 1/4
Edison	51 1/2	51 1/2
Elf	88 1/8	88 1/4
Elf	53	53
General Electric	40 3/8	40 1/4
General Motors	41 3/8	41 1/2
IBM	82 1/2	83 1/8
ITT	24 1/2	24 1/2
Motor Oil	70 1/2	70 3/8
Pfizer	72 1/4	72 1/4
Schering	80 1/2	80 1/2
Tesla	84 7/8	84 7/8
Union Carbide	24 1/8	24 1/8
Union Carbide	19	19 1/8
United Tech.	53	53 1/4
Wendel	15 3/8	15 3/8
Xerox Corp.	78 1/8	78 3/8

TOKYO, 3 juin ↑ Au plus haut depuis quinze mois

La Bourse de Tokyo a terminé, le 3 juin, en vive progression après une reprise des valeurs vedettes du secteur de l'électronique. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a clôturé en hausse de 384,30 points, soit 1,86 %, à 21 076,00 points. C'est le plus haut niveau de clôture du Nikkei depuis le 4 mars 1992, lorsqu'il avait terminé à 21 055,42 points.

L'injection de yen a soutenu le marché et les dépôts, accrus d'achats, se sont ralentis, les positions sur

L'écroulement du contrat à terme sur

indices ayant diminué à l'approche du terme, vendredi.

VALEURS	Cours de 22 mai	Cours de 23 mai
Alcatel	89 1/2	89 3/8
ATF	100	100 1/4
Banque Paribas	30 3/4	30 3/4
De Paris de Reims	53 1/8	53 1/4
Edison	51 1/2	51 1/2
Elf	88 1/8	88 1/4
Elf	53	53
General Electric	40 3/8	40 1/4
General Motors	41 3/8	41 1/2
IBM	82 1/2	83 1/8
ITT	24 1/2	24 1/2
Motor Oil	70 1/2	70 3/8
Pfizer	72 1/4	72 1/4
Schering	80 1/2	80 1/2
Tesla	84 7/8	84 7/8
Union Carbide	24 1/8	24 1/8
Union Carbide	19	19 1/8
United Tech.	53	53 1/4
Wendel	15 3/8	15 3/8
Xerox Corp.	78 1/8	78 3/8

CHANGES

Dollar : 5,4020 F ↑

Le deutschemark cède du terrain à 3,3724 francs, jeudi 3 juin, au cours des premiers échanges entre banques contre 3,3730 francs dans les échanges interbancaires de mercredi soir (il s'inscrivait à 3,3744 francs, selon le cours indicatif de la Banque de France). Le dollar progresse à 5,4020 francs contre 5,3830 francs (5,3770 francs cours Banque de France).

	2 juin	3 juin
Dollar (en DM)	1,581	1,6015
TOKYO	2 juin	3 juin
Dollar (en yen)	167,12	167,87

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (3 juin)	7 7/8 - 8 %
New-York (2 juin)	3 1/16 %

BOURSES

1^{er} mai 2 juin

(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC 35 313,88 313,51
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 1 872,50 1 875,84

NEW-YORK (indice Dow Jones)

1^{er} juin 2 juin
Industriel 3 528,34 3 553,45

LONDRES (indice Financial Times)

1^{er} juin 2 juin
100 valeurs 2 845,20 2 863,00
30 valeurs 2 211,70 2 230,20
Bourse d'Etat 200,00 192,50
Fonds d'Etat 94,84 95,94

FRANCFORT

1^{er} juin 2 juin
Dax 1 631,85 1 635,21

TOKYO

2 juin 3 juin
Nikkei Dow Jones 20 651,20 20 666,00
Indice général 1 665,46 1 676,13

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre
\$ E-U	5,3990	5,4010	5,4565	5,4615
Yen (100)	3,3710	3,3710	3,3648	3,3721
DM	3,3796	3,3800	3,3759	3,3817
Deutschmark	3,3728	3,3725	3,3704	3,3732
Franc suisse	3,3763	3,3763	3,3811	3,3819
Franc belge	3,3690	3,3693	3,3692	3,3709
Libre sterling	3,3225	3,3284	3,3259	3,3281
Francs (100)	4,3019	4,3071	4,2983	4,3021

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert
\$ E-U	3 1/16	3 3/16	3 3/16	3 5/16	3 5/16	3 7/16
Yen (100)	3 1/8	3 1/4	3 3/16	3 3/8	3 1/4	3 3/8
Deutschmark	3 1/4	7 7/8	7 1/2	5 1/2	7 1/4	7 3/8
Franc suisse	5 1/16	5 3/16	5 1/8	4 15/16	5 1/16	5 1/8
Lire italienne (1000)	10 3/8	10 5/16	10 3/8	10 5/16	10 5/16	10 5/16
Livre sterling	5 13/16	5 15/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 15/16
Franc japonais	11 1/16	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
Franc (100)	3 1/4	7 7/8	7 1/2	5 1/2	7 1/4	7 3/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde
L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

5^e arrdt
CENSIER, beau studio, cuis. équipée, baign. carrel., s'ajout. 680 000 F - 43-26-87-18

7^e arrdt
BAC ST-GERMAIN, part. vd duplex 45 m², calme, lumineux, charmant, étai. P. 1 250 000 F - 45-43-16-54

8^e arrdt
JEAN GOUJON
158 m², 3 ch., 2 b., 2 s., 6-ét., studio 22 m² + 3 p. 780 MF négociable 47-06-57-35

12^e arrdt
12^e PROX. BOIS VINCENNES
Imm. récent, gd studio s'ajout. calme, soleil, park, poss. 695 000 F - 45-25-57-18

locations non meublées offres

Paris
ST-PLACIDE 5 P.
Elegant 115 m² 4 asc. Imm. P. de l'Ind. 12 000 F - 47-27-64-24

locations meublées offres

Paris
APPTS 30-300 M²
de grande qualité PARIS-PROXIM
25 av. Hode, 75008 Paris 45-25-57-18 Fax 45-61-10-20

locations non meublées demandes

Paris
Rech. 150 m² STANDING
Prix intéressant contre PAIEMENT COMPTANT 3 ANS LOYER (11 42-77-75-63)

bureaux

Locations

VOTRE SIEGE SOCIAL

DOMICILIATIONS
et tous services 43-55-17-50

appartements achats

Recherché 2 à 4 P. PARIS pr. 5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 4^e, 9^e, PARIS COMPT. ch. nombre 48-73-48-07 même le soir.

propriétés

MONTARGIS (45) 1 H PARIS
accès direct autor. Sud

ANCIEN PRESBYTERE

ALL CHAMPE D'ANTHAY
Jard. de curé, 2 000 m², clos de murs, excellent état, ch. ch. Px à saisir : 550 000 F
Crédit total, Tél. 7 pr 7 pr 4 : (16) 38-85-99-62

DEMANDES D'EMPLOI

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

F. - 37 ans - 13 ans d'expérience en administ. personnel (mise en place gestion des postes - élaboration grille des salaires - contrats de travail - tenue des différents registres - visites médicales et suivi - élections - relations avec inspection du travail - préparation des éléments de paie et ses variables - préparation des dossiers prod'hommes).

RECHERCHE : poste en RP (possibilité ATP ou Free lance) - (section BCO/IC 2453.)

H. - 39 ans - cycle management sup. à l'IFG, anglais courant, 10 ans OAF spécialisée en organisation admin., comptable, financière et informatique.

MET ses compétences au service de votre entreprise en France ou à l'étranger - (section BCO/IC 2454.)

J.F. - 35 ans - bilingue anglais, chef de groupe marketing, 10 ans d'expérience (création, lancement, développement, communication) dans groupe de prestige international et laboratoires de cosmétique, docteur en pharmacie, 3^e cycle, IAE.

RECHERCHE : poste responsable marketing, communication pour luxe/cosmétiques/parapharmacie - (section BCO/IC 2455.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27

هڪ ڪتاب جو عنوان

Cours relevés à 11 h 15

[illegible]

2/6

[illegible]**é** (sélection)

MARCHÉ INTERBANKAIRE DES DEVISES

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

Marché à terme international de France MATIF

TAUX D'INTERET DES EUROMONNAIES

PHILATÉLIE

Bonne tenue des « classiques »

Les ventes de prestige organisées fin avril et début mai en France et en Suisse (le Monde du 23 avril) ont pas déçu les espoirs des vendeurs.

Près de 2,5 millions de francs d'adjudications pour l'ensemble consacré à la première émission de France lors de la vente sur offres Jazet-Bandot, une moyenne de 14 000 F par lot. Jean-Paul Schneider, qui se séparait de cette collection, constate que si les timbres détachés se vendent mal, en revanche les timbres sur lettre se portent plutôt bien. Parmi quelques bons prix, à noter les 164 000 F réalisés par le 20 c noir Cérès sur lettre, oblitéré par un cachet dit à « double fleuron » (départ 100 000 F); le 20 c noir oblitéré par le cachet de fortune de Lille (utilisé une seule journée) atteint 105 000 F.

Au cours de la même vente, les collections sur les postes cyclistes dans les mines d'or en Australie (1894-1897) et la poste cycliste du siège de Mafeking (Afrique du Sud) atteignent 157 500 F et 210 000 F. Boëtzers à 105 000 F et 138 555 F, enfin, pour un bloc de quatre du 1 F carmin foncé tirage de Loodres (1852) et une enveloppe chargée d'Alsace-Lorraine (décembre 1871).

La vente aux enchères Harmer (Suisse) s'est terminée sur un total de plus de 8,6 millions de francs suisses (plus de 32 millions de

francs français). En vedette, la vente d'une partie des collections sur la Russie de Michel Lignaszur, président d'honneur de l'Académie de philatélie. Le « premier jour » officiel du 10 kopecks brun et bleu non dentelé (1^{er} janvier 1858) sur lettre atteint 166 750 francs suisses, le même sur fragment avec date du cachet d'oblitération erronée, 1857 au lieu de 1858, 25 300 francs suisses. Une enveloppe de la poste russe en Mandchourie pour la Corée culmine à 207 000 francs suisses. Des collections sur les émissions plus modernes d'avril 1922 à avril 1923 et de 1921 à 1944 comprenant nombreux essais, épreuves, variétés, etc., partent à 275 000 et 250 000 francs suisses.

Autre temps fort de cette vente, les collections de Grande-Bretagne avec 241 500 francs suisses pour un bloc de huit du « two pence blue » et 143 000 francs suisses pour un bloc de douze du « Penny black ».

P. J.

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel le Monde des philatélistes, 1, place Hubert-Bonne-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex; téléphone: (1) 49-60-33-28; télécopie: (1) 49-60-33-29. Spécimen remis sur demande contre 15 F en timbres.

En filigrane

• Sarah Bernhardt à Antigua. Les postiers d'Antigua et Barbuda ont mis en vente une série de huit timbres et deux feuillets reproduisant des tableaux de maîtres espagnols (Alonso Cano, Velázquez...), parmi lesquels on trouve un portrait de Sarah Bernhardt par Santiago Ruefino Prats. Cette série est également disponible dans une version surchargée « Barbuda Mail ».

• Le Monde des philatélistes de juin. Un bloc de



quatre du 1 F varmillon à l'effigie de Cérès, évac un timbre-bêche, fait le « une » du Monde des philatélistes de juin. Cette pièce, que l'on connaît que deux exemplaires) adjugée pour près de 1 700 000 F fin 1991 au cours d'une vente aux enchères et fait partie de ce que les philatélistes appellent les « variétés », ces déviances d'impression qui donnent parfois

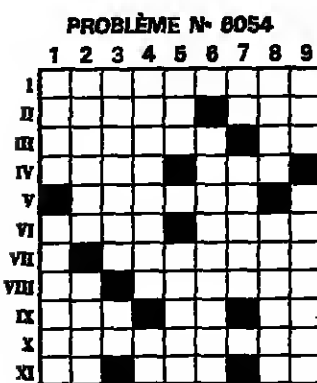
toute leur valeur aux timbres... et auxquels huit pages sont consacrées dans ce numéro. Autres sujets traités: les débuts de la poste aérienne; le tennis à travers les cartes postales; le premier épisode d'une étude sur la Moissonneuse et le Cog de Poulain (le Monde des philatélistes, 80 pages, en vente en kiosques, 25 F).

• Manifestations. - Bureau de poste temporaire, samedi 5 juin, et souvenirs philatéliques à l'occasion de l'exposition « L'île et le chemin de fer, cent cinquante ans de vie commune » dans le grand hall de l'hôtel de ville (G. Oudart, La 4^e Dimension, 38, boulevard Victor-Hugo, 59000 Lille).

Lancement de la nouvelle flamme d'oblitération illustrée du bureau d'Aurillac (13), le 12 juin, et trentième anniversaire du Club teurin aurillacois, avec souvenir philatélique (15 F franco). Commandes auprès du bureau de poste, J. Roux, 13930 Aurillac.

• Dédicace. - Jacques Jubert dédicacera son timbre sur le bicentenaire du Muséum national d'histoire naturelle (le Monde du 28 mai) le samedi 5 juin, de 10 heures à 12 heures, au Muséum.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
1. Quand il est faux, peut se faire des coupures. - II. Jack, pour les Britanniques. - Paa Imprimé. - III. A le bec fin. Terme de mépris. - IV. Au pied des monts Maïra. Un point. - V. Une ville dans sa plaine. - VI. Qui avait peut-être intérêt. Sortit. - VII. Note dans les pieds chauds. - VIII. Pronom. Jour de naissance du para-raux. - IX. Grand nettoyage. Permet de contrôler une pièce cylindrique. Préparation. - X. Représentée au brochant. - XI. Symbole. Service ancien. Pronom.

VERTICALEMENT
1. Peut se faire trait de cabot. Sec quand on l'a dans le bobe. - 2. N'est pas rose, mais n'est pas non plus un âne. Rumine dans les Andes. - 3. Une plante qui aime le froid. Symbole. - 4. Des gens vraiment pas clairs. Jeu. - 5. Pas dans une bibliothèque scientifique. Que l'on a pu transporter. - 6. Sans rien avaler. - 7. Participe. Un homme dévoué. - 8. Corne de la force. Bien mise au point. - 9. Conseil de détente. Élément de cuisine.

Solution du problème n° 6053
Horizontalement
I. Ravisseur. - II. Allénié. - III. Vendetta. - IV. In. Soho. - V. Sc. Se. - VI. Soc. Plee. - VII. Anierocha. - VIII. Mais. - IX. Tue. Servi. - X. Es. Férial. - XI. Sals. Ala.
Verticalement
1. Ravissante. - 2. Alençon. USA. - 3. Vin. Cime. - 4. Aède. Ce. Fi. - 5. Une. Eprie. - 6. Drs. Loser. - 7. Estomac. Ris. - 8. Utah. Cheval. - 9. Ré. Osée. Ille.

GUY BROUTY

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni au palais de l'Élysée, mercredi 2 juin, sous la présidence de François Mitterrand. À l'issue du conseil, le service de presse du premier ministre a diffusé un communiqué, dont voici les principaux extraits:

- Retraites (le Monde du 3 juin)
- Maîtrise des migrations et conditions d'entrée d'accueil et de séjour des étrangers en France. (le Monde du 3 juin)
- Espace économique européen

Le ministre des affaires étrangères a présenté un projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'Espace économique européen et du protocole portant adaptation dudit accord et le ministre délégué aux affaires européennes a présenté un projet de loi portant modification de diverses dispositions pour la mise en œuvre de l'accord sur l'Espace économique européen.

1. L'accord sur l'Espace économique européen a été conclu le 2 mai 1992 à Porto par les États membres de la Communauté européenne, par les États de l'Association européenne de libre-échange et par la Communauté européenne elle-même. Il a été complété par un protocole signé le 17 mars 1993 pour tirer les conséquences du refus de la Suisse de le ratifier.

L'accord organise un vaste marché européen, englobant 360 millions de consommateurs, à l'issue duquel est assurée la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux. Pour ce faire, de nombreuses dispositions communautaires sont étendues aux États

signataires extérieurs à la Communauté européenne.

Une coopération est aussi prévue dans d'autres domaines: la recherche, la protection de l'environnement, le développement, la communication audiovisuelle et le tourisme. Un conseil de l'Espace économique européen, un comité mixte et un comité parlementaire mixte sont mis en place pour veiller à l'application de l'accord.

2. Le projet de loi portant modification de diverses dispositions pour la mise en œuvre de l'accord sur l'Espace économique européen adapte en conséquence notre législation pour tenir compte de l'extension, prévue par cet accord, du champ d'application géographique de nombreux textes communautaires.

• Développement de l'emploi et de l'apprentissage

Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a présenté un projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage.

1. Pour favoriser l'emploi des personnes les moins qualifiées, les charges sociales pesant sur les bas salaires sont allégées. Les cotisations patronales d'allocation familiale sont supprimées pour les salaires compris entre 1 et 1,1 fois le salaire minimum de croissance. Elles sont réduites de moitié pour les salaires compris entre 1,1 et 1,2 fois ce salaire.

Ces mesures représentent une étape de la prise en charge progressive des allocations familiales par l'État.

2. Pour favoriser le recrutement d'apprentis par les entreprises, les modalités de crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage sont améliorées. Pour chaque apprenti embauché en 1993, le crédit d'impôt s'élèvera respectivement à 5 000 et 7 000 francs selon qu'il

s'agit d'une entreprise de plus ou de moins de 50 salariés.

• La politique spatiale

Le ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur a présenté une communication sur la politique spatiale.

Les ministres européens de l'espace se sont réunis à Grenade en novembre 1992. Les décisions prises à cette occasion ont traduit certaines hésitations de l'Europe dans le domaine spatial. Les partenaires de l'agence spatiale européenne ont dû réduire l'importance de certains programmes majeurs.

La France doit montrer sa détermination de participer à une politique spatiale cohérente et convaincre ses partenaires européens d'aller de l'avant.

Les objectifs suivants doivent être poursuivis:

1. La place de l'Europe dans les lancements doit être consolidée. À cette fin, le programme « Ariane 5 » doit être mené à bien. Tous les lanceurs de satellites européens devraient être confiés à ArianeSpace.

2. Les applications des technologies spatiales doivent être développées. Un effort durable est en particulier nécessaire dans les domaines de l'observation et des télécommunications spatiales, dans lesquels une complémentarité doit être dégagée entre les besoins civils et militaires.

3. Les activités de recherche scientifique continueront de faire appel aux technologies de l'espace. Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche fera prochainement des propositions à ce sujet.

4. Le développement des technologies spatiales du futur doit être assuré. Cela suppose un effort soutenu en matière de recherche et de développement dans tous les

domaines dont dépend notre indépendance spatiale.

• La francophonie

Le ministre de la culture et de la francophonie a présenté une communication sur la politique du gouvernement dans le domaine de la francophonie.

La communauté des quarante-sept États ayant en commun l'usage du français constitue pour la France une enceinte privilégiée de dialogue et de coopération.

Les orientations d'une relance de la politique en faveur de la francophonie ont été définies en conséquence.

1. Notre pays cherchera, d'abord, que par le passé, à développer la concertation avec les autres États francophones sur les principales questions internationales.

2. Une attention particulière sera portée à la coopération avec les États au sein desquels le français tient une place particulière, notamment ceux qui sont enclavés dans un environnement linguistique anglophone.

3. La France fera des propositions précises à l'occasion du sommet des États ayant en commun l'usage du français, qui se tiendra en octobre à l'île Maurice, pour développer une coopération multilatérale adaptée aux besoins de nos partenaires.

4. La politique de la langue française est une condition du développement de la francophonie. Un projet de loi relatif à l'usage du français sera mis au point. Une instruction générale du Premier ministre fixera les obligations des fonctionnaires en matière d'usage du français, en particulier dans les enceintes internationales.

La France agit pour que, dans chaque État membre de la Communauté européenne, l'apprentissage des langues des autres États membres soit encouragé.

Le développement des industries de la langue sera favorisé.

CARNET DU Monde

Naissances

Marie TOLEDANO est très heureuse d'annoncer la naissance de sa fille,

Lola,

le 26 mai 1993, chez Daniel et Dany TOLEDANO.

62, rue Ampère,

75011 Paris.

Mariages

Amal SARFATI, Maria LANDAU, Alina SARFATI

Armand OLIVENNES, ont la joie de faire part du mariage de

Romane et Frédéric,

le samedi 5 juin 1993, à Belle-Île-en-Mer.

Décès

On nous prie d'annoncer le décès de

Jean-Claude BARRIÈRE,

dit Daniel Dubert,

survenu le 29 mai 1993.

La levée du corps se fera le lundi 7 juin, à 13 heures, à l'hôpital Pasteur, Paris-15, suivie de l'incinération, à 14 heures, au cimetière du Père-Lachaise, Paris-20.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à l'Institut Pasteur.

15 bis, rue Cauchois,

75018 Paris.

Nos abonnés et nos correspondants, bénéficiant d'une réduction sur les usages du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

LOTTO		MERCREDI 2 JUIN 1993	
1	5	6	36
2	10	15	23
3	20	25	30
4	30	35	40
5	40	45	50
6	50	55	60
7	60	65	70
8	70	75	80
9	80	85	90
10	90	95	100

Ernst Stapel,

son mari, Nica Stapel, sa fille, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Bruxelles, le 27 mai 1993, à l'âge de soixante ans, de

Barbara BELGRAVE.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 3 juin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

85, rue de Tenbosch, B-1050 Bruxelles.

- Ses enfants, Ses petits-enfants, Et sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de la

baronne Chloé de BETHUNE SULLY, « Marie Dominique » en poésie,

survenue à son domicile le 25 mai 1993, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Résidence « Montgomerie », 18, boulevard Grand-Windhoek, 1180 Bruxelles.

- Jean et Michèle Chaze, Stéphane, Monique, Michel d'Arignon, Christine, Cécile, Isabelle, Marie-Andrée et Jean Grall, Marina, Sophie, Elise, Toute la famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Simone CHAZE, chargée de mission pour la santé, survenue le 1^{er} juin 1993.

Office religieux le vendredi 4 juin, à 10 heures, en l'église de Labegude, Aubenas (Ardèche).

- Ivar Ekeland, président de l'université Paris-Dauphine, Hervé Hamon, directeur du département d'éducation permanente, et ses collaborateurs, Ses collègues et amis, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Guy CLÉMENT, ancien directeur adjoint du département d'éducation permanente, survenue le 2 juin 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 4 juin, à 10 heures, en l'église Jeanne-d'Arc, rue Jean-Jaures, Vichy (Allier).

- Le président, Et les membres du conseil d'administration du Syndicat des fabricants d'émulsions routières de bitume, ont la tristesse de faire part du décès de leur président honoraire,

Jean LÉVÊQUE,

survenu le 30 mai 1993.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 4 juin, à 10 h 15, en la paroisse Saint-Charles, rue de Paris, à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne).

SFERRI, 32, Champs-Élysées, 75008 Paris.

- Le président, Et les administrateurs de l'Association technique de la route, ont la tristesse de faire part du décès de leur président honoraire,

Jean LÉVÊQUE,

survenu le 30 mai 1993.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 4 juin, à 10 h 15, en la paroisse Saint-Charles, rue de Paris, à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne).

ATR, 3, rue de Barri, 75008 Paris.

- Les familles Maillot, Nectoux, Lloret, Hemmerlé, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve André MAILLOT, née Michèle Delahaye,

survenue accidentellement le 1^{er} juin 1993.

La cérémonie religieuse aura lieu le 5 juin, à 11 heures, à Naours (Somme).

8, rue des Minis, 89260 Naours.

- Les militants, Les salariés, Les sympathisants, Les femmes et les hommes reçus au Planning familial du Nord, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marguerite SURMON, née Lory, présidente de leur association de 1984 à 1987.

Militante jusqu'au bout. Pensez à elle.

Lille, le 31 mai 1993.

Anniversaires

- Le 6 juin 1993, à la chapelle aux Puits, à 11 heures, l'Association OPA-Oise déposera une palme sur la tombe de

M. René BUREAU,

son fondateur, décédé il y a un an.

Que tous ceux qu'il a aidés se souviennent de sa générosité.

N'oublions pas que c'est lui qui a fait fermer la célèbre décharge d'Hodenc-en-Bry.

- Il y a cinq ans, le 4 juin 1988, Jean-Jacques COGNET-VALIGNAT nous quittait.

Sa présence était telle, sa personnalité si attachante, que son souvenir est intact au-delà de sa famille et de ses amis.

- Il y a deux ans, le 27 mai 1991, Patrice MALTERRE, ingénieur INSEE, rénovateur du tramway en France, nous quittait.

Que ceux qu'il a aidés, ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé, se souviennent.

Qu'ils n'oublient pas son inlassable travail au service des transports urbains.

Communications diverses

- Chrétiens et juifs de France (AJCF), jeudi 10 juin 1993, à 20 h 30, Maison paroissiale, 64, avenue Théophile-Gautier, Paris-16^e: « L'étranger dans la Bible et la tradition juive », par le grand rabbin René-Samuel Sirat.

Soutenances de thèses

- Soutenance, par François Soulagès, de sa thèse de doctorat en philosophie: « Philosophie de la photographie actuelle: commandes, créations, réceptions », vendredi 4 juin 1993, 13 heures, université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, Paris-5, galerie Dumas, salle 117.

Pompes Funèbres Marbrerie

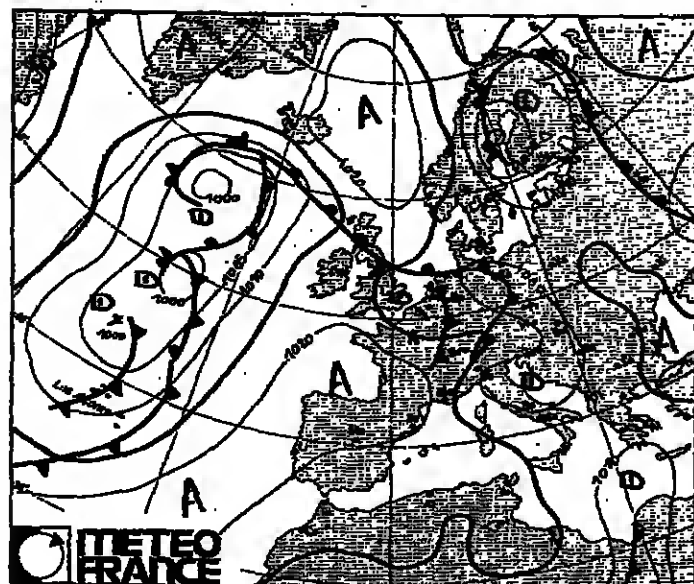
CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

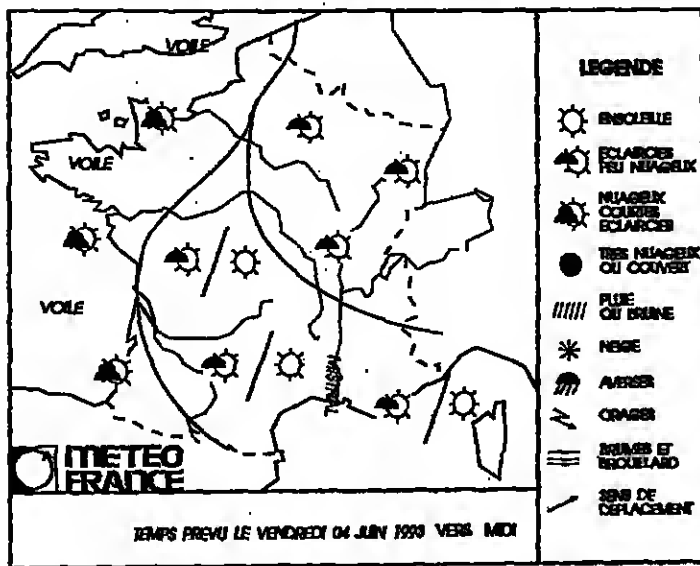
MINITEL par le 11

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3 JUIN A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 4 JUIN 1993



Vendredi : retour du soleil. - Le soleil s'imposera sur toute la France, mais avec plus ou moins de force suivant les régions.

Sur les régions proches de la Manche, de l'Atlantique et dans le Sud-Ouest, il sera parfois contrarié par un voile de nuages élevés. En fin de journée, un orage isolé pourra même se déclarer sur les Pyrénées.

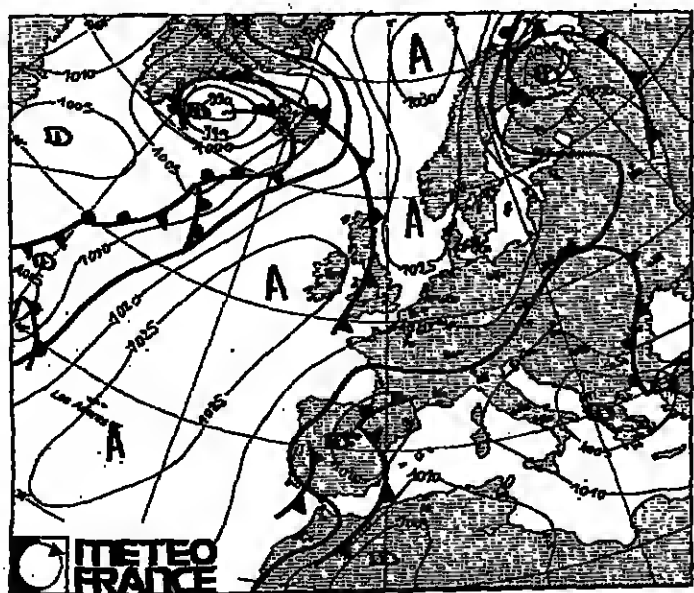
Sur la Nord, Champagne-Ardenne, l'ensemble du Nord-Est, ainsi que la région Rhône-Alpes, il faudra attendre l'après-midi, pour que le soleil s'impose véritablement.

Ce sont les régions méditerranéennes qui, une fois encore, bénéficieront d'un ciel sans nuages.

Sur les régions méditerranéennes, mistral et tramontane faibliront en cours de journée. Sur le reste du pays, il soufflera un vent modéré de nord-est. Les températures seront à la hausse, retrouvant des valeurs de saison.

Les minimales s'élèveront le plus souvent entre 9 et 12 degrés, jusqu'à 16 degrés sur le littoral méditerranéen; les maximales seront voisines de 18 degrés près de la Manche, comprises entre 22 et 26 degrés sur la moitié nord, entre 25 et 28 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 5 JUIN 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observés		le 02-6-1993 à 18 heures TUC et le 03-6-1993 à 0 heures TUC		le 03-6-93	
FRANCE		STASBOURG		MADRID	
ALGER	24 14 N	25 13 C	27 10 D	24 14 N	24 14 N
BARCELONE	23 13 D	24 12 C	25 11 D	23 13 D	23 13 D
BELGRADE	19 12 D	20 11 C	21 10 D	19 12 D	19 12 D
BERLIN	16 8 N	17 7 C	18 6 D	16 8 N	16 8 N
BIRMINGHAM	15 10 C	16 9 C	17 8 D	15 10 C	15 10 C
BOMBAY	29 24 N	30 25 C	31 26 D	29 24 N	29 24 N
BRAZILIA	26 18 N	27 19 C	28 20 D	26 18 N	26 18 N
BUDAPESTE	18 12 D	19 11 C	20 10 D	18 12 D	18 12 D
CHANGHAÏ	22 16 N	23 17 C	24 18 D	22 16 N	22 16 N
CHICAGO	18 12 D	19 11 C	20 10 D	18 12 D	18 12 D
CHONGQING	28 22 N	29 23 C	30 24 D	28 22 N	28 22 N
COPENHAGUE	15 10 C	16 9 C	17 8 D	15 10 C	15 10 C
DALLAS	24 14 N	25 13 C	26 14 D	24 14 N	24 14 N
DARJILING	26 18 N	27 19 C	28 20 D	26 18 N	26 18 N
DENVER	18 12 D	19 11 C	20 10 D	18 12 D	18 12 D
DELHI	32 26 N	33 27 C	34 28 D	32 26 N	32 26 N
GUANGZHOU	28 22 N	29 23 C	30 24 D	28 22 N	28 22 N
HANOI	28 22 N	29 23 C	30 24 D	28 22 N	28 22 N
HONGKONG	28 22 N	29 23 C	30 24 D	28 22 N	28 22 N
KARACHI	30 24 N	31 25 C	32 26 D	30 24 N	30 24 N
KUALA LUMPUR	28 22 N	29 23 C	30 24 D	28 22 N	28 22 N
LAHORE	30 24 N	31 25 C	32 26 D	30 24 N	30 24 N
LONDON	15 10 C	16 9 C	17 8 D	15 10 C	15 10 C
LOS ANGELES	24 14 N	25 13 C	26 14 D	24 14 N	24 14 N
LUXEMBOURG	18 12 D	19 11 C	20 10 D	18 12 D	18 12 D
MADRID	27 10 D	28 11 C	29 12 D	27 10 D	27 10 D
MARSEILLE	23 13 D	24 12 C	25 11 D	23 13 D	23 13 D
MILAN	22 16 N	23 17 C	24 18 D	22 16 N	22 16 N
MONTREAL	17 6 N	18 5 C	19 4 D	17 6 N	17 6 N
MOSCOW	14 4 N	15 3 C	16 2 D	14 4 N	14 4 N
MUMBAI	30 24 N	31 25 C	32 26 D	30 24 N	30 24 N
NEW DELHI	32 26 N	33 27 C	34 28 D	32 26 N	32 26 N
NEW YORK	18 12 D	19 11 C	20 10 D	18 12 D	18 12 D
OSAKA	28 22 N	29 23 C	30 24 D	28 22 N	28 22 N
PARIS	18 12 D	19 11 C	20 10 D	18 12 D	18 12 D
PEKIN	28 22 N	29 23 C	30 24 D	28 22 N	28 22 N
PRAGUE	15 10 C	16 9 C	17 8 D	15 10 C	15 10 C
RANGOON	30 24 N	31 25 C	32 26 D	30 24 N	30 24 N
REIMS	18 12 D	19 11 C	20 10 D	18 12 D	18 12 D
ROME	24 14 N	25 13 C	26 14 D	24 14 N	24 14 N
SARAJEVO	18 12 D	19 11 C	20 10 D	18 12 D	18 12 D
SEATTLE	15 10 C	16 9 C	17 8 D	15 10 C	15 10 C
SINGAPORE	28 22 N	29 23 C	30 24 D	28 22 N	28 22 N
SOFIA	15 10 C	16 9 C	17 8 D	15 10 C	15 10 C
STOCKHOLM	15 10 C	16 9 C	17 8 D	15 10 C	15 10 C
TAIPEI	28 22 N	29 23 C	30 24 D	28 22 N	28 22 N
TOKYO	28 22 N	29 23 C	30 24 D	28 22 N	28 22 N
TORONTO	15 10 C	16 9 C	17 8 D	15 10 C	15 10 C
ULAN BATOR	15 10 C	16 9 C	17 8 D	15 10 C	15 10 C
YOKOHAMA	28 22 N	29 23 C	30 24 D	28 22 N	28 22 N
ZAGREB	15 10 C	16 9 C	17 8 D	15 10 C	15 10 C

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

Insoutenable, comme prévu

VOICI quelques semaines, le petit Stéphane Gaudin, atteint du sida, avait raconté à « Ex Libris » vouloir devenir pilote et, encouragé par PPDA, formé fidèlement mille projets d'avenir microbient. Sans même oser se le formuler à soi-même, on pressentait bien alors que les images de ce combat pathétique avaient pour fonction de rejoindre d'inavouables archives, d'y attendre leur heure, et d'en ressortir, plus fortes, plus émouvantes, plus insoutenables encore, au lendemain de la défaite. Parce que ce combat — et PPDA la savait en encourageant Stéphane — serait perdu, comme celui de Laurent, le petit frère de Stéphane, hémophile lui aussi, dont « Envoyé spécial », l'an dernier, avait diffusé l'agonie filmée par ses parents.

Au début de son journal, PPDA nous apprit la mort de Stéphane. « Sa famille a voulu que tout le monde le sache », se défendit-il d'ambiguë, pour prévenir toutes les critiques. Depuis le début, en effet, la volonté de la famille Gaudin avait forcé la volonté de la télévision, et la nôtre. « Envoyé spécial » devait-il diffuser le terrible reportage ? « Ce sont les parents qui le veulent », se défendaient à l'époque les producteurs, comme si eux-mêmes n'avaient aucun argument à opposer à cette volonté. Comme si, dès lors que les parents le demandaient, la diffusion de la mort de

Laurent allait de soi. Fallait-il inviter Stéphane à « Ex Libris » ou à « Sacré Soirée » ? « Les parents... », se défendirent encore les producteurs.

Au soir de la défaite, les images, comme prévu, ressortirent. Et, comme prévu, insoutenables, nous rappelant que cet enfant, entré ce matin-là dans la douceur de l'ombre, s'était bercé d'espoir jusqu'au dernier instant. « Il faut se battre, il faut s'en sortir », répéta Stéphane, post mortem, à « Ex Libris ». « Il vit avec l'avenir, il n'est pas malade, il vit à part de l'heure », répéta encore son père sur de vieilles bandes de France 2. Mais curieusement, on se sentit moins en colère contre PPDA que le soir d'« Ex Libris ».

Comme si la mort attendue de Stéphane nous transformait tous enfin, les chaînes et nous, diffuseurs et spectateurs mêlés, avec nos motivations glauques et nos malaises intérieurs, en une grande, magnifique famille d'adoption, qui n'avait fait que son devoir. Non, nous n'étions pas des voyeurs. Si nous avions accepté de tenir la main à Stéphane jusqu'au bout sans jamais contredire ses illusions, si nous avions été vaillamment hypocrites, la preuve était désormais fournie, irréfutable, que nous ne faisions qu'exaucer les dernières volontés de cet enfant, qui avait exigé de mourir en direct.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : * signalé dans « le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeu 3 juin

- TF 1**
- 18.50 Magazine : Coucou, c'est nous. Invité : Grèce de Capriani.
- 19.50 Divertissement : La Bébé Show (et à 0.25).
- 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
- FRANCE 3**
- 20.45 La Dernière Séance. 1^{er} film : Rio Lobo. ■■ Film américain de Howard Hawks (1970).
- 21.00 Deasin animé : What Price Freedom. De Tex Avery.
- 23.10 Journal et Météo.
- 23.40 2^e film : La Princesse du Nil. ■■ Film américain de Harmon Jones (1964) (v.o.).
- CANAL PLUS**
- 20.35 Téléfilm : Les Audacieux. D'Armand Mastroianni.
- 22.00 Flash d'informations.
- 22.05 Cinéma : La Bûche des vanités. ■■ Film américain de Brian De Palma (1990) (v.o.).
- ARTE**
- 20.40 Soirée thématique : Un soir au cinéma... d'animation. Soirée proposée par Louisette Nelli.
- 20.45 Cinéma d'animation : Les Aventures secrètes de Tom Thumb. De Dave Borthwick.
- 21.50 Cinéma d'animation : Le Songe d'un homme ridicule. D'Alexandra Petrov.
- 22.45 Cinéma d'animation : The Tune.** De Bill Plymton.
- M 6**
- 20.45 Cinéma : American Graffiti. ■■ Film américain de George Lucas (1973).
- 22.50 Cinéma : Aux portes de l'éu-delà. ■■ Film américain de Stuart Gordon (1988).
- 0.10 Informations : Six minutes première heure.
- 0.20 Magazine : Culture rock. Spécial Johnny Hallyday.
- 0.50 Magazine : Fréquentar.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. Katak, de Karin Serres.
- 21.30 Profils perdus, Asger Jorn (2).
- 22.40 Les Nuits magnétiques.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 27 janvier salle Pleyel) : Le Carnaval romain, ouverture op. 9, de Berlioz ; Concerto pour violoncelle et orchestre n° 1 en la mineur op. 33, de Saint-Saëns ; Symphonie n° 4 en ut mineur op. 43, de Chostakovitch, per l'Orchestra de Paris, dir. Semyon Bychkov ; sol : Misha Maisky, violoncelle.
- 23.09 Ainsi le nuit.
- 0.33 L'Heure bleue.

Vendredi 4 juin

- TF 1**
- 15.20 Série : Hawaii, police d'Etat.
- 16.20 Jeu : Une famille en or.
- 16.40 Club Dorothée.
- 17.50 Série : La Miel et les Abeilles.
- 18.20 Série : Hélène et les garçons.
- 18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Christophe Bourrellet.
- 19.50 Divertissement : La Bébé Show (et à 0.10).
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Divertissement : Histoires d'enfants. Présenté par Roger Zabel.
- 22.35 Magazine : Usuals. Présenté par Nicolas Hulot. Spécial : L'écologie, d'Hugues de Léon. Spécial : L'écologie, de Frédéric Potier. Les hommes-poissone, de Jean Aurenassier. Le saut de l'ange, de Stefano de Benedetti.
- 23.40 Divertissement : Sexy Dingo.
- 0.15 Journal et Météo.
- 0.25 Série : Intrigues.
- FRANCE 2**
- 13.35 Sport : Tennis. Internationaux de France, en direct de Roland-Garros.
- 18.10 Magazine : Giga.
- 19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Négil.
- 20.00 Journal, Côté court. Journal des courses et Météo.
- Devinette : quel est le pays voisin qui a dépenalisé la drogue et qui énerve Pasqua ? ACTUEL de juin**
- 20.50 Téléfilm : L'Amour assésien. D'Elisabeth Rappeneau.
- 22.20 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Invités : Claude Lelouch, réalisateur de Tout va pour pa, Marie-Sophie L. et Fabrice Luchini, interprète du film.
- 23.45 Journal et Météo.
- 0.05 Magazine : Côté court. Présenté par Gérard Holtz.
- FRANCE 3**
- 15.00 Feuilleton : Dynastie.
- 15.50 Série : La croisière s'amusse.
- 18.40 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
- 18.00 Magazine : Une pêche d'antier.
- 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour. Le Masque de l'araignée, de James Patterson.
- 19.00 La 19-20 de l'information. De 19.00 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 Jeu : Huguodétre (et à 20.40).
- 20.15 Divertissement : La Classe.
- 20.45 Magazine : Thalassa. La Danse des vagues.
- 21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Bruno Peyron. États-Unis : le famille bébé cool ; Turquie : le saut des feutours ; Thaïlande : les pentes du Triangle d'or.
- 22.50 Journal et Météo.
- 23.15 Magazine : Le Divan. Invité : Alain Ducasse, cuisinier.
- 23.40 Série : Les Incorruptibles.
- 0.30 Court métrage : Libre court. Le Put 320 décembre, de Marcel Angosto.
- CANAL PLUS**
- 15.40 Le Journal du cinéma.
- 16.05 Cinéma : Coca-Cola Kid. ■■ Film australien de Dusan Makavejev (1985).
- 18.00 Canaille peluche.
- En clair jusqu'à 20.35**
- 19.30 La Top.
- 19.20 Série : Tam Tam.
- 19.22 Magazine : Nulle part ailleurs. Les vingt ans de Libération.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 20.35 Série : Antoine Rives, le juge du terrorisme. DC 10, de Philippe Lafabre.
- 22.05 Documentaire : Les Surprises du sexe. 5. Noces et apprentissages de la vie.
- 22.55 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Les Nuits avec mon ennemi. ■■ Film américain de Joseph Ruben (1990). Avec Julia Roberts.
- 0.35 Cinéma : L'Amour dans de beaux draps. ■■ Film américain de Carl Reiner (1990). Avec Kirstie Alley.
- ARTE**
- 17.00 Téléfilm : Avec amour, Fabia (rediff.).
- 19.00 Magazine : Rencontre. Cécile Ripa de Meana/Bertrand Bonnier.
- 19.30 Documentaire : Palettes. D'Alain Jaubert. Les Allées du souvenir. Les Jardins publics, d'Edouard Vuillard.
- 19.55 Cinédanse : Waterproof. Chorégraphie de Daniel Larrue.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Magazine : Transit. De Daniel Leconte. Spécial Espagne.
- 22.10 ► Magazine : Macadam. Rock à Berlin, l'avant-garde chinoise.
- 23.05 Documentaire : En compagnie de Walter Benjamin. De Henning Burk.
- 0.00 Musique : Montreux Jazz Festival (rediff.).
- 0.30 Cinéma d'animation : Shark. Soliel noir, de Robert Oezel.
- M 6**
- 14.15 Magazine : Destination musique.
- 17.00 Variétés : Multitop.
- 17.30 Série : Les Aventures de Tintin. L'Orléans casse (2 parties).
- 18.00 Série : L'Homme de fer.
- 19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Magazine : Capital.
- 20.45 Téléfilm : L'Enigme du Caire. D'Alan Gint.
- 22.30 Série : Mission impossible.
- 23.25 ► Magazine : Les Enguêtes de Capital. Présenté par Emmanuel Chén.
- 23.50 Magazine : Emotions.
- 0.15 Six minutes première heure.
- 0.25 Magazine : Rapline.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio archives. Saint-John Perse.
- 21.32 Musique : Black and Blue. Le djangoogie. Avec Christian Escoudé.
- 22.40 Les Nuits magnétiques.
- 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Jérôme Thélot.
- 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert. Finlandia, tableau symphonique op. 28. Concerto pour violon et orchestre en ré mineur op. 47, de Sibelius ; Symphonie n° 4 en fa mineur op. 36, de Tchaïkovski, par l'Orchestra national de France, dir. : Vladimir Fedosseiev ; sol : Julien Rachin, violon.
- 23.09 Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct de La Villa à Paris. Invité : Ernie Watts, saxophoniste, André Coccozelli, batterie, Laurent Dewilde, piano et Thomas Branerie, contrebasse.
- 1.05 Papillons de nuit.

Après son adoption en conseil des ministres

Le projet de loi sur l'immigration est vivement dénoncé par les organisations de défense des droits de l'homme

Les organisations antiracistes et de défense des droits de l'homme critiquent vivement le projet de loi sur l'immigration préparé par Charles Pasqua et adopté par le conseil des ministres du mercredi 2 juin (le Monde du 3 juin). Amnesty International a demandé à Edouard Balladur de « ne pas transmettre en l'état » le texte au Parlement, souhaitant l'ouverture d'une concertation préalable avec les associations. L'organisation estime que le projet « tend à remettre gravement en cause » le droit d'asile et « augmente le risque de voir des personnes encourir effectivement des dangers pour leur vie, leur sécurité ou leur liberté, renvoyées vers leur pays d'origine ». Le Service social d'aide aux émigrés (SSAE), qui regroupe notamment des assistants sociaux, exprime « ses inquiétudes » dans une lettre adressée au premier ministre.

Pour le Syndicat de la magistrature (SM), le texte « remet en cause des droits aussi fondamentaux que ceux de vivre en famille, de se marier, d'accéder aux soins et à la protection sociale ». Les magistrats du SM critiquent en particulier la disposition du projet qui vise à permettre au juge pénal de retenir, pendant trois mois, un étranger qui, pour échapper à l'expulsion, présente « des signes de danger ». Cette mesure « aboutira inévitablement, selon le SM, à la mise en place de véritables camps d'internement ».

De son côté, la CFDT qualifie de « discriminatoire » le dispositif du gouvernement qui « sans traiter des problèmes réels, alimente le sentiment déjà trop répandu (...) que les immigrés sont tous des fraudeurs ». Même analyse à l'Association des associations de solidarité

avec les travailleurs immigrés (ASTI) qui dénonce « l'hypocrisie du gouvernement qui sait parfaitement qu'il n'a pas (...) les moyens d'une telle politique » qui « si elle était mise en œuvre, aggraverait encore plus la situation de nombreux pays du Sud ». SOS-Racisme juge que le projet « va à l'encontre de l'intégration » et « remet le destin des familles immigrées (...) entre les mains de la police et de l'administration, sans recours judiciaire » et estime que M. Pasqua « qui a débuté ses fonctions avec la volonté de dialogue, a réussi en quelques semaines, à devenir le ministre des immigrés ». SOS-Racisme appelle à des manifestations le samedi 19 juin.

Du côté des politiques, Jack

Lang a critiqué, mercredi 2 juin, la perspective d'une « immigration zéro » décrite par Charles Pasqua dans les colonnes du Monde. Mais, a déclaré l'ancien ministre, « le gouvernement nous trouvera toujours à ses côtés pour lutter contre l'immigration clandestine » si cela se fait « dans le cadre du respect de la loi et de la Constitution ».

La formule de M. Pasqua sur « l'immigration zéro » s'est cependant pas reprise par son conseiller chargé de l'immigration, Jean-Claude Barreau. Celui-ci, dans un entretien accordé à l'Express du 3 juin, commente curieusement le projet de loi en ces termes : « Pour la première fois, un gouvernement a le courage de rompre avec le mythe de l'immigration zéro ».

Les suites de l'attentat de Solingen

Le SPD critique l'absence du chancelier Kohl lors de l'hommage aux victimes turques

BONN

de notre correspondant

Un dernier hommage devait être rendu, jeudi 3 juin, aux cinq victimes de l'attentat raciste de Solingen avant le rapatriement des corps en Turquie. Plus de cent mille personnes étaient attendues à Cologne, où une cérémonie devait réunir, dans une mosquée, les plus hauts responsables de la communauté turque d'Allemagne. Les ministres

des affaires étrangères et de l'Intérieur de Bonn, Klaus Kinkel et Rudolf Seiters - mais pas le chancelier Kohl, - ainsi que le président de la République, Richard von Weizsäcker, devaient être présents. Ce dernier devait prononcer un discours et attendre sur le thème du racisme et de l'intégration des étrangers en Allemagne.

Pendant toute la journée, les drapeaux des administrations publiques devaient être en berne dans tout le pays. A Cologne, comme à Solingen, où la levée des corps devait avoir lieu en début de matinée, d'importantes mesures de sécurité ont été prises pour éviter d'éventuels débordements de violence.

Mardi soir, à Hambourg, quatre mille manifestants turcs et allemands ont livré une véritable bataille de rue avec les forces de l'ordre. Vingt-neuf policiers ont été blessés, quarante-huit personnes ont été arrêtées. Depuis l'attentat, samedi dernier, les tensions quotidiennes ont provoqué d'importants dégâts matériels dans plusieurs villes d'Allemagne.

L'absence du chancelier Kohl à la cérémonie en l'honneur des victimes turques d'attentat a été vivement critiquée par les sociaux-démocrates et les syndicats. Selon Rudolf Scharping, ministre-président social-démocrate du Land de Rhénanie-Palatinat, « le chancelier Kohl avait pu au moins se rendre aux obsèques en Turquie ». Celles-ci sont prévues vendredi 4 juin, en présence du ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel. Le quotidien de Bonn General Anzeiger remarque à ce propos que la Turquie aurait intérêt « à un geste comparable à la poignée de main de Verdun », geste de réconciliation historique entre François Mitterrand et Helmut Kohl en 1984.

Pour une meilleure intégration

En marge de l'événement, le débat sur une meilleure intégration des étrangers en Allemagne continue. Pour la première fois, des voix isolées s'élèvent au sein du parti chrétien-démocrate au pouvoir pour réclamer l'adoption du principe de la double nationalité dans la loi allemande. Le président de la commission des affaires étrangères au Bundestag, Rudolf Scharping, s'exprime en ce sens dans une interview, paru jeudi matin, dans le quotidien de gauche Die Tageszeitung.

Jusqu'ici seuls les sociaux-démocrates, les Verts et le Parti des libéraux se prononçaient pour cette réforme dans laquelle les autorités d'Ankara voient un moyen efficace pour mieux intégrer les jeunes Turcs nés en Allemagne (et qui représentent plus de la moitié des Turcs, au nombre de 1,8 million, vivant dans le pays). - (Inbrim.)

■ VENEZUELA : élections d'un président intérimaire. Deux semaines après la suspension du président social-démocrate Carlos Andrés Pérez, accusé de détournement de fonds, le Parlement vénézuélien devait désigner, vendredi 4 juin, le président intérimaire qui devrait rester en fonctions jusqu'au 2 février 1994 (terme du mandat de M. Pérez) et organiser les élections de décembre 1993.

Le procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle

Le sourire triste de Samir Traboulsi

Le procès des initiés de l'affaire dite Pechiney s'est ouvert, mercredi 2 juin, devant la 11^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Seul Léo From, cinquante-huit ans, homme d'affaires libanais, manquait à l'appel des neuf prévenus.

Max Théret est arrivé sous la mitraille des paparazzi. Cofondateur de la FNAC, ancien garde du corps de Trotski et amateur de coups en Bourse, ce cardiaque n'avait pas prévu un tel comité de réception. Mais il avait en poche un certificat médical incontestable et incontesté qui lui permit de regagner bien vite des lieux plus calmes.

Homme de goût, Samir Traboulsi avait pour sa part choisi de sourire. Et son sourire fin, presque voilé, a suffi à tenir une souffrance secrète. Arboré comme une permanence, ce sourire triste fut en quelque sorte la seule défense de l'homme d'affaires libanais.

Alain Boublil, lui, s'est pris un air boudeur. Puisse sa humilité et son offenser, il a attendu tout seul, au fond du prétoire, que le tribunal l'appelle pour venir confirmer qu'il s'appelle bien Boublil. Il a spontanément émis de s'asseoir à côté de son ami Traboulsi alors qu'un geste de la présidente l'y invitait. Il a serré son porte-documents contre lui tout au long de l'audience comme s'il endurait un interminable trajet en métro.

D'ailleurs, la première audience d'un procès prévu pour durer plusieurs semaines ressemble toujours à un mauvais voyage. Après des années d'instruction (1989-1993), des dizaines d'interrogatoires désagréables, une accumulation terrifiante de documents (5 700 pages), les avocats de la défense tentant une dernière fois de démontrer que les soupçons qui pèsent contre leurs clients sont dérisoires, voire inaptes. Ils critiquent le juge d'instruction. Le tribunal les écoute d'un air pincé. La substitution du procureur de la République proteste. Et le procès commence.

Le premier, M. Mario Stael s'est indigné de « l'inculpation tardive » de Chantal Ghanem, épouse libanaise et directeur général de la société suisse Socofinance, qui fut le tort de recevoir trop d'appels téléphoniques de Monaco et de New-York et de passer au bon moment un ordre d'achat de 91 000 actions Triangia à un ersatz de banque aux Caraïbes. « Vous plaidez demain qu'il s'est égaré trop tôt, au point qu'il n'aurait jamais dû l'être », rétorqua le substitut Jean-Claude Marin.

Le dernier mot

M. Henri Leduc, s'adressant, au nom de Max Théret, de la validité d'une procédure tout à fait appuyée, selon lui, sur le rapport de la Commission des opérations de Bourse (COB) alors même que cette dernière n'aurait pas été saisie régulièrement. « Vous

oubliez que le réquisitoire introductif est aussi fondé sur des articles de presse », lui fit observer le substitut.

M. Olivier Schnerb reprocha au juge d'instruction Edith Bozette de n'avoir pas émis dans les bureaux du broker londonien Morgan Stanley International les enregistrements des conversations de certains prévenus tout en utilisant certaines de leurs informations à charge. « Je n'ai jamais vu cela », lança-t-il. « Ce sont des bandes de huit heures qui concernent notre affaire et bien d'autres... », hasarda le substitut.

M. Jean Loyrette et Grégoire Triet s'étonnèrent de ce que l'instruction se soit tant intéressée à leur client Samir Traboulsi, qui n'a pas acheté une seule action Triangia, et si peu à Chantal Ghanem, qui fit preuve de boulimie. « On a dit, c'est un marchand de poufs, un homme de main, a déploré M. Loyrette. Pourquoi ce postulat que Khoury n'existe pas ? ». Le procès sera juste et équitable », promit le substitut.

M. Jean-Michel Darrois, avocat at ami d'Alain Boublil, se contenta de regretter que l'en- elen directeur de cabinet du ministre de l'économie et des finances en 1988 ait approuvé l'inculpation dans la presse. « Vous êtes à présent la seule manière pour Alain Boublil de retrouver son honneur », conclut-il. Ce fut le seul à avoir le dernier mot.

L. G.

Devant la Cour d'appel de Lyon

Relaxe pour l'ensemble des anciens dirigeants et syndicalistes de la SCOPD-Manufrance

LYON

de notre bureau régional

La septième chambre de la Cour d'appel de Lyon a prononcé, mercredi 2 juin, un arrêt alléguant considérablement les peines infligées, en première instance, aux anciens dirigeants et syndicalistes CGT de la coopérative de production et de distribution SCOPD-Manufrance. Ces militants étaient poursuivis pour différents abus de

biens sociaux, vols ou recels, en particulier ceux concernant six mille fusils de chasse et armes de poing, qui furent restitués dans des circonstances troubles (le Monde du 3 avril).

En première instance, ils avaient été condamnés par le tribunal de Saint-Etienne à un total de trente-six années de détention, dont vingt-deux avec sursis, et 35 millions de francs de réparations de préjudices divers. En appel, le substitut général, Didier Boocod-Gidod, avait demandé une échelle de peines dont le plus haut barreau fut au-dessus des seuils définis par la loi du 20 juillet 1988, pour que les syndicalistes puissent bénéficier de l'amnistie prévue à ce titre, ayant agi en vue de la défense de l'emploi au sein de la défunte coopérative. La Cour d'appel a confirmé la peine d'une année d'emprisonnement avec sursis infligée à trois Stéphanois, dont il est apparu à l'audience qu'ils ont sciemment recélé cinq prototypes d'armes et une carabine. Le sursis est accordé pour l'ensemble de la peine de dix-huit mois d'emprisonnement, d'abord prononcée contre un quatrième recel, installé dans la région parisienne, qui reconnaît avoir détenu vingt-sept fusils de chasse, cinq revolvers et une carabine.

Cependant, l'ensemble des dirigeants de l'ancienne SCOPD sont purement et simplement relaxés, ainsi que le secrétaire de l'Union départementale CGT de la Loire, Jackie Teillol, encore en fonctions. L'audience du 31 mars avait été précédée d'une impressionnante manifestation, qui avait réuni cinquante mille personnes dans les rues de Lyon. La décision de la Cour d'appel a été saluée comme une « victoire ». Selon Louis Vannet, secrétaire général de la CGT, « il s'est vérifié qu'en matière de conflits du travail, le droit est fonction des rapports de forces ».

J. de la G.

G. B.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Le commerce extérieur de la France

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

Thomson-CSF pourrait céder 12 % de sa participation dans Altus Finance au Crédit lyonnais

Thomson-CSF serait en train de négocier la cession au Crédit lyonnais de 12 % du capital d'Altus Finance, dont il possède au total 32 %. Altus Finance, détenu à 68 % par le Lyonnais, est l'ancêtre filiale bancaire de Thomson.

Un accord conclu en 1989 au moment de la cession d'Altus prévoyait de porter la participation du Lyonnais à 80 % avant la fin du mois de juin 1993. Le groupe dirigé par Alain Gomez échangeait ces 12 % dans Altus contre une montée en puissance dans le capital du Lyonnais, dont il détient 15 %, ce qui renforcerait sensiblement les fonds propres de la banque. La transaction pourrait même porter sur l'ensemble de la participation de Thomson.

GLOBE
Hebdo
15-25 ans...
Mais où est passée la révolte?

Le mercredi 15F

SOMMAIRE

DÉBATS

L'opposition en Serbie : « Préparons-nous », par Ivan Djuric... 17
Peut-on sauver l'Europe ? par Zerkko Papic... 18
L'Espagne désenchantée : III... 18
Rovanches catalanes... 18
Election présidentielle au Burundi : victoire inattendue de Melchior Ndadaye... 18
Afrique du Sud : Winnie Mandela échappe à la prison... 18
Le sommet franco-allemand de Beaune... 18
Cambridge : l'ONU demande le respect du résultat des élections... 18

ÉTRANGER

La France et l'Allemagne ont officiellement mis un terme à leurs divergences sur la Bosnie... 3
L'Espagne désenchantée : III... 18
Rovanches catalanes... 18
Election présidentielle au Burundi : victoire inattendue de Melchior Ndadaye... 18
Afrique du Sud : Winnie Mandela échappe à la prison... 18
Le sommet franco-allemand de Beaune... 18
Cambridge : l'ONU demande le respect du résultat des élections... 18

POLITIQUE

Edouard Balladur invite la majorité à respecter la « charte » passée avec le pays... 9

SOCIÉTÉ

Le renvoi de Paul Tourvier devant la cour d'assises des Yvelines... 10
L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris... 10
La nouvelle affaire des fuites... 11
Tchernobyl : les internationaux de France... 12

CULTURE

Opéra à Amsterdam : la Pellicia à double sens de Peter Sellars... 13
Musée de New-York, finalement... 13
Théâtre en mai : expériences et métamorphoses... 15

ÉCONOMIE

Le plan anti-chômage au conseil des ministres... 17

Le rapport du sénateur Jean Arthuis sur les délocalisations... 17
British Telecom et MCI scellent l'alliance du siècle dans les télécommunications... 18
La baisse des prix du mètre carré à Paris... 18
Vie des entreprises... 20

COMMUNICATION

Un entretien avec Daniel Toscani du Plarlier... 19

LE MONDE DES LIVRES

« Morinisme » ou barbarie : Histoires littéraires, par François Bort... 25
« La ronde des ébènes » : Femmes : le retour de l'ébon... 25
« Sortilèges israéliens » : Le feuilleton de Pierre Lepape : « Humoristes et badernes » : Les contradictions de Meredith... 25 à 34

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 20
Cartes... 22
Expositions... 16
Loto... 22
Marchés financiers... 20 et 21
Météorologie... 23
Mots croisés... 22
Philatélie... 22
Radio-télévision... 23

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » folioté 25 à 34

Le numéro de « Monde » daté 3 juin 1993 a été tiré à 472 631 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sans visa » : Printemps en clair-obscur à Erevan

L'Arménie devenue indépendante vient de vivre deux hivers sans électricité. Sans énergie, comment faire vivre un pays qui doit se reconstruire ? Sans trouver le chemin des négociations pour mettre fin au conflit du Karabakh, comment assurer la survie d'une nation en péril ? L'Arménie de la France a été consacrée par un traité signé à Paris le 12 mars : elle ne sera pas de trop pour obtenir ce qu'aspirent les Arméniens : la paix avant l'été.

Espace européen : le choc de Solingen

La communauté turque d'Allemagne est sous le choc de l'incendie criminel de Solingen qui a fait cinq morts. Depuis le XVI^e siècle, Germains et Ottomans poursuivent un dialogue difficile. Dimanche, les Italiens votent pour les élections municipales ; pour la première fois, les maires seront désignés au suffrage universel direct.

هنا نحن الكمال

Le Monde DES LIVRES

« Morinisme » ou barbarie

Pour préserver l'espoir d'un monde moins inhumain, Edgar Morin propose son « Évangile de perdition »
Il n'a plus pour fin le salut, mais la fraternité

TERRE-PATRIE
d'Edgar Morin
et Anne-Brigitte Kern
Seuil, 217 p., 120 F.

« Les idées qui semblaient les plus certaines sur la nature de l'univers, sur la nature de la vie et sur la nature même de l'homme sont renversées, à partir des progrès des sciences. Des progrès révolutionnants permettent l'émergence d'une nouvelle conscience planétaire. En soi, ce constat peut paraître aujourd'hui banal. Sauf que l'auteur de ces lignes, par son œuvre, et la médiatisation de celle-ci, notamment dans nos colonnes, par son souci constant d'interpeller le présent, est de ceux qui ont contribué à cette banalisation. Pour qui est familier de cette réflexion qui tente constamment de tout penser ensemble, et qui s'arme sans cesse, intellectuellement et moralement, pour résister à la barbarie toujours renaissante, ce livre d'Edgar Morin n'est pas neuf.

L'auteur a, en effet, entamé son combat dans la Résistance, aux côtés des communistes, au temps de Stalingrad, parce qu'il fallait gagner contre la barbarie. Et récemment, en 1990, *Un nouveau commencement*, bilan de notre fin de siècle, invitait à sortir de la « préhistoire de l'esprit humain » dans laquelle, selon Edgar Morin, nous patissons encore (1). Mais, s'il n'est pas vraiment neuf, ce livre — rédigé en collaboration avec Anne-Brigitte Kern — est vivifiant, tonique, dynamique.

L'achèvement d'une époque

Car il nous arme contre la dépression nerveuse collective de nos sociétés. Il nous permet d'apprécier tous les bénéfices que l'on peut retirer de cette démarche de pensée qui « accepte le dialogue avec ce qui la contredit et accepte de se modifier si l'expérience historique le demande ».

Au point de départ, donc, ce constat : avec les premiers pas sur la Lune s'est achevée, en 1969, l'époque ouverte en 1492 par Christophe Colomb. Nous n'avons plus d'espace terrestre à découvrir. Nous n'avons qu'une



Edgar Morin : « Une religion qui assumerait l'incertitude ».

chose, et une seule, en commun : cette « terre-patrie » que nous habitons. Or, au moment où nous comprenons cette situation, nous sommes en même temps privés, affirme Edgar Morin, de toute perspective de salut, terrestre ou céleste. La question est alors de savoir si la fin de « l'illusion d'un monde meilleur » nous prive, aussi, de l'espérance. Abandonner l'idée d'une histoire « providentielle », cela entraîne-t-il de renoncer à l'espoir d'une émancipation humaine ? Pour préserver l'horizon, non d'un âge d'or, mais d'un monde moins inhumain, Edgar Morin propose son *Évangile de la perdition*. Ce n'est ni plus ni moins qu'une sorte de

religion — au sens originaire du terme : relier. Elle n'aurait plus pour fin le salut, mais la fraternité. Ce serait « une religion qui assumerait l'incertitude », une religion « ouverte sur l'abîme ». Ayant accepté la « mauvaise nouvelle » de la perdition, nous serions à même de profiter de la « bonne nouvelle » : nous avons une maison commune, la planète Terre.

Pour faire tout ou partie de ce chemin, il faut accepter l'idée d'une réforme de la pensée. Car, eux yeux d'Edgar Morin — c'est le point fort de sa démonstration — il n'y a pas de pensée qui corresponde vraiment à la nouvelle ère planétaire. Parce que nous continuons d'apprendre à

segmenter, séparer, compartimenter, isoler, là où il faudrait relier les connaissances. Nous osons toujours notre humanité « de façon insulaire » et sommes incapables de « réfléchir sur notre destin physique et terrestre ». « Nous n'avons pas encore, écrit-il, tiré les conséquences de la situation marginale, périphérique de notre planète perdue, et de notre situation sur cette planète. » Si nous osons, complions pas cette nécessaire révolution mentale, si cette prise de conscience de la communauté de destin terrestre qu'il appelle de ses vœux tarde, alors reviendra le temps de la barbarie.

« Morinisme » ou barbarie. Tel est bien, au fond, son propos. Il y a trente ans, il avait côtoyé les anciens trotskistes qui, autour de Cornelius Castoriadis et Claude Lefort avaient fondé « Socialisme ou barbarie ». Car cet intellectuel profondément engagé dans la cité ne fait pas suffisamment école, du moins en France : penseur solitaire, il trace sa route à l'écart. Mais s'il est tellement attachant, et passionnant, c'est qu'il prend vraiment le risque d'être un intellectuel. Ainsi rend-il toujours compte de son évolution.

Il explique l'homme qu'il a été : « viré » très tôt (en 1951) du PCF par celle qu'il surnommait « la Wolkrye aux yeux bleus » (Annie Kriegel), il a publié sans tarder son *Autocritique*. Il a su dire l'homme qu'il est devenu, refusant d'être classé, catalogué, et voulant — au gré d'un des scientifiques — tout saisir, tout relier, tout comprendre. « La pensée parcellaire régnante rend incapable de globaliser les problèmes, écrit-il encore, comme elle rend incapable de distinguer les problèmes fondamentaux de l'humanité de ses problèmes particuliers. » S'il est vrai que nous ne pouvons ni ne devons plus croire que toutes les avancées de la science sont positives, de même il nous faut, grâce à une pensée globale, résister aux « régressions démocratiques » que font peser les penseurs parcellaires — à ses yeux, les technocrates, les « éconocrates », sous sa plume.

Le défi de chaque citoyen

Sans doute lui reprochera-t-on de prêcher sans donner aucune clé pour l'action, mais il aura beau jeu de répondre que tel n'est pas son rôle et que s'engager dans cette voie l'amènerait sur les rives de cette pensée mutilante, éloignée et réductrice qu'il combat. Sans doute pourrait-on aussi lui faire grief, à lui qui a tant le sentiment d'inventer et de forger une pensée unique, de trop fuir le dialogue avec les autres et les pensées des autres, préférant nous renvoyer sans cesse à Pascal (« Toutes choses sont à la fois causées et causantes ») en oubliant d'autres filiations dont il est, sinon l'héritier direct, du moins le continuateur — on pense notamment aux divers marxismes critiques et humanistes.

Mais qui ne voit que le défi qu'il s'est lancé à lui-même — distinguer le fondamental du particulier, transformer l'explicite en conscience — est celui que chaque citoyen doit relever ? Comment ne pas discerner dans sa puissance volontaire de tout embrasser, l'exigence citoyenne moderne ? Comment, dès lors, ne pas être attentif à celui qui revendique, haut et fort, le beau mot de « cosmopolite » ? Il montre aussi que ce cosmopolitisme et le patriotisme, loin de s'opposer, s'accroissent et correspondent au génie français : ou, si l'on préfère, à « une certaine idée de la France ». Au moment où cette idée s'éloigne.

Jean-Marie Colombani

(1) Un nouveau commencement, d'Edgar Morin, Grail, Bouché et Mauro Ceruti, Seuil (1991). Voir également *Arguments pour une méthode*, compte rendu du colloque de Cerisy, Seuil (1990).

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

La ronde des abbés

La littérature française a rassemblé souvent à une ronde des abbés, de cour et de cœur : Retz, Prevost, Bernis... Ferdinand Galiani était l'un d'eux. Italien, il écrivait très bien dans notre langue. Après dix ans sur les bords de Seine comme secrétaire d'ambassade, il fut malencontreusement rappelé dans son pays. « Le jour le plus noir de ma vie », disait-il. Sans doute. Mais sans ce rappel, peut-être n'aurions-nous pas eu l'abondante correspondance qu'il échangea avec son amie Louise d'Épinay à partir de juillet 1769. C'est été grand dommage.

Page 26

DOCUMENTS

Femmes : le retour de bâton

« La vérité, c'est que nous assistons depuis dix ans à une revanche, à une puissance contre-offensive pour annihiler les droits des femmes. » Ainsi parle Susan Faludi, l'auteur de *Backlash*, une grosse enquête, sérieuse et passionnante, sur la situation des femmes aux États-Unis. Ce printemps, plusieurs livres viennent, d'ailleurs, opportunément rappeler que s'il est, pour beaucoup, « ringard » de parler de féminisme, le débat n'est pourtant pas clos.

Pages 30 et 31

LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

Humoristes et badernes

C'est entendu, Saki, Ronald Firbank, Edward Frederic Benson, Pelham Grenville Wodehouse ou Evelyn Waugh, ces vilains petits canards anglais, font rire. Irrésistiblement, jusqu'aux larmes. Mais il y a de la rage nihiliste dans ce comique-là. On rit comme on plétine, comme on lacère. C'est qu'il y a souvent bien de la colère et de la souffrance derrière ces tempêtes d'hilarité féroce. Si Waugh est désolant, c'est parce qu'il est exaspéré par son époque et par son pays. Et Saki parce qu'il règle les comptes d'une enfance saccagée.

Page 34

Le mystère de la chambre noire

LA MÉMOIRE AIME CHASSER DANS LE NOIR
de Gérard Macé
Gallimard, 110 p., 80 F.

C'est d'abord autour de la photographie que se tisse, en fragments songeurs, la méditation de Gérard Macé. Photos de proches, de morts désormais silencieux dans le « grand sommeil », portraits enlignés de poètes surréalistes, visages de Baudelaire et de Rimbaud, à jamais fixés par Nadar et Carjat : ces portraits « véridiques et cruels » ont, selon Macé, succédé aux miroirs magiques des contes et aux reflets des eaux dormantes. Comme Nerval écrivait : « Je suis l'autre » sur la photographie de Nadar, on hésite parfois à se reconnaître dans des images de soi-même à la fois ressemblantes et troublantes, dans des « mites transparentes sur du papier glacé », qui proposent un leur d'éternité.

Si les photographies aquatiques, avec leur aspect improba-

ble et tremblé, s'apparentent particulièrement aux images de rêve se formant lorsque le dormeur flotte « entre deux eaux », plus d'une analogie unit le mystère de la chambre noire, qui donna accès à un royaume de simulacres, et l'inquiétante étrangeté de la « chambre des songes », d'où surgissent des visions fragiles comme des papillons.

« Le rêveur en vieux français fut d'abord un vagabond, un rôdeur qui dormait à la belle étoile sans s'inquiéter de la clé des songes. Et le rêve un vieil impôt sur les marchandises qui sortaient du royaume. Du royaume de la nuit nous rapportons des souvenirs en fraude, mais nous laissons à l'octroi du jour la majeure partie du butin. »

Du chant nocturne de la mémoire naît une « rime assourdie », une variation sur des « motifs » qui courent de l'une à l'autre de ces courtes proses, et de l'un à l'autre des quatorze petits livres de Gérard Macé, leur donnant leur singulier pouvoir de

suggestion. Ainsi les derniers textes de *La mémoire aime chasser dans le noir* recomposent, leur donnant une résonance nouvelle, les éléments disséminés dans le livre.

« Il y avait là de quoi faire un poète et je ne suis qu'un rêveur en prose », dit une citation de Nerval placée en exergue. Se retourner sur les rêves, les interpréter, c'est, selon Macé, les soumettre au danger d'une clarté trop vive — comme si on effaçait des images photographiques, en nuirait trop tôt la chambre noire, comme si on profanait des sarcophages, en les livrant à la violence du jour.

« Séparés des choses comme le langage qui bourdonne à nos oreilles ou comme le papillon qui vole au hasard dans le grand hôtel de l'univers, nous regardons par la trouée de la serrure en guettant une étoile qui serait la nôtre, une lampe éteinte qui brille encore dans la mémoire afin d'éclairer le lit défait des origines. »

Monique Petitillon

Plus qu'une chronique, mieux qu'une saga.

le roman de Liliane Sichler

est une méditation sur l'exil.

Alain Peyrefitte de l'Académie française.
L'Événement du Jeudi

LILIANE SICHLER
LA CHINOISE DU PACIFIC RAILWAY
ROMAN

Grasset

Liliane Sichler

La Chinoise du Pacific Railway
roman

Un écrivain d'ailleurs

« Redonner au monde sa valeur d'énigme », c'est le rôle qu'assigne Bernard Lamarche-Vadel à la littérature

VÉTÉRINAIRES
de Bernard Lamarche-Vadel.
Gallimard, coll. « L'Infini »,
152 p., 75 F.

De la contemplation simple d'un feuillage au ricanement flegmatique devant l'imposant protoscole, institutionnel de l'Union des vétérinaires, il y a le monde de Bernard Lamarche-Vadel. Un monde qui n'est peut-être, qui sait, qu'un constat du monde tel qu'il est. Un monde où les « vétérinaires » sont au pluriel, comme si, tel M. Jourdain, nous « faisons » tous vétérinaires sans le savoir, en exerçant cette incroyable puissance de vie et de mort.

Regardez l'immeuble archi-cossu de l'Union des vétérinaires, et demandez-vous à qui profite le crime : pour le vétérinaire (n'y voir qu'un symbole !), la mort est un filon qui rapporte. Le vétérinaire a toujours comme solution à son impuissance, à son impuissance, une bonne dose de strychnine entre les vertèbres. Il « pique » avec, pour lui, ce droit privé, presque institutionnalisé, quotidien et banal, de décider la mort. Un habitué du sacrifice.

Bernard Lamarche-Vadel, lui, est un homme du regard. Marchand de tableaux, auteur de poèmes, de nouvelles, mais surtout d'essais critiques sur la peinture, il écrit son premier roman, *Vétérinaires*, à quarante ans. « Je suis venu au roman », explique-t-il, par goût pour l'architecture. Je voulais construire avec ce que j'observe, aller à la rencontre de quelque chose qui me dépasse et qui représente une énigme d'abord pour moi.

« Je serai vétérinaire »

L'écrivain regarde, contemple, rebâtit chaque sensation, décrit chaque touche du tableau qu'il a construit avec le scrupule presque maniaque d'un chirurgien, dans la lignée de ces écrivains-médicins, de Rabelais à Céline : les berges de la Marne, les feuilles des arbres en automne, les embarcadères, l'hôpital, la cimetière, l'étrange ami menuisier et peintre, les doctresses africaines, les chiennes Fifi et Lulu et leurs « arrière-trains souffrants », les livres de la femme, les chiens, les chevaux, les vétérinaires, la strychnine qui se dissémine, la dernière convulsion des corps, la lèvre pleine de sang, et encore les chiens, et encore les vétérinaires, et l'Union des vétérinaires, et le vénérable CCDCACRR (Cinquième congrès des dentistes catholiques collabataires amateurs de chiens de race régionalisés), spectacle comique d'un « gigantesque bouquet de truffes éclores au sommet des chiens ».

Autant d'archétypes, autant de signes, autant de pistes lancées comme des énigmes, autant d'ai-



Bernard Lamarche-Vadel : étrange.

guilles fichées sur le dos de l'humanité, avec une violence que seul le sourire parvient à dissimuler. Au centre, il y a Paul Mours, aspirant vétérinaire malgré lui, et son frère aîné, vétérinaire accompli sans l'avoir autrement décidé, tous deux pris en flagrant délit de passivité dans le courant de leur destin naturel, obéissant à une nécessité venue d'en haut : « Je serai vétérinaire était l'exercice de ma vie. » Les personnages n'existent que dans le regard des autres, et par l'intermédiaire des chiens, les chiens que l'on soigne et que l'on tue, et qui créent les liens. Et si seule la mort faisait les liens entre les hommes ? Et si trop de liens menaient à la mort ? semble dire Lamarche-Vadel.

Tout commence par la solitude et la contemplation scrupuleuse de la nature. Tout finit dans le cauchemar de la communauté, ridiculement figée dans la bonfonnerie criarde et lyrique de l'Union des vétérinaires et de son immeuble cossu, dans sa bêtise, ses honneurs dorsoires et ses consécérations farfelues. Oui, « le monde est plein de malchances », on n'échappe pas au processus irréversible de la défaillance et de la mort. Paul Mours, étudiant languoureux à l'École de Maisons-Alfort, court après le modèle de son frère, président de l'Union, et finit dans la consécration ultime, à la tête du CCDCACRR... mais le visage ravagé par le coup de sabot d'un

cheval, en fauteuil d'infirme et devant son portrait « en chien », selon la coutume qui frappe l'absolu, dans *Vétérinaires*, La violence, dans *Vétérinaires*,

est d'autant plus dense qu'elle s'enfuit sous un sourire. Les phrases, dénuées, hybrides, habitées sans hasard, frappent par nécessité, comme si elles étaient elles-mêmes le regard qui juge. En vrai écrivain, Bernard Lamarche-Vadel aborde les énigmes essentielles, le sentiment de l'humain, la contemplation aimable d'un monde précipité dans le tragique, et la fatalité quotidienne de cette reconnaissance.

« Pacte diabolique »

Sous le sourire ou la jubilation cruelle à désigner le ridicule et à nous faire partager le même rire glacé, il y a du Pascal chez Lamarche-Vadel, mais aussi une sorte d'aspiration antilibertine qui l'apparente aux grands Slaves. Cet écrivain, profondément étranger (étranger ?), à l'air de venir d'ailleurs. Rien d'étonnant à ce qu'il s'inscrive en faux contre la littérature occidentale d'aujourd'hui, contre « son caractère élitiste, son pacte diabolique et antilibertaire avec les sciences humaines. La littérature doit redonner au monde sa valeur d'énigme, au lieu de chercher à l'expliquer. Tout le monde explique. La société, du professeur au voyageur de commerce, est dans l'explication. Reconnaître le mystère, c'est là la position vraie, sincère et juste, c'est le rôle de l'artiste. »

Marion Van Renterghem

L'homme-prison

DES CHOSES IDIOTES ET DOUCES
de Frédéric Beyer.
POL, 218 p., 105 F.

Qu'est-ce sorti de prison ? Un moment d'euphorie ou d'angoisse ? C'est à cette question que répond le livre de Frédéric Beyer, qui avait déjà décrit l'expérience de l'enfermement dans *En prison* (1), son précédent roman. Cady a peur, en apprenant sa libération imminente. Prostré dans sa cellule, il voudrait retarder le plus possible cette échéance, tant la détention a abîmé ses nerfs, carrompu sa volonté et tué en lui l'orgueil élémentaire de la vie : il n'a plus le courage du monde. Fidèle à sa méthode extrêmement rigoureuse qui exclut la moindre folklore carcéral, s'interdit toute théatralisation naïve et crée un espace ébauché plus apte à cerner l'isolement mental de son personnage, Frédéric Beyer se livre à une étude, aride et euerbe, du dénuement anticipé d'un détenu qui veut « rester dans l'oubli ».

« Comment ferai-je pour vivre sans les murs ? », dit Cady à l'éducateur Tom qui — dans la période transitoire où il est transféré dans un quartier de semi-liberté avant d'accomplir son stage de réinsertion — l'aide à « s'essayer au monde », à retrouver l'accès au « présent simple et spontané », à s'accommoder à nouveau aux magasins, aux rues, aux crépuscules bondés d'hommes et de femmes dont il n'a pas effleuré la main. Mais au cours de ces missions d'acclimatation dont il a la

responsabilité, Tom ne parvient pas à provoquer le corps engourdi de Cady, à briser sa résistance effarouchée, à lui faire goûter « l'inconscience d'être libre ». Il se laisse peu à peu — et c'est le deuxième versant du livre insidieusement pathétique — contaminer par l'effondrement étiologique de son compagnon, devient le proie d'une tristesse écrasante à force de traîner « cet enfant de fente » qui ne sait dans quel coin du monde poser sa peur et sa fatigue.

Mais cette perméabilité de Tom, qui tente, en vain, de se prémunir contre sa propre compassion en se persuadant qu'elle s'exerce toujours « aux limites du dégoût », est en fait un désir d'identification : l'éducateur, emporté par cet élan de « solidarité absolue » évoqué par Frédéric Beyer dans l'essai qu'il consacre parallèlement à Dosztoevski (2), veut, au moins une fois, saisir intimement, vivre ce qu'est et restera un détenu. Le romancier rend fascinante cette transformation en décrivant scrupuleusement tous les gestes affrétés de Tom, en suivant les étapes de sa dérive et de son « envie de sombrer » lorsqu'il finit par accepter d'héberger Cady. Le roman s'achève sur le récit de cette chute en duo — dans le style neutre de constat glacé économe de l'inductibilité — de Tom et de Cady qui recréent dans l'appartement les conditions carcérales, très loin des « choses idiotes et douces » de l'existence qu'ils n'ont même plus envie de rejoindre.

Jean-Noël Pancrazi

(1) POL, 1992

(2) *Comprendre et compatir, lectures de Dosztoevski*, POL, 173 p., 115 F.

L'académicien, l'éditeur et le truand

Organisant la rencontre de la pègre et de l'intelligentsia Jean Dutourd s'encanaille à l'imparfait du subjonctif

L'ASSASSIN
de Jean Dutourd.
Flammarion, 309 p., 120 F.

Dans son précédent roman, *Portraits de femmes*, Jean Dutourd s'ébrouait parmi ses pairs : on y voyait un médiocre écrivain entrer à l'Académie grâce à la toute-puissance des femmes. Aujourd'hui, il nous entraîne dans le monde des truands, qu'il met en rapport avec celui de l'édition parisienne.

La rencontre entre la pègre et l'intelligentsia lui paraît typique de notre époque, où les criminels sont devenus « des vedettes aussi célèbres que les acteurs et les chanteurs ». La « sensibilité révolutionnaire » voit en eux des insurgés contre une société injuste dont ils seraient victimes. La presse et l'édition, au nom du « préjugé démocratique », s'empressent de leur donner la parole, jouant en fait sur le goût enfantin

du public pour les « marginaux ». Les bandes y contractent des ambitions littéraires. Leurs confessions se multiplient, où parfois éclatent un génie poétique (Jean Genêt) ou un légendaire succès de librairie (*Papillon*).

Tel est le constat dressé par Jean Dutourd, sous lequel perce son habituel acte d'accusation contre les intellectuels de gauche. Pour démontrer leur joberie, il imagine des personnages qu'il estime représentatifs, les pousse à la caricature et les lance dans une histoire qu'il s'ingénie à rendre plausible en empruntant des éléments à nos annales du crime et à nos faits divers. Nous ne sommes pas loin du roman à thèse, mais la satire procède-t-elle autrement ?

Jeu d'opposition

Au centre, un gangster de haut vol, « l'ennemi public numéro un », recherché par toutes les polices. Non, il ne s'appelle pas Mesrine, mais Rosine, par tendre inflexion. Il a au moins dix ou douze cadavres à son actif. Face à ce bandit flamboyant, la victime. Ce sera l'éditeur. Il est cupide, avare et lâche. Pour faire un coup, il se met en tête de publier les Mémoires de Rosine, mais il a vué le truand et lui propose un marché.

Les pourparlers sont à reprendre. Ils font surgir deux autres marginaux qui augmentent beaucoup la charge comique du livre. L'un est un « réfugié artistique » veou de l'Est. Il connaît celui qui pourra toucher Rosine. C'est un philosophe, ancien compagnon de route des rebelles algériens. Grâce à lui, les Mémoires du bandit, pourvus d'un contrat mirobolant, arrivent aux éditions Marcousis, mais pas seuls. Le « réfugié artistique » a su, lui aussi, extorquer un contrat plus modeste pour le livre qu'il écrit, dont on n'attend rien de bon. C'est alors que sur un malentendu, ressort dramatique par excellence, l'action proprement dite s'encolche. Mais nous sommes aux deux tiers du roman.

L'histoire, si bien ficelée soit-elle, ne constitue pas l'intérêt principal du livre. Il est dans le jeu d'oppositions et de contrastes que l'auteur s'amuse à monter : entre les personnages, entre les milieux, entre la cruauté des événements et la bonne humeur qui préside au récit, entre le récit lui-même, filé au passé simple, et les péripéties qui s'y succèdent, enfin, et surtout, entre le genre, le

sujet du roman et sa forme. On s'attend à une série noire. C'est un roman balzacien qu'on trouve, où domine l'analyse psychologique.

Les acteurs sont saisis dans leur façon de s'habiller, de parler, mais Jean Dutourd se promène surtout dans leurs cervelles, traduisant en discours indirect leurs rêves, leurs calculs, craintes, supputations. Il leur prête ainsi sa langue élégante, précise, classique. Premier contraste. Puis il insère dans cet écriin choisi des mots, des expres-

sions qui appartiennent en propre au vocabulaire de ses personnages : bribes de langue verte, jargon philosophique mêlé de grossièretés, salin enrichi de proverbes moldo-valaques. Ces perles détonnent si fort qu'elles ont un effet comique irrésistible.

Plus qu'une aventure, plus qu'une critique sociale, *L'Assassin* est un brillant exercice de style. Quand Jean Dutourd s'encanaille, c'est à l'imparfait du subjonctif.

Jacqueline Piatier

Exercices d'admiration

« AUTOUR D'EUX LA VIE SACRÉE DANS SA FRATERNITÉ ÉMOUVANTE... »
de Jean-Paul Michel.
Ed. William Blake & Co.
(BP 4, 33037 Bordeaux Cedex),
110 p., 88 F.

« Admiration et circonspection » : le sous-titre du livre de Jean-Paul Michel, lui-même animateur, depuis 1970, de la maison bordelaise dans laquelle son ouvrage paraît, est explicite. Les courts essais rassemblés dans ce volume ressortissent à un genre critique dont l'auteur contribue à restaurer la noblesse : « l'exercice d'admiration ». Quant au second mot, « circonspection », il est l'affirmation tranquille, presque détachée, d'une obéissance aux lois non écrites de l'écriture libre, de la sympathie, de la rencontre et de l'amour.

Pour Jean-Paul Michel, les noms (Hervé Guibert, Michel Fou-

cault, Jude Stéfan, Denis Roche, Louis-René des Forêts, Pierre Bergounioux, ou encore Hôlderlin, La Boétie, Jean-Marie Pontévia...) sont des signes ; les signes de cet univers, entre esthétique et morale, où la beauté est un stade de l'éthique, où ce qui est juste et nécessaire se déplaie dans une forme balla, dans un objet — livre ou photographie — « que le bérverdege n'a pas dégradé ». Mais cette noblesse et cette sympathie, cette morale, ne sont pas une manière d'arracher l'émotion aux règles communes, de la faire circuler dans des veines mortes : « Un commencement, dans l'art, est toujours un refus marqué. »

« Il faut s'élever à ce point où rien n'a voulu être gardé, sauvé, sinon comme lumière, éblouissement, vertige, dans la bienfaisante prodigalité des « souvenirs » inventés de toutes pièces. Comme s'il fallait « chercher l'enfance devant soi », écrit Jean-Paul Michel à propos du photographe Bernard Faucon. Lumière

d'enfance, tremblement de ce point d'origine que l'art postule au devant de soi, « ultime présence visible » de l'ami mort, des mots ou des images qu'il laisse à aimer... Cherchent à admirer, aiment aimer, Jean-Paul Michel rencontre naturellement les figures de cet « éblouissement ». L'exercice critique se fait, sans sa plume, comme ens doute il devrait toujours, parole emoureuse. Regretant simplement cette coquetterie qui consiste à user d'initiales pour désigner des personnes chères ; l'amitié ne devrait être ni un jeu de piste ni l'annuaire secret de quelque société d'inités.

Patrick Kéchichian

* Toujours chez William Blake & Co., Jean-Paul Michel (nom de plume poétique de J.-P. Michel) a récemment publié un livre de poèmes. Dans la gloire d'être, *Ké, ten, par le mal, droit...*, calligraphié (superbe) par Lelou (56 p., 150 F.).

GRAND PRIX DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES
pour l'ensemble de son œuvre

Jacques Borel

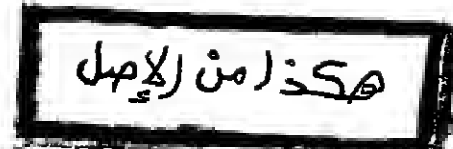
L'ADORATION
LE RETOUR
LA DÉPOSSESSION
L'ATTENTE, LA CLÔTURE
LE DÉFERLEMENT

théâtre
TATA, OU DE L'ÉDUCATION

essai
COMMENTAIRES

nrf

GALLIMARD



La mort de Tahar Djaout

Tuez-les tous !

par Rochid Mimouni

L'écrivain algérien Tahar Djaout est mort mercredi 2 juin, à Alger, à l'âge de trente-neuf ans. Il avait été victime d'un attentat, attribué à des intégristes musulmans, le 28 mai (le Monde du 28 mai). Atteint à la tête de deux balles tirées à bout portant, il était depuis dans un coma profond.

Tuez-les tous et qu'Allah n'en reconnaisse aucun ! Telle est la devise des intégristes algériens. L'écrivain Tahar Djaout, âgé de trente-neuf ans, vient d'être victime de cette fureur meurtrière.

Pourquoi s'est-on attaqué à lui ? Il s'est toujours tenu à l'écart du champ politique et n'a jamais occupé de poste dans l'appareil d'Etat. Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Ruptures*, créé en janvier dernier à l'initiative d'un trio d'amis, s'est plutôt distingué par des articles mesurés, tout en nuances, le plus souvent consacrés à la culture. Quel inconnu a décidé de s'en prendre à lui ?

Nous le plaçons au premier rang pour ses moutures en prose et son accent suisse. La finesse de son talent fut reconnue dès son premier roman, *Les Chercheurs d'os*, paru au Seuil. L'auteur considérait les *Vigiles*, qui reçut le prix Méditerranée en 1992, comme « une force sur le crépuscule face aux gardiens du Temple ». Cette dédicace, qui n'est le livre qu'il m'a offert et maintenant pour moi un gilet macabre. Pouvait-il imaginer qu'il eût tumbé sous les balles de ces mêmes carabiers qui se considéraient comme les vicaires d'Allah ? La Prophète dont ils se

réclament n'a jamais consenti à le mort d'un innocent. Le Coran précise :

« Celui qui a tué un homme qui lui-même n'a pas tué, est considéré comme s'il avait tué tous les hommes. »

Ce déire sanguinaire n'épargne donc personne ?

En fait, il ne s'agit plus aujourd'hui, pour les militants de l'extrême islamisme du salut, de revendication politique. Ils semblent animés par la volonté de tout ravager, du sabotage des installations techniques aux bombes déposées dans les lieux publics. L'empire musulman est connu, dans son histoire, de tels mouvements, porteurs d'une violence exacerbée. Le plus sinistre fut l'ordre des Assassins, dont les affidés extatiques s'efforçaient, sous l'effet du haschisch, d'assassiner tous les nouveaux-nés.

Les terroristes algériens commencent par attaquer aux policiers et aux gendarmes isolés afin de s'emparer de leurs armes. Ils se tournent vers les responsables des administrations. Les intellectuels constituent désormais leur cible privilégiée. Ils sont d'autant plus faciles à atteindre qu'ils habitent dans des quartiers populaires, fiels intégristes, et ne bénéficient d'aucune protection. En sollicitant un soutien qui lui fut accordé sans réticences, le pouvoir en a fait la proie rêvée de ces nouveaux Assassins. La politique ambiguë du Haut-Comité d'Etat, qui oscille

entre la fermeté et les concessions, accroît leur méfiance. Ils ne savent plus pourquoi ils vont mourir. Les intégristes leur promettent une belle dans la tête, et le chef du gouvernement les traite de « laïcos-assimilationnistes », ce qui est une autre forme d'insultation au meurtre. La presse indépendante, qui constitue leur seul espace d'expression, ne cesse de subir les foudres du pouvoir, d'interdictions en suspensions. Alors qu'un journaliste a la chance d'échapper à un attentat, un autre est « interdit d'écriture », forme inédite de sanction.

Tahar Djaout est un homme modeste. L'annonce de son assassinat dans les médias publics a été encore plus modeste.

La guerre civile du Liban a provoqué l'exode de son intelligence. Le terrorisme risque d'avoir le même effet en Algérie.

« Constatation » au Seuil. — Le président-directeur général des Editions du Seuil, Claude Chérel, déclare avoir appris « avec consternation » l'attentat dirigé contre Tahar Djaout. « Il est étonné et triste », écrit-il, « de constater que son dernier roman, *Les Vigiles*, abordait de front les problèmes de l'Algérie d'aujourd'hui et affirmait sa tolérance et ses convictions de démocrate. » Nous assurons, ajoute-t-il, sa famille et ses collaborateurs de l'indomptable Rupture, de notre soutien très déterminé et de notre amitié. »

BANDES DESSINÉES

Destins ambigus

PLACE DES HOMMES

de Jean-Pierre Autheman.

Ed. Jacques Glénat.

200 p., 110 F.

LE LIVRE DE MARS

de Cothias et Parras.

Ed. Jacques Glénat.

48 p., 65 F.

LA FILLE AUX IBIS ROUGES

de Lax et Giroud. Ed. Dupuis.

coll. « Aile libre », 80 p., 74 F.

IRONWOLF

Les feux de la révolution

de Chaykin, Moore, Mignola et Russel.

Ed. Zenda, 96 p., 99 F.

TONNERRE A L'OUEST

de Jean-Michel Charlier

et Jean Giraud.

Ed. Dargaud, 48 p., 53 F.

On ne fait pas de bonnes bandes dessinées avec de bons scénaristes. Fort de ce principe, Jean-Pierre Autheman, dont l'album *Le Flet de Saint-Pierre* figurait parmi les meilleures BD sélectionnées l'an dernier par le Festival d'Angoulême (le Monde du 24 juillet 1992), décrit, dans son dernier livre intitulé *Place des hommes*, les méandres du destin d'un ancien torero de retour en pays natal, José Montés. Mi-voyou, mi-dandy, ce « trompeur » est son heure de gloire avant de tomber dans les bras d'une riche héritière latino-américaine, puis d'échouer dans les geôles colombiennes, pour un trafic de drogue qu'il n'a pas commis. Son retour ne se fait pas en fanfare : le vieux hôtel dont il est l'héritier, le Lillador, situé place des Hommes (endroit où les journalistes se regroupaient autrefois), est convoité par des notaires vénéux. Et dans les venelles de Nîmes, la jalousie et la hargne d'anciens camarades d'école guettent le torero finissant. Montés n'est pas un auge, il a le coup de piling facile et le cœur en pente. Il n'y a guère que Patouille, son pote le gitan, et Rita, une ancienne entraîneuse devenue demi-mondaine et escroc par la même occasion, qui parviennent à l'approcher. Mais tout se termine par une balle dans le cou. Les aficionados de la feria apprécieront l'ambiance du vieux Nîmes et des souvenirs de gloire fantée que rend à merveille ce roman en bande dessinée, tandis que les contempteurs de la taromachie plongeront avec une triste volupté

dans un scénario en noir et blanc aux personnages richement ambigus.

C'est également l'histoire d'un retour au pays, en l'occurrence la terre, que racontent Patrick Cothias et Antoin Parras. Leur héros, David Rutherford, s'est égaré, sans trop savoir comment, sur la planète Mars. Mais depuis qu'il est revenu sur notre bon vieux plancher des vaches, il a les services secrets aux trousses, qui lui imputent des crimes dont il est innocent et en font l'ennemi public numéro 1. Le héros de ce *Livre de Mars* ne s'embarrasse pas, lui non plus, de bons sentiments. Il utilise ses amis et ses ennemis de passage (un routier bisexuel qui répond au drôle de nom de Hercule Titae, une putain, fortement au grand cœur) qui iront rejoindre, à cause de lui, la colonne des faits divers. Thier, aux mécanismes bien huilés, ce premier tome mérite toutefois mieux que le classicisme de son dessin.

Graphiquement parlant, la *Fille aux ibis rouges*, album dû aux talents conjugués de Lax et Giroud, vaut quant à lui beaucoup plus qu'un simple coup d'œil, du fait de la diversité des cadrages, des plans et des éclairis utilisés dans les planches de cette BD. Les deux auteurs ont choisi la Roumanie, et particulièrement Bucarest, et le delta du Danube, pour planter le décor de cette histoire qui retrace le retour, après dix ans de prison, de Stifao. Enseignant pas vraiment dans le ligné défilé par Ceausescu, le jeune homme a été accusé d'avoir violé une de ses étudiantes, Rodica, alors qu'il l'a simplement embrassée. Pour ce forfait, il a subi l'isolement et un lavage de cerveau. Le seul indice qui permette à Stifao de retrouver la jeune fille, dont il reste amoureux, consiste en un timbre à son effigie. On croise, au détour des pages de cet album au scénario complexe et ourri par des repères ultra-précis, d'anciens agents de la Securitate, des immeubles en trompe-l'œil issus du délire du Conducator, des Dacias brinquebalantes et l'ombre portée de la révolution roumaine. Surtout, en filigrane, l'album traduit avec finesse le délire paranoïaque d'un pouvoir et, par contamination, celui d'une population.

Ce délire aurait pu être purement imaginaire, à l'image de celui qui saisit l'empire Galaktika, benoît des aventures d'Ironwolf, héros des *Feux de la révolution*. Les réfractaires à la science-fiction

et à la bande dessinée réviseront peut-être leur a priori en plongeant dans les pages dantesques de ce conte cruel où des aristocrates de la trempe d'Ironwolf luttent pour l'instauration d'un pouvoir socialiste intergalactique (sic), et rivalisent avec des reines implacables et des guerriers bâtis comme King-Kong. Ce qui donne un festival de couleurs et de traits et une réjouissante mise en scène de duels dans les airs et dans les palais. Les allergies à ce genre littéraire pourront toujours recourir avec leurs premières amours ou relisant le début des aventures du lieutenant Blueberry, *Tonnerre à l'Ouest*, dont la réédition bénéficie de nouvelles couleurs. Quitte à découvrir, au fil des autres tomes de Blueberry (trente titres parus), que ce porteur de sabre n'est pas toujours fidèle à sa légende de défenseur du Peau Rouge et de l'orphelin.

Yves-Marie Labé

EN BREF

La première sélection du Goncourt. — Les jurés du Goncourt ont rendu public, mardi 1^{er} juin, leur première sélection en vue de l'attribution du prix qui aura lieu le 8 novembre prochain. Les douze titres retenus sont : *Le Manège*, de Jacques Almira (Gallimard) ; *La Femme riche*, de Patrick Besson (Albin Michel) ; *La Mémoire du perroquet*, de Michel Caffier (Grasset) ; *Le Dernier Amour d'Aramis*, de Jean-Pierre Duffreigne (Grasset) ; *Der Barnard*, de Louis Gardel (Seuil) ; *La Nuit passionnément*, de Serge Kostar (Patrice de Moncan) ; *Les Étrangers*, de Bernard Lamarche-Vedel (Gallimard) ; *Comme hier*, d'Eric Neuhoff (Albin Michel) ; *Vu de l'extérieur*, de Katherine Pancol (Seuil) ; *Le Nom sur la bout de la langue*, de Pascal Quignard (POL) ; *Sept acrobates*, de Jean Raspail (Laffont) et *Le Secret*, de Philippe Solers (Gallimard).

Banquet pour Emile Zola. — Le CNRS et l'Université Sorbonne nouvelle (Paris-III) célébreront le centième anniversaire de l'achèvement de la publication du cycle des Rougon-Macquart d'Emile Zola les 18 et 19 juin prochains. Le 18 juin, deux débats auront lieu à la Bibliothèque nationale (salle des Communications, 58, rue de Richelieu, 75002 Paris). Le lendemain, à 10 heures, une table ronde réunira des écrivains et des éditeurs au Châtea des îles (bois de Boulogne) et sera suivie d'un repas rappelant le banquet

offert en l'honneur d'Emile Zola, le 21 juin 1893, dans ce même lieu.

Hommage à Jean Borrell. — Le Collège international de philosophie organise, vendredi 11 juin, une rencontre sur le thème « Liberté et singularité », à l'occasion de la publication du livre de Jean Borrell — mort en février — *In Raison nuagée*, chez Payot. Cette journée de travail se déroulera de 9 à 18 heures à l'École normale supérieure, salle des Actes, 45, rue d'Ulm 75005 Paris.

Négritude et créolité. — Le troisième colloque international organisé par l'Association des écrivains de langue française, qui se tiendra du 2 au 5 septembre 1993 dans le canton de Peyrac (Lot), aura pour thème « Écrivains de la négritude et de la créolité ». Des débats concernant René Maran, Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor, Léon-Gontran Damas sont prévus. Au cours de la manifestation se rencontreront des délégations d'Haiti, de Saint-Domingue, et de plusieurs pays africains (Renseignements à l'Association des écrivains de langue française, 14, rue Brasseur 75014 Paris, tél. : 43-21-95-99).

Prix littéraires. — Le prix Franco-Culture a été décerné à Paul Thévoz pour *Antonin Araud*, ce désespéré qui vous parle, paru au Seuil ; le prix Maurice-Genevoix à Bertrand Visage pour *Bambini* (Seuil) ; et le prix Prin-Temps de la biographie à Pierre Siniot pour *Batac sans masque* (Robert Laffont).

Tendances italiennes

Le sixième Salon du livre de Turin a confirmé la bonne tenue, malgré la récession, de l'édition transalpine

En dépit de la grave crise qui secoue le pays, le monde du livre italien s'est retrouvé au grand complet à l'occasion de la sixième édition du Salon du livre de Turin, du 20 au 25 mai. Malgré un budget en baisse, plus de huit cents éditeurs participants ont voulu réaffirmer ainsi leur volonté de réagir à la misère ambiante et leur désir de retrouver le public, lequel — avec cent trente mille entrées en six jours — a répondu à l'appel et envahi l'immense espace du Lingotto, l'ex-sic Fiat transformée depuis deux ans en forum centre d'expositions.

Comme les années précédentes, le Salon turinois — moitié grande kermesse culturelle, moitié foire commerciale — a été un programme chargé de colloques, débats et signatures auxquelles ont participé de nombreux écrivains (même si certains éditeurs avaient renoué à inviter leurs auteurs), a permis de dresser le bilan de la conjoncture actuelle de l'édition italienne, de ses faiblesses et de ses tendances les plus marquées. Un bilan qui finalement a été très positif, mais lourd que prévu. Bien sûr, la récession économique qui frappe la Péninsule n'a pas épargné l'édition qui, en 1992, avec un chiffre d'affaires de 3 563 milliards de lire (13,1 milliards de francs, toutes ventes confondues), a connu une croissance très faible de seulement 1 % (mais en recul de 4 % si l'on tient compte de l'inflation). Pourtant, mis à part quelques secteurs particulièrement sinistrés, comme celui de l'édition scolaire, les éditeurs ont su tirer leur épingle du jeu.

Cependant, l'affaire considérable de livres traitant des maux italiens, des scandales politico-financiers, du système des pots-de-vin et, bien évidemment, de la Mafia, est bien un reflet du marasme économique et moral qui secoue le pays. Depuis quelque temps — et le Salon l'a confirmé — les éditeurs sont de plus en plus nombreux à consacrer plusieurs titres — des « livres-minute » aussi bico que des essais très sérieux — à ces thèmes. Parmi ceux-ci, celui de la Mafia est incontestablement le plus suivi par le public italien, comme l'indique le grand succès du livre d'entretiens de Marcelle Padavan avec le juge Falcone, *Casse di Cosa Nostra*, qui a dépassé les cinq cent mille exemplaires vendus. Afin de réfléchir autour de cet important phénomène éditorial, le Salon du livre, en collaboration avec la revue milanaise la *Rivista*, avait organisé plusieurs initiatives, dont une exposition intitulée « La Mafia » et un très utile livre-bibliographie, *Per conoscere la Mafia*, riche de huit cents titres, qui présente tout ce qui a été écrit sur le sujet.

Si beaucoup d'Italiens s'intéressent aux drames de leur pays,

beaucoup d'autres en revanche souhaitent oublier les préoccupations quotidiennes, entraînant ainsi le succès remarquable des livres humoristiques de toute sorte, dont la dernière trouvaille est le livre-compilation à base de petites histoires drôles ou démentes de phrases ridicules ou d'énormités. Cette production semble répondre à une demande croissante de lecture brève et facile, qui n'est qu'un autre aspect de la culture éphémère, jetable et complètement désacralisée qui, dans un domaine plus sérieux, a produit des livres à 1.000 lire (« Le monde des livres » du 22 janvier). Une production qui, à Turin, était bien représentée.

Parmi les autres faits marquants du Salon turinois, il faut mentionner le grand colloque sur la littérature de la Méditerranée, avec la participation de Tahar

Beo Jelloun et Dominique Fernandez, et un débat organisé par les associations des éditeurs et des libraires italiens, qui ont présenté un projet de loi pour introduire en Italie le prix unique du livre, sur le modèle français de la loi Lang. Enfin, le prix Grinzane-Cavour a été attribué à Alba, dans les environs de Turin. Ont notamment été récompensés Czeslaw Milosz, Jean d'Ormesson, Raffaele Nigro et l'indocile Anita Dessi.

Fabio Gambaro

* Pour la première fois en Italie, une revue littéraire, *Poesia*, publiée par Crocetti à Milan, exclusivement consacrée à la poésie et vendue dans les kiosques, fait l'objet d'une campagne publicitaire sur les principales chaînes de télévision. Pour l'occasion, le tirage est porté de vingt mille à trente mille exemplaires.

EN POCHES

Le miracle Singer

La *Petit Monde de la rue Krochmalna*, d'Isaac Bashevis Singer, ouvre une porte sur un monde disparu. Celui de la Versovie juive du début de ce siècle, tout en ruelles étroites et en cours animés, peuplés d'eubergistes laqueux, de rabbins vertueux, de truands à la petite semaine et de jeunes filles à marier. Le lecteur s'y engage sur les pas de Max Barabander, un ancien escroc qui revient sur les lieux de sa jeunesse après avoir fait fortune en Argentine. Curieux pèlerinage d'un personnage en quête de sa virilité perdue et, au-delà, d'un sens à son existence d'homme riche, hanté par des brèves de spiritualité héritées de l'enfance. De la jolie Tereza, fille du rabbin, à l'entremetteuse Reyzi Kork, en passant par Theresa, le médium, et Basha, la petite bonne, son parcours est jalonné de femmes dont les charmes se superposent mais dont aucune ne parvient à l'empêcher de se perdre. Curieux livre aussi qui, à l'air de rien, suscite l'enchantement, le sourire et le mélancolie. L'auteur, prix Nobel de littérature en 1978, n'y déploie pas de grands moyens ni d'envoies particuliers, ses effets tiennent à la grâce tenue d'évocations apparemment simples : la musique de la langue yiddish, des parfums, des états d'âme, les saveurs de mets traditionnels, les défilés multicolores, mi-natifs de Max Barabander avec ce qui lui reste de conscience et sa peur de la mort. Par miracle, la double traduction — du yiddish à l'anglais, puis de l'anglais au français — n'a pas ôté à l'ouvrage sa couleur et sa séduction.

Raphaëlle Rérolle

► La *Petit Monde de la rue Krochmalna*, d'Isaac Bashevis Singer, traduit de l'anglais par Marie-Pierre Boy, « Folio » Gallimard, 206 p.

► *Requiem pour une nonne*, de Willem Faulkner, traduit par Maurice-Edgar Coudreau, parait en « Folio » (n° 2450). Situé à mi-chemin entre deux genres littéraires, la pièce de théâtre et le roman, l'ouvrage de Faulkner est enrichi d'un avant-propos d'Albert Camus qui l'avait porté à la scène. Dans la même collection, Peter Handke évoque un étrange voyage dans l'absence, traduit de l'allemand par Georges-Arthur Goldschmidt (n° 2482). « Folio » propose également *Mouflets*, un ouvrage à la fois tendre et grave de Susan Minot, traduit de l'anglais par Alain Delahaye (n° 2455), et la *Voyance interdite*, de Nina Bouraoui (n° 2479), dans laquelle une adolescente muettement hantée par le désir charnel, trompe son ennui en scrutant les mouvements de la rue à Alger, à travers la fenêtre de sa chambre. Sous l'emprise d'une autorité parentale forte, la jeune fille glisse lentement d'une adolescence qu'elle quitte de « vide » à se voir de femme. Toujours en « Folio », *Une petite robe de fête*, de Christian Robin (n° 2466). Ce petit livre séduisant comporte, en avant-propos, une réflexion sur l'acte de lecture, dans laquelle l'auteur du *Très-Bas écrit* que « dans la lecture, on quitte sa vie, on l'échange contre l'esprit du songe, la flamme du vent ».

► La collection « L'imaginaire » de Gallimard édite le journal de Jacques Audoubert, *Omenche m'attend* (n° 285). Un carnet que l'auteur, plus connu pour ses pièces de théâtre, rédigea de la fin 1983 à la veille de sa mort, en 1985.

► La collection « Domains étrangers » de 10/18 présente l'*Extermination des typhs*, de Vladimir Nabokov, treize courtes nouvelles, traduites de l'anglais (États-Unis) par Gérard-Henri Durrend (n° 2371). Provocateur et drôle, le *Boudha de banlieue*, de Hanif Kureishi, est édité dans la même collection (n° 2365). Traduit de l'anglais par Michel Courtois-Fourcy, l'ouvrage raconte les péripéties d'un fils d'immigré pakistanaise à Londres. Lea « Grands détectives » de 1018 proposent deux enquêtes de l'écrivain James Melville, menées par le commissaire japonais Oram. Ces romans, traduits de l'anglais par Gilles Barton, sont intitulés *Le Nouveau Netsuke* (n° 2369) et *Mortelle cérémonie* (n° 2370).

► La « Bibliothèque étrangère » de Rivages Poche publie la *Chute du British Museum*, un roman satirique et piquant de David Lodge, traduit de l'anglais par Laurent Dufour (n° 93). *Les Infortunes d'Alfée*, de Barbara Comys, traduit par Suzanne Mayoux, parait dans la même collection. Enfin, Rivages remet à l'honneur le célèbre roman d'Emily Brontë, *Les Hauts de Hurlevent*, traduit par Frédéric Delbecq (n° 95).

► Dans *Vieux New-York*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Claire Meloux (n° 614) et publié chez GF-Flammariion, Edith Wharton brosse le tableau de la société aristocratique new-yorkaise dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Les éditions GF-Flammariion proposent aussi *Rémi des Rauches*, de Maurice Genevoix, enrichi d'une introduction de Francine Danin (n° 745).

► Avec *Vineland*, de Thomas Pynchon, publié en « Points » Seuil et traduit de l'anglais par Michel Doury, c'est toute l'histoire de la gauche américaine qui est évoquée avec nostalgie (n° R598). Chez la même éditeur, Italo Calvino entreprend de « remonter les filets des souvenirs et de voir ce qu'ils contiennent » dans la *Route de San Giovanni* (n° R581). De ce travail, laissé inachevé par l'auteur, seuls cinq textes ont été retrouvés après sa mort. Sous le couvert de ses expériences autobiographiques et dans un style qui lui est très personnel, l'auteur s'interroge sur les mécanismes de la mémoire et du langage.

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta

Demoiselles en émoi



par Mgr Dupanloup, toujours prêt à railler les demoiselles des « qu'elles peuvent dire : Moi ». En 1885, l'abbé Laplace admet que le journal peut avoir une place dans la vie d'une jeune fille pieuse, mais à quelques conditions : « A tout prix il faut en chasser le moi haïssable et si subtil qu'il se glisse jusque sous les apparences de la plus sévère humilité. » Craignez, fillette, le démon du moi.

Au vrai, l'abbé ne manque pas de perspicacité : Marie Reuber, inspectrice de l'enseignement primaire, non plus. Elle décrit à son tour « les ravages » du journal intime. Pour parer à toute éventualité, on proposera donc des modèles de biographies pieuses, qui se mettent alors à proliférer. Les parodies aussi trouvent le succès : comme ce *Journal d'une enfant vicieuse*, laquelle, loin d'aller de l'avant, « pense avec son derrière ». On la fouette d'importance. Non sans bonnes raisons, l'ouvrage est attribué à Hugues Rebell (5) ; il a été republié naguère dans une aimable collection dirigée alors par le regrettable Maurice Chapelain, alias Aristide, qui défendait dans le *Figaro littéraire* le beau langage autocratique des bonnes mœurs.

On se demande alors ce que le pieux Aristide aurait pensé de l'inoxydable leocéc par l'abbé

Laplace : « Il faut d'adopter la phrase. » Il faut surtout apprécier l'exemple de l'abbé où la piété se manifeste plus directement que la maîtrise de la métaphore. Comme il se doit, la jeune Mathilde s'adresse d'abord au Bon Dieu : « Mon Dieu ! Je suis honteuse d'écrire pour vous seul des choses si peu intéressantes ! » Jusqu'ici, rien d'inquiétant ; on remercie même une certaine justesse d'analyse. La mesure fine pourrait illustrer la revanche de la phrase, et de la métaphore. C'est toujours Mathilde qui écrit, semble-t-il : « Je ne puis m'empêcher de me confier à vos divines bontés pour vous dire tout ce que j'ai fait et tout ce que j'ai senti. » On respire, diraient Denise et Marie-Edmée. Ne vous privez pas du plaisir de faire leur connaissance.

- (1) Virginia Woolf, *Essais*, Seghers.
- (2) Voir ci-dessous l'article de Roland Jaccard.
- (3) Qui crée, en 1880, l'enseignement secondaire public pour les filles.
- (4) Emile Benveniste, *Problèmes de linguistique générale I et II*, Gallimard.
- (5) Hugues Rebell (1867-1903), *Journal d'une enfant vicieuse*, « Les Classiques Interdits », collection dirigée par Maurice Chapelain, Ed. Jean-Claude Lantès (1980).

ELLES portaient des robes surannées et des préamours charmeries. Augustine, Casparine, Valentine, Marie-Edmée, ou plus simplement : Renée, Catherine, Denise, ces jeunes filles qui ont vécu, plus ou moins sagement, entre 1830 et 1930. On les croyait oubliées ; on les imaginait brochant en silence des taies d'oreiller. En France aussi, « chaque foyer avait son Ange », dont Virginia Woolf a donné un portrait inoubliable, dans le registre de l'intensité forte : « Elle était excessivement sympathique. Elle était absolument charmante. Elle excellait dans l'art difficile de la vie de famille. Elle se sacrifiait quotidiennement. Quand il y avait du poulet, elle prenait le pilon... Bref, elle était ainsi faite qu'elle n'avait jamais de pensées ou de desirs personnels, mais préférait partager les pensées et les desirs des autres. En plus, elle avait besoin de la dire - elle était pure » (1). A quoi donc rêvaient ces jeunes filles, de bonne famille naturellement ?

Et voilà que Philippe Lejeune (2) nous apprend que ces demoiselles, d'ordinaire si réservées, délaissaient volontiers l'aiguille, le pilon et le reste pour la plume : qu'elles devenaient loquaces lorsqu'elles se confiaient à leur journal. « Des milliers et des milliers de jeunes filles ont dû tenir des journaux dans toute la France tout au long du siècle. » Certains de ces journaux ont été publiés ; beaucoup d'autres restent à dormir dans l'ombre protégée des archives familiales.

Il se trouve, seconde surprise, que personne n'a en la « curiosité » de les rechercher ; de les lire. Utilisant à son tour la forme du journal, où les colloques universitaires foisonnent presque autant que les trouvailles, Philippe Lejeune a donc entrepris de raconter « cette grande aventure collective, les combats, les impasses, les renoncements ou les accomplissements de jeunes filles en route vers une identité et une destinée personnelles. Une vie à soi. » Signe des temps : après la loi Camille Sée (3), le *Gaulois*, voyant déjà Vénus dans le lycée, craignait le pire : « On ne saurait pas la jeune fille. Qu'allait-elle devenir ? L'oubli de l'épouse, le dévouement de la femme et le sacrifice de la mère ? »

L'acte n'était pas facile, ni en conveniend, de développer un moi autonome, une vie à soi quand les syntagmes génériques tels que l'épouse, la femme, la mère constituaient bel et bien « un système d'aplatissement employé à l'égard des femmes ». Ce jugement, assez ferme, est porté dans son journal par Marie-Edmée, alors âgée de dix-sept ans. Le lendemain du 15 août 1863. Pour tout dire, le jugement est précédé de quelques questions intempestives, soulevées de surcroît à la seule instance du je : « Qui me découvrira la vérité ? Qui me donnera le moi de tant d'énigmes sur le sort et la condition de la femme ? » Le tout s'achève sur une confirmation, bien pesée : « Oui, je hais ce système... »

Henreusement, le rire, le fluir en soi, pouvait aider à comprendre et à formuler que les chaînes du discours envenimé avaient le poids qu'on voulait bien leur reconnaître. Mais il faudra presque dix ans à Denise pour passer du rire insolent à l'expression du moi, 1915 : Denise est en quatrième. Le 29 janvier, toute la classe rit quand Clytemnestre appelle Agamemnon « tête chérie ». Voici les reproches et l'explication de texte administrés par la maîtresse, et rapportés par Denise, en style direct : « Je ne vois vraiment pas ce qui peut vous faire rire dans cette expression. Elle appelle son mari « tête chérie » parce que c'est ordinairement sur la tête

qu'on embrasse les gens et non pas sur une autre partie du corps. » Et c'est alors le bonheur du fon rire, qui, d'un coup, disperse un petit troupeau de naïvetés, auxquelles, neuf ans plus tard, s'ajoutent « la sensibilité » et « la sentimentalité ». En 1924 donc, Denise confie ceci : « Je sens que je me dégage de plus en plus des chaînes conventionnelles qu'on avait tressées autour de moi - moi y oïdant d'ailleurs - et je suis plus MOI que jamais. » Le travail sur les pronoms je et moi montre l'enjeu du conflit entre l'ancien et le nouveau : il faut que le je actuel se détache d'un moi ancien et maltraité pour que je puisse s'affirmer comme moi, majuscule, majeur et autonome. « L'Ange est mort », dirait Virginia Woolf. Denise a conquis son moi, « son non propre de locuteur », disait Benveniste (4), « celui par lequel un parlant (...) se réfère à lui-même en tant que parlant, puis dénomme en face de lui, Toi, et hors du dialogue, Lui ». Dire moi et je, c'est affirmer librement sa subjectivité dans le rapport à Tu et à Toi, et sa personnalité dans les relations à Lui et à Elle. Denise conclut : « Maintenant je peux respirer. » Et Philippe Lejeune dit le vrai de l'histoire quand il distingue « le moi des demoiselles » et le « je des jeunes filles ».

Tant que « l'Ange du foyer » impose sa loi ou ses chaînes, le je qui écrit ne peut s'écrire comme moi ; restant privé de toute relation réelle à un toi, ou à un lui. « L'Ange du foyer », s'exclame Pozzi, en expliquant lumineusement le rôle joué par le discours, en principe secret, du journal intime : « A qui pourrait-elle se confier ? A qui dire les choses qui lui brûlent le cœur ? (...) Avec qui sourire ? Hélas, avec personne. Et voilà pourquoi j'ai ce cahier (...) c'est avec lui que je souris. Et c'est avec lui que je pleure. » Le cahier devient un objet d'émotion, qui mérite mieux qu'une « petite flamme », comme on disait alors : « O mon ami ! O ma chose à moi,

ma chose adorée ! Oh, combien je chéris chacune de ces feuilles où mon âme est écrite ! »

Pour ces jeunes filles, tenir un journal, c'est maintenant un dialogue fictif, « faire sa petite causerie », dit, plus modestement, Penelope Weill. Le cahier devient l'ami, le confident grâce à qui le vrai moi peut s'éprouver contre l'autre moi, celui « du dehors ». L'épreuve est rude. Certaines en meurent, la tuberculose aidant. D'autres entrent au couvent ou brûlent pour un archevêque, d'autres encore finissent par épouser un zouave, pontifical il est vrai, ou un pianiste, etc. Dans tous les cas, l'écriture s'arrête. Dieu ne le mari se substituant au « cher cahier ».

Il y a mieux. Si le moi du dehors paraît un temps l'emporter, les regrets et le mépris aussi déferlent : « J'aurais pu être quel-

qu'un », dit encore Catherine Pozzi, qui ajoute : « Je n'ai que dix-huit ans (...) je me méprise d'avoir perdu ce que j'aurais pu être. » Il arrive aussi que le révolte triomphe : dès lors quoi de plus insupportable qu'un mari ? « Il me faut, à moi, de l'air et de la liberté », écrit Marie-Edmée en 1863. Il me faut une position indépendante dont tout le soin repose sur moi seule. Marie-Edmée fait alors de son mieux pour résister à « l'Ange du foyer » : « J'émigrerai, je vivrai en Bohême, je serai artiste, adieu ce pourra. »

Et se lève la grande peur des bien-pensants. Tenir un journal, c'est à l'évidence s'abandonner à une expérience dangereuse qui menace les plus saintes institutions. Et très vite on tentera, souvent en vain, de modifier « le cadre » de cette expérience. Tout le monde s'y met, à commencer

Au pays des jeunes filles

LE MOI DES DEMOISELLES de Philippe Lejeune. Seuil, 455 p., 160 F.

« Dans la vie, la jeune fille est un être seul. Ah, combien seul ! Enfant, elle fut gâtée, chérie, adulée. Jeune fille, on la laisse. C'est une fleur dont on ne veut pas respirer le parfum... Quel ennui que la jeune fille ! » C'est Catherine Pozzi qui note ces lignes dans son journal, elle vient d'avoir quatorze ans. Quel ennui, ces jeunes filles ! dit encore ce personnage de Odon von Horvath. Elles sont toujours en retard, et quand elles sont enfin là, il faut encore les écouter parler de leur vie intérieure...

Il y a peu nombreux, ceux qui savent prêter l'oreille aux jeunes filles. Ils forment une race à part. Ils se détournent des expertises pour trouver les fugitives. A la femme fatale ils préfèrent les demoiselles pur sang. Ils vivent comme un héros d'Eric Rohmer, passant indistinct à l'affût de conversations secrètes entre Renette et Mirabelle, et il révent de mourir comme Peter Altenberg, dans une chambre aux murs tapissés de photos de jeunes filles.

Les criminels fascinent, les jeunes filles ennuiant (1), remarque Philippe Lejeune, avant de s'embarquer pour le pays des jeunes essayistes, occupées à rêver, à s'épancher, et à tenir le registre de leur météorologie intérieure. C'est dans leur journal intime qu'il est allé à la recherche de ces jeunes filles qui se croient trop admirables et trop misérables, qui meurent d'amour ou de tuberculose, à moins qu'elles ne succombent au bacille conjugal.

Les travaux de Philippe Lejeune sur l'autobiographie sont connus. Rien d'étonnant à ce que, après avoir arpenté les grandes demeures de la littérature, il

emprunte le chemin de travers. L'universitaire se prend de passion pour les journaux intimes des jeunes filles du XIX^e siècle et voit que son enquête prend une tournure étrange. Il se conduit comme un soupireux surpris de ces « jeunes filles fantômes ». Il est comme un homme cherchant l'âme sœur à travers les petites annonces (il a même lancé sur les ondes cet appel : « Sauvez les journaux de vos arrière-grands-mères ! »), il s'efforce de recevoir ces journaux intimes comme d'autres attendent des lettres d'inconnues. Il fouille les archives de la Bibliothèque nationale comme d'autres pianotent sur le Minut. Philippe Lejeune s'avoue un Prince charmant allant réveiller des Belles au bois dormant.

La mort omniprésente

Le Moi des demoiselles est donc le résultat de ces enquêtes. Le livre d'œuvre et se reforme sur le journal que tient Philippe Lejeune pendant ces mois d'investigation. Il y dit ses émois, ses déceptions, ses lectures, ses recherches parfois désespérées. De temps à autre, l'universitaire reprend la dessus et donne une synthèse. Il note, par exemple, qu'il y a, schématiquement, trois journaux intimes : le journal romantique (1830-1850), le journal « ordre moral » (1850-1880), le journal Troisième République, avec l'apparition de la brigade des jeunes filles modernes, Marie Bashkirtseff et Catherine Pozzi leur servent de porte-étendard.

Le cœur du livre est occupé par un portrait de groupe. George Sand, que ses camarades du couvent appelaient « Calépin », Adèle Hugo, Eugénie Guérin, la belle Eberhard côtoient la « troupe des désignées », des écrites, des brebis de cathéchisme, dont Philippa Lejeune évoqua s'être épris.

Le journal est un examen de conscience, un autopsuisme, le lieu où la jeune fille « s'éprouve », dit Catherine Pozzi, le lieu où elle se construit son identité future. C'est aussi, comme l'écrit une des jeunes filles anonymes, un « memento de ces années difficiles, toutes de tressaillements, de frissons et de soubresauts ». Mélopée, programme de vie, exercice d'humilité, centiste, strip-tease pudique, ces journaux intimes sont faits de mélancolie et de rage, de journées percussées et de soirées d'examen sévère de soi. La plupart de ces diaristes meurent jeunes. Les jeunes filles du XIX^e siècle, note Philippe Lejeune, ne disent rien, peut-être ne savent rien, de la sexualité, mais elles n'ont plus grand-chose à apprendre de la mort. Voici, par exemple, les journaux intimes laissés par deux sœurs. L'une meurt de tuberculose. L'autre tombe amoureuse, quitte la famille pour son aiment, se retrouve seule dans une chambre d'hôtel à Paris, songe à se prostituer, visite la morgue, le lendemain se jette dans la Seine.

Ce qui donne au Moi des demoiselles sa fraîcheur, c'est la passion de Philippe Lejeune pour l'« ultra-ordinaire ». Comme le remarque un de ses amis, Philippe Lejeune est un romancier, ces journaux-fantômes qu'il resuscite sont des personnages. Chasseur de écroux solitaires ou pays de jeunes filles, cet universitaire sait aussi être un brocanteur de vies. Le Moi des demoiselles raconte le très singulier rencontre d'un Pygmalion archiviste et d'une nuée d'écrites.

Roland Jaccard

(1) Le Je des jeunes filles, dans *Poétique* n° 94, avril 1993.

LA GUERRE DES ENFANTS
1914 - 1918
Stéphane Audoin-Rouzeau
232 pages, 120 F

le crépuscule du III^e Reich
Pierre Rocolle
232 pages, 145 F

LE SAC DE BERLIN
avril - mai 1945
Pierre Rocolle
232 pages, 145 F

es italiennes

EN POCHE

Le monde des livres

POLITIQUES & CHRÉTIENS
VALEURS ET POLITIQUES - 2

ÉGLISE
NATIONS ET DÉMOCRATIE
DE LA SLOVÉNIE
AU VATICAN
par FRANC RODÉ
Secrétaire du Conseil Pontifical pour les Relations avec les Non-Croyants
128 pages 120 FF

BEAUCHESNE
21, rue de Valenciennes 75001 PARIS

سكز من لامل

Femmes : le retour de bâton

Il est de très mauvais goût aujourd'hui de parler du féminisme : c'est, paraît-il, « ringard » et démodé. Pourtant, le débat n'est pas clos, loin de là. Plusieurs livres viennent opportunément le rappeler

**LIBÉRATION DES FEMMES
LES ANNÉES-MOUVEMENT**
de Françoise Piquet
Seuil, 384 p., 135 F.

**BACKLASH, The Undeclared
War Against Women**
de Susan Faludi
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Lise Etienne Pommier,
Evelyne Chatelet
et Thérèse Revellat
Ed. Des femmes, 374 p., 245 F.

**LES HOMMES
ET LES FEMMES**
de Françoise Giroud
et Bernard-Henri Lévy
Olivier Orban, 284 p., 98 F.

LES FEMMES POLITIQUES
de Laure Adler
Seuil, coll. « L'épreuve des faits »,
280 p., 110 F.

Les femmes qui ont dépassé la quarantaine se souviennent nécessairement des « années-mouvement » dont parle si bien, avec précision et compétence, Françoise Piquet. Même si elles n'ont pas été, le « mouvement » a agi pour elles, a changé leur vie.

Il y eut, au commencement, le geste symbolique du 26 août 1970, « Cinquantième anniversaire du suffrage féminin aux Etats-Unis. Les Américaines font la grève : du travail ménager, du mariage, du lit... Comment manifester sa solidarité dans Paris déserté ? Elles sont à peine une dizaine, mais les journalistes sont prévenus et le lieu symbolique au possible. A peine sorties du métro, elles déploient leurs banderoles : « Un homme sur deux est une femme ». « Il y a plus inconnu encore que le soldat : sa femme ». A laquelle elles destinent une superbe gerbe.

Il y eut, l'année suivante, le Manifeste des 343 – publié par le *Nouvel Observateur* – prise de position spectaculaire de femmes, dont certaines très connues, en faveur de l'avortement libre. Il y eut tant et tant de luttes, et, croyait-on, de victoires. Le procès de Babigny avec Gisèle Halimi, les procès contre le viol... des avancées courageuses, Colette Auger, Monique Antoinette, Josyane Moutet et les autres... la dignité d'un ministre, Simone Veil, face aux injures des hommes.

Bien sûr, il y avait aussi la « langue de bois », trop de cris contre « les mecs » (comme s'ils constituaient un ennemi unique et cohérent), les discords un peu vaines entre groupes, les affrontements « au sommet » – « révolutions » contre « réformistes », – les tentatives d'annexion, par quelques-unes, du sigle MLF (Mouvement de libération des femmes)...

Jeunes femmes, on le sait, tout cela vous fait rire. Les bagarres de vos grand-mères et mères pour en finir « définitivement » avec le préservatif paraissent dérisoires quand aujourd'hui, sida oblige, on vous enjoint de ne jamais faire l'amour sans être « protégées ». « *Vie de nuit, terre des hommes* », elle ne lésait pas sur le calembour, maman ! Tout cela est assez ridicule, n'est-ce pas ? Pourtant, dès que vous travaillez, jeunes femmes, ne vous vait-on pas arriver dans les bureaux de vos aînées, la mine déconfite, et tenir de singuliers propos. Par exemple : « Je lui pose une question, et il répond en regardant les autres personnes du bureau, des hommes. Je suis comme transparente. Ce que je dis n'est pas même entendu. » Soudain vous n'êtes plus très sûres que les combats de maman soient si démodés. Plus très sûres d'être « tellement égales ». Plus très sûres de ne pas être en train de vivre une époque de « retour de bâton ».

Il est peut-être temps d'y regarder d'un peu plus près. De parler un peu plus du « retour de bâton », de la quasi-absence des femmes dans la haute hiérarchie des entreprises. De voir que la régression s'insinue un peu partout. Au début des années 80, qui présentait, en France, un journal télévisé, à 20 heures ? Christine Ockrent, une professionnelle de très haut niveau, une femme d'élite, une femme d'autorité, l'indépendance. Un symbole de « ce qui avait échappé aux hommes ». Aujourd'hui, il semble bien que pour présenter un « 20 heures », il faille avoir, en premier lieu, une « jolie figure ». La compétence vient « en prime », à supposer qu'elle ne soit pas un handicap.

Et des femmes, évidemment, sont complices de tout cela. Entre les agités du *politically correct*, heureusement encore surtout canonnés outre-Atlantique (1), celles qui expliquent que Simone de Beauvoir aurait raté sa vie pour avoir été amoureuse d'un « mâle » la tenant sous sa coupe intellectuelle (2), ou encore celles qui sont plus pressées de ressembler à leurs arrière-grand-mères qu'à leur mère, on ne sait plus où donner de la tête. On en vient à se dire, tout simplement, que ce qui, profondément, unit les hommes et les femmes, c'est la haine de la liberté individuelle. La haine du singulier. De la vie.



Heureusement, il y a, ce printemps, des textes qui permettent non pas de se rassurer, mais de regarder la réalité, sous différents angles, et de l'analyser. En premier lieu, *Backlash*, la somme d'une Américaine, Susan Faludi, que personne ne peut être, en France, n'aurait publiée, en ces temps de crise, si les éditions Des femmes ne l'avaient fait. Paru aux Etats-Unis en 1991, le livre de cette journaliste du *Wall Street Journal* a obtenu un prix Pulitzer et a été un best-seller.

Cette grosse enquête, sérieuse et passionnante, ne semble pas trouver le même écho en France. Est-ce seulement parce que les rapports entre les hommes et les femmes sont plus « civilisés » de cet côté de l'Atlantique ? Ou aussi parce que les femmes françaises ne veulent pas voir ce qui se passe, n'aiment pas qu'on leur parle de certaines défaites ?

« Superwomen repenties »

Susan Faludi a tout juste la trentaine. Elle n'est donc pas une femme des « années mouvement ». Elle a commencé son travail en 1986, quand elle s'est aperçue que derrière la prétendue « victoire des Américaines, célébrée à grand bruit », un autre message apparaissait : pis, une rumeur se développait : « Vous avez enfin conquis la liberté et l'égalité, mais pour votre plus grand malheur... » Et comme on peut toujours compter sur certaines femmes pour aller au-devant de ce qui va les opprimer, d'anciennes féministes (de Germaine Greer à Betty Friedan, qui, dans leurs derniers livres, rivalisent de propos réactionnaires), des « *superwomen repenties* » se sont jointes au concert de lamentations.

On n'en finirait pas d'énumérer les « tares » des femmes qui ont voulu conquérir leur indépendance économique et intellectuelle : « *carrières* » mol-

loimées, trop diplômées et qui ne trouveront pas de mari ; célibataires « *inhumaines* », condamnées aux soirées en solitaire, entre télévision et repas surgelés ; femmes actives victimes d'une « *épidémie d'infécondité* », etc. « *Que nous a apporté le triomphe de l'égalité* », écrivent les « *repenties* », si ce n'est des boutons, des crampes d'estomac, des tics, voire des comas profondes ?

L'égalité ? C'est le premier point que discute Faludi, en avant-propos. « Si les femmes sont si égales, pourquoi constituent-elles les deux tiers des pauvres d'âge adulte aux Etats-Unis ? (...) Pourquoi une femme diplômée d'université gagne-t-elle en moyenne moins qu'un homme qui n'a que le baccalauréat, comme c'était déjà le cas dans les années 50 ? (...) Pourquoi les Américaines souffrent-elles de la plus grande disparité de salaires entre hommes et femmes de tout le monde occidental ? (...) Pourquoi ne compte-t-on (...) que dix-neuf femmes sur les quatre mille cadres dirigeants, et comment expliquer qu'il n'y ait aucune femme dans les conseils d'administration de plus d'une entreprise sur deux ? »

« La vérité », affirme Susan Faludi, c'est que nous assistons depuis dix ans à une *revanche*, à une puissante contre-offensive pour annihiler les droits des femmes. « Une revanche qui n'a pas été déclenchée par un accès réel des femmes à l'égalité », mais par le fait qu'elles avaient de sérieuses chances d'y parvenir. Elle s'explique, minutieusement, à démontrer cette manœuvre. Parmi par point et chiffres à l'appui, elle dit ce qu'il en est du « *mythe de l'indépendance des femmes actives* », de la « *peurie d'hommes* » – la proportion de femmes célibataires aux Etats-Unis est aujourd'hui la plus faible du XX^e siècle, si l'on excepte les années 50. Elle explique bien le mécanisme de la « *revanche* », propagée par des études à prétention scientifique auxquelles on a donné un très grand écho dans la presse. Lors-

qu'il a été démontré qu'elles étaient bâties sur des statistiques erronées, les journaux sérieux l'ont dit en quelques lignes, et les autres ne l'ont même pas mentionné.

Son énorme recherche ne saurait se résumer en quelques idées générales, car son immense mérite est de préférer les preuves au discours incantatoire. Jamais ennuieux, son livre doit se lire patiemment et longuement, parce qu'il fournit une information par ligne. Elle observe le « *cocooning* », « *qui va un peu plus loin que le retour au foyer des années 50* » et qui est prôné par des femmes faisant elles-mêmes une brillante carrière en conseillant aux autres de ne plus travailler et en « *colportant ces ragots contre les femmes* ». Elle examine à la loupe le travail des médias – la place des femmes dans les médias aussi bien que leur image dans les séries télévisées ou au cinéma, avec le « *tourment* » de *Liaison fatale*.

Ses constatations, ses chiffres, les témoignages qu'elle a recueillis – de femmes et d'hommes de la « *nouvelle droite* », notamment – prennent, sans qu'elle ait besoin de commenter, la force d'un réquisitoire contre une Amérique en pleine régression – anti-avortement, anti-femmes actives, anti-libertés – contre une nation qui a, pendant les années 80, « *étouffé le discours politique des femmes pour mieux les canaliser vers les centres commerciaux* ».

Contrairement à ce qu'ont cru pouvoir dire, en France, quelques hommes n'ayant sans doute pas lu ce livre, Susan Faludi ne râlume en rien la « *guerre* » entre femmes et hommes. Dans la « *revanche* » qu'elle met en lumière, des femmes sont, malheureusement, au premier plan. D'autant que, comme le constate Kate Rand Lloyd, rédactrice en chef du magazine *Working Woman*, les femmes sont les premières à ne pas comprendre qu'elles ont « *entre les mains tous* »

les outils nécessaires pour changer [leur] avenir ».

Finalement, qu'est-ce donc que ce « *féminisme* », accusé aujourd'hui de tous les maux ? Une idée simple, souligne Faludi, rappelant avec humour ce mot de Rebecca West, en 1913 : « *Je n'ai jamais réussi à définir le féminisme. Tout ce que je sais, c'est que les gens me traitent de féministe chaque fois que mon comportement ne permet plus de me confondre avec un paillason* ». Celles pour lesquelles cette phrase n'évoque rien sont priées de lever le doigt.

En France, on vient d'avoir une manifestation « *élie et douce* » du *backlash* (littéralement : « *coup de foudre en retour* ») ; *Backlash* est aussi le titre d'un film dans lequel un homme faisait accuser sa femme d'un crime qu'il avait commis) avec la conversation entre Bernard-Henri Lévy et Françoise Giroud qui a donné lieu à un livre à succès, dont le titre est, en toute modestie, *Les Hommes et les Femmes*.

Une brassée de stéréotypes

Si ces deux personnes intelligentes s'en étaient tenues à un dialogue sur leur expérience de la vie et si leur éditeur avait travaillé, cela aurait pu être une réussite. Une preuve de la complexité passionnante de l'existence. Dès qu'ils parlent d'eux-mêmes, on voit apparaître une Françoise Giroud inattendue, tentée par le côté « fusionnel » de l'amour, « *la complétude, la plénitude* », facilement en proie à la jalousie, et un Bernard-Henri Lévy plaidant pour une plus grande ambiguïté, pour une radicale absence de « *transparence* » dans les rapports amoureux, un homme qui semble aimer l'aventure et se préoccupe à la fois de liberté et de fidélité.

Malheureusement, la majeure partie du livre n'est pas consacrée à ces témoignages mais à des généralités, à des propos que Bernard-Henri Lévy n'aurait pas osé tenir dans les « *années-mouvement* » et que Françoise Giroud n'aurait pas écoutés. Comment peut-on parvenir à brasser tant de stéréotypes sur les femmes (et les hommes) en 280 pages ? C'est une manière d'exploiter. Comment une femme qui est un symbole de réussite, d'indépendance, de conquête, et qui a été, dans un gouvernement de la République, chargée de la condition féminine peut-elle faire semblant de parler sérieusement avec un homme qui dit, sans rire, à propos des couples qui se défont : « *Vous me parlez de l'indépendance des femmes, de leur autonomie financière. Je vous parle, moi, d'amour. (...) Ce dont vous ne me convaincrez pas, c'est que l'indépendance des femmes, leur autonomie financière ou professionnelle modifient tant que cela leurs relations dans ces circonstances* » ? Comment peut-elle entendre cet homme expliquer que l'argent, à ses yeux, ne sied pas aux femmes ? Comme s'il était un ornement, alors qu'il est pour beaucoup d'entre elles – les moins riches, précisément – la condition de leur survie.

Certes, elle s'impatiente. Tardivement : « *C'est drôle. Vous êtes beaucoup plus jeune que moi et, quelquefois, j'ai l'impression d'entendre mon grand-oncle Adolphe, qui disait, le cher homme : « Mot vivant, j'avais une femme de ma famille ne travaillera. » Ce qui n'empêche pas Lévy d'en « remettre » contre « la femme dynamique, la femme de pouvoir ». Celles qu'on voit, le matin, prendre des petits déjeuners dans les grands hôtels « *mal réveillés, trop vite maquillées, coiffées un peu de travers, le rouge à lèvres mal étalé* ». Sans doute Bernard-Henri Lévy dard-il encore à l'heure de ces petits déjeuners, car, ainsi que le lui fait remarquer Françoise Giroud, cette caricature est bien peu ressemblante.*

magazine littéraire

N° 311 - Juin

LE DOSSIER

LÉVI-STRAUSS

avec deux
textes inédits

LES AUTEURS DU MOIS

Pascal Quignard
Georges Walter
Albert Memmi
Gabriel
García Márquez

Gerhard Meier
par Peter Handke

LE GRAND ENTRETIEN

Jacques Roubaud

Chez votre marchand
de journaux : 40 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 120 F.
Cocher sur la liste ci-après
les numéros que vous choisissez

- Federico Garcia Lorca
- Flaubert et ses héritiers
- Écrivains arabes aujourd'hui
- Écrits intimes
- André Breton
- Les écrivains de Prague
- Gilles Deleuze
- La révolution française
- Jorge Luis Borges
- Francis Ponge
- Albert Camus
- Umberto Eco
- URSS le perestroïka dans les lettres
- L'individualisme
- Littératures allemandes
- Colette
- Les passions fatales
- Les frères Goncourt
- Boris Vian
- Freud
- William Faulkner
- Baudelaire
- Italo Calvino
- Virginia Woolf
- Albert Camus
- Barcelone
- Marguerite Duras
- Le nihilisme
- Jean Starobinski
- Etats-Unis
- Sartre
- Marguerite Yourcenar
- Sade
- Retour aux Latins

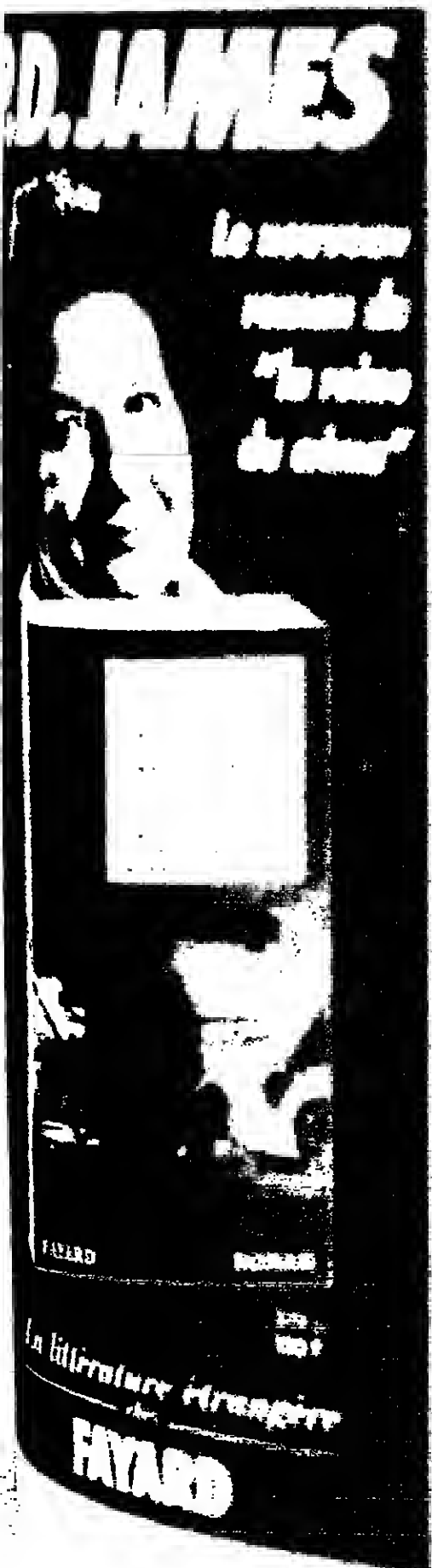
Nom :

Adresse :

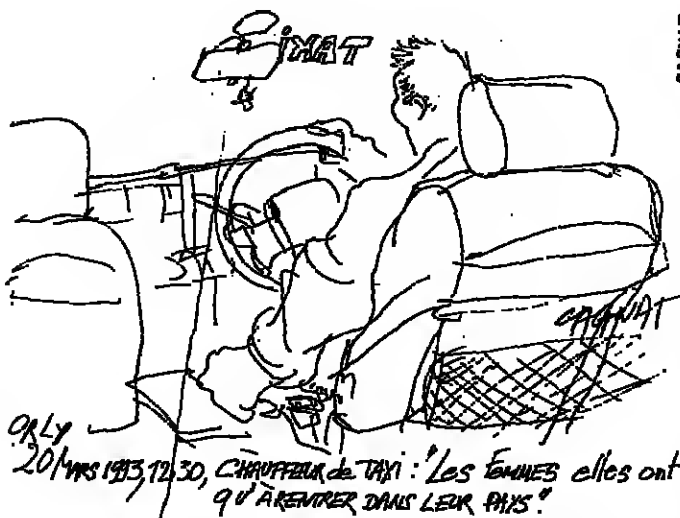
Règlement par chèque bancaire
ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris - Tél. : 45.44.14.51



LE MONDE DES LIVRES
DOCUMENTS



De même, il est assez ridicule de prétendre parler des rapports entre les hommes et les femmes sans jamais évoquer le Deuxième Sexe et ce qu'il signale : Femmes qui pour rassembler un repas ou cours duquel l'actuel président de la République aurait demandé à Philippe Sollers les « clés » du roman (« verbatim » d'un déjeuner dont l'uo des coïncidences n'a pas gardé le souvenir !). Quand Simone de Beauvoir apparaît, c'est à propos de « couple Sartre-Beauvoir », qui inspire à Françoise Gilman cette conclusion : « Etrangement, cet homme et cette femme qui n'ont pas voulu du mariage ont réussi, en somme, un mariage ». N'est-ce pas là que la réflexion devrait commencer au lieu de finir ? Que s'est-il passé d'où pas voulu du mariage ?

On préférera l'image que donne d'elle-même Françoise Gilman dans le livre revigorant de Laure Adler, *Les Femmes politiques* : lucide, caustique, ironique. Dans le travail de Laure Adler, qui comporte une large part historique, les femmes trouveront des raisons d'espérer, avec ces « combattantes de la liberté » des deux derniers siècles, inconnues ou célèbres, ouvrières ou députées, discrètes ou « phéres », Louise Michel, Louise Weiss, Gilberte Brossollet, Lucie Aubrac...

Des témoignages d'hommes aussi, tel cet ancien typographe lyonnais, en 1913 : « Pourquoi cette peur de la femme ? Vous n'en voulez pas ? Mais alors ouvrez toutes grandes les portes du syndicat : égalité d'apprentissage, égalité de salaires, égalité de droits. Et si vraiment leur infériorité professionnelle est établie, vous vous en débarrasserez, mais du moins proprement, franchement, ou plus exactement le patron fera le choix. » Des remarques qui n'ont pas vraiment perdu leur pertinence.

Puisque la lutte des femmes est toujours sinuée, cooqotes et retours en arrière s'accomplissant par à-coups, puisque, comme le dit Françoise Gilman, « le féminisme est passé de mode (...) parce que les conditions ne sont pas favorables à une nouvelle avancée (...) ». Le mouvement des femmes est démobilité, renvoyé à l'« invisibilité », alors on peut terminer, sans

conclure, par quelques propos de Simone Weil à Laure Adler : « Les attaques lors de la loi sur l'avortement ont été tellement nominales qu'il était impossible de ne pas les prendre à titre personnel. Il y avait à la fois le courriel, cet énorme courrier tous les matins, en bas de mon immeuble, dans l'ascenseur, des croix gammées, sur notre voiture des inscriptions obscènes. Quand je sortais de chez moi, des gens m'abordaient en me défilant leur chapelet sous le nez et en me faisant des signes comme au Moyen-Âge, où les sorcières étaient montrées du doigt (...) ». Sans oublier l'accusation de génocide, « Le discours d'un certain nombre de parlementaires a été un discours personnellement odieux que je crois qu'ils n'auraient jamais osé faire cela avec un homme ».

Josyane Savigneau

(1) Elles sont, il faudrait y insister plus, accompagnées par beaucoup d'hommes dans cette « maladie de l'ère » comme le dit le romancier Philip Roth (*Le Monde* du 6 novembre 1992).

(2) Voir la biographie de Simone de Beauvoir par Delphine Baur (Fayard 1991, « Le Monde des livres » du 11 octobre 1991).

* Parmi les autres livres récemment parus, il s'en est un qui fait référence à la Bible de deux commodes de la Dérive des sexes, de Denise Bombardier (Seuil, 140 p., 79 F), où l'on apprend en conclusion que « la féminité a fragilisé la relation homme-femme » et que « notre avenir commun repose désormais sur une reconnaissance des sexes ».

En revanche, une universitaire néerlandaise, Iene van der Pijl, vient de publier *Une révolution de la pensée : marxisme et féminisme à travers l'ère des Temps modernes et l'ère du Travail démentiel* et passionnant qui met en pièces quelques idées reçues (Ed. Rodopi, 262 p., 280 F) diffusion en France : Noémi SARL, 39, rue de Valenciennes, BP 139, 59631 Lambrecht Cedex.

Signaux aussi Femmes pouvoirs, sous la direction de Michèle Riot-Sarcey (éditions Kimé, coll. « Vues critiques », 154 p., 100 F) et le *De la Femme*, de Caroline Briand, qui rassemble les témoignages d'une élite de femmes chefs d'entreprise (Duchamp/Cherrier, distribution Diffusion, 254 p., 120 F).

Rosa l'inclassable

UNE FEMME REBELLE
Vie et mort
de Rosa Luxemburg
de Max Gallo.
Presses de la Renaissance,
395 p., 120 F.

« Une femme rebelle » : Max Gallo l'a certes pas la prétention de faire une découverte en donnant ce titre à la biographie de Rosa Luxemburg. Cherche-t-il même à renouveler le sujet, souvent traité depuis l'assassinat de l'héroïne à Berlin, le 15 janvier 1919 ? « Rosa la Rouge », juive, Polonoise, handicapée par une maladie qui la rendit boiteuse, n'eut qu'un but et une occupation en sa brève existence : changer le monde. Elle se passionna pour la tâche, souffrit de tout y sacrifier et se mourut, Max Gallo écrit à propos de son ultime article que « sa plume chante comme celle d'une mystique qui va vers le martyre ». Cette phrase-là donne le ton du livre. L'historien n'est pas loin de canoniser Rosa Luxemburg : ne la range-t-il pas, avec d'autres de tous bords, aux côtés d'un François d'Assise ?

La récit tourne par endroits à la méditation sans tomber dans l'hagiographie. L'auteur, devenu lui aussi homme politique, n'a pas oublié l'ascèse de son premier métier : un historien ne gomme pas les défauts, les erreurs d'un sujet qui le fascine, et avec lequel il a manifestement quelque effinité. Rosa Luxemburg, il est vrai, lui facilita la tâche : c'est un tissu de contradictions dominées, jamais résolues. C'est ce qui fait la richesse et la complexité du personnage. Elle fut révolutionnaire, internationaliste, socialiste, et sa vie privée fut subordonnée à sa vie

publique, ce qui n'alla pas sans déchirements. Elle ne fut pas tendre pour ses amis lorsqu'elle jugeait qu'ils mollissaient. Elle a contribué, par la vigueur de sa plume, à reléguer parmi les « suspects », de nos jours encore, des hommes dont l'analyse fut pourtant confirmée par la suite. Bernsteïn avait-il tort de contester le dogme révolutionnaire du parti socialiste ? Loin de s'effondrer, disait-il à la fin du siècle dernier, le capitalisme va se renforcer ; recomposons donc que nous devons être réformistes.

« Cette sanglante parodie »

Rosa Luxemburg n'était pas femme à prendre ses aises avec le marxisme. Elle rompit avec le plus grand parti socialiste polonois parce que, réclamant l'indépendance du pays, il versait, selon elle, dans le nationalisme. Elle fut à la fois membre du parti socialiste allemand et d'un parti socialiste polonois petit et intriguant qu'elle animait avec son compagnon Leo Jogiches. Dans les réunions de l'Internationale, elle s'exprimait en tant que membre de deux partis. Elle se retrouvait naturellement aux côtés de Lénine, mais, dès 1904, elle critiquait son « esprit étriqué », et, dix ans plus tard, elle affirmait : « La goujaterie de la Pravda me donne la nausée ».

Pau de temps avant sa mort, alors que les bolcheviks avaient dissous sans scrupules l'Assemblée constituante qui les gênait, elle portait cette condamnation : « La liberté pour les seuls partisans du gouvernement, pour les seuls membres du parti, aussi nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est tout d'abord la liberté de celui qui n'a pas le moins la liberté de celui

qui pense autrement. Lénine se trompe intégralement dans l'emploi des moyens ».

Rosa l'inclassable n'était pas décidément du bois dont était fait Lénine, pour qui rien d'autre ne comptait que la révolution. Se consacrant pour « la cause », elle se laissait passionnément dévorer par le militantisme et, en même temps, avait la nostalgie de l'enfance qu'elle n'avait pas eu le temps de concevoir. Elle combinait ardeur et froideur, mais elle eut du moins écrit ceci : « J'étais prête à lâcher toute cette maudite politique, ou plutôt cette sanglante parodie de vie politique que nous menons, et à aller promener le monde entier. Un genre de culte de Basil Koff et rien d'autre, où l'on sacrifie des existences humaines entières à sa propre agitation, à sa marque intellectuelle. Si je croyais en Dieu, je suis sûr que Dieu nous châtierait sévèrement pour ces tourments. » Ou encore cette phrase qui aurait bien fait rire Staline ou l'aurait fait regretter d'avoir perdu prématurément un beau gibier de potence : « Je sais que, pour chaque être humain, chaque créateur, en propre vie est le seul bien, le bien unique dont il dispose, et avec chaque moucheron que l'on écrase sans y faire attention c'est chaque fois la fin du monde ».

Bernard Féron

* A signaler également : Elizabeth Dauterive, aristocrate et pétroleuse, de Sylvie Brabant, préface de Gilles Perreault. La destinée hors du commun d'une jeune Russe, née en 1859, mariée à un colonel de la garde impériale, qui embrasse une vocation de révolutionnaire, rencontre à Londres Karl Marx, qui en fait sa « correspondante » dans le *Paris de la Commune*. Devenue veuve, elle s'opposera d'un aventurier qu'elle suivra sur sa route de vingt ans en Sibirie (Belfond, 248 p., 36 F).

P.D. JAMES

Le nouveau roman de "la reine du crime"

P. D. James
Les fils de l'homme

378 p.
120 F

La littérature étrangère

FAYARD

Les mariés de Kénitra

Christine Daure-Serfaty a épousé Abraham dans une prison marocaine. Récit à deux voix

LA MÉMOIRE DE L'AUTRE
d'Abraham Serfaty
et Christine Daure-Serfaty.
Stock, coll. « Au Vif »,
334 p., 120 F.

Plus que l'histoire d'un combat politique dont on voit pas la fin, celle d'un amour cootraté entre deux êtres de passion qui refusent de prendre la vie comme elle vient. *La Mémoire de l'autre* - le livre à deux voix d'Abraham Serfaty et Christine Daure-Serfaty - retrace l'histoire, au pays de Hassan II, d'un homme et d'une femme qui se découvrent, se perdent et se retrouvent au fil d'événements tragiques dont ils sont à la fois les témoins et les acteurs. Lui, juif marocain, ingénieur des Mines de profession et militant révolutionnaire par conviction, vent, à sa manière, « reconstruire une espérance », gâchée, notamment, par les « promesses trahies » de l'indépendance, l'assassinat sans signature de Mehdi Ben Barka. Il agit des idées, cherche des opportunités car, écrit-il, « l'histoire ne donne pas des rendez-vous à l'avance et à heure fixe ». Elle, fille de résistant français, protestante sans foi, cooérante au lycée de Tanger, nourrit l'espoir de « réparer les malheurs d'une colonisation toute récente ». Elle doit « tous les souvenirs ressemblent à des barages rompus » avoue n'avoir jamais rien compris à « cette histoire d'ingénierie », qui la condamne à n'être « qu'un professeur-livre » alors qu'elle enseignait au lycée de Casablanca, les compagnies mobiles d'intervention d'occupaient le easse à ses élèves et les mettaient en joue. Licencié de l'Office chérifien des phosphates, Abraham fonde, le 30 août 1970, le mouvement Ila Al Amem (En Avant) et croise bientôt, sur sa route de clandestin, celle qui accepte de le cacher chez elle pendant trente mois et qui, après l'avoir physiquement perdu de vue

peodant douze ans, devint sa femme, un beau jour de mars 1986, dans le parloir de la prison centrale de Kénitra... Interdite de Maroc peodant dix ans, Christine entreteint une correspondance, d'abord secrète, puis timbrée, avec le prisonnier de Kénitra. « *Même dans la pire solitude* », elle o'a jamais cessé d'être, écrit-il, « mon foyer de paix intérieure et de sérénité ». Ces vers d'Aragon qu'elle lui adresse alors, o'ont jamais quitté sa mémoire : « *Un jour viendra couleur d'orange...* »

« Mille heures... »

Médiation de Danielle Mitterrand aidant, Abraham le retrouve « tellement plus épanoui, femme libre et affirmée ». Les visites de Christine dans ce qu'il appelait avec ironie « la première zone libérée du Maroc », ils les a comptées uoe à uoe : « *Mille heures de bonheur, mille heures d'épanouissement, mille heures de communion...* ». Mille heures qui illuminent à jamais ma vie.

Trop curieuse et trop beverde - n'a-t-elle pas mis au jour le bogo-mouroir de Tazemert ? - Christine perd, le 21 juillet 1991, son droit de visite. La séparation, cette fois, est de courte durée : Abraham franchit, le 13 septembre suivant, les portes de la prison de Kénitra et, portant, celles de l'exil. Jamais ils se s'étaient autant parlés, jamais probablement ils se se parleraient autant car, assure-t-elle, « *lo vie, c'est autre chose et porter n'est pas vivre* ».

Des brumes d'un combat révolutionnaire cooduit « sous le feu de l'ennemi », avec ses phantasmes, ses erreurs, ses dévolements et son sectarisme, s'échappe avec bonheur l'image, sereine malgré tout, d'une vraie complicité entre un homme et uoe femme qui s'aiment pour ce qu'ils sont mais aussi pour ce qu'ils font.

Jacques de Barrin

Predrag Matvejevitch

Un grand témoignage à la fois humain et littéraire, une défense audacieuse de la liberté et un profond sentiment cosmopolite, irréductible à toute clôture nationale.

Claudio Magris

Predrag Matvejevitch
Epistolaire de l'Autre Europe

352 p.
145 F

Une saga qui relate sous forme de lettres ouvertes les événements de l'Autre Europe - « le drame slave et la tragédie yougoslave » - et défend les intellectuels persécutés à l'Est sous l'ancien régime et les nouvelles « démocraties ».

Du même auteur : Bréviaire méditerranéen, Prix du Meilleur Livre étranger 1993.

FAYARD

סדרה של רומנים

Sortilèges israéliens

Quand ils évitent les pièges d'une modernité déjà dépassée, les romanciers hébreux trouvent leur inspiration dans l'Histoire, la légende et les mythes anciens

L'IMMORTEL BARTFUSS

d'Aharon Appelfeld.
Traduit de l'hébreu
par Sylvie Cohen.
Gallimard, 153 p., 92 F.

UNE MARCHÉ ÉTROITE

d'Yitzhak Orpaz.
Traduit de l'hébreu
par Rosine Pinkas-Delpuech.
Liana Lévy, 176 p., 98 F.

LE BAISER D'ESAU

de Meir Shalev.
Traduit de l'hébreu
par Arlette Piarrot.
Albin Michel, 418 p., 140 F.

LE CAMÉLÉON

ET LE ROSSIGNOL
de Benjamin Tammuz.
Traduit de l'hébreu
par Laurence Schuman.
Actes Sud, 416 p., 150 F.

Malgré un champ d'inspiration différent et des thèmes spécifiques, la littérature israélienne a toujours reflété les courants européens, surtout dans leurs orientations formelles. Aujourd'hui, en France et ailleurs, les romans d'avant-garde, les récits d'introspection intimiste ont quelque peu perdu le contact avec le grand public. Le « nouveau roman » rejoint déjà l'ancien sur les étagères, même si certaines de ses techniques perdurent pour permettre une approche plus rigoureuse de la réalité. Assistons-nous à un retour de la narrativité classique, réconciliée par d'autres tentatives de séduction romanesque ? Sans doute, comme le prouvent les très beaux textes des israéliens Meir Shalev et Benjamin Tammuz, qui, dans leurs récits, mêlent la fiction réaliste à la légende et l'Histoire au mythe.

D'autres écrivains, tels Aharon Appelfeld et Yitzhak Orpaz, demeurent cependant toujours ancrés dans une modernité déjà ancienne. Ce qui les rapprocherait - au-delà de leurs racines communes plongées en Europe centrale et orientale, et de la place importante qu'ils occupent tous deux au sein de la nébuleuse des lettres israéliennes - serait une certaine manière d'appréhender la réalité, avec finesse, sobriété et désenchantement. Avec le *Tenue des prodiges*, *Badenheim 1939* et *Tsilbi* (1), Appelfeld nous propose une vision différente de la tragédie du judaïsme européen. De ses récits stylisés surgissent une réalité transfigurée par la sensibilité particulière d'un anti-héros condamné à la fuite en avant. Ce devient dans le dernier récit d'Appelfeld ce personnage désincarné, plus suggestif que réel ? Nous le retrouvons en Israël sous les traits d'un Bartfuss miraculeusement immortel, qui aura survécu aussi bien aux épreuves des camps d'extermination qu'à ces cinquante balles qui avaient transpercé son corps.

Hélas ! c'est l'histoire d'une lente noyade dans les marécages du quotidien que l'écrivain nous raconte aujourd'hui. Son Bartfuss vit de petits trafics et de vagues nostalgies, ennuie entre une épouse qui ne l'aime pas et ses deux filles tout aussi peu affectueuses, entre l'étroitesse d'une péripatétisme et les souvenirs de « l'époque héroïque » révolue, « quand il se passait quelque chose ». Ce Bartfuss-Roquefortin mâtiné de Schlemiel renonce à chercher, à se redresser. Insupportable nausée, tristes errances entre deux bistrotiers, entre deux autobus avec, comme toile de fond, le crachin automnal de la Méditerranée. La fin des angoisses et la paix, il ne les retrouvera que dans l'enlèvement du sommeil. Bonne nuit donc, monsieur Bartfuss.

Avec Yitzhak Orpaz, en équilibre précaire sur sa marche étroite, nous restons dans les rangs de la vieille avant-garde, mais l'écrivain réussit à nous porter nausée, tristes errances entre deux bistrotiers, entre deux autobus avec, comme toile de fond, le crachin automnal de la Méditerranée. La fin des angoisses et la paix, il ne les retrouvera que dans l'enlèvement du sommeil. Bonne nuit donc, monsieur Bartfuss.



Meir Shalev (en haut) et Yitzhak Orpaz : deux écoles.

réglée comme du papier à musique, et le vide spirituel de chacun garantissant la paix du couple, du moins jusqu'au moment où l'irruption d'un événement insolite (un nain monstrueux trafiquant l'escalier de l'immeuble afin de provoquer la mort d'une voisine) fait tout basculer. La vie tranquille du ménage prend ainsi fin, et de vraies interrogations se posent. Miri est-elle la femme gentille et raisonnable que l'on croit ou bien une menteuse religieuse ? La mort de cette voisine, à la suite des agissements du nain, signifie-t-elle libération, fin d'un cancanier ou bien crime odieux accompli dans l'indifférence des témoins ? A travers ce faux roman policier, Orpaz le narquois cerné, une fois encore, la « normalité » faite, selon lui, d'aliénations, d'abdications et d'enlacements.

Les apprentis de l'éternité

Tout autre est la vision de Meir Shalev, prix de la Wizo 1991, traduit et publié dans onze pays. Avec l'épopée qu'il nous propose, celle d'une famille installée à Jérusalem au début des années 20, nous abordons les rivages d'une réalité magique. Tel un moine photographe célèbre qui légua une collection de daguerrétypes sur Jérusalem, Meir Shalev compose son livre comme un somptueux album de photos qui réactualise les personnages mythiques de la Bible. Il importe peu que ses modèles, Abraham, si fier de ses origines lointaines, Sarah, son épouse, les jumeaux Esau et Jacob, aient existé ou non. Fictifs ou réels, ils hantent longtemps la mémoire des lecteurs. Teintés de sépia ou de bistre, les portraits surpris par le narrateur, Esau contemporain, revenu chez lui après un long exil, nous restituent l'espace d'un Moyen-Orient fabuleux lorsque la France et l'Angleterre, héritières de la Sublime Porte, exerçaient

leur influence de Damas au Caire et que les juifs bâillaient en Palestine ce « foyer national » promis par Balfour.

Esau et Jacob, le frère qui exerce le beau métier de boulanger, Léa, son épouse, Sarah et le patriarche Abraham, tant d'autres encore, apprentis de l'éternité, à l'école des naissances, de l'amour et de la mort, assisteront, tels les personnages bibliques qui les ont inspirés, à la fuite du temps, au conflit des générations et aussi à la naissance difficile et miraculeuse d'un pays. Le narrateur, lui, est de ceux qui croient ferme que « le cri d'une mouette près du cap de la Banne Espérance peut, au bout de la chaîne des événements, faire couler un bateau dans le canal de la Manche ». Un poète persan n'écrivait-il pas qu'une seule fleur arrachée suffit pour modifier le cours de l'univers tout entier ? Cette métaphore donne une profondeur vertigineuse au beau récit de Meir Shalev, fresque hiéroglyphique colorée et sensuelle, noyée dans la lumière éblouissante d'une ville toujours menacée par la folie des hommes.

Étonnante, audacieuse et aussi quelque peu contestable quant à la « philosophie » qu'elle véhicule, la tentative romanesque de Benjamin Tammuz, disparu en 1989 à l'âge de soixante-dix ans (ancien responsable des pages littéraires du journal israélien *Ha'aretz* et diplomate en poste à Londres), prouve que la distinction que nous opérons entre le roman dit conventionnel et les proses d'avant-garde demeure souvent aléatoire. En fin de compte, entre la honne et la mauvaise littérature, choisissons la bonne : celle de Tammuz, fruit du jumelage de sa belle écriture, bien traduite en français, avec une construction insolite qui se joue des lois de la narration, révèle un grand écrivain. Il s'agit d'une mosaïque de textes, récits aux dimensions variables, confessions, lettres, testaments, documents d'archives, d'un surgit, à la faveur de la fantaisie architecturale du romancier - et malgré l'apparent désordre, - tout un pan du passé juif depuis le Haut Moyen Âge et le règne des rois wisigoths jusqu'à nos jours.

Le saurien et l'oiseau

Souvenons-nous. Quelques années auparavant, Marek Halter, respectueux des chronologies et de la convention classique, faisait revivre cette histoire, dans son récit *Les Fils d'Abraham*. Plus subtil, Benjamin Tammuz, qui suit à son tour le destin d'une famille - les Abramson, en allemand « fils d'Abraham », - recourt au symbolisme de l'allégorie et répond ainsi, d'une manière camouflée, au « mentir vrai » de Marek Halter. Pourquoi le *Caméléon* et le *Rossignol* ? Parce que, selon Tammuz, le saurien et l'oiseau, emblèmes opposés du bestiaire de la culture juive, représentent l'un les impératifs de l'intégration, appelant à l'occultation de la différence, et l'autre la pérennité d'une identité qui s'exprime par le chant déchirant de l'exil.

« La race dont tu descends s'apparente, selon l'heure, au caméléon ou au rossignol. Pour survivre, le premier change de couleur au gré des tribulations ; le second chante toujours comme un prophète fou. Chinois le caméléon pour servir chez toi et préserver le royaume des dangers du dehors » : c'est ce qu'on peut lire dans un testament rédigé par un père à l'intention de son fils à Odessa, en Ukraine, au temps des pogroms. A en croire Tammuz et son narrateur, Abramson, depuis la lettre écrite en l'an 654 au roi des Wisigoths par les juifs de Tolède pour l'assurer de leur fidélité à la foi catholique, jusqu'à l'histoire d'amour entre les peuples allemand et juif, qui devait si mal se terminer, depuis le massacre de York au treizième siècle jusqu'aux avatars atroces de la modernité, le chant du rossignol a toujours accompagné les métamorphoses du caméléon face à ses ennemis mortels.

Mais le romancier oublie peut-être d'insister sur le fait que cet niveau merveilleux est, lui aussi, capable de se transformer et de défendre, toutes griffes dehors, son existence lorsqu'elle se trouve menacée par les prédateurs. Ainsi, de Massada au ghetto de Varsovie et aux années de l'Occupation, les circonstances tragiques où le rossignol a trahi sa vraie vocation, pour devenir aigle au prix de sa vie, ne manquent pas. Ce n'est pas inutile de le rappeler.

Edgar Reichmann

(1) Tous deux chez Belfond.

Foyers d'incendie

Trois romancières anglo-saxonnes fascinées par le champ clos familial

LES RENARDS DE PIERRE

(*Two Days in Aragon*)
de Molly Keane.
Traduit de l'anglais
par Michèle Hechter.
Le Promeneur, 240 p., 150 F.

SAINT LENDEMAIN

(*Saint Maybe*)
d'Anne Tyler.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Corinne Derblum.
Calmann-Lévy, 372 p., 130 F.

LES HABITS NEUFS DE MARGARET

(*The Clothes in the Wardrobe*)
d'Alice Thomas Ellis.
Traduit de l'anglais
par Agnès Desbarthe.
Ed. de l'Olivier, 209 p., 89 F.

C'est un fait reconnu, le monde clos de la famille, où « la mort, un nouveau chapeau, le thé, la peur, la souffrance » constituent des sujets de conversation d'égal importance, enlève d'exercer sur les romancières anglo-saxonnes une fascination inébranlable. Trois romans nous en apportent aujourd'hui une preuve nouvelle. A commencer par *Les Renards de pierre*, publié en 1941 en Angleterre sous le nom de M. J. Farrell, un écrivain longtemps oublié, qui, près d'un demi-siècle plus tard, à quatre-vingt-un ans, recommençait une carrière triomphale, cette fois sous le nom de Molly Keane.

Dans une vaste demeure familiale au sein de la verte Irlande, les derniers membres d'une grande famille quelque peu dégénérée, accompagnés de fidèles serviteurs qui relèvent très exactement leurs turpitudes, s'affrontent et se déchirent, rêvent d'évasion ou cultivent d'insouciantes manies. *Les Renards de pierre* contiennent les meilleurs ingrédients du genre, et ceux qui aiment les romancières anglaises doivent le lire sans tarder : une vieille fille demeurée, Miss Pidge, qui nourrit dans le parc les farfadets, ses amis ; une gouvernante éprise de pouvoir, dont les appétits amoureux, pour n'être pas satisfaits, se sont mûrés en cruauté, et qui se plaît à faire souffrir Miss Pidge, lui infligeant ces « innombrables petites tortures et ces perfides négligences » qu'autorise la vie quotidienne ; un maître d'hôtel puritain qui hait le plaisir, la vie, lui-même, les autres et l'Irlande ; enfin, un roman d'amour larvé entre une grosse fille maladroite et gênée qui a le tort d'habiter à ses instincts, et, telle Lady Chatterley, de tomber amoureux, non du garde-chasse, mais, ce qui revient au même, du fils de la

gouvernante ; bien entendu, elle en sera punie, son amant, le premier, n'ayant guère d'indulgence pour ce genre d'errements. Mais ce n'est là que l'une des péripéties d'un roman fertile en aventures de toute sorte.

En revanche, *Saint Lendemain*, d'Anne Tyler (qui obtint le prix Pulitzer, en 1989, pour *Breathing Lessons*), s'il est tout aussi ambitieux dans la description des névroses familiales, manque à tout le moins de la fantaisie et de l'allègre méchanceté qui font la saveur des romans de Molly Keane. En une suite de scènes reliées, souvent, de façon lâche, on y voit un personnage éhémériste, Ian Bedloe, ensorcelé par une faute qu'il n'a peut-être pas commise, couvrir à son rabat selon les termes fixés par l'Eglise de la seconde chance : il abandonne ses études, devient charpentier, un métier symbolique, et entreprend d'élever les trois enfants que la mort de son frère a laissés sans soutien. Parviendra-t-il au bout du compte à se pardonner à lui-même ? Entre-temps, on aura assisté à la lente décomposition de la famille Bedloe, le « foyer idéal typiquement américain ». Les scènes de la vie quotidienne défilent, peu à peu les enfants grandissent, toujours on en revient au rôle central de l'Eglise, où chacun se confie et grâce à laquelle l'institution familiale perdure. Image d'une certaine Amérique provinciale dans les années 80, *Saint Lendemain* ne parvient pas toujours à surmonter la pesanteur de son sujet.

Une robe de mariée défilée

Les Habits neufs de Margaret, d'Alice Thomas Ellis, une romancière confirmée (elle a, nous dit-on, publié neuf romans, des essais et des livres de cuisine) (1), se situe dans la meilleure veine de ces romans féminins anglais qui allient la concision du style, la précision des mots et l'art de la formule à une lucidité redoutable, à une vision des choses si noire qu'elle en devient comique. Ici, une fois de plus, les tyrannies se conjuguent pour écraser l'individu : celle de la classe moyenne anglaise conformiste et appesantie, celle d'une mère zélée, autoritaire et bornée. Soumise à ces pressions diverses, l'héroïne, digne d'un roman d'Anita Brookner, invisible à son tour, désire « traverser la vie en n'empruntant que les ruelles et les chemins de traverse, à l'abri des regards ». Point de sentimentalisme inutile, mais l'image récurrente d'une robe de mariée défilée, lamentable, mal ajustée : « Je me sentais aussi mal à l'aise dans ma vie que dans un vêtement taillé pour quelqu'un d'autre ».

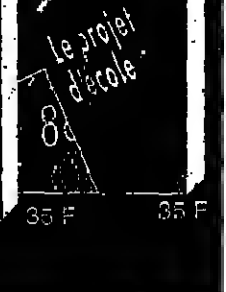
En contrepoint de la vie étouffante que promet le mariage à venir, les souvenirs d'un épisode exotique et amoureux en Égypte, la chaleur, « l'étranger », avec ce que ce mot recèle d'attraction et de dangers, l'inconnu... Ainsi se déroule ce récit où pointent la nostalgie, l'inquiétude, voire le désespoir, jusqu'à un coup de théâtre final sans que soient résolues ces énigmes auxquelles les deux protagonistes de cette trilogie apportent sans doute une solution.

Ch. J.

(1) L'un de ses livres, *Le Vingt-Septième Royaume*, a paru aux éditions des Cendres.

L'ÉCOLE PRIMAIRE ÉVOLUE

Collection
Une école pour l'enfant
Des outils pour les maîtres
CNDP/SAVOIR LIVRE
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
HACHETTE ÉDUCATION
En vente chez votre libraire
ou dans les CDDP/CRDP
Diffusion Hachette



150 F. 1 livre + 1 cassette + 6 graphes.

LETTERS LIBRARY
L'original Mr.



La comète

ROGER NIMI

LE MONDE DES LIVRES

LETTRES ÉTRANGÈRES

L'original Mr. Ackerley

Un père, un marin, un chien : quand le romancier anglais établit un bilan de sa vie et de ceux qui comptèrent pour lui, il n'oublie pas son amour de la provocation

MON PÈRE ET MOI
(My Father and Myself)
de J. R. Ackerley.
Traduit de l'anglais
par Alain Defosse.
Sahy, 294 p., 130 F.

MA CHIENNE TULIP
(My Dog Tulip)
de J. R. Ackerley.
Traduit de l'anglais
par Alain Defosse.
Sahy, 200 p., 120 F.



Mon père et moi.

Ackerley était un esprit libre. Cela n'étonnera pas, par principe, d'un écrivain anglais. Mangham, Benson, Evelyn Waugh, Lytton Strachey et, bien sûr, Forster nous ont prouvé que leurs consœurs n'avaient pas le monopole de la légèreté, de l'ironie et du portrait assassin. Il lui a pourtant fallu un sacré courage pour raconter avec autant de sincérité, de drôlerie et d'honnêteté son éducation, son initiation sexuelle et pour dénouer l'écheveau familial que son père avait mis beaucoup de patience à embrouiller.

Dans la curieuse entreprise autobiographique qu'il a intitulée en toute simplicité *Mon père et moi*, Ackerley mène de front les portraits de deux hommes apparemment incompatibles et découvre des affinités inattendues à la fin d'une enquête scrupuleuse, qu'il mène, au fond, durant toute sa vie : le livre fut, en effet, rédigé sur plus de quarante ans et parut à la fin des années 60, quand son auteur s'acheminait vers la vieillesse.

On sent que la provocation était chez lui une seconde nature. Homosexuel affiché, dans une société littéraire où, certes, il n'était pas une exception, mais dans un pays où le souvenir des malheurs de Wilde incitait plutôt à la discrétion, il bénéficia de la considérable bienveillance de son père qui lui assura une rente substantielle, comprenant parfaitement que son fils eût d'autres intérêts que les bananes, que lui-même importait et vendait... Ackerley était surtout intrigué par le passé de ce père qui lui avait écrit une bonne fois pour toutes : «*Tout ce que je possède est à toi, tu devrais bien le savoir, et il n'y aura jamais de ces restrictions entre nous. Ma confiance en toi est comme l'affection que je te porte, sans limites. Ton vieux papa.*»

Tout aussi original que son fils, il avait été, dans sa jeunesse, le protégé d'un riche extravagant ; il avait vécu en France ; il s'était marié une première fois avant de rencontrer la mère de Joe. Il eut avec elle trois enfants et attendit plus de vingt ans avant de l'épouser ! Bien que le projet ne soit jamais aussi clairement avoué, Ackerley voudrait bien comprendre ce qui, de la personnalité mystérieuse de son père, a laissé des traces aussi singulières dans la sienne.

«*La beauté, parmi les dons que nous octroyent les bonnes fées, n'est guère le gage du bonheur*», remarque-t-il en considérant son passé de séducteur malheureux. La fréquentation des gardes de Sa Majesté, dont on apprend qu'ils constituaient un véritable réseau de pro-

stitution masculine dans les nuits huppées de Londres, ne devait pas le satisfaire sentimentalement. La lecture de l'œuvre d'Otto Weininger, qui fut, dans l'Europe entière de la première moitié du vingtième siècle, une Bible de la libération sexuelle, le rassura sans lui suffire. Il la résume à sa manière : «*Si l'homme est ce nous possédons tous, à des degrés variables, des aspects*

masculins et féminins, dosés selon chacun, comme si nous étions des sachets de thé.»

Il lui fallait «*l'ami idéal*» qu'il crut trouver dans un matelot de Portsmouth, avec lequel il vécut quatre ans. Son père finit par reconnaître l'amant de son fils et sympathisa avec lui. Mais, en mourant, le vieil homme allait emporter un secret qu'il n'avait jamais osé trahir

de vive voix. Il laissa toutefois deux lettres à l'écrivain, lui révélant que lui aussi avait eu une double vie. A vrai dire, carrément un double mariage, un double foyer, une double descendance. Cette découverte médusa Ackerley qui ne prévoyait pas, pour un livre commencé quarante ans plus tôt, un dénouement aussi romanesque. Lui qui avait fait profession de se surprendre toujours lui-même était coiffé au poteau par son père.

« Un animal humain »

Contrairement à Forster, qui eut un ami fidèle jusqu'à sa mort, Ackerley dut admettre que, chez lui, «*les sentiments et la chair étaient rangés dans des compartiments séparés*». Et c'est un animal, une chienne qui lui «*apporta ce qu'il n'avait pas connu dans [sa] vie sexuelle : un dévouement constant, indéfectible, sans partage ni réserve*». Dans un raccourci qui peut choquer, il va même jusqu'à rêver cet «*ami idéal*» sous la forme d'un animal humain, avec, par exemple, l'esprit de sa chienne dans le corps de son matelot, un corps viril, parfait, et toujours disponible, avec la dévotion d'une bête fidèle, aimant sans discernement.

Virginia Woolf devança Ackerley sur le chemin périlleux de la biographie canine et Soseki donna la parole à son chat. Deux siècles auparavant, Horace Walpole, autre expert en incongruités, avait pris deux chiens pour héros d'un de ses *Contes hiéroglyphiques*. A cette moitié d'ami que fut sa chienne Tulip, Ackerley, lui, ne consacra pas moins de deux livres dont l'un paraît ici. Isherwood y vit un chef-d'œuvre. La sympathie entre écrivains pousse parfois à l'exagération.

René de Ceccatty

La comète Batchelor

Il mélange tous les genres, ne se refuse jamais une audace. Deuxième roman d'un météore américain

LES NOUVELLES AVENTURES DE LA COMÈTE DE HALLEY
de John Calvin Batchelor.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Brice Mathieussent.
Phébus, 492 p., 165 F.

En 1991, un petit nombre de lecteurs éblouis saluèrent la publication d'un très grand livre : *Antarctica*, d'un Américain de quarante-quatre ans, John Calvin Batchelor (1). Renouant avec la tradition des Melville, Hawthorne, London et Conrad, Batchelor renouvelait puissamment le genre du roman d'aventure, puisant aux quatre coins du temps son inspiration, depuis l'Ancien et le Nouveau

Testament (du Déluge à l'Exode, de David à l'Apocalypse), les sagas nordiques (celle de Skallagrim Strider) jusqu'à nos banaises de fin de siècle, et au-delà (le roman prend fin en 2030). J.-M. Cocteau lui-même fut saisi par la force du roman. «*Il y avait longtemps, dit-il, que les lecteurs n'avaient pas été livrés à un tel choc.*»

Or voici qu'aujourd'hui John Batchelor publie en France un second roman, *Les Nouvelles Aventures de la comète de Halley*. Les lecteurs seront sans doute déçus, ne retrouvant qu'une caricature, ou plutôt un brouillon de la tempête poétique d'*Antarctica*. Ce second ouvrage est en réalité le premier dans l'ordre chronologique. Le thème des *Nouvelles Aventures* est

le fruit d'une imagination fertile : en 1985, année de la comète de Halley, aux États-Unis, deux familles s'opposent féroce-ment : les Means, riches industriels décadents, et les Broadword, dont le fils, Effert, réapparaît après treize années d'absence et de recherche d'une mystérieuse tablette babylonienne à propos de la comète.

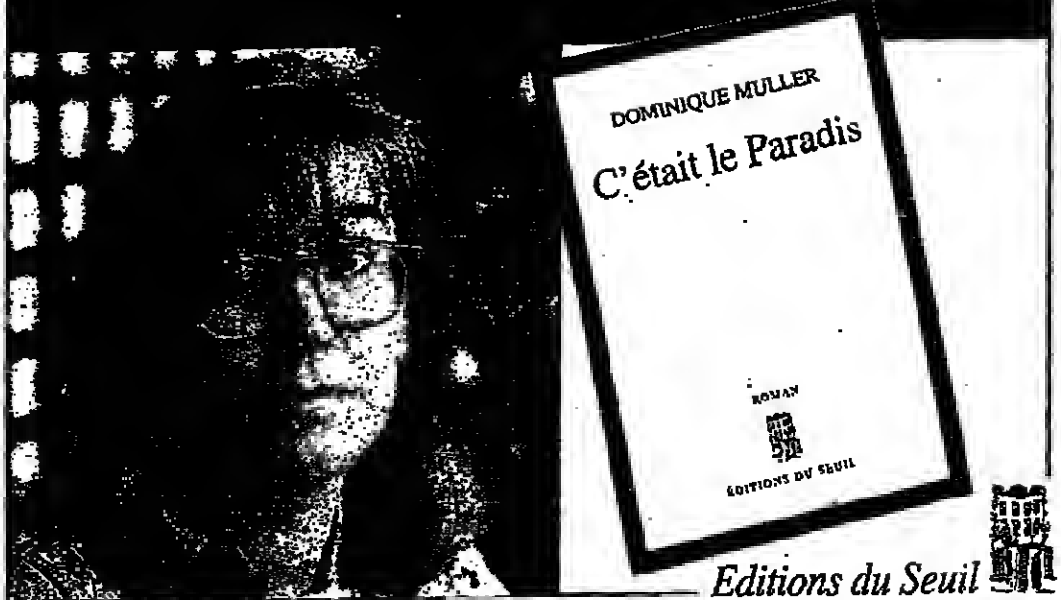
La comète, justement, n'est autre que l'objet de cette guerre mi-grotesque mi-dramatique. Les Means savent déjà ce que les Broadword deviennent peu à peu : la comète de Halley n'est pas du tout un simple phénomène astronomique. Elle est en réalité incarnée en un être qui visite la Terre à intervalles réguliers et dont le nom symbolise la puissance : Libre-Arbre... Quatre retours en arrière permettent de comprendre qu'à chaque passage, depuis 1632 les deux familles rencontrent la comète Libre-Arbre, qui toujours, tel le Sphinx, pose une question, puis disparaît. Les Means n'ont qu'une idée, s'appropriant la comète et son pouvoir (celui du Libre-Arbre), tandis que les Broadword s'y opposent. Les péripéties se succèdent, joyeux chaos, jusqu'à l'éclatement final.

Toutes les qualités de l'auteur sont là : le mélange des genres, on passe du récit historique à la science-fiction, de la farce à la poésie, du roman de mœurs à celui de chevalerie ; la liberté des thèmes et de l'écriture : jamais Batchelor ne se refuse une audace, une tentative, et tant pis si elle n'est pas très réussie ; la vie et l'émportement de l'écriture. Mais abondance de biens nuit parfois. Batchelor se laisse un peu trop aller à l'ivresse de sa propre musique, à son faisonnement. Un peu plus de tenue aurait permis à cette belle plante de croître en force et en harmonie. Qu'importe ! Batchelor a poursuivi sa route, et, avec curiosité, on attend le prochain roman.

Christilla Pellé-Donél

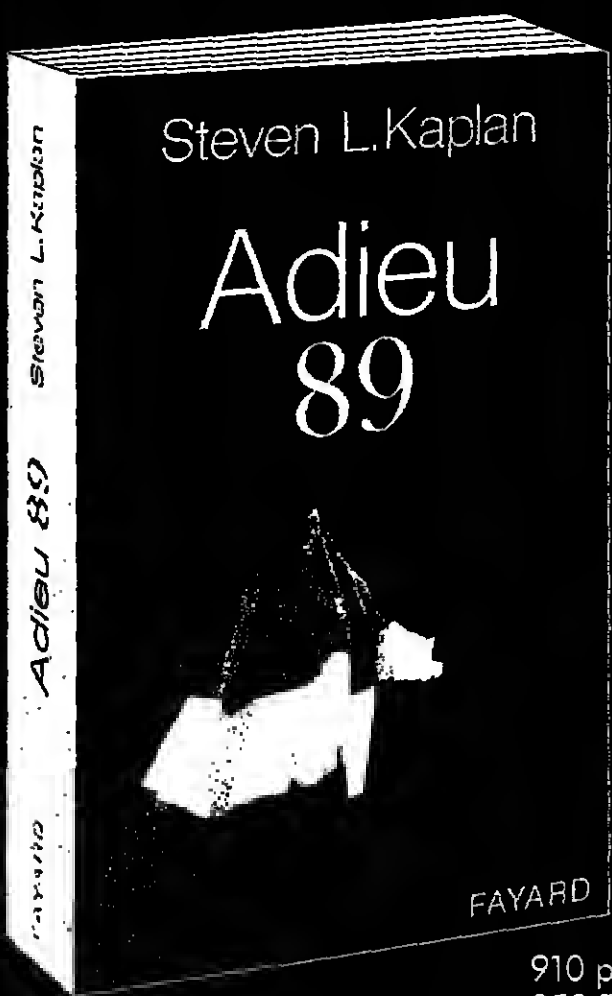
(1) Ed. Phébus.

PRIX ROGER NIMIER



Editions du Seuil

UN HISTORIEN AMERICAIN REPREND LA BASTILLE!



910 p.
250 F

Adieu 89, un livre d'histoire du temps présent, une radioscopie de la société française telle qu'on n'en avait pas lu depuis longtemps. Mieux qu'un brûlot, c'est une mise en garde, une leçon d'histoire appliquée. Ce que les Français n'ont pas su vivre, "commémorer une rupture", Kaplan le vit pour eux, il assume l'héritage de la Révolution française, en réactive la mémoire ; ce que les historiens français n'ont pas voulu voir, il le leur met sous les yeux. Adieu 89 est la commémoration que nous aurions dû avoir, celle qui nous aurait permis de transcender nos différences.

Philippe Petit, l'Événement du Jeudi

FAYARD

LE FEUILLETON

Pierre Lepape

LETTRES. 1920-1966
d'Evelyn Waugh.
Traduit de l'anglais
par Jocelyne Gourand.
Quai Voltaire, 810 p., 280 F.

TROIS NOUVELLES
d'Evelyn Waugh.
Traduit de l'anglais
par Jocelyne Gourand.
Quai Voltaire, 172 p., 105 F.

LE CHEVAL IMPOSSIBLE
de Saki.
Traduit de l'anglais
par Raymonde Weil.
Julliard, 240 p., 120 F.

L'ANGLAIS victorien est une réserve d'ethnologie comique dont les ressources semblent inépuisables. Lorsque nous entrez, continents démocrates et modernes, pénétrons dans la jungle de la « high society » britannique telle qu'elle exista à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, telle qu'elle existe encore, nous affirmer-t-on, dans des replis cachés de l'Angleterre post-industrielle, c'est Lévi-Strauss qui nous sert de guide.

Sans lui, sans les secours de l'anthropologie, comment espérer comprendre les rites étranges de ces Nambikwars à col arandonné et robe de dentelle ? Les rites initiatiques de leurs public schools, ainsi dénommées parce qu'elles sont sélectivement privées ? Les hiérarchies complexes de leurs barons, beronnets, sirs et lords, un peu plus amnésies encore par des stratégies matrimoniales et des raffinements de parenté aux subtilités toutes byzantines ? L'ésotérisme de leurs codes linguistiques ? Les arcanes de leur morale sociale essentiellement articulées sur les multiples nécessités de la représentation ? L'énigme de leur métaphysique, où l'ennui, distingué comme il se doit, paraît occuper une place centrale et le bavardage tenir lieu de prière ? C'est là, sans doute, derrière les murs un peu décrépite de ces manoirs du Devonshire, dans l'odeur de cuir patiné et de vieux whisky de ces clubs londoniens, que subsiste la dernière société sans histoire qu'abrite notre planète, le dernier vestige observable du sentiment d'éternité.

L'image d'un monde figé, pétrifié dans une posture, de Pompéi immobilisée à jamais par sa chape de lave, possède de grandes vertus dramatiques et poétiques. Beaucoup de romans anglais doivent le plus puissant de leur charme à cette bulle d'immobilité dans laquelle s'inscrivent leurs fragiles péripéties. Et quand le rire, le satire, le sarcasme remplacent l'émotion et la mélancolie dans l'évocation de ces paradis gazonnés, leur puissance de feu se trouve démultipliée par le blesphème qu'ils paraissent proférer. Imaginez Lévi-Strauss, encore, ridiculisant les moeurs des Bororas, montant en épingle l'égotisme et la frivolité des Aymaras ou tournant en dérision les rites sexuels des Quichés. On dirait qu'il ne respecte rien, qu'il est de mauvais goût, inféquentable, iconoclaste. Et si par hasard on le jugeait drôle, on trouve-

rait à cette drôlerie un air de jeu de massacre.

C'est ce qui sa paaa avec ces vilains cénérés englaie qui ont nom Saki, Ronald Firbank, Edward Frederic Benson, Pehem Grenville Wodehouse ou Evelyn Waugh. Ils font rire, irrésistiblement, en caecede, jusqu'aux larmes, mais ce rire doit l'essentiel de sa force au rituel ecclésiastique et destructeur qui le fait naître. Il y a de la rage nihiliste dans ce comique-là, un goût de sacage, de mise à sac et de cruauté vorace. On rit comme on piétine, comme on déchire, comme on lachère. Avec d'autant plus d'acharnement

qu'on le fait du bout des ongles et dans le ton de la plus exquise politesse. Il ne s'agit plus de moquer les travers d'une société, d'afficher ses vices, ses vanités et ses ridicules et de se les offrir en comédie ; il faut bien qu'il y ait de la colère et de la souffrance pour expliquer de telles tempêtes d'hilarité féroce.

LES lettres d'Evelyn Waugh, souvent désopilantes au demeurant, sont celles d'un homme exaspéré et blessé par son époque et par son pays. Il y tourne comme un ours en cage, malheureux, inépuisé ; et comme il ne veut pas se donner l'air de geindre et de gémir, il prend la posture du cynique, du butor et du grossier personnage. Tout l'irrite dans cette Angleterre où il demeure quand l'empire ne le jette pas dans une guerre en Ethiopie ou dans les marécages de Guyane. Tout lui porte sur les nerfs, de notre époque, quand il ne se réfugie pas dans l'absorption forcée d'alcool ou dans les vapeurs d'encens des cathédrales.

Tout : la démocratie, les syndicats, Picasso, les impôts, le cinéma - les héroïnes y sont toujours « hideuses » et le comique « très vulgaire », - les jeunes gens, l'agglomération de l'église catholique, la restauration des bâtiments d'Oxford, Proust, que « seuls les Anglais et les Américains placent juste au-dessus de P. G. Wodehouse », le divorce - il est parvenu à faire annuler son premier mariage par le Vatican, - les étrangers, les travailleurs et les conservateurs, qui « vont beaucoup intensifier leurs persécutions des riches afin de mon-

trer leur impartialité ». Rien ne trouve grâce à ses yeux depuis qu'il est sorti de l'Université (Oxford, bien entendu) pour entrer dans le monde des adultes.

L'Université, c'est son âge d'or, le paradis perdu, le lieu où il ne se console pas d'avoir été arraché. Le lieu et le temps d'une irresponsabilité soigneusement encadrée et hiérarchisée selon des lois et des rites souvent absurdes mais qui tirent une légitimité immatérielle de leur encastrée répétition. Le monde dont rêve Waugh serait un immense Oxford. Là régnerait l'harmonie, dans l'acceptation sereine des différences naturelles entre les castes, dans l'observation scrupuleuse d'une discipline que les forces et les excès ne feraient que célébrer, dans la liberté d'esprit que garantissent la naissance et l'argent et qu'exalte une intelligence oisive, dans les rivalités fraternelles d'une saine camaraderie. Il flotte toujours, insidieux et insistant, un parfum d'homosexualité honteuse et de mysoïnie militante dans les nouvelles que Waugh, tout au long de sa vie,

et à lui-même. Jusqu'à ce qu'une crise cardiaque le débarrasse à soixante-trois ans de sa suffocation et de sa bile.

SAKI est mort quand Waugh avait treize ans. C'était le 13 novembre 1910, au petit jour, au fond d'un trou d'obus. Ses dernières paroles avant qu'il n'explose furent : « Etiez-vous cette cigarette, nom de Dieu. » Kipling était né aux Indes, Hector Hugh Munro, qui devait écrire sous le nom de Saki, e vu le jour en Birmanie. Enfants de fonctionnaires coloniaux quand l'empire britannique brillait de tous ses feux, les deux écrivains ont vécu les souffrances de ces enfants livrés en Angleterre à des parents inconnus. Pour Saki, deux tantes revêches, Charlotte et Augusta. Kipling cache ses blessures d'enfance derrière les masques de la virilité et de l'héroïsme conquérant ; Saki préfère l'humour, l'ebroude et l'épigramme victorieux.

Il a écrit deux romans qui sont des chefs-d'œuvre : *l'Insuperable Bassington* et *When William Came*, qui n'a pas été traduit en français, et une centaine de nouvelles, publiées chez nous dans la plus parfaite anarchie. Ainsi, la plupart de celles qui sont présentées aujourd'hui dans le recueil intitulé *Le Cheval impossible* figuraient-elles déjà, dans une traduction de Jean Rosenthal, sous le titre *Le Bouc en visite*, dans un volume publié par Laffont, présenté par Graham Greene en 1960 et réédité en 1984. On ne peut pas dire que la traduction nouvelle améliore la précédente. Là où Rosenthal écrit : « Theophil Eschley était artiste de son état, et le cadre où il vivait avait fait de lui un peintre animalier spécialisé dans le bétail », ce qui est assez ellégre, son successeur s'embourbe : « Theophil Eschley était peintre de profession et spécialisé dans la représentation des vaches pour des raisons de voisinage. » Dans *Gabriel-Ernest*, une autre nouvelle commune aux deux recueils, Raymonde Weil, la nouvelle traductrice, attribue à un personnage ce qui est dit par son interlocuteur.

Autant donc s'en tenir à la version Rosenthal (« Classiques Pavillons ») à moins de ne vouloir manquer à aucun prix la dizaine de pages inédites en France qu'offre *Le Cheval impossible*. Elles sont, il est vrai, magnifiques d'invention, de malice et de nostalgie poignante. A la différence de Waugh, Saki ne regrette pas l'ordre ancien, il régle le compte d'une enfance saccagée.

Humoristes et badernes

ne cesse de consacrer à la vie des collages.

Mais Oxford n'est plus dans Oxford ; Oxford a été trahi par les élans ; par des ranégats qui y ont introduit le virus mortel du mouvement. Et c'est l'univers entier qui en est empoisonné. Waugh est le Saint-Simon de cette décadence. Seuls le rire, la caricature, le sarcasme, la cruauté peuvent rendre compte d'un tel désastre. Waugh brûle ce qu'il adore. Mais il demeure lucide sur son cas : il sait bien que le méchant, célébré chez les jeunes écrivains en colère, transforme les vieux chroniqueurs en badernes acariâtres. Les superbes flambées de ses premiers livres, de *Grandeur et décadence*, d'*Une poignée de cendres* ou de *Cher disparu*, si parfaitement cocasse, ont laissé place aux coulinements amers de *Retour à Brideshad*. Waugh préfère ne pas vieillir davantage. Il se gave de narcotiques pour échapper au monde

Les contradictions de Meredith

Salué par Forster ou Wilde, puis oublié, ce romancier anglais du XIX^e siècle combinait le goût du rationnel et celui de l'excès

LES COMÉDIENS TRAGIQUES
VARIATIONS
SUR UNE HISTOIRE CONNUE

(The Tragic Comedians)
de George Meredith.
Traduit de l'anglais
par Isabelle Jan.
Julliard, 247 p., 120 F.

Etrange destinée que celle de George Meredith (1828-1909), poète, romancier, essayiste, qui fut adulé par son époque, comblé d'honneurs et de succès, puis, après sa mort, sombre dans un oubli que ceux-là mêmes, qui le louaient n'avaient pas manqué de prédire. « Meredith n'est plus le nom qu'il était il y a encore vingt ou trente ans, quand une partie de l'univers, et tout Cambridge, tremblait devant lui », écrit E. M. Forster en 1927, dans *Aspects du roman* (1), pour conclure sur une contradiction qui en dit long sur la perplexité qu'inspire Meredith : « Il n'y a pas de quoi s'étonner qu'il soit actuellement dans le creux de la vague. Et, pourtant, en un sens, c'est un grand romancier... »

Très vite, on lui reconnut une personnalité en dehors du commun et un génie étonnant fait de tendances les plus divergentes, le goût de la rationalité et celui, plus vif encore, de la fantaisie se mêlant en lui ; on le considéra comme l'héritier d'un romantisme tardif en même temps que comme le représentant du nouvel esprit scientifique, mais nombre de critiques objectèrent que ces aspects opposés n'étaient pas réconciliés dans son œuvre. Dans sa jeunesse, les accents prophétiques de Carlyle l'influencèrent, ainsi que la prose ironique, marquée d'un esprit de fantaisie, de Thomas Love Peacock (dont il épousa la fille) ; la métaphysique et le mysticisme allemands ne lui étaient pas étrangers (il fit deux ans d'études en Allemagne), mais ses affinités

le poussaient vers la littérature française : le rigueur de l'analyse psychologique lui plaisait.

Accueillant des contradictions si flagrantes, son style ne pouvait être simple : « Rien de ce qui nous arrive, nous avertit Isabelle Jan, la traductrice (dont on ne suit pas toujours les eudaces, si on admire son habileté), n'est racontable ni même concevable autrement que de façon détournée, par la parabole, la périphrase, le repentir... L'écriture de Meredith est tout entière métaphorique. » Le maniérisme, la surcharge, les complications en apparence inutiles, mais qui résultent d'une grande tension intérieure, toute cette complexité de l'écriture est sans doute la cause de la désaffection dont souffre aujourd'hui Meredith.

Alliance
précaire

« Ah Meredith ! », écrivait Oscar Wilde. Qui peut le définir ? Son style est un chaos illuminé par des éclairs. En tant qu'écrivain, il a maîtrisé toute chose sauf le langage : en tant que romancier, il sait tout faire sauf raconter une histoire... Ce n'est pas un réaliste. Ou plutôt c'est un enfant du réalisme qui s'est brouillé avec son père. » Et si, précisément, c'était cette alliance précaire de tendances opposées, ce désir de se montrer objectif et réaliste que dément l'instant d'après le goût de l'empoiement et de l'excès, qui rendaient Meredith intéressant ? Si c'était la difficulté même d'un style qui exprime la rencontre de deux époques, de deux courants antinomiques ?

Moins connu que *l'Egoïste* ou que *Richard Feverel*, les *Comédiens tragiques*, écrit en 1880, part d'un fait divers qui, à l'époque, fit grand bruit : pour une histoire de femme, un social-démocrate allemand, homme politique en vogue, disparut un jour de la scène politique et du monde. Dans le roman,



George Meredith en son jardin : l'aspiration romantique et son envers.

Alvan est un journaliste juif allemand, beau parleur et démagogue, dnué à l'excès, sûr de lui jusqu'à l'arrogance. Chlotilde, épouse d'héroïsme et d'indépendance, va tomber amoureux de cet homme « reconnu comme l'un des maîtres du monde ».

Mais son père, un général antisémite, va s'opposer à un mariage que réproche, pour de multiples raisons, tout leur milieu social. Bien entendu, rien n'est aussi simple : si la société empêche les amants de se rejoindre, elle accroit par là même une passion fondée, avant toute chose, sur l'amour de soi et du spectacle

grandiose qu'on se donne à soi-même : « Le pari est double, écrit Isabelle Jan : celui de la conquête ; d'une conquête qui doit satisfaire non seulement leurs sens, mais l'image que leur couple offrira au monde comme à eux-mêmes car ils sont, l'un et l'autre, prisonniers du discours de leur personnage et amoureux d'une représentation de l'amour. »

Plus encore que la société brave dans ses conventions, c'est l'orgueil qui les sépare, et le jeu destructeur qu'ils se jouent à eux-mêmes afin de rester fidèles à un modèle héroïque (Chlotilde) ou à leur profond désir de vaincre

(Alvan). Alvan, révolutionnaire adoré des foules, auquel rien n'est impossible, n'aura de cesse qu'il ait fait plier l'opinion et acquis en toute légitimité celle que la société lui refuse : la reconnaissance des autres, le victorieux sur ce qui lui résiste encore, le triomphe personnel lui importent plus que celui de l'amour nu de la cause défendue. Au moment décisif, il rejette les propositions d'enlèvement de sa belle. Et elle, « aux trois quarts une actrice... pour le quart qui reste... une tremblante petite chose qui a peur d'affronter la réalité », un « serpent au cimeter d'or », comme l'appelle son amant, joue

son rôle jusqu'à la limite de ses moyens, louchoyant, se pliant tantôt aux volontés de ses parents, tantôt au pouvoir de son amant.

Que ce pouvoir soit d'ordre érotique, d'autant plus fort qu'il est sans cesse entravé, que jamais Chlotilde et Alvan ne s'unissent, c'est là l'une des audaces de ce romancier victorien. La légende de Tristan et Isolde se profile à l'arrière-plan, et les mythes wagnériens ; rien n'y manque, pas même le filtre d'amour, un verre de vin du Rhin, ni l'arbre rongé de lichen devant lequel ils se prêtent serment, ni le sublime décor des montagnes qui accroît la force de leur passion.

Ces allusions donnent une résonance particulière à la théâtralité des attitudes, au goût de la démonstration et à l'emphase des discours, en même temps qu'elles leur confèrent un caractère de dérision. La réalité viendra apporter à de telles envolées le plus ironique des démentis : non seulement lors du dénouement, tragique, du récit, mais à chaque élan, à chaque défi lancé par ces comédiens que dépasse leur rôle. La conclusion de ce romancier, qui donne à voir l'aspiration romantique et son envers, est, n'y s'y attendait, que « la vérité exige de ramener les choses à de justes proportions ».

Mais la supériorité d'Alvan sur l'immense troupe de ceux qui défient l'ordre, tout simple, du comique, est que, par son insoumission au monde tel qu'il est, il participe également de la grandeur tragique. Pour reprendre les mots de Roger Caillois à propos de Faust, on pourrait dire à son sujet qu'il lui « reste la gloire de n'avoir accepté aucune limitation divine ni humaine, quand il s'est agi de satisfaire l'un de ses appétits inextinguibles de sentir, de savoir, et de dominer... »

Christine Jordis

(1) Voir la critique de René de Ceccatty dans « Le Monde des livres » du 28 mai.